



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

REP20/LAC

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

Quarante-troisième session

Siège de la FAO, Rome (Italie)

6-11 juillet 2020

RAPPORT DE LA VINGT ET UNIÈME SESSION DU COMITÉ FAO/OMS DE COORDINATION POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

PARTIE 1

Santiago (Chili)

21-25 octobre 2019

et

PARTIE 2

Par correspondance

3 février – 11 mai 2020

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

REP20/LAC Partie 1

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

Quarante-troisième session

Siège de la FAO, Rome (Italie)

6-11 juillet 2020

RAPPORT DE LA VINGT ET UNIÈME SESSION DU COMITÉ FAO/OMS DE COORDINATION POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Santiago (Chili)

21-25 octobre 2019

TABLE DES MATIÈRES

Résumé et état d'avancement des travaux	page ii
Liste des sigles et acronymes	page iv
Rapport de la dixième session du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes	page 1

Paragraphe

Introduction	1-2
Ouverture	3-5
Adoption de l'ordre du jour (point 1 de l'ordre du jour)	6-7
Discours d'ouverture: Le rôle de la science dans la gestion des risques liés à la sécurité sanitaire des aliments (point 2 de l'ordre du jour)	8
Situation de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments dans les pays de la région – Questions actuelles et émergentes (point 3.1 de l'ordre du jour)	9-13
L'avenir de la sécurité sanitaire des aliments: conclusions de la première Conférence internationale FAO/OMS/UA sur la sécurité sanitaire des aliments et du Forum international sur la sécurité sanitaire des aliments et le commerce – Suite à donner (point 3.2 de l'ordre du jour)	14-19
Situation de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments dans les pays de la région: Utilisation de la plateforme en ligne de partage des informations sur les systèmes de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments – Informations disponibles, plans futurs et perspectives (point 3.3 de l'ordre du jour)	20-25
Utilisation des normes du Codex dans la région (point 4 de l'ordre du jour)	26-29
Questions découlant des travaux de la Commission du Codex Alimentarius et d'autres comités du Codex (point 5 de l'ordre du jour)	30-34
Travaux du Codex pertinents pour la région (point 6 de l'ordre du jour)	35-48
Mise en œuvre du Plan stratégique du Codex pour 2014-2019 (y compris du Plan stratégique du Comité régional de coordination pour le Proche-Orient pour 2014-2019) (point 7.1 de l'ordre du jour)	49
Plan stratégique du Codex pour 2020-2025 – Feuille de route pour la mise en œuvre (point 7.2 de l'ordre du jour) ..	50-51
Plan de travail du Codex dans le domaine de la communication (point 8 de l'ordre du jour)	52-56
Nomination du coordonnateur (point 9 de l'ordre du jour)	57-59
Autres questions (point 10 de l'ordre du jour)	60
Date et lieu de la prochaine session (point 11 de l'ordre du jour).....	61

Annexes

Annexe I – Liste des participants	page 10
Annexe II – Domaines d'action en faveur de la sécurité sanitaire des aliments pour la prochaine décennie proposés par les membres à des fins d'examen par la FAO et l'OMS	page 14
Annexe III – Plan de communication régional pour 2020-2025.....	page 21

RÉSUMÉ ET ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX

Partie responsable	Objectif	Texte/Thème	Par.
FAO/OMS et membres, coordonnateur régional, CAC (quarante-troisième session)	Action et information	<p><u>Situation de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments dans les pays de la région – Questions actuelles et émergentes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Comité a pris acte des questions émergentes, reconnu que l'enquête était un outil précieux pour les repérer, et demandé au coordonnateur régional de mettre en œuvre un mécanisme pour faciliter les actions de suivi; - il est convenu que la référence au changement climatique relativement aux activités du Codex devait explicitement et exclusivement concerner les défis et l'impact que ces changements peuvent avoir sur la sécurité sanitaire des aliments, afin que les travaux dans ce domaine s'inscrivent clairement dans le cadre du mandat du Codex. 	14
Membres, FAO/OMS	Action et information	<p><u>L'avenir de la sécurité sanitaire des aliments</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Comité a pris acte du résumé de la première Conférence internationale FAO/OMS/UA sur la sécurité sanitaire des aliments et du Forum international sur la sécurité sanitaire des aliments et le commerce, et s'est engagé à mettre ces documents à la disposition des décideurs de haut niveau au sein des gouvernements; - est convenu d'œuvrer à sensibiliser aux questions de sécurité sanitaire des aliments afin que les autorités compétentes y consacrent des ressources, et a encouragé les membres à communiquer avec leurs délégations nationales et leurs représentants à Genève afin que tous les efforts soient faits pour inclure la sécurité sanitaire des aliments à l'ordre du jour de la prochaine session de l'Assemblée mondiale de la santé; - a invité la FAO et l'OMS à examiner les domaines d'action proposés par les membres et consultables à l'annexe II du présent rapport, dans le cadre de leurs efforts constants pour améliorer la sécurité sanitaire des aliments dans la région. 	20
FAO/OMS, Secrétariat du Codex et membres	Action et information	<p><u>Situation de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments dans les pays de la région – Utilisation de la plateforme en ligne</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Comité a pris acte des informations fournies et s'en est félicité, et a confirmé l'utilité et la valeur de la plateforme, demandant à la FAO, à l'OMS et au Secrétariat du Codex de soutenir les pays dans leurs efforts pour communiquer des renseignements, et d'améliorer la visibilité, l'accessibilité et l'utilité de l'outil. 	26
Membres et Secrétariat du Codex	Action et information	<p><u>Utilisation des normes du Codex dans la région</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Comité a pris acte des résultats de l'enquête, soutenu la poursuite et l'amélioration de ce processus et précisé les domaines à explorer lors des futures enquêtes en soulignant l'importance de prolonger les délais afin que plus de pays puissent y répondre; - il a mis en avant l'importance d'harmoniser les législations nationales sur les normes du Codex et demandé au Secrétariat du Codex de se concerter avec d'autres organismes multilatéraux compétents en matière de sécurité sanitaire des aliments, comme l'OMC, pour élaborer un mécanisme conjoint permettant d'étudier plus en profondeur l'utilisation des normes du Codex par les membres. 	30

Partie responsable	Objectif	Texte/Thème	Par.
CCMAS (quarante et unième session)	Information	<u>Examen et mise à jour de la norme CXS 234 et établissement d'une base de données sur les méthodes</u> - Le Comité a pris note des progrès enregistrés récemment, des travaux en cours, de l'importance des méthodes du Codex pour obtenir des résultats fiables et de l'intérêt de la norme CXS 234-1999 pour les systèmes nationaux de gestion du contrôle des aliments.	31
Membres et Secrétariat du Codex	Action et information	<u>Indications sur l'harmonisation des dispositions relatives aux additifs alimentaires et plan d'alignement</u> - Le Comité a demandé au Secrétariat du Codex d'émettre une lettre circulaire contenant des informations détaillées sur le contexte et les options envisageables pour harmoniser les dispositions relatives aux additifs alimentaires en vue de faciliter la prise de décision à sa vingt-deuxième session.	35
CCPFV (vingt-neuvième session)	Information	- Le Comité a réservé un accueil favorable aux travaux en cours du Comité sur les fruits et légumes traités.	41
CCFA (cinquante-deuxième session), membres	Information	<u>Dispositions pour l'emploi du citrate trisodique dans le lait UHT</u> - Le Comité s'est accordé sur une position régionale en faveur de l'adoption, à la prochaine session du Comité sur les additifs alimentaires, des dispositions pour l'emploi du citrate trisodique dans le lait UHT telles que proposées à la quarante-deuxième session de la Commission.	47
Coordonnateur, membres et Secrétariat du Codex	Action	<u>Plan de travail du Codex dans le domaine de la communication</u> - Le Comité a étudié et adopté le plan de communication régional ainsi que les mécanismes devant appuyer l'exécution, par exemple un centre de communication, avec le soutien du coordonnateur régional en concertation avec les membres. L'importance de la collaboration entre le coordonnateur actuel et les futurs titulaires de cette fonction a été soulignée afin de veiller à la bonne transition des initiatives menées par le coordonnateur.	75
CAC (quarante-troisième session)	Nomination	- Le Comité a recommandé que l'Équateur soit nommé coordonnateur pour l'Amérique latine et les Caraïbes.	57
Membres, CAC (quarante-troisième session)	Information	- Les points 2, 7.1, 10 et 11 de l'ordre du jour n'ont pas été abordés en raison de l'interruption de la session pour des raisons de sécurité.	49, 60 et 61
Membres, CAC (quarante-troisième session)	Information	- Les débats sur les points 6 et 7.2 de l'ordre du jour n'ont pas pu être menés à terme, car la session a été interrompue pour des raisons de sécurité.	35-48, 51

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ACHIPIA	Agence chilienne pour la sécurité sanitaire et la qualité des aliments
RAM	Résistance aux antimicrobiens
UA	Union africaine
CAC	Commission du Codex Alimentarius
CCCCF	Comité du Codex sur les contaminants dans les aliments
CCEXEC	Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius
CCFA	Comité du Codex sur les additifs alimentaires
CCFICS	Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires
CCNFSDU	Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime
Le Comité:	Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CCMAS	Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage
CRD	Document de séance
CCPFV	Comité sur les fruits et légumes traités
FAO:	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
JECFA	Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires
JMPR	Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides
LM	Limite maximale
LMR	Limite maximale de résidus
OCS	Système de mise en ligne des observations
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
SPS	Sanitaires et phytosanitaires
OTC	Obstacles techniques au commerce
UHT	Ultra haute température
OMS	Organisation mondiale de la santé
OMC	Organisation mondiale du commerce

INTRODUCTION

1. Le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CCLAC) a tenu sa vingt et unième session à Santiago (Chili), du 21 au 25 octobre 2019, à l'aimable invitation du Gouvernement du Chili. La réunion s'est ouverte avec un jour de retard afin de garantir la sécurité de tous les délégués compte tenu des manifestations et des émeutes observées dans la métropole qui ont entraîné la déclaration de l'état d'urgence constitutionnel. Après deux jours et demi de délibérations (22 et 23 octobre 2019), la session a dû être interrompue à cause de troubles persistants à Santiago et de difficultés croissantes pour assurer la sécurité de l'ensemble des délégués. Le présent rapport rend compte des points de l'ordre du jour qui ont pu être abordés pendant la session et de ceux qui ont été adoptés par correspondance après la réunion, à titre exceptionnel¹.
2. La session était présidée par M. Diego Varela, Coordonnateur des affaires internationales auprès de l'ACHPIA (Agence chilienne pour la sécurité sanitaire et la qualité des aliments). Y assistaient 14 pays membres d'Amérique latine et des Caraïbes, trois pays membres et une organisation affiliée extérieurs à la région, et quatre organismes ayant statut d'observateur. La liste des participants figure à l'annexe I.

OUVERTURE²

3. Le Président a accueilli les délégués et ouvert la session en soulignant qu'à des fins de sécurité compte tenu de la situation en cours, le Chili, en qualité de pays hôte, avait pris la décision d'organiser la réunion à huis clos.
4. Mme Nuri Gras, Secrétaire exécutive d'ACHPIA, a souhaité la bienvenue aux participants au nom du Ministère de l'agriculture et fait savoir que le contexte national ne permettait pas au Ministère de prendre part à la réunion. Elle a salué les efforts et la solidarité des délégués venus assister à cette vingt et unième session en dépit des difficultés. Mme Gras a indiqué qu'en tant que panier alimentaire de la planète, la région se devait de promouvoir la sécurité sanitaire des aliments, et elle a enjoint les délégués à tirer le meilleur parti de la réunion afin de débattre de questions essentielles pour assurer cette sécurité, notamment les possibilités ouvertes par la science et la technologie, le caractère primordial de processus décisionnels fondés sur la science et les éléments probants, et les défis auxquels les gouvernements sont confrontés pour maintenir un équilibre entre l'accès à des aliments ne présentant pas de danger pour la santé et la promotion d'une production alimentaire durable. Elle a en outre déclaré que le Chili arrivait au terme de son mandat de coordonnateur régional, mais que le pays s'engageait à demeurer très actif au sein du Codex et à œuvrer en faveur de la sécurité sanitaire des aliments dans la région.
5. Mme Marisa Caipo, spécialiste de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments du Bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes, a pris la parole au nom de Mme Eve Crowley, représentante régionale adjointe pour l'Amérique latine et les Caraïbes et représentante de la FAO au Chili, et de M. Fernando Leanes, représentant de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et représentant de l'OMS au Chili, et a souhaité la bienvenue aux participants au nom de la FAO et de l'OMS, respectivement. M. Guilherme Antonio da Costa Jr., Président de la Commission du Codex Alimentarius et M. Steve Wearne, Vice-Président de la Commission, se sont également adressés aux délégués (le premier par le biais d'un enregistrement vidéo).

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 1 de l'ordre du jour)³

6. Le Comité a adopté l'ordre du jour, en prenant acte du fait que le point 2 (Discours d'ouverture: Le rôle de la science dans la gestion des risques liés à la sécurité sanitaire des aliments) ne pourrait pas être examiné en raison de l'indisponibilité de l'orateur principal, le Ministre chilien des sciences, des technologies, des connaissances et de l'innovation, et il est convenu de traiter les thèmes suivants au titre du point 10 (Autres questions) si le temps le permettait:
 - i) Groupes de travail physiques;
 - ii) Miel frelaté⁴
7. Le Comité a en outre décidé d'établir un groupe de travail intrasession ouvert à tous les membres et observateurs, présidé par l'Équateur et travaillant en anglais et en espagnol, afin d'examiner le point 7.2 de l'ordre du jour, compte tenu des observations écrites reçues sous forme de documents de séance et de toute autre information pertinente (points 6 et 8 de l'ordre du jour, par exemple), et de préparer un rapport comportant des recommandations, pour examen en séance plénière.

¹ Le projet de rapport a été diffusé pour observations sous forme de lettre circulaire. Les observations ont été recueillies dans le Système de mise en ligne des observations (OCS). Ce rapport a été révisé par le Président et mis en circulation aux fins de son adoption définitive.

² CRD1 (Discours d'ouverture).

³ CX/LAC 19/21/1.

⁴ CRD4 (Argentine).

DISCOURS D'OUVERTURE: LE RÔLE DE LA SCIENCE DANS LA GESTION DES RISQUES LIÉS À LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS (point 2 de l'ordre du jour)⁵

8. Le Comité n'a pas discuté du point 2 de l'ordre du jour pour les raisons mentionnées au paragraphe 6.

SITUATION DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE ET DE LA QUALITÉ DES ALIMENTS DANS LES PAYS DE LA RÉGION: QUESTIONS ACTUELLES ET ÉMERGENTES (point 3.1 de l'ordre du jour)⁶

9. La représentante de la FAO, s'exprimant au nom de son organisation, de l'OMS, du coordonnateur régional et du Secrétariat du Comité, a présenté le point en indiquant que l'objectif était d'attirer l'attention des membres sur les nouvelles sources de préoccupations dans la région et de discuter des moyens d'y faire face. Elle a présenté les deux principales catégories de questions actuelles et émergentes mentionnées dans l'enquête: d'une part les grandes tendances comme la résistance aux antimicrobiens (RAM), les nouvelles technologies et le changement climatique, d'autre part tous les autres thèmes liés aux systèmes nationaux de contrôle des aliments et aux capacités y relatives.
10. La représentante a mis en avant les modifications apportées à l'enquête depuis la session précédente et le taux de réponse sensiblement supérieur enregistré (de 36 à 45 pour cent), et elle a invité les membres à communiquer leurs rétroactions concernant i) la méthode, l'utilité et les résultats de l'enquête, ii) les mesures à prendre pour traiter les questions émergentes recensées aux niveaux national et régional, et iii) l'appui que pourraient fournir la FAO, l'OPS/l'OMS et le Codex.

Débat

11. Le Comité a pris note des informations fournies par la représentante et formulé les observations suivantes:

Méthode d'enquête:

- L'enquête diffusée pour ce cycle de consultation des comités régionaux de coordination et comités FAO/OMS de coordination s'est révélée très utile pour recenser les questions émergentes aux niveaux national et régional.
- Des difficultés restaient à résoudre pour que tout le monde partage la même vision de ce qui constitue une «question émergente», et des indications supplémentaires ou orientations précises quant à la définition des questions émergentes (pour déterminer s'il s'agit de questions nouvelles dans un pays ou d'un nouveau concept pour le Codex, par exemple) seraient bienvenues.
- Pour encourager les membres à répondre, il serait utile d'établir un mécanisme permettant de dégager les questions émergentes dans un pays.
- Le taux de réponse de 45 pour cent (15 répondants sur 33 pays) trahissait un bilan encore partiel des questions émergentes dans la région et appelait des efforts supplémentaires pour que tous les membres contribuent à l'enquête.
- Il fallait plus de temps pour répondre à l'enquête et ainsi obtenir de meilleures réponses et mieux repérer les priorités.

Questions mentionnées dans l'enquête:

- Les enjeux mentionnés dans l'enquête reflétaient les préoccupations concrètes des pays de la région.
- Dans la mesure où certains membres n'avaient pas pu répondre à l'enquête, des questions supplémentaires ont été évoquées lors de la réunion: i) numérisation des éléments pertinents des systèmes nationaux de contrôle des aliments; ii) viande produite en laboratoire; iii) nouvelles sources de nourriture destinée à l'alimentation humaine, par exemple insectes; iv) fraude alimentaire; v) nanotechnologie; et vi) commerce électronique.
- Bien que la RAM soit apparue comme la priorité première, le Comité a considéré qu'il ne s'agissait pas nécessairement d'une question émergente dans la mesure où plusieurs initiatives sont en cours dans le domaine, avec notamment les travaux du Groupe intergouvernemental spécial du Codex sur la résistance aux antimicrobiens ainsi que l'élaboration et l'exécution de plans d'action nationaux au niveau des pays. L'importance d'une participation accrue aux activités en cours du Codex a également été soulignée, tout comme la nécessité d'élaborer des manuels et des indicateurs pour appuyer la mise en œuvre des normes du Codex et vérifier qu'elles sont bien appliquées.
- Les participants ont souligné qu'il fallait clarifier que la référence au changement climatique renvoyait

⁵ CX/LAC 19/21/2; CRD5 (Chili); CRD9 (République dominicaine); CRD11 (Honduras); CRD15 (Colombie).

⁶ CX/LAC 19/21/3; CRD5 (Chili); CRD6 (Nicaragua); CRD9 (République dominicaine); CRD11 (Honduras); CRD12 (Équateur); CRD14 (Colombie).

spécifiquement aux répercussions potentielles de ces changements sur la sécurité sanitaire des aliments (émergence d'agents pathogènes, propagation des dangers, disponibilité d'une eau salubre, etc.) et aux mesures nécessaires pour y faire face, et non au changement climatique en général.

12. Le Président a rappelé que le recensement des questions émergentes était un des objectifs du Plan stratégique du Codex pour 2020-2025 et que certaines des idées présentées pourraient être prises en compte dans l'élaboration du plan de travail relatif à la mise en œuvre du Plan stratégique au titre du point 7.2 de l'ordre du jour.

Conclusion

13. Le Comité:
- i) a pris note des questions émergentes évoquées dans l'enquête et par les membres pendant la session, et confirmé leur caractère opportun pour la région;
 - ii) a salué les efforts de la FAO, de l'OMS et du coordonnateur régional pour mener à bien l'enquête et préparer le document, et reconnu les difficultés rencontrées par les pays pour répondre à cette enquête;
 - iii) est convenu que l'enquête était un outil précieux pour repérer les questions émergentes dans la région, mais qu'il était par ailleurs fondamental d'établir un mécanisme de suivi de ces enjeux, et a demandé au coordonnateur de déterminer et mettre en œuvre un mécanisme à cet effet fondé notamment sur des visioconférences, des jumelages et des initiatives communes;
 - iv) a invité la FAO et l'OMS à aider les pays de la région à trouver des solutions et à les mettre en œuvre, notamment pour ce qui touche les défis et les enjeux liés aux systèmes nationaux de contrôle des aliments;
 - v) est convenu que la référence au changement climatique relativement aux activités du Codex devait explicitement et exclusivement concerner les défis et l'impact que ces changements peuvent avoir sur la sécurité sanitaire des aliments, afin que les travaux dans ce domaine s'inscrivent clairement dans le cadre du mandat du Codex.

L'AVENIR DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS: CONCLUSIONS DE LA PREMIÈRE CONFÉRENCE INTERNATIONALE FAO/OMS/UA SUR LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS ET DU FORUM INTERNATIONAL SUR LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS ET LE COMMERCE – SUITE À DONNER (point 3.2 de l'ordre du jour)⁷

14. La représentante de l'OPS/OMS a présenté le point au nom de la FAO et de l'OMS et dressé un bilan du contenu et des conclusions de la Conférence internationale FAO/OMS/Union africaine (UA) sur la sécurité sanitaire des aliments organisée en février 2019 à Addis-Abeba (Éthiopie) et du Forum international sur la sécurité sanitaire des aliments et le commerce qui s'est tenu au Siège de l'OMC à Genève (Suisse) en avril 2019 avec l'appui de la FAO et de l'OMS.
15. Elle a invité les membres à collaborer étroitement pour continuer à mieux faire connaître la sécurité sanitaire des aliments et son importance, et à soutenir l'ajout de ce thème à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée mondiale de la Santé en 2020.
16. La représentante a en outre attiré l'attention sur les activités de l'OPS, qui fait office de bureau régional de l'OMS, en indiquant que le plan stratégique de l'OPS pour 2020-2024 accordait un rôle clé à la sécurité sanitaire des aliments. Elle a redit la nécessité d'agir de manière concertée à l'échelle mondiale pour promouvoir la sécurité sanitaire des aliments.

Débat

17. Les délégations se sont félicitées des conclusions de la Conférence d'Addis-Abeba et du Forum de Genève et ont insisté sur la nécessité de tirer parti de la dynamique actuelle pour traiter les problèmes de sécurité sanitaire des aliments. Les membres ont par ailleurs noté les éléments suivants:
- Il faudrait évaluer et revoir les politiques nationales afin que l'action des pays en matière de sécurité alimentaire et de nutrition intègre la sécurité sanitaire des aliments, et moderniser les méthodologies en la matière en réalisant notamment des évaluations des risques fondées sur les normes et les directives du Codex.
 - Il convient de renforcer les capacités pour stimuler la participation aux activités du Codex, en s'appuyant sur le Fonds fiduciaire du Codex ainsi que sur la FAO et l'OMS.
 - La résistance aux antimicrobiens dans les circuits alimentaires reste une préoccupation majeure qui nécessite des mesures coordonnées entre pays.

⁷CX/LAC 19/21/4; CRD3 (Costa Rica); CRD5 (Chili); CRD11 (Honduras); CRD12 (Équateur); CRD14 (Colombie).

- Les systèmes de surveillance des maladies d'origine alimentaire devraient être renforcés afin de produire et de tenir à jour des données de manière systématique, et d'ainsi faciliter la prise de décision et la gestion de la sécurité sanitaire des aliments.
 - Des mesures s'imposent pour mettre en place des chaînes d'approvisionnement alimentaire qui soient résilientes, en matière notamment de gestion de la sécurité sanitaire des aliments et sous forme de procédures de gestion des situations d'urgence dans ce domaine.
 - La mise à jour et l'amélioration des politiques nationales relatives à la sécurité sanitaire des aliments doivent tenir compte des questions émergentes telles que la nécessité de favoriser une alimentation saine et l'incidence du changement climatique sur la sécurité sanitaire des aliments.
 - Il convient de moderniser les outils de communication aux fins d'une collaboration approfondie entre le monde académique et les secteurs public et privé.
 - Les pays doivent agir de concert pour que la sécurité sanitaire des aliments figure à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée mondiale de la Santé et que les pays de la région réservent un accueil favorable à une éventuelle résolution sur cette question.
18. Dans l'ensemble, le Comité a jugé pertinents les domaines d'action en matière de sécurité sanitaire des aliments présentés par plusieurs membres pour la prochaine décennie, soulignant qu'il fallait rendre cette information plus visible aux fins d'un examen par la FAO et l'OMS.

Conclusion

19. Le Comité:
- i) Le Comité a pris acte du résumé de la première Conférence internationale FAO/OMS/UA sur la sécurité sanitaire des aliments et du Forum international sur la sécurité sanitaire des aliments et le commerce, et s'est engagé à mettre ces documents à la disposition des décideurs de haut niveau au sein des gouvernements;
 - ii) a réaffirmé qu'il fallait adopter différentes approches pour donner une plus grande visibilité au thème de la sécurité sanitaire des aliments à haut niveau, afin que les autorités compétentes consacrent des ressources à cette problématique;
 - iii) a encouragé les membres à communiquer avec leurs délégations nationales et leurs représentants à Genève afin que tous les efforts soient faits pour inclure la sécurité sanitaire des aliments à l'ordre du jour de la prochaine session de l'Assemblée mondiale de la Santé;
 - iv) a invité la FAO et l'OMS à examiner les domaines d'action proposés par les membres et consultables à l'annexe II du présent rapport, dans le cadre de leurs efforts constants pour améliorer la sécurité sanitaire des aliments dans la région.

SITUATION DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE ET DE LA QUALITÉ DES ALIMENTS DANS LES PAYS DE LA RÉGION: UTILISATION DE LA PLATEFORME EN LIGNE DE PARTAGE DES INFORMATIONS SUR LES SYSTÈMES DE CONTRÔLE DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS – INFORMATIONS DISPONIBLES, PLANS FUTURS ET PERSPECTIVES (point 3.3 de l'ordre du jour)⁸

20. S'exprimant au nom de la FAO et de l'OMS, la représentante de la FAO a présenté le point ainsi que les informations communiquées par les pays de la région dans la plateforme en ligne. Elle a rappelé que la plateforme avait pour objectif de favoriser la mise en commun des informations qui ont trait aux systèmes nationaux de contrôle des aliments ainsi qu'aux réglementations et législations pertinentes.
21. De l'avis général, les participants ont jugé que la plateforme et les informations qu'elle héberge étaient très utiles, mais ils ont aussi pointé des marges d'amélioration. Les délégations étaient d'avis que les informations n'étaient pas faciles à trouver dans la plateforme et que le style de présentation pouvait être revu afin de faciliter la consultation.
22. Plusieurs difficultés potentielles ont été recensées pour expliquer le fait que certains pays n'aient pas renseigné la plateforme: problèmes de coordination interne, notamment quand il existe plusieurs instances compétentes en matière de sécurité sanitaire des aliments; difficultés pour obtenir un consensus ou une autorisation concernant les données à fournir; problèmes de connexion et d'accès; délai trop court pour répondre à l'enquête sur la plateforme; et changement de point de contact du Codex.
23. Les difficultés liées à l'élaboration et à l'utilisation des évaluations des risques ont été largement reconnues, les membres notant qu'une bonne partie d'entre eux n'effectuaient pas leurs propres évaluations et se reposaient

⁸ CX/LAC 19/21/5; CRD5 (Chili); CRD9 (République dominicaine); CRD11 (Honduras); CRD12 (Équateur); CRD14 (Colombie).

sur celles des organismes internationaux. Le Secrétariat du Codex a clarifié qu'un pays n'était pas tenu d'avoir réalisé des évaluations des risques pour répondre à cette question, et que les profils de risques et autres rapports et/ou analyses permettant d'étayer des processus décisionnels fondés sur des éléments concrets pouvaient aussi être mentionnés.

24. Le Comité a estimé que la mutualisation des renseignements sur les systèmes nationaux de contrôle des aliments était très importante et qu'il convenait d'établir des mécanismes supplémentaires à cet effet, par exemple une réunion ou un forum d'échange au niveau régional. Il a en outre été rappelé que la plateforme comportait un lien vers la base de données FAOLEX, où les législations nationales relatives à la sécurité sanitaire des aliments peuvent être téléchargées et mises à disposition du plus grand nombre. Les délégués ont été enjoins à mettre à jour les renseignements qui les concernent sur cette base de données. Plusieurs membres se sont engagés à communiquer leurs informations sur la plateforme avant la vingt-deuxième session du Comité.

Conclusion

25. Le Comité:
- i) a pris acte et s'est félicité des informations fournies, et a confirmé l'utilité et la valeur de la plateforme comme outil pour mutualiser les informations relatives aux systèmes de réglementation des produits alimentaires et aux législations alimentaires dans la région;
 - ii) a pris note des difficultés rencontrées par les pays pour communiquer leurs informations en temps opportun, et demandé à la FAO, à l'OMS et au Secrétariat du Codex d'aider les pays à surmonter ce problème et de continuer à améliorer le niveau des informations sur la plateforme;
 - iii) a demandé à la FAO, à l'OMS et au Secrétariat du Codex d'apporter les modifications proposées à la plateforme en vue d'en améliorer la visibilité, l'accessibilité et l'utilité.

UTILISATION DES NORMES DU CODEX DANS LA RÉGION (point 4 de l'ordre du jour)⁹

26. Le Secrétariat du Codex a présenté le point et indiqué que l'enquête portait sur l'utilisation des textes suivants: les limites maximales de résidus (LMR) applicables aux médicaments vétérinaires dans les aliments, deux textes du Codex sur la RAM et le Code d'usages régional en matière d'hygiène pour la préparation et la vente des aliments sur la voie publique. Il a rappelé que l'enquête visait à étudier l'utilisation et la pertinence des normes du Codex dans la région ainsi qu'à sonder les difficultés liées à leur emploi.
27. Le Secrétariat a attiré l'attention du Comité sur les résultats de l'enquête et souligné que celle-ci allait dans le sens de l'objectif 3 du Plan stratégique 2020-2025. Il a appelé les participants à formuler des observations concernant l'analyse et la voie à suivre.

Débat

28. Le Comité a pris acte des résultats de l'enquête et les membres ont exprimé les avis généraux ci-après:
- Les informations obtenues étaient utiles pour comprendre les difficultés rencontrées par les pays dans l'utilisation des normes du Codex.
 - Les normes du Codex étant les normes de référence utilisées pour les échanges mondiaux de produits alimentaires, il est essentiel qu'elles reposent sur des preuves scientifiques et soient mises en application par les membres.
 - Le suivi de l'utilisation des normes du Codex est une question ancienne autrefois incluse dans le manuel de procédure. À mesure que de nouvelles technologies apparaissent, les secrétariats du Codex et de l'OMC pourraient mettre au point conjointement des systèmes informatiques permettant de suivre l'utilisation des normes du Codex, textes de référence aux termes de l'Accord SPS de l'OMC.
 - Rallonger le délai de réponse des futures enquêtes (de 2 à 4 mois) pour faciliter la coordination interne et publier régulièrement l'analyse des réponses pourrait améliorer le taux de réponse et la collecte de données pertinentes.
 - Les bureaux régionaux et nationaux de la FAO et de l'OMS pourraient prêter appui au recueil des données et à la communication, et devraient davantage prendre part au processus.
 - Les futures enquêtes pourraient porter sur les normes relatives aux produits, les LMR applicables aux pesticides et l'étiquetage.
 - Il convient d'envisager l'établissement d'un mécanisme permanent permettant de collecter des

⁹ CX/LAC 19/21/6; CRD5 (Chili); CRD6 (Nicaragua); CRD7 (El Salvador); CRD9 (République dominicaine); CRD11 (Honduras); CRD12 (Équateur).

informations sur l'utilisation des LMR applicables aux pesticides et aux médicaments vétérinaires.

Conclusion

29. Le Comité:

- i) a pris acte des résultats de l'enquête et reconnu son utilité globale, s'est déclaré très favorable à la poursuite et l'amélioration de ce processus, et a souligné l'importance d'allonger les délais afin que plus de pays puissent y répondre;
- ii) a demandé au Secrétariat du Codex d'envisager l'ajout des normes relatives aux produits, des LMR applicables aux pesticides et des normes sur l'étiquetage aux futures enquêtes;
- iii) a mis l'accent sur l'importance d'une harmonisation des législations nationales avec les normes du Codex;
- iv) a demandé au Secrétariat du Codex de coopérer avec d'autres organismes multilatéraux compétents en matière de sécurité sanitaire des aliments, comme l'OMC, pour élaborer un mécanisme conjoint permettant d'étudier plus en profondeur l'utilisation des normes du Codex par les membres;
- v) a demandé au Secrétariat du Codex de tenir compte des propositions des membres lors du prochain cycle d'enquête.

QUESTIONS DÉCOULANT DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS ET D'AUTRES COMITÉS DU CODEX (point 5 de l'ordre du jour)¹⁰

30. Le Comité a noté que certaines questions n'étaient proposées qu'à titre d'information et que plusieurs questions seraient examinées sous d'autres points de l'ordre du jour.

Questions émanant de la quarantième session du Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage

Examen et mise à jour de la norme CXS 234 et établissement d'une base de données sur les méthodes

31. Le Comité de coordination a pris acte des progrès réalisés et des travaux en cours en ce qui concerne l'examen et la mise à jour des *Méthodes d'analyse et d'échantillonnage recommandées* (CXS 234-1999) au sein du Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage. Il a souligné plusieurs éléments: les travaux du Brésil et de l'Uruguay pour harmoniser la norme CXS 234-1999; l'importance de la participation des pays de la région aux activités du Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage et à l'examen des méthodes; la promotion du recours aux critères d'évaluation, qui offrent plus de souplesse dans le choix des méthodes employées; l'importance des méthodes du Codex pour l'obtention de résultats fiables; et l'intérêt de la norme CXS 234-1999 pour les systèmes nationaux de gestion du contrôle des aliments.

Questions émanant de la cinquantième session du Comité sur les additifs alimentaires

Indications sur l'harmonisation des dispositions relatives aux additifs alimentaires et plan d'alignement

32. Le Comité de coordination a rappelé qu'il travaillait sur trois normes régionales: *Norme régionale pour la Coriandre du Mexique* (CXS 304R-2011), *Norme régionale pour la lucuma* (CXS 305R-2011) et *Norme régionale pour le yacon* (CXS 324R-2017), et que ces normes devaient être alignées sur la *Norme générale pour les additifs alimentaires* (CXS 192-1995).
33. Comme les membres avaient besoin d'étudier ce point avec leurs experts techniques avant de statuer sur l'alignement des normes régionales sur la norme CXS 192-1995, le Comité est convenu de demander au Secrétariat du Codex d'émettre une lettre circulaire détaillant le contexte et les options en lien avec l'alignement des dispositions relatives aux additifs alimentaires, afin de faciliter la prise de décision lors de la prochaine session.

Questions émanant de la soixante-dix-septième session du Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius

Travaux du Comité sur les fruits et légumes traités concernant les noix de cajou

34. Le Comité de coordination a reconnu la pertinence des travaux du Comité sur les fruits et légumes traités pour la région et a décidé que la question des noix de cajou serait débattue au niveau national afin de déterminer son importance pour les pays de la région.

TRAVAUX DU CODEX PERTINENTS POUR LA RÉGION (point 6 de l'ordre du jour)¹¹

¹⁰ CX/CAC 19/21/7 ; CRD9 (République dominicaine).

¹¹ CX/LAC 19/21/8; CRD2 (Uruguay); CRD5 (Chili); CRD6 (Nicaragua); CRD7 (El Salvador); CRD8 (Costa Rica); CRD9 (République dominicaine); CRD10 (Brésil); CRD12 (Équateur); CRD13 (Équateur); CRD14 (Colombie).

35. Le coordonnateur a présenté les résultats d'une enquête visant à recueillir des informations sur les travaux du Codex pertinents pour la région, à laquelle ont répondu 17 des 33 membres de la région. Les éléments recensés étaient classés en deux groupes: les avant-projets de normes, nouveaux travaux potentiels et débats nécessitant un appui régional dans la catégorie I, et les thèmes transversaux concernant la région dans la catégorie II.
36. Comme chacune des catégories appelait des débats différents, le Comité s'est rangé à la proposition du Président de traiter chacune des catégories séparément.
37. En amont des discussions, certains membres ont demandé l'ajout des points suivants:

Catégorie I

- Document de travail sur des directives harmonisées concernant les produits probiotiques utilisés dans les suppléments alimentaires ou diététiques devant être examiné à la quarante et unième session du Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime en novembre 2019.
- Réactivation des travaux sur les additifs alimentaires dans le vin au sein du Comité sur les additifs alimentaires.
- Taille des grains dans la norme pour le quinoa.
- Méthodes d'analyse pour déterminer la teneur en eau dans les produits laitiers en poudre.

Catégorie II

- Remise en question des fondements scientifiques des LMR du Codex et impact sur l'utilisation de ces LMR

38. S'agissant de l'utilisation des LMR du Codex, une délégation s'est inquiétée que certains pays n'appliquent pas les normes scientifiques du Codex et privilégient une approche réglementaire axée sur les dangers, ce qui pourrait entraîner des obstacles au commerce.
39. Le Comité s'est penché sur les questions de la catégorie I et a ainsi formulé les observations suivantes.

Dispositions pour l'emploi du citrate trisodique dans le lait UHT

40. Le Comité a fait le point sur les délibérations et l'absence de consensus permettant d'adopter ces dispositions lors de la quarante-deuxième session de la Commission. Il a observé que les dispositions proposées découlaient d'une évaluation du Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires (JECFA), qu'il n'y avait pas eu d'objection à la proposition d'adoption à l'étape 8 au sein du Comité sur les additifs alimentaires, et que les objections à l'adoption émises à la quarante-deuxième session de la Commission n'étaient pas étayées par des données pertinentes. Le Comité s'est alarmé du fait qu'en dépit du respect de la procédure régulière et des occasions que les membres avaient eues pour faire part de leurs préoccupations auprès du Comité sur les additifs alimentaires ou avant la session de la Commission, rien n'ait été exprimé. Il a par ailleurs été noté que bon nombre des préoccupations évoquées émanaient de pays en développement, qui seraient pourtant les premiers bénéficiaires de l'adoption de cette norme. Cette situation illustre combien il importe que les pays en développement de diverses régions collaborent pour mieux comprendre et défendre leurs besoins mutuels.
41. Le Costa Rica a mis en avant ses craintes liées à l'ajout d'additifs alimentaires dans le lait déjà exprimées auprès du Comité sur les additifs alimentaires, faisant valoir la nature complexe de ce produit, les différences de composition du lait de différentes espèces et les risques potentiels du recours à des additifs alimentaires en termes de qualité (gélification) et de sécurité sanitaire (camouflage des contaminations microbiologiques).

Projet de limites maximales pour le cadmium dans le chocolat et les produits cacaotés

42. Les membres ont rappelé qu'à sa quarante-deuxième session, la Commission n'avait pas adopté les LM pour le cadmium dans le chocolat et les produits cacaotés en raison de l'opposition de certaines délégations¹². Certains membres ont proposé que la région définisse une position commune sur la question et se sont dits très préoccupés par le mépris des données scientifiques disponibles et le manque de considération vis-à-vis des travaux des comités techniques, en faisant valoir que l'évaluation du JECFA, les activités du groupe de travail électronique et les recommandations émises tant par le Comité sur les contaminants dans les aliments que par le Comité exécutif avaient été ignorées sans qu'aucun élément justifiant le rejet des propositions de LM n'ait été présenté.

Groupe de travail électronique: orientations à l'intention des comités travaillant par correspondance

43. Le Comité a encouragé les membres à prendre part à ces discussions, en notant que les orientations fournies devraient rester dans le cadre de travail des comités défini dans le manuel de procédure.

¹² REP19/CAC, par. 52 à 67.

Rôle de la science dans les travaux du Codex

44. Le Comité s'est déclaré très attaché au rôle de la science dans le Codex et à l'établissement de normes du Codex fondées sur les avis scientifiques fournis par la FAO, l'OMS et leurs organes d'experts (par exemple le JECFA et la JMPR). Il a exprimé ses profondes inquiétudes à l'égard du rejet des normes pour l'emploi du citrate trisodique dans le lait UHT et les limites maximales pour le cadmium dans le chocolat contenant ou déclarant contenir moins de 30 pour cent de composants secs totaux de cacao à la quarante-deuxième session de la Commission en dépit des avis scientifiques des comités d'experts FAO/OMS et des recommandations des comités compétents et du Comité exécutif du Codex. Il a évoqué le risque potentiel d'une prise de distance vis-à-vis des principes scientifiques qui guident les travaux du Codex et a vivement défendu les principes du Codex relatifs au rôle de la science.
45. Par voie de conséquence, certains membres ont proposé de définir une position régionale, et le Président a invité les membres intéressés à élaborer une proposition aux fins d'un examen par le Comité.
46. Les discussions n'ont pas pu être menées à terme du fait de l'interruption de la session pour des raisons de sécurité.

Conclusion

47. Le Comité s'est accordé sur une position régionale favorable à l'adoption des dispositions pour l'emploi du citrate trisodique dans le lait UHT, telles que proposées à la quarante-deuxième session de la Commission, à la prochaine session du Comité sur les additifs alimentaires. Le Costa Rica a fait part de réserves à l'égard de cette position régionale et de l'adoption de ces dispositions.
48. Le Comité n'a pu aboutir à d'autres conclusions, la session ayant été interrompue pour des raisons de sécurité.

MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE DU CODEX 2014-2019 (PLAN STRATÉGIQUE POUR LE COMITÉ DE COORDINATION DU CODEX POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES 2014-2019 – ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE) (point 7.1 de l'ordre du jour)¹³

49. Le point 7.1 de l'ordre du jour n'a pas pu être abordé du fait de l'interruption de la session pour des raisons de sécurité.

PLAN STRATÉGIQUE DU CODEX POUR 2020-2025 – FEUILLE DE ROUTE POUR LA MISE EN ŒUVRE (point 7.2 de l'ordre du jour)¹⁴

50. Le Président a rappelé que le Comité avait constitué un groupe de travail de session chargé d'examiner le point 7.2 et d'élaborer des activités pour appuyer la mise en œuvre du Plan stratégique du Codex pour 2020-2025. Le groupe de travail de session, présidé par l'Équateur, s'est brièvement réuni pour fixer les objectifs stratégiques prioritaires sur lesquels la région devrait concentrer ses activités au cours des deux prochaines années. Le rapport de ce groupe de travail peut être consulté dans le document de séance CRD16¹⁵.
51. Les discussions n'ont pas pu être menées à terme du fait de l'interruption de la session pour des raisons de sécurité.

PLAN DE TRAVAIL DU CODEX DANS LE DOMAINE DE LA COMMUNICATION (point 8 de l'ordre du jour)¹⁶

52. Le Secrétariat du Codex a présenté le point 8 et a rappelé qu'à sa soixante-quatorzième session, le Comité exécutif avait indiqué «qu'il était nécessaire que les membres contribuent à [l']élaboration et à [la] mise en œuvre» du plan de travail actuel du Codex en matière de communication et «qu'une collaboration taillée sur mesure avec les comités FAO/OMS de coordination permettrait de renforcer tant la mobilisation que l'impact»¹⁷. Une vidéo sur les initiatives du Codex en matière de communication dans plusieurs pays a été présentée, avec en particulier une partie intitulée «Produire des bananes pour le monde entier: un exemple en Équateur».
53. Le Secrétariat du Codex a rappelé que les membres du Codex pouvaient jouer un rôle actif pour soutenir les stratégies de communication en expliquant comment les outils électroniques de tous les jours tels que les réseaux sociaux peuvent largement contribuer à mieux faire connaître le Codex dans la sphère politique ou informer les consommateurs sur les actions menées en faveur de la sécurité sanitaire des aliments. Il a réaffirmé

¹³ CX/LAC 19/21/9; CRD5 (Chili); CRD6 (Nicaragua); CRD9 (République dominicaine); CRD11 (Honduras); CRD12 (Équateur).

¹⁴ CX/LAC 19/21/10; CRD6 (Nicaragua); CRD7 (El Salvador); CRD9 (République dominicaine); CRD12 (Équateur); CRD14 (Colombie).

¹⁵ CRD16 (Rapport du groupe de travail de session).

¹⁶ CX/LAC 19/21/11; documents de séance CRD5 (Chili); CRD6 (Nicaragua); CRD9 (République dominicaine); CRD12 (Équateur).

¹⁷ REP18/EXEC1, par. 9 à 12.

que l'équipe chargée de la communication au sein du Secrétariat du Codex était prête à travailler aux côtés des membres et du coordonnateur régional pour mettre en œuvre le plan de travail dans le domaine de la communication et réaliser les activités et les plans proposés.

54. Le Comité a noté:

- i) l'importance de la communication au sein du Codex dans son ensemble et la nécessité d'utiliser le plan de travail régional comme base;
- ii) qu'un centre de communication appuyé par le coordonnateur et les membres de la région pourrait jouer un rôle clé dans la coordination des activités dans ce domaine et contribuerait directement à l'exécution du Plan stratégique du Codex pour 2020-25.

55. Le Comité a par ailleurs souligné que le coordonnateur actuel et les futurs titulaires devraient collaborer pour assurer la transition en douceur des initiatives placées sous sa tutelle.

Conclusion

56. Le Comité:

- i) est convenu d'adopter le plan de travail régional et de participer activement à sa mise en œuvre (annexe III);
- ii) s'est déclaré favorable à ce que les membres présentent des contenus au Secrétariat du Codex aux fins de leur publication, en soulignant l'importance du rôle du coordonnateur régional à cet effet;
- iii) a décidé de fonder un centre de communication, avec l'appui du coordonnateur régional, pour coordonner les activités pertinentes dans la région;
- iv) a demandé que le coordonnateur actuel collabore étroitement avec les futurs titulaires en vue d'assurer une transition ininterrompue des responsabilités relatives au centre de communication et des activités connexes.

NOMINATION DU COORDONNATEUR (point 9 de l'ordre du jour)¹⁸

57. Le Comité a unanimement recommandé qu'à sa quarante-troisième session, la Commission nomme l'Équateur au poste de coordonnateur pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

58. L'Équateur a remercié l'ensemble des délégations pour leur soutien; il a fait part de son engagement sans faille à remplir les fonctions de coordonnateur et s'est dit prêt à coopérer étroitement avec le Chili pour assurer une transition sans heurt.

59. Les délégués ont exprimé leur gratitude au Chili pour son excellent travail en tant que coordonnateur régional.

AUTRES QUESTIONS (point 10 de l'ordre du jour)

60. Le point 10 de l'ordre du jour n'a pas pu être abordé du fait de l'interruption de la session pour des raisons de sécurité.

DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION (point 11 de l'ordre du jour)

61. Le point 11 de l'ordre du jour n'a pas pu être abordé du fait de l'interruption de la session pour des raisons de sécurité.

¹⁸ CX/LAC 19/21/12; CRD9 (République dominicaine).

**LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS
LISTA DE PARTICIPANTES**

CHAIRPERSON – PRÉSIDENT – PRESIDENTE

Mr. Diego Varela
Coordinador Asuntos Internacionales
Agencia Chilena para la Calidad e Inocuidad Alimentaria, ACHIPIA
Ministerio de Agricultura
Santiago
Chile

CHAIR'S ASSISTANT – ASSISTANT DU PRÉSIDENT – ASISTENTE DEL PRESIDENTE

Ms. Cassandra Pacheco
Punto Focal del Codex
Agencia Chilena para la Calidad e Inocuidad Alimentaria, ACHIPIA
Ministerio de Agricultura
Santiago
Chile

**MEMBER COUNTRIES – PAYS MEMBRES – PAÍSES
MIEMBROS**

ARGENTINA – ARGENTINE

Ms Emilce Analía Castellani
Presidente del Departamento Técnico
Centro de la Industria Lechera
Buenos Aires

Ms María Alejandra Larre
Asesora del Punto Focal del Codex Alimentarius
Ministerio de Agricultura, Ganadería y Pesca
Dirección Nacional de Mercados Agroindustriales
Internacionales
Buenos Aires

BRAZIL – BRÉSIL – BRASIL

Mr Andre Luis Santos
Coordinator of the Brazilian Codex Alimentarius
Committee
National Institute of Metrology, Quality and Technology
- Inmetro
Rio de Janeiro

Mr Diogo Penha Soares
Health Regulation Expert
Brazilian Health Regulation Agency
Brasília

CHILE – CHILI

Ms Nuri Gras Rebolledo
Secretaria Ejecutiva de Agencia Chilena para la
Calidad e Inocuidad Alimentaria, ACHIPIA
Jefe de delegación
Ministerio de Agricultura
Santiago

Mr Gonzalo Ríos
Jefe Departamento de Negociaciones Internacionales
Servicio Agrícola y Ganadero, SAG
Ministerio de Agricultura
Santiago

Ms Roxana Vera Muñoz
Jefa Subdepartamento de Acuerdos Internacionales
Servicio Agrícola y Ganadero, SAG Ministerio de
Agricultura
Santiago

Mr Jorge Carvajal
Profesional Subdepartamento de Acuerdos
Internacionales
Servicio Agrícola y Ganadero, SAG
Ministerio de Agricultura
Santiago

Ms Paulina Chávez
Asesor Técnico
Departamento de Nutrición y Alimentos
Ministerio de Salud
Santiago

Ms Soraya Sandoval
Jefe de Sección de Metrología Ambiental y de
Alimentos
Instituto de Salud Pública, ISP
Ministerio de Salud
Santiago

Mr Fernando Catalán
Asesor Regulatorio
Subsecretaría de Relaciones Económicas
Internacionales
Ministerio de Relaciones Exteriores
Santiago

Mr Moisés Leiva
Gerente de Alimentos
Chilealimentos
Santiago

Ms Viviana Aranda
Presidente
ILSI SUR – Andino
Santiago

COLOMBIA – COLOMBIE

Mrs. Zonia Caro
Asesora
Ministerio de Comercio, Industria y Comercio
Bogotá

Ms María Claudia Jiménez
Profesional especializada
Instituto Nacional de Vigilancia de Medicamentos y Alimentos - INVIMA
Bogotá

Ms Norma Soto
Profesional especializada
Instituto Nacional de Vigilancia de Medicamentos y Alimentos - INVIMA
Bogotá

COSTA RICA

Ms Sussi Jiménez
Ministra Consejera
Embajada de Costa Rica en Chile
Santiago, Chile

Ms Adriana Murillo
Embajadora
Embajada de Costa Rica en Chile
Santiago, Chile

CUBA

Mr Jorge Félix Medina Pérez
Secretario Comité Nacional del Codex Cuba
Oficina Nacional de Normalización
Dpto. I+D+i Centro de gestión y Desarrollo de la Calidad
La Habana

Mr Osvaldo Vladimir Puñales Sosa
Funcionario
Higiene de los alimentos. Dirección Nacional de Salud Ambiental
Ministerio de Salud Pública
La Habana

**DOMINICAN REPUBLIC – DOMINICAINE
RÉPUBLIQUE – REPÚBLICA DOMINICANA**

Mr Modesto Buenaventura Pérez Blanco
Coordinador Normas Alimenticias
Dirección General Medicamentos, Alimentos y Productos Sanitarios (DIGEMAPS)
Ministerio De Salud Pública Y Asistencia Social (MSP)
Santo Domingo

ECUADOR – ÉQUATEUR

Mr Daniel Almeida Tinajero
Primer Secretario de la Embajada
Embajada del Ecuador en Chile
Santiago

Mr Rommel Anibal Betancourt Herrera
Coordinador General de Inocuidad de Alimentos
Agencia de Regulación y Control Fito y Zoonosaria-AGROCALIDAD
Avenida Eloy Alfaro y Amazonas
Quito

Mr Bolívar Ceverino
Segundo adjunto comercial
Ministerio de Producción, Comercio Exterior, Inversiones y Pesca
Oficina comercial del Ecuador en Chile
Santiago

Ms Cristina Granda Mendoza
Consejera de la Embajada del Ecuador
Embajada del Ecuador en Chile
Santiago

Mr José Eduardo Proaño Armijos
Ministro de la Embajada del Ecuador
Embajada del Ecuador en Chile
Santiago

GUYANA

Ms Tandeka Barton
Government Analyst Food and Drug Department

HONDURAS

Ms Mirian Yamileth Bueno Almendarez
Sub Directora General de Inocuidad Agroalimentaria
SENASA
Sub-Dirección de Inocuidad Agroalimentaria
Tegucigalpa

Ms Yolandina Lambur Valle
Encargada de la Oficina de Codex Alimentarius de Honduras
SENASA
Tegucigalpa

PARAGUAY

Ms María Inés Ibarra Colmán
Punto de Contacto del Codex
Instituto Nacional de Tecnología, Normalización y Metrología - INTN
Asunción

Ms Trini Jiménez Riveros
Directora del Organismo de Investigación y Asistencia Tecnológica
Instituto Nacional de Tecnología, Normalización y Metrología INTN
Asunción

PERU – PÉROU – PERÚ

Mr Renzo Villa Prado
Ministro / Jefe del Departamento Económico y de Integración de la Embajada del Perú en Chile
Embajada de Perú en Chile
Santiago

**SAINT KITTS AND NEVIS – SAINT KITTSS ET NEVIS
– SAINT KITTSS Y NEVIS**

Mr Stuart Laplace
Director
Bureau of Standards
Government of St. Kitts & Nevis
Basseterre

URUGUAY

Mr Pedro Friedrich
Punto de Contacto Codex
Departamento de Evaluación de la Conformidad
Laboratorio Tecnológico del Uruguay
Montevideo

Ms Ana Leiza
Area de Política Industrial
Ministerio de Industria y Energía
Montevideo

**MEMBERS FROM OUTSIDE THE REGION/
MEMBRES EXTÉRIEURS À LA RÉGION/ MIEMBROS
DE FUERA DE LA REGIÓN**

EUROPEAN UNION – UNIÓN EUROPEA

Ms Cristina Laso Sanz
Deputy Head of Unit
European Commission
DG SANTE
Rue Froissart 101
Brussels

KENYA – KENIA

Mr Allan Azegele
Deputy Director
State Department of Livestock
Ministry of Agriculture, Livestock & Fisheries
Nairobi

Mr Kimutai Martim
Chair CCAFRICA
State Department of Livestock
Ministry of Agriculture, Livestock & Fisheries
Nairobi

UNITED KINGDOM – REINO UNIDO

Mr Mike O'Neill
Head of Codex Policy and Strategy
Food Standards Agency
London

Mr Steve Wearne
Director of Global Affairs
Food Standards Agency
London

**UNITED STATES OF AMERICA – ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE – ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA**

Mr Raúl Guerrero
International Regulatory Strategies
Santa Barbara, California

Mr Kenneth Lowery
International Issues Analyst
U.S. Codex Office
Washington DC

**OBSERVER ORGANIZATIONS – ORGANISATIONS
OBSERVATEURS – ORGANIZACIONES
OBSERVADORAS**

FEPALE – Pan-American Dairy Federation

Mr Ariel Londinsky
Secretary General
Montevideo

HEALTH FOR ANIMAL

Ms Bertha Iliana Giner Chavez
Coahuila

**INTER-AMERICAN INSTITUTE FOR COOPERATION
ON AGRICULTURE – INSTITUTO
INTERAMERICANO DE COOPERACION PARA LA
AGRICULTURA – IICA**

Mr Pedro Urrea
Representante del IICA en Chile
Instituto Interamericano de Cooperación para la
Agricultura (IICA)
Santiago, Chile

**INTERNATIONAL SPECIAL DIETARY FOODS
INDUSTRIES – ISDI**

Mr Jean Christophe Kremer
Secretary General

THE CONSUMER GOODS FORUM

Ms Esther Diaz
Mexico City, Mexico

**WORLD FOOD PROGRAMME – PROGRAMA
MUNDIAL DE ALIMENTOS**

Ms Daysi Mamani Suaquita
Food Safety and Quality Unit
Rome, Italy

**FAO PERSONNEL – PERSONNEL DE LA FAO –
PERSONAL DE LA FAO**

Mr Juan Coy
Senor Reviser

Ms Marisa Caipo
Food Safety and Quality Officer
FAO Regional Office for Latin America and the
Caribbean,
Santiago

Mr Kosuke Shiraishi
Junior Professional Officer,
Food Safety and Quality Unit,
FAO Headquarters,
Rome

**WHO PERSONNEL – PERSONNEL DE L'OMS –
PERSONAL DE LA OMS**

Ms Simone Raszl
Food Safety Regional Advisor
PANAFTOSA CDE PAHO WHO
Duque de Caxias

Ms Frida Sparaciari
Food Safety Consultant
PANAFTOSA CDE PAHO WHO
Duque de Caxias

**CCLAC SECRETARIAT – SECRÉTARIAT DE CCLAC
– SECRETARÍA DEL CCLAC**

Ms Karla Carmona
Asesor Técnico
Agencia Chilena para la Calidad e Inocuidad
Alimentaria, ACHIPIA
Ministerio de Agricultura
Santiago, Chile

Mrs Constanza Vergara
Asesor Técnico
Agencia Chilena para la Calidad e Inocuidad
Alimentaria, ACHIPIA
Ministerio de Agricultura
Santiago, Chile

**CODEX SECRETARIAT – SECRÉTARIAT DU CODEX
– SECRETARÍA DEL CODEX**

Ms Sarah Cahill
Senior Food Standards Officer
Rome

Mr Goro Maruno
Food Standard Officer
Rome

Mr Giuseppe Di Chiera
Programme Specialist Consultant
Rome

ANNEXE II

**DOMAINES D'ACTION EN FAVEUR DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS POUR LA PROCHAINE DÉCENNIE
TELS QUE PROPOSÉS PAR LES MEMBRES À DES FINS D'EXAMEN PAR LA FAO ET L'OMS**

Pays	Domaines concernés	États membres (à titre individuel ou en groupe)	FAO/OMS	Autres parties intéressées	Calendrier
Costa Rica ¹⁹	Examiner et réviser les politiques nationales relatives à l'alimentation et à la nutrition des pays de la région afin d'y incorporer des éléments sur la santé, l'alimentation saine et le changement climatique.	Réaliser un projet de révision des politiques régionales en organisant notamment des ateliers nationaux avec l'ensemble des parties prenantes.	Financer le projet régional et les ateliers connexes.	Soutenir le projet régional et les ateliers connexes.	2020-2021
	Renforcer les systèmes nationaux de contrôle des aliments au moyen d'une approche fondée sur l'analyse des risques.	Évaluer les systèmes nationaux de contrôle des aliments au moins dans les domaines suivants: réseaux de laboratoires spécialisés dans l'alimentation, services d'alerte, retrait du marché de produits, fraude alimentaire, marchés informels, commerce électronique, certification électronique et protection des données.	Contribuer à la résolution du problème des marchés informels dans les économies en développement.	Soutenir un examen de la documentation spécialisée portant sur les divers aspects à traiter et des informations sur les approches à adopter concernant les marchés informels et les autres marchés.	2020-2022
	Renforcer la diffusion des nouvelles normes du Codex devant être adoptées par les pays membres du Codex.	Diffuser les nouvelles normes adoptées par les organes du Codex compétents en matière de sécurité sanitaire (par exemple les comités sur l'hygiène alimentaire, les contaminants dans les aliments, les additifs alimentaires ainsi que le Groupe spécial sur la résistance aux antimicrobiens) par l'intermédiaire des comités de coordination du Codex et d'autres instances régionales.	Reconnaître le travail du Codex et l'harmoniser sur les activités de la FAO et de l'OMS. Inclure les thèmes liés à la sécurité sanitaire d'intérêt mondial abordés au sein du Codex à l'ordre du jour des réunions de la FAO et de l'OMS. Faciliter la diffusion sur le Web des nouvelles normes de sécurité sanitaire des aliments grâce à des bulletins d'information, des résumés, des séminaires, par le biais des	Promouvoir la diffusion des nouvelles normes du Codex.	En cours

¹⁹ Des informations sur les objectifs des activités proposées sont fournies dans le document de séance CRD3 de la vingt et unième session du Comité.

			réseaux sociaux et par d'autres moyens encore.		
	Coordonner les actions nationales et régionales visant à réduire la résistance aux antimicrobiens dans la chaîne agroalimentaire par l'intermédiaire de comités nationaux constitués à cet effet.	Participer activement au réseau régional sur la RAM dans la production végétale et animale, et faire connaître les actions menées.	Créer un réseau régional sur la RAM afin d'harmoniser la mise en œuvre du Plan d'action mondial pour combattre la résistance aux antimicrobiens de l'OMS, la FAO et l'OIE.	Soutenir la lutte contre la résistance aux antimicrobiens.	2020-2021
	Évoluer vers des plans de lutte axés sur l'analyse des risques fondés sur les méthodologies existantes.	Élaborer des plans de lutte axés sur l'analyse des risques reposant sur les méthodologies existantes.	Fournir des documents d'orientation sur la manière d'élaborer des plans de lutte axés sur l'analyse des risques. Financer le projet régional et les ateliers connexes.	Renforcer ces efforts avec les autres informations existantes sur le sujet.	2021-2022
	Explorer et améliorer les mécanismes de coopération entre le monde académique, le secteur public et le secteur privé pour ce qui touche l'innovation au service de la sécurité sanitaire des aliments et la diffusion des progrès technologiques.	Déterminer des mécanismes de coopération pertinents dans ce domaine.	Informar sur les mécanismes de coopération entre le monde académique, le secteur public et le secteur privé pour ce qui touche l'innovation au service de la sécurité sanitaire des aliments et la diffusion des progrès technologiques. Financer les projets proposés grâce au Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF). Soutenir financièrement la participation des membres à des forums de dialogue multilatéraux neutres afin qu'ils puissent partager leurs connaissances et leurs expériences en matière de choix politiques et d'utilisation des nouvelles technologies.	Participer activement à la détermination de mécanismes de coopération dans ce domaine.	2022-2024
	Faire l'inventaire des programmes, plans et stratégies de sensibilisation, de communication et de marketing social en matière de sécurité sanitaire des aliments.	Donner suite aux résultats de l'étude réalisée sur les connaissances, attitudes et pratiques relatives à la sécurité sanitaire des aliments et établir une stratégie de communication et de sensibilisation des	Fournir des renseignements à jour concernant les stratégies de sensibilisation, de communication et de marketing social.	Coordonner les efforts pour améliorer la participation des consommateurs aux enjeux de sécurité sanitaire des aliments.	En cours

		consommateurs présentant notamment les mécanismes de plaintes.			
	Effectuer une seconde étude de la charge de morbidité fondée sur la méthodologie que doit fournir l'OMS.	Examiner la méthodologie et rechercher des partenaires pour réaliser l'étude.	OMS: proposer une méthodologie pour l'étude de la charge de morbidité évoquée lors du Forum international sur la sécurité sanitaire des aliments et le commerce.	Apporter un soutien financier et technique à la réalisation de l'étude.	2023
	Élaborer des systèmes d'information sur la sécurité sanitaire des aliments permettant de mettre en commun des données sur le sujet aux niveaux national, régional et mondial.	Dresser un bilan des systèmes d'information sur la sécurité sanitaire des aliments qui existent ou qui font défaut.	Fournir aux pays un inventaire des systèmes existants.	Promouvoir l'importance d'une mutualisation des données.	2025
Chili	<p>Coordination nationale avec les représentants de la FAO et de l'OMS.</p> <p>Prendre des mesures pour que les délégués qui participent aux réunions de la FAO et de l'OMS puissent inclure les questions de sécurité sanitaire des aliments à l'ordre du jour et dans les rapports. Cet aspect pourrait être coordonné par les points de contact nationaux du Codex.</p> <p>Les conférences ont constitué d'excellentes tribunes pour faire connaître l'incidence de la sécurité sanitaire des aliments dans divers domaines et réfléchir à l'avenir des chaînes alimentaires dans le monde; cela étant la FAO et l'OMS doivent constater une aggravation manifeste pour continuer à traiter cette question. Ces organisations travaillent en fonction des demandes de leurs membres, qui sont officiellement transmises aux réunions de certains organes directeurs, à savoir l'Assemblée mondiale de la Santé de l'OMS et la Conférence de la FAO.</p> <p>C'est auprès de ces assemblées que les pays devraient plaider pour des</p>	Pays membres du Comité.	Les bureaux régionaux de la FAO et de l'OMS et les bureaux nationaux doivent aider les pays de la région à hiérarchiser et à produire leurs propositions, et prêter appui à l'exécution des activités soutenues par les organes directeurs de la FAO et de l'OMS dans la région et les pays.	Observateurs, organismes multilatéraux, ONG et associations commerciales.	<p>OMS: Assemblée mondiale de la Santé de l'OMS: prochaine réunion début 2020.</p> <p>FAO: La prochaine Conférence de la FAO (quarante-deuxième) se tiendra à Rome du 12 au 16 juillet 2021.</p> <p>La prochaine Conférence régionale de la FAO (trente-sixième) aura lieu au Nicaragua en 2020.</p>

	actions en matière de sécurité sanitaire des aliments et faire des propositions concrètes fondées sur les débats et les priorités des pays émanant des réunions régulières du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes.				
Honduras	Examiner et réviser les politiques nationales en vue d'intégrer les systèmes de sécurité sanitaire des aliments aux politiques relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, dans le cadre du Programme 2030 pour le développement durable.	Promouvoir la coordination intersectorielle et interinstitutions.	<ul style="list-style-type: none"> Gérer les ressources pour financer les projets régionaux. Organiser des ateliers régionaux pour élaborer des plans de travail et les mettre en œuvre. 	Les pays de la région qui doivent réviser et coordonner leurs politiques nationales pourraient être sollicités pour y prendre part.	2020-2021
	Moderniser les systèmes de sécurité sanitaire des aliments axés sur les risques et le concept «Un monde, une santé» en établissant des réglementations nationales relatives à l'alimentation fondées et/ou alignées sur les normes du Codex.	<ul style="list-style-type: none"> Gérer les ressources et repérer les talents des institutions de manière transversale. Comparer les réglementations actuelles et leur niveau d'harmonisation à l'égard du Codex. Constituer des équipes multidisciplinaires chargées de concevoir et d'exécuter les plans de travail. 	<ul style="list-style-type: none"> Proposer des outils pour diagnostiquer les exigences établies par les réglementations alimentaires. Fournir des outils d'évaluation des lacunes dans les réglementations alimentaires existantes. Organiser des ateliers nationaux et régionaux afin de recenser et hiérarchiser les exigences des réglementations alimentaires. Fournir une assistance technique et des avis concernant l'élaboration et la révision des réglementations alimentaires en vue de moderniser les systèmes nationaux de surveillance des aliments. 	Pays de la région devant moderniser leurs systèmes nationaux de contrôle des aliments.	2020-2022

	Renforcer les systèmes de surveillance des maladies d'origine alimentaire afin de produire et tenir à jour des données de manière systématique, et de faciliter la prise de décision et la gestion en matière de sécurité sanitaire des aliments.	<ul style="list-style-type: none"> Promouvoir la coordination intersectorielle et interinstitutions. 	<ul style="list-style-type: none"> Gérer les ressources pour financer les projets régionaux. Organiser des ateliers régionaux et nationaux pour élaborer des plans de travail et les mettre en œuvre. Fournir une assistance technique pour la conception de systèmes de surveillance des maladies d'origine alimentaire efficaces et pour l'intégration de ces plateformes aux activités des gestionnaires de la sécurité sanitaire des aliments. 	Membres du Comité devant renforcer leurs systèmes de surveillance des maladies d'origine alimentaire.	2022-2025
	Lutter contre la résistance aux antimicrobiens dans la chaîne alimentaire et empêcher sa progression au moyen d'une utilisation judicieuse des antimicrobiens dans la production animale et végétale.	Mettre l'accent sur l'achèvement des plans nationaux contre la résistance aux antimicrobiens.	Axer les ressources et les efforts sur l'assistance technique et le soutien aux pays qui n'ont pas encore terminé et approuvé leurs plans nationaux.	Membres du Comité n'ayant pas encore approuvé leurs plans nationaux contre la RAM.	2020
	Améliorer la participation des pays aux activités d'établissement de normes de la Commission du Codex Alimentarius et promouvoir l'application des normes du Codex.	Élaborer des propositions de mise en œuvre bien conçues et les présenter au Fonds fiduciaire.	Continuer à gérer le renforcement des capacités du Codex au plan national grâce au Fonds fiduciaire, et aider les pays à cet égard.	Pays pouvant bénéficier du Fonds fiduciaire du Codex.	En cours
Équateur	Lutter contre la résistance aux antimicrobiens dans la chaîne alimentaire et empêcher sa progression au moyen d'une utilisation judicieuse des antimicrobiens dans la production animale et végétale.	Rédiger des projets de plans et ordres du jour nationaux.	Formation et recherche. Financement.	Renforcer les capacités analytiques reposant sur les laboratoires existants dans le pays et sur l'Académie de surveillance et de contrôle.	En cours
	Accroître l'investissement dans les systèmes nationaux de contrôle des aliments, améliorer les approches fondées sur l'analyse des risques et renforcer les capacités de gestion des situations d'urgence dans le domaine	Concevoir des politiques publiques en faveur de la sécurité sanitaire des aliments.	Formation et recherche. Financement.	Sensibiliser à l'importance de la sécurité sanitaire des aliments.	En cours

	de la sécurité sanitaire des aliments, en vue d'assurer la sécurité sanitaire des aliments disponibles sur les marchés structurés et sur les marchés informels, une attention particulière étant portée aux populations vulnérables.				
	Veiller à la bonne gestion de la sécurité sanitaire des aliments dans le secteur alimentaire, plus particulièrement au niveau des petits opérateurs, et accroître l'investissement privé dans le développement de circuits d'approvisionnement alimentaire (consommation humaine et consommation animale) qui soient sûrs et résilients.	Fonder des comités techniques interinstitutions.	Formation et recherche. Financement.	Répondre aux invitations des comités.	En cours
	Sensibiliser l'opinion publique, encourager les activités pédagogiques et les formations sur la sécurité sanitaire des aliments au sein des communautés et dans les établissements scolaires, renforcer le dialogue et la mise en œuvre d'actions visant à améliorer la sécurité sanitaire des aliments, et rappeler à la communauté internationale que des actions de sensibilisation doivent être menées en permanence auprès de l'opinion publique, sur le modèle de la Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments.	Programme national de formation et de communication.	Formation et recherche. Financement.	Participer aux formations.	En cours
	Contribuer à la production de données mondiales intégrées et mettre en commun des compétences, des connaissances et des informations sur les enjeux actuels et nouveaux relatifs à la sécurité sanitaire des aliments, en vue d'élaborer des politiques, des réglementations et des programmes tournés vers l'avenir.	Élaborer des programmes permettant aux pays de la région d'échanger sur leurs expériences.	Formation et recherche. Financement.	Assister à ces manifestations.	En cours

Colombie	Renforcer l'évaluation des risques par les organes scientifiques consultatifs du Codex (JMPR et JECFA).	Organiser des ateliers de discussion et d'analyse sur cette question afin de définir les positions des pays dans les divers comités du Codex.	Organiser des ateliers régionaux et des visioconférences pour aborder cette question. Inclure le thème aux réunions ministérielles ou internationales de la FAO et de l'OMS. Contacter les pays qui ont pris position sur la situation. Proposer d'inclure ce point à l'ordre du jour des prochaines réunions du Comité SPS de l'OMC.	Examiner cette question et arrêter une position lors de la conférence annuelle de l'IICA.	D'ici à 2020
----------	---	---	--	---	--------------

ANNEXE III

PLAN DE COMMUNICATION RÉGIONAL POUR 2020-2025

Le tableau présente les objectifs, les activités, les cibles et les indicateurs proposés pour le Plan de communication régional du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Ces éléments découlent de l'Objectif 3 du Plan stratégique du Codex pour 2020-2025 (Accroître les effets en faisant en sorte que les normes du Codex soient reconnues et utilisées), en particulier l'objectif 3.1 (Faire mieux connaître les normes du Codex).

Objectif	Activités	Buts	Indicateurs
<p>1. Établir des voies de communication claires.</p>	<p>1.1. Renforcer et améliorer la circulation de l'information et les échanges entre les pays et le Secrétariat du Codex.</p> <p>1.2. Établir des méthodes de communication simples et rapides (groupe sur WhatsApp ou groupe de discussion sur le forum du Codex consacré aux groupes de travail électronique, par exemple).</p>	<p>D'ici à la vingt-deuxième session du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes (2021), 75 pour cent des membres/observateurs interrogés déclarent que l'actualité, l'accessibilité et la qualité des communications régionales du Codex sont «excellentes» ou «bonnes».</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de réponses à l'enquête indiquant que les communications régionales sont «excellentes» ou «bonnes».
<p>2. Communiquer sur l'importance des normes du Codex dans la région.</p>	<p>2.1 Fournir chaque mois au Secrétariat du Codex des projets de récits en ligne qui illustrent les travaux sur la sécurité sanitaire des aliments ou les normes ou les initiatives de renforcement des capacités dans la région.</p> <p>2.2 Promouvoir des exemples de réussite et des initiatives régionales, en collaboration avec le Secrétariat du Codex et la FAO/OMS.</p> <p>2.3 Travailler en concertation avec les pays bénéficiaires du Fonds fiduciaire du Codex dans la région, afin de communiquer à chaque étape des projets du Fonds</p>	<p>D'ici à la quarante-troisième session de la Commission, publier 10 articles sur des actualités qui concernent les pays de la région</p> <p>D'ici à la vingt-deuxième session du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes, publier 30 articles sur des actualités qui concernent les pays de la région</p> <p>D'ici à la vingt-deuxième session du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 50 pour cent des pays de la région ont apporté une contribution aux nouvelles du Codex, sur la page web régionale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'articles publiés par le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes. • Nombre de pays qui ont contribué au moyen d'une publication.

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

F



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

REP20/LAC partie 2

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

Quarante-troisième session

Siège de la FAO, Rome (Italie)

6-11 juillet 2020

RAPPORT DE LA VINGT ET UNIÈME SESSION (DEUXIÈME PARTIE) DU COMITÉ FAO/OMS DE COORDINATION POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Par correspondance

3 février - 11 mai 2020

TABLE DES MATIÈRES

Page

Résumé et état d'avancement des travaux	page ii
Liste des sigles et acronymes	page v
Rapport de la vingt et unième session (deuxième partie) du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes	page 1

Paragraphes

Introduction	1-2
Ouverture de la session	3-4
Travaux du Codex pertinents pour la région (point 6 de l'ordre du jour)	5-23
Mise en œuvre du Plan stratégique du Codex 2014-2019 (y compris du Plan stratégique pour le Comité de coordination du Codex pour l'Amérique latine et les Caraïbes 2014-2019) (point 7.1 de l'ordre du jour).....	24-31
Plan stratégique du Codex pour 2020-2025 – Feuille de route pour la mise en œuvre (point 7.2 de l'ordre du jour)...	32-40
Date et lieu de la prochaine session (point 11 de l'ordre du jour).....	41

Page

Annexe I – Liste des participants	8
Annexe II – Activités à mettre en œuvre en 2020-2021 dans la région couverte par le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes à l'appui de l'exécution du Plan stratégique du Codex 2020-2025.....	13
Annexe III – Transcription intégrale des débats sur le point 6 de l'ordre du jour (vingt et unième session du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes – deuxième partie).....	17
Annexe IV – Transcription intégrale des débats sur le point 7.1 de l'ordre du jour (vingt et unième session du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes – deuxième partie).....	55
Annexe V – Transcription intégrale des débats sur le point 7.2 de l'ordre du jour (vingt et unième session du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes – deuxième partie).....	80
Annexe VI – Transcription intégrale des débats sur le point 11 de l'ordre du jour (vingt et unième session du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes – deuxième partie).....	119

RÉSUMÉ ET ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX

Parties responsables	Objectifs	Texte/sujet	Par.
FAO/OMS et membres	Décision et information	<u>Travaux du Codex pertinents pour la région</u> - Les participants à la deuxième partie de la vingt et unième session du Comité régional de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes (le Comité) ont confirmé les travaux du Codex présentant un intérêt pour la région et a mis l'accent sur la nécessité de hiérarchiser les questions intéressant la région.	5
Comité du Codex sur les additifs alimentaires (CCFA)	Information	<u>Réactivation des travaux sur les additifs alimentaires dans le vin au sein du Comité sur les additifs alimentaires</u> - Les participants sont convenus de soutenir la réouverture de l'examen des recommandations relatives aux additifs alimentaires dans le vin lors de la prochaine session du Comité sur les additifs alimentaires, aux fins d'une éventuelle intégration dans la Norme générale pour les additifs alimentaires (NGAA).	7
Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage (CCMAS) (quarante et unième session) et membres	Décision et information	<u>Méthodes d'analyse pour déterminer la teneur en eau dans les produits laitiers en poudre</u> - Les participants ont demandé au Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage d'approfondir l'examen de la méthode ISO 5537/IDF 26 en tant que méthode de référence et a encouragé les pays membres à communiquer les données de validation nécessaires s'agissant d'autres méthodes, afin de faciliter les activités menées par le CCMAS dans ce domaine.	8-10
Comité du Codex sur les contaminants dans les aliments (CCCF) (quatorzième session) et membres	Information et décision	<u>Avant-projet de limites maximales pour le cadmium dans le chocolat et les produits cacaotés</u> - Les participants sont convenus de soutenir l'avancement de l'avant-projet actuellement proposé sur la concentration maximale de 0,3 mg/kg de cadmium dans le chocolat contenant ou déclarant contenir, sur la matière sèche, moins de 30 pour cent de composants secs totaux de cacao, lors de la quatorzième session du Comité sur les contaminants dans les aliments, pour adoption finale par la Commission.	12
Comité du Codex sur les contaminants dans les aliments (quatorzième session) et membres	Information et décision	<u>Code d'usages pour la prévention et la réduction de la contamination des fèves de cacao par le cadmium</u> - Les participants sont convenus de contribuer davantage aux activités menées par le Comité sur les contaminants dans les aliments aux fins de l'élaboration d'un code d'usages pour la prévention et la réduction de la contamination des fèves de cacao par le cadmium.	13
Comité du Codex sur les principes généraux (CCGP) (trente-deuxième session) et membres	Décision et information	<u>Comités travaillant par correspondance</u> - Les participants sont convenus que, s'agissant de l'analyse des propositions relatives aux critères et principes directeurs intéressant les comités qui mènent leurs activités par correspondance, il faudrait décrire précisément les moyens qui permettent de déterminer: 1) le quorum; 2) l'obtention d'un consensus et 3) l'établissement d'une majorité; - et que les membres du Comité sur les principes généraux devraient examiner comment présenter de manière appropriée, dans le rapport d'un comité travaillant par correspondance, les procédures appliquées lorsque aucun consensus n'est trouvé par la majorité des membres.	15
Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime (CCNFSDU) (quarante-deuxième session) et membres	Information et décision	<u>Directives sur l'élaboration de profils nutritionnels pour les systèmes d'étiquetage nutritionnel frontal</u> - Les participants sont convenus de soutenir la proposition de nouveaux travaux sur un projet de directives générales visant l'élaboration de profils nutritionnels pour les systèmes d'étiquetage nutritionnel frontal, au sein du Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime.	16

Parties responsables	Objectifs	Texte/sujet	Par.
Comité du Codex sur les céréales, les légumes secs et les légumineuses (CCCPL) et membres	Information et décision	<u>Norme sur le quinoa</u> - Les participants ont encouragé ses membres à jouer un rôle actif, en réponse à la lettre circulaire 2020/25-CPL.	17
Membres	Décision	<u>Remise en question des fondements scientifiques des limites maximales de résidus du Codex et incidences de l'utilisation de ces limites</u> - Les participants ont invité ses membres à suivre de près les débats sur les limites maximales de résidus (LMR) au sein du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et à y prendre part activement.	21
FAO/OMS et membres	Décision et information	<u>Systèmes nationaux de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments</u> - Les participants ont reconnu qu'il fallait continuer d'améliorer le fonctionnement des systèmes nationaux de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments et a encouragé la FAO et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à jouer un rôle plus important en soutenant les efforts consentis par les gouvernements dans ce domaine.	22
Commission du Codex, Comité exécutif du Codex et membres	Décision et information	<u>Application des Déclarations de principes concernant le rôle de la science</u> - Les participants se sont dits profondément préoccupés par les entraves à l'adoption des normes du Codex au sein de la Commission, sans présentation d'arguments scientifiques; - ont défini une position commune en faveur de l'établissement des normes, directives et autres recommandations du Codex Alimentarius sur la base du principe de l'analyse des risques et de données scientifiques fiables; - ont rappelé que, ainsi, des facteurs ne relevant pas du mandat du Codex ne pourraient pas bloquer l'élaboration de normes garantissant la production d'aliments sans danger, offrant la meilleure protection des consommateurs et facilitant l'application de pratiques loyales dans le commerce international des denrées alimentaires; - ont souligné que le caractère scientifique des normes Codex était à la base de leur utilisation en tant que références dans l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS).	23
Coordonnateur, membres, Secrétariat du Codex et Comité exécutif du Codex	Décision et information	<u>Plan stratégique du Codex pour 2014-2019</u> - Les participants ont mis un point final au Plan stratégique régional pour 2014-2019; - ont décidé de soutenir l'exécution du Plan stratégique du Codex pour 2020-2025 grâce à l'élaboration d'un plan régional de mise en œuvre; - ont reconnu les principales difficultés liées à la participation efficace aux groupes de travail électroniques; - ont demandé à la Commission du Codex et à ses organes subsidiaires de réduire le nombre des groupes de travail électroniques à ceux qui étaient essentiels et d'envisager d'autres mécanismes afin de faire avancer les points à l'ordre du jour; - ont encouragé les groupes de travail électroniques à mener leurs activités dans plus d'une langue et d'utiliser les technologies disponibles à cette fin; - ont encouragé les membres à soutenir les mécanismes qui permettent de renforcer la participation efficace aux groupes de travail électroniques au niveau national. <u>Plan stratégique du Codex pour 2020-2025</u> - Les participants sont convenus de soutenir la mise en œuvre du Plan stratégique du Codex pour 2020-2025;	29-31 31 33

Parties responsables	Objectifs	Texte/sujet	Par.
		- ont décidé de donner la priorité, au cours des deux prochaines années, à la mise en œuvre des activités visant à concrétiser les objectifs stratégiques 1, 2 et 4 du Plan stratégique pour 2020-2025 et ont arrêté d'un commun accord une liste des activités qui devraient être mises en œuvre dans la région, en tant qu'éléments du plan de travail global du Plan stratégique pour 2020-2025 (annexe II).	
Secrétariat du Codex		<u>Organisation de formations au niveau national afin de soutenir une participation efficace au sein des groupes de travail électroniques</u>	

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ACHIPIA	Agence chilienne pour la sécurité sanitaire et la qualité des aliments
CAC	Commission du Codex Alimentarius
CCCF	Comité du Codex sur les contaminants dans les aliments
CCCPL	Comité du Codex sur les céréales, les légumes secs et les légumineuses
CCEXEC	Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius
CCFA	Comité du Codex sur les additifs alimentaires
CCGP	Comité du Codex sur les principes généraux
CCLAC	Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CCMAS	Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage
CCNFSDU	Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime
CRD	Document de séance
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIL	Fédération internationale du lait
IICA	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
ISO	Organisation internationale de normalisation
JECFA	Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires
LMR	Limite maximale de résidus
NGAA	Norme générale pour les additifs alimentaires
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la Santé
OPS	Organisation panaméricaine de la santé

INTRODUCTION

1. Le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes (le Comité) a tenu la deuxième partie de sa vingt et unième session par correspondance, à titre exceptionnel, en raison de la suspension de la session organisée en présentiel à Santiago (Chili) en octobre 2019²⁰. L'examen des points 6, 7.1, 7.2 et 11 de l'ordre du jour, qui n'a pas pu être conclu lors de cette session, s'est poursuivi selon la procédure d'approbation tacite, après consultation de tous les membres de la région. Les débats ont été menés au moyen du forum en ligne du Codex, ainsi que l'adoption du rapport. Le rapport met l'accent sur les conclusions des débats, dont la transcription intégrale figure aux annexes III à VI.
2. M. Diego Varela, Coordonnateur des affaires internationales de l'Agence chilienne pour la sécurité sanitaire et la qualité des aliments (ACHIPIA), a présidé la session, à laquelle ont participé 23 pays membres de la région Amérique latine et Caraïbes, deux pays membres ne faisant pas partie de la région et une organisation ayant statut d'observateur. La liste des participants figure à l'annexe I.

OUVERTURE

3. Le Président a souhaité la bienvenue aux délégués, a ouvert la session et a invité tous les participants à contribuer activement aux débats.
4. Le Secrétariat du Codex a indiqué que la deuxième partie de la vingt et unième session du Comité s'inscrivait dans la continuité de la première, au cours de laquelle l'ordre du jour avait déjà été adopté, qu'il n'y aurait pas d'adoption formelle de l'ordre du jour et que les débats porteraient sur les points qui n'avaient pas été examinés et/ou qui n'avaient pas été complètement débattus lors de la première partie de la session, à savoir les points 6, 7.1, 7.2 et 11. Les points présentés au titre des «Autres questions» n'ont pas été examinés.

TRAVAUX DU CODEX PERTINENTS POUR LA RÉGION (point 6 de l'ordre du jour)^{21, 22}

5. Le Président de la deuxième partie de la vingt et unième session du Comité a présenté le point à l'examen, a évoqué les débats déjà engagés lors de la première partie de la session, tenue en présentiel, et a mis l'accent sur la nécessité de hiérarchiser les questions intéressant la région.

Avant-projets de normes, nouveaux travaux potentiels et débats nécessitant un appui régional (tableau 1)

6. Les participants ont examiné les points ci-après, issus de la liste qui figure dans le tableau 1 du document CX/LAC 19/21/8, ainsi que ceux définis lors de la première partie de la vingt et unième session du Comité (REP20/LAC, paragraphe 37)²³, et sont parvenus aux conclusions et positions régionales suivantes.

Réactivation des travaux sur les additifs alimentaires dans le vin au sein du Comité du Codex sur les additifs alimentaires (CCFA)

7. Les participants sont convenus de soutenir la réouverture de l'examen des recommandations relatives aux additifs alimentaires dans le vin lors de la prochaine session du Comité sur les additifs alimentaires, aux fins d'une éventuelle intégration dans la Norme générale pour les additifs alimentaires (NGAA), et ont souligné que l'adoption de ces dispositions supplémentaires dans le Codex Alimentarius faciliterait l'harmonisation des textes réglementaires dans ce domaine et fournirait une référence au service du commerce international.

Méthodes d'analyse pour déterminer la teneur en eau dans les produits laitiers en poudre

8. Les participants ont pris note des activités menées par le Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage (CCMAS) sur les méthodes d'analyse qui permettent de déterminer la teneur en eau dans les produits laitiers en poudre et ont encouragé un examen plus approfondi de la méthode ISO 5537/IDF 26 car, à leur avis, l'utilisation obligatoire de cette méthode présentait des difficultés de mise en œuvre, était susceptible de constituer un obstacle technique au commerce et n'avait pas fait ses preuves en termes de conformité.

²⁰ REP20/LAC, CRD1.

²¹ CX/LAC 19/21/8; CRD2 (Uruguay); CRD5 (Chili); CRD6 (Nicaragua); CRD7 (El Salvador); CRD8 (Costa Rica); CRD9 (République dominicaine); CRD10 (Brésil); CRD12 (Équateur); CRD13 (Équateur); CRD14 (Colombie).

²² Annexe III – Transcription intégrale des débats sur le point 6 de l'ordre du jour (vingt et unième session du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes – deuxième partie).

²³ Les points en question sont les suivants: i) Document de travail sur des directives harmonisées concernant les produits probiotiques utilisés dans les suppléments alimentaires ou diététiques devant être examiné à la quarante et unième session du Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime, en novembre 2019; ii) Réactivation des travaux sur les additifs alimentaires dans le vin au sein du Comité sur les additifs alimentaires; iii) Taille des grains dans la norme sur le quinoa; et iv) Méthodes d'analyse pour déterminer la teneur en eau dans les produits laitiers en poudre.

9. Notant les préoccupations exprimées quant à la conformité de la méthode ISO 5537/IDF 26, en particulier s'agissant du type de lait pour lequel elle est requise, ainsi que celles selon lesquelles cette méthode ne correspondait pas à la définition des méthodes de référence établie par le Codex, les participants ont demandé au Comité d'approfondir l'étude de la méthode de référence.
10. Les participants ont noté qu'il fallait envisager d'autres méthodes qui, à leur avis, ne présentaient pas les mêmes difficultés, et ont vivement encouragé les pays membres à communiquer les données de validation y relatives nécessaires, afin de faciliter les activités du Comité dans ce domaine.

Avant-projet de limites maximales pour le cadmium dans le chocolat et les produits cacaotés

11. Les participants ont souligné qu'il importait de tenir compte des conclusions de l'évaluation des risques menée par le Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires (JEFCA), organe scientifique consultatif mixte FAO/OMS dont les travaux reposent sur les principes d'excellence, d'indépendance, de transparence et d'universalité.
12. Les participants sont convenus de soutenir, lors de la quatorzième session du Comité du Codex sur les contaminants dans les aliments (CCCF), l'avancement de l'avant-projet sur la concentration maximale de 0,3 mg/kg de cadmium dans le chocolat contenant ou déclarant contenir, sur la matière sèche, moins de 30 pour cent de composants secs totaux de cacao, pour adoption finale par la Commission, compte tenu du fait qu'aucune information supplémentaire n'avait encore été communiquée dans le cadre des débats du CCCF sur cette question (CX/CF 20/14/5-Add.1). Ils ont considéré que, sur la base des débats approfondis menés au sein du CCCF, la limite maximale proposée protégeait la santé des consommateurs et n'aurait pas d'incidences négatives sur le commerce.

Code d'usages pour la prévention et la réduction de la contamination des fèves de cacao par le cadmium

13. Les participants sont convenus de continuer à contribuer aux activités en cours sur l'élaboration d'un code d'usages pour la prévention et la réduction de la contamination des fèves de cacao par le cadmium et ont considéré qu'un tel code d'usages pourrait permettre de donner des indications aux pays membres et aux acteurs du secteur du cacao sur la prévention et la réduction de la contamination des fèves de cacao par le cadmium lors des différentes étapes de production.

Comités travaillant par correspondance

14. Les participants ont appuyé les conclusions insérées dans le document CX/GP 20/32/4 élaboré par le groupe de travail électronique sur les procédures destinées aux comités qui mènent leurs activités par correspondance, créé par le Comité du Codex sur les principes généraux (CCGP) à sa trente et unième session (REP19/GP, paragraphe 26).
15. Ils sont convenus que:
 - i. s'agissant de l'examen des propositions relatives aux critères et principes directeurs concernant les comités travaillant par correspondance, il faudrait décrire précisément les moyens qui permettent de déterminer: i) le quorum; ii) l'obtention d'un consensus et iii) l'établissement d'une majorité;
 - ii. les membres du Comité sur les principes généraux devraient examiner comment présenter de manière appropriée, dans le rapport d'un comité travaillant par correspondance, les procédures appliquées lorsque aucun consensus n'est trouvé par la majorité des membres.

Directives sur l'élaboration de profils nutritionnels pour les systèmes d'étiquetage nutritionnel frontal

16. Les participants sont convenus de soutenir la proposition de nouveaux travaux sur un projet de directives générales visant l'élaboration de profils nutritionnels pour les systèmes d'étiquetage nutritionnel frontal, au sein du Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime (CCNFSDU).

Norme sur le quinoa

17. Les participants ont reconnu qu'il importait que les membres continuent à contribuer aux débats en cours au sein du Comité du Codex sur les céréales, les légumes secs et les légumineuses (CCCPL) sur la taille des grains dans la Norme sur le quinoa (CXS 333-2019) et ont encouragé les membres à y participer activement, en réponse à la lettre circulaire 2020/25-CPL.

Thèmes transversaux concernant la région (tableau 2)

18. Les participants ont examiné les différents thèmes qui figurent dans la liste du tableau 2 du document CX/LAC 19/21/8, ainsi que celui défini lors de la première partie de la vingt et unième session du Comité (REP20/LAC, paragraphe 37)²⁴, et sont parvenus aux conclusions énoncées ci-après.

Remise en question des fondements scientifiques des limites maximales de résidus du Codex et incidences de l'utilisation de ces limites

19. Les participants ont pris note de la situation actuelle, à savoir que certains pays n'adoptaient pas pleinement les limites maximales de résidus (LMR) de pesticides, ainsi que du droit légitime des pays de fixer des LMR de pesticides différentes si celles-ci reposaient sur une évaluation des risques, en accord avec les dispositions de l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS).
20. Ils ont reconnu qu'il importait d'adopter une approche fondée sur l'analyse des risques lors de l'établissement des LMR de pesticides, plutôt qu'une approche basée sur les dangers, et ont noté que cette dernière était susceptible d'aller à l'encontre des activités axées sur l'analyse des risques menées à l'échelle du Codex.
21. Les participants, compte tenu du rôle fondamental que jouent les normes du Codex en ce qui concerne la protection de la santé des consommateurs et l'assurance de pratiques loyales dans le commerce des produits alimentaires, ont invité les membres du Comité à suivre de près les débats sur les LMR au sein du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC et à y prendre part activement.

Systèmes nationaux de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments

22. Les participants ont reconnu qu'il fallait continuer d'améliorer le fonctionnement des systèmes nationaux de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments et ont encouragé la FAO et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à jouer un rôle plus important en soutenant les efforts consentis par les gouvernements dans ce domaine.

Application des Déclarations de principes concernant le rôle de la science

23. Les participants se sont dits profondément préoccupés par les entraves à l'adoption des normes du Codex au sein de la Commission, sans présentation d'arguments scientifiques. Ils ont défini une position commune en faveur de l'établissement des normes, directives et autres recommandations du Codex Alimentarius sur la base du principe de l'analyse des risques et de données scientifiques fiables. Ils ont rappelé que, ainsi des facteurs ne relevant pas du mandat du Codex ne pourraient pas bloquer l'élaboration de normes garantissant la production d'aliments sans danger, offrant la meilleure protection des consommateurs et facilitant l'application de pratiques loyales dans le commerce international des denrées alimentaires. Les participants ont souligné que le caractère scientifique des normes Codex était à la base de leur utilisation en tant que références dans l'Accord SPS de l'OMC.

MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE DU CODEX 2014-2019 (PLAN STRATÉGIQUE POUR LE COMITÉ DE COORDINATION DU CODEX POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES 2014-2019 – ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE) (point 7.1 de l'ordre du jour)^{25, 26}

24. Le Secrétariat du Codex a présenté le point à l'examen et a noté que le Plan stratégique mondial du Codex pour 2014-2019 était arrivé à son terme, que de nombreux enseignements précieux pouvaient être tirés du suivi et de la mise en œuvre de celui-ci et qu'il fallait s'en inspirer lors de la mise en œuvre du nouveau plan stratégique.
25. Le Secrétariat du Comité a aussi présenté les activités menées au cours de l'exercice biennal afin de concrétiser les objectifs du Plan stratégique régional, qui compte cinq objectifs conformes au Plan stratégique mondial.
26. Les participants ont par ailleurs été informés qu'un rapport final sur la mise en œuvre du Plan stratégique du Codex pour 2014-2019 serait présenté à la soixante-dix-neuvième session du Comité exécutif du Codex, ainsi qu'à la quarante-troisième session de la Commission, et qu'il était demandé à la région d'y contribuer.

Débats

27. Les participants ont pris note des rapports des secrétariats du Codex et du Comité sur la mise en œuvre du

²⁴ Le thème en question est le suivant: Remise en question des fondements scientifiques des limites maximales de résidus du Codex et incidences de l'utilisation de ces limites.

²⁵ CX/LAC 19/21/9; CRD5 (Chili); CRD6 (Nicaragua); CRD9 (République dominicaine); CRD11 (Honduras); CRD12 (Équateur).

²⁶ Annexe IV – Transcription intégrale des débats sur le point 7.1 de l'ordre du jour (vingt et unième session du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes – deuxième partie).

Plan stratégique du Codex pour 2014-2019 et du Plan stratégique pour le Comité, qui étaient principalement axés sur les difficultés relatives à la participation aux groupes de travail électroniques.

28. Ils ont aussi noté les réponses communiquées par les pays par l'intermédiaire du forum électronique et ont reconnu les principaux obstacles à une participation efficace aux groupes de travail électroniques, notamment:
- i. le manque de données et d'études au niveau national;
 - ii. le temps et le personnel à disposition pour suivre les activités des groupes de travail électroniques et y participer;
 - iii. le manque de précision dans la présentation des enjeux et des conclusions par les présidents des groupes de travail électroniques;
 - iv. les modes de présentation et de traitement des questions (organisation, ordre, ponctualité et précision);
 - v. la langue utilisée;
 - vi. la facilité d'utilisation de la plateforme des groupes de travail électroniques.

Conclusions

29. Les participants sont convenus:
- i) de demander à la Commission du Codex et à ses organes subsidiaires de reconnaître les difficultés posées par la prolifération des groupes de travail électroniques et de s'efforcer de réduire leur nombre à ceux qui étaient vraiment indispensables aux fins de l'avancement des thèmes prioritaires au sein des comités, compte tenu du fait que les comités disposaient d'autres mécanismes pour faire avancer les points à l'ordre du jour, par exemple les lettres circulaires et l'organisation, lors des sessions, de réunions et de groupes de travail informels qui, à la différence des groupes de travail se réunissant en présentiel durant les périodes intersessions, ne représentent pas une charge financière supplémentaire pour y participer;
 - ii) d'encourager la mise en œuvre de groupes de travail électroniques qui mènent leurs activités dans plus d'une langue, l'accent étant particulièrement mis sur l'intégration de l'espagnol, et d'envisager l'utilisation des outils technologiques qui permettent la traduction simultanée des documents et des commentaires;
 - iii) d'encourager les membres à élaborer des directives axées sur le renforcement des processus qui, au niveau national, améliorent la participation efficace aux groupes de travail électroniques, ce qui contribuerait à renforcer la communication, l'établissement des priorités et l'organisation interne, en utilisant le matériel mis à disposition par le Secrétariat du Codex, la FAO et l'OMS, selon que de besoin;
 - iv) de demander au Secrétariat du Codex de mener des activités de formation au niveau national sur la participation efficace aux groupes de travail électroniques et aux pays de s'efforcer de diffuser l'expérience acquise par les différentes parties prenantes nationales.
30. Les participants ont apporté leur soutien au Plan stratégique du Codex pour 2020-2025 et sont convenus d'élaborer un plan régional de mise en œuvre, en accordant la priorité à des activités spécifiques et concrètes qui permettraient un suivi adéquat, compte tenu des valeurs fondamentales du Codex.
31. Ils ont pris note du rapport mis au point par le Secrétariat du Comité et ont examiné le Plan stratégique régional pour 2014-2019, qui doit être achevé.

PLAN STRATÉGIQUE DU CODEX POUR 2020-2025 – FEUILLE DE ROUTE POUR LA MISE EN ŒUVRE (point 7.2 de l'ordre du jour)^{27, 28}

32. Le Secrétariat du Codex a présenté ce point, en rappelant que son examen avait commencé lors de la session du Comité tenue en présentiel. Il a aussi rappelé qu'un groupe de travail informel présidé par l'Équateur avait inscrit les objectifs stratégiques 2 et 4 parmi les domaines prioritaires en 2020-2021 et qu'un certain nombre de pays avaient présenté une série de propositions d'activités à l'appui de la mise en œuvre du Plan stratégique.

²⁷ CX/LAC 19/21/10; CRD6 (Nicaragua); CRD7 (El Salvador); CRD9 (République dominicaine); CRD12 (Équateur); CRD14 (Colombie), annexe II.

²⁸ Annexe V – Transcription intégrale des débats sur le point 7.2 de l'ordre du jour (vingt et unième session du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes – deuxième partie).

Conclusions

33. Les participants ont pris note des contributions des différents pays quant à la hiérarchisation des cibles et des propositions d'activités à intégrer dans la mise en œuvre régionale du Plan stratégique du Codex pour 2020-2025 et ont décidé d'inscrire les objectifs stratégiques 1, 2 et 4 au rang de priorités pour la période 2020-2021, au moyen de la mise en œuvre des activités suivantes²⁹:

Objectif stratégique 1: Réagir rapidement aux problèmes actuels, naissants et cruciaux

34. Objectif prioritaire 1.1: Recenser les besoins et les problèmes naissants.
- Activité 1.1.1: Faire circuler dans la région, en temps utile et bien avant la vingt-deuxième session du Comité, l'enquête visant à recenser les problèmes naissants.
 - Justification des activités proposées: Il est important de donner suite aux questions recensées comme prioritaires lors des réunions du Comité, d'utiliser efficacement le point de l'ordre du jour correspondant et de communiquer au Comité les propositions de hiérarchisation et d'activités de suivi.
 - Parties responsables: le coordonnateur du Comité et le Secrétariat du Codex, sur la base des résultats obtenus lors des réunions du Comité sur le point de l'ordre du jour intitulé *Situation de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments dans les pays de la région: questions actuelles et questions nouvelles*.
 - Résultat attendu en 2020-2021: 80 pour cent des membres ont contribué au rapport sur les questions nouvelles relatives à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments dans la région.
 - Mécanisme de communication d'information: circulation des documents auprès des membres au moyen de lettres circulaires et document correspondant à la présentation du thème à la réunion du Comité.
35. Objectif prioritaire 1.2: Fixer les priorités en matière de besoins et de problèmes naissants.
- Activité 1.2.1: Fixer au maximum deux priorités parmi les questions d'intérêt commun recensées pour la région et déterminer les activités de suivi correspondantes.
 - Justification des activités proposées: Les questions recensées doivent être hiérarchisées, afin d'être traitées en temps utile et de manière efficace.
 - Parties responsables: le coordonnateur du Comité et le Secrétariat du Codex.
 - Résultat attendu en 2020-2021: Un plan d'action relatif à la suite à donner aux deux domaines prioritaires est élaboré et présenté au Comité et aux membres à des fins de suivi.
 - Mécanisme de communication d'information: rapport, à la vingt-deuxième session du Comité, sur les questions recensées et les activités proposées.

Objectif stratégique 2: Élaborer des normes fondées sur la science et les principes de l'analyse des risques du Codex

36. Objectif prioritaire 2.1: S'appuyer sur les avis scientifiques conformément aux principes d'analyse des risques du Codex.
- Activité 2.1.1: Mener des activités à l'appui d'une meilleure compréhension des groupes scientifiques consultatifs et de l'analyse des risques au sein du Codex au moyen d'un cours en ligne ou d'autres outils de formation, par exemple des visioconférences et/ou des ateliers en présentiel.
 - Justification des activités proposées: Améliorer la compréhension de l'utilisation des avis scientifiques et contribuer à faciliter le partage d'informations entre experts et évaluateurs des risques dans la région.
 - Parties responsables ou chefs de file: le coordonnateur du Comité et le Secrétariat du Codex.
 - Résultat attendu en 2020-2021: Tous les membres ont participé à un webinaire sur les avis scientifiques et les activités du programme mixte FAO/OMS sur la fourniture d'avis scientifiques.
 - Mécanisme de communication d'information: rapport à la vingt-deuxième session du Comité.
 - Activité 2.1.2: Faire part des préoccupations à tous les niveaux du Codex Alimentarius, depuis les comités s'occupant de produits ou de questions générales jusqu'à la Commission et au Comité exécutif, lorsqu'il est proposé de bloquer ou de freiner l'avancement d'une norme fondée sur des

²⁹ Les activités convenues sont présentées sous la forme d'un tableau à l'annexe II.

éléments scientifiques.

- Justification des activités proposées: Les normes du Codex sont une référence pour les pays qui affrontent des difficultés dans la réalisation de diverses évaluations et analyses nécessaires pour établir des règlements relatifs à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments. Elles reflètent aussi l'engagement des membres du Codex s'agissant du commerce multilatéral et international. Elles reposent enfin sur la science, en tant que langage neutre, objectif et fiable, fondé sur des données probantes.
- Résultat attendu en 2020-2021: Les pays membres ont réaffirmé que les données scientifiques étaient importantes dans le cadre du processus d'établissement des normes du Codex, comme indiqué dans les rapports des comités concernés.
- Parties responsables ou chefs de file: tous les pays membres du Comité, sous la conduite du coordonnateur du Comité.
- Mécanisme de communication d'information: Le Comité fait rapport, à sa vingt et unième session, sur les positions communes arrêtées lors des séances plénières du Codex et sur l'utilisation judicieuse des positions régionales présentées dans ses rapports.

37. Objectif prioritaire 2.2: Promouvoir la soumission et l'utilisation de données représentatives à l'échelle mondiale lors de l'élaboration et de l'examen des normes du Codex.

- Activité 2.2.1: Recenser, promouvoir et soutenir, dans la mesure du possible, les bases de données et réseaux techniques de la région.
- Justification des activités proposées: L'établissement de réseaux contribue à la consolidation, au renforcement et à l'accroissement des compétences professionnelles existantes dans la région et sert de base aux fins de la participation aux différents comités.
- Résultat attendu en 2020-2021: Les réseaux régionaux sont recensés et renforcés afin de promouvoir et de faciliter la collecte de données.
- Parties responsables ou chefs de file: les points focaux des pays membres, le coordonnateur régional et les pays membres.
- Mécanisme de communication d'information: rapport à la vingt-deuxième session du Comité.

38. Objectif prioritaire 2.3: Promouvoir un financement suffisant et pérenne pour les organes d'experts qui fournissent des avis scientifiques.

- Activité 2.3.1: Prendre des dispositions pour faire en sorte que les délégués qui participent aux réunions des organes directeurs de la FAO et de l'OMS soient conscients des activités menées par les organes d'experts.
- Justification des activités proposées: Un soutien concret de la FAO et de l'OMS est nécessaire pour pouvoir continuer à formuler des avis scientifiques à l'intention du Codex. La FAO et l'OMS mènent leurs activités sur la base des demandes de leurs membres, qui sont officiellement communiquées durant les réunions de leurs principaux organes directeurs, à savoir l'Assemblée mondiale de la Santé de l'OMS et la Conférence de la FAO.
- Résultat attendu en 2020-2021: Lors des réunions des organes directeurs de la FAO et de l'OMS, les membres du Comité ont mis l'accent sur l'importance des activités du Codex et sur le besoin d'avis scientifiques au service de son bon fonctionnement.
- Parties responsables ou chefs de file: le coordonnateur régional et les pays membres.
- Mécanisme de communication d'information: rapports des réunions FAO et OMS.

Objectif stratégique 4: Faciliter la participation de tous les membres du Codex tout au long du processus d'établissement d'une norme

39. Objectif prioritaire 4.1: Assurer la pérennité des structures nationales du Codex dans tous les États membres du Codex.

- Activité 4.1.1: Soutenir l'application de l'outil de diagnostic mis au point par la FAO et l'OMS (outil de diagnostic pour l'évaluation de l'état du programme national du Codex) afin de cerner les points forts, les difficultés et les possibilités concernant les structures nationales du Codex.
- Justification des activités proposées: L'outil de diagnostic est très utile pour évaluer le niveau de développement de la structure nationale et définir des mesures (formulation de projets et mise au

point de procédures, entre autres) qui correspondent à ses conditions et capacités et contribuent à l'efficacité et à la durabilité de la structure.

- Résultat attendu en 2020-2021: 25 pour cent des membres de la région ont mis en place l'outil de diagnostic et ont fait rapport sur son utilisation.
- Parties responsables ou chefs de file: les pays membres et le Secrétariat du Codex, ainsi que le coordonnateur du Comité à des fins d'appui et de suivi.
- Mécanisme de communication d'information: Les pays qui ont mis en place l'outil font rapport au Comité.

40. Objectif prioritaire 4.2: Augmenter la participation pérenne et active de tous les membres du Codex.

- Activité 4.2.1: Renforcer la participation de la région aux plateformes électroniques du Codex (système de mise en ligne des observations et forum des groupes de travail électroniques) pour que celles-ci puissent jouer leur rôle et favoriser une participation ouverte aux débats du Codex.
- Justification des activités proposées: Les outils électroniques du Codex offrent la possibilité de participer au processus de prise de décisions, et ce même quand il n'est pas possible d'assister aux séances plénières, ainsi que d'accélérer l'avancement des normes et d'examiner les enjeux de façon plus approfondie entre les réunions. Il demeure toutefois nécessaire que davantage de pays de la région utilisent ces outils.
- Résultat attendu en 2020-2021: Augmentation de 10 pour cent de la participation des membres de la région aux groupes de travail électroniques et/ou de l'utilisation du système de mise en ligne des observations.
- Parties responsables ou chefs de file: les pays membres.
- Mécanisme de communication d'information: rapports des pays sur l'utilisation de ces outils.
- Activité 4.2.2: Renforcement de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans la région Amérique latine et Caraïbes
- Justification des activités proposées: La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, qui existent depuis des années dans la région, permettent de renforcer les structures nationales sur le plan technique, ainsi que, au niveau stratégique, le Codex à l'échelle nationale, et d'établir des réseaux en faveur d'une articulation efficace pendant les séances plénières. L'appui reçu de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), par l'intermédiaire de ses programmes de jumelage, est remarquable.
- Résultat attendu en 2020-2021: 25 pour cent des membres de la région ont mis en œuvre des activités de coopération Sud-Sud afin de renforcer la participation au Codex et l'utilisation des normes du Codex et ont communiqué des informations à ce sujet.
- Parties responsables ou chefs de file: les pays membres, le coordonnateur régional, IICA, FAO et OMS/Organisation panaméricaine de la santé (OPS).
- Mécanisme de communication d'information: rapport à la vingt-deuxième session du Comité sur les activités menées dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.

DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION (point 11 de l'ordre du jour)³⁰

41. Les participants ont été informés que la prochaine session du Comité se tiendrait dans un délai d'environ deux ans et que des précisions seraient communiquées aux membres une fois que la Commission aura nommé le coordonnateur à sa quarante-troisième session et après un dialogue entre le coordonnateur et le Secrétariat du Codex.

³⁰ Annexe VI – Transcription intégrale des débats sur le point 11 de l'ordre du jour (vingt et unième session du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes – deuxième partie).

LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS
LISTA DE PARTICIPANTES

CHAIRPERSON – PRÉSIDENT – PRESIDENTE

Mr Diego Varela
 Coordinador Asuntos Internacionales
 Agencia Chilena para la Calidad e Inocuidad Alimentaria, ACHIPIA
 Ministerio de Agricultura

CHAIR'S ASSISTANT – ASSISTANTE DU PRÉSIDENT – ASISTENTE DEL PRESIDENTE

Ms Cassandra Pacheco
 Punto Focal del Codex
 Agencia Chilena para la Calidad e Inocuidad Alimentaria, ACHIPIA
 Ministerio de Agricultura

MEMBER COUNTRIES – PAYS MEMBRES – PAÍSES MIEMBROS

**ANTIGUA AND BARBUDA – ANTIGUA-ET-
 BARBUDA – ANTIGUA Y BARBUDA**

Ms Solange Baptiste
 Manager Information Services
 Antigua and Barbuda Bureau of Standards
 Old Parham Road
 (P.O. Box 1550)
 St John's, Antigua WI

ARGENTINA – ARGENTINE

Ms Gabriela Catalani
 Coordinadora del Punto Focal del Codex
 Alimentarius Ministerio de Agricultura, Ganadería
 y Pesca
 Dirección Nacional de Mercados Agroindustriales
 Internacionales<

Ms María Alejandra Larre
 Asesora del Punto Focal del Codex Alimentarius
 Ministerio de Agricultura, Ganadería y Pesca
 Dirección Nacional de Mercados Agroindustriales
 Internacionales

BOLIVIA – BOLIVIE

Ms Roxana Llanos
 Punto de Contacto del Codex
 Secretaria Ejecutiva de la Secretaría Nacional del
 Codex
 Instituto Boliviano de Normalización y Calidad –
 IBNORCA

Mr Yamil Mattos
 Jefe Nacional de Inocuidad Alimentaria
 SENASAG
 Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras

BRAZIL – BRÉSIL – BRASIL

Mr Andre Luis Santos
 Coordinator of the Brazilian Codex Alimentarius
 Committee
 National Institute of Metrology, Quality and
 Technology – Inmetro

Mr Diogo Penha Soares
 Health Regulation Expert
 Brazilian Health Regulation Agency

Ms Naiana Campos
Coordinator of Multilateral Affairs
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply

Ms Priscila Yuvamoto
Deputy Coordinator of the Brazilian Codex
Alimentarius Committee
National Institute of Metrology, Quality and
Technology – Inmetro

Ms Camila Doyle Silveira
Assistant of the Brazilian Codex Alimentarius
Committee
National Institute of Metrology, Quality and
Technology – Inmetro

Mr Guilherme Costa
Chairperson of the Codex Alimentarius
Commission

CHILE – CHILI

Ms Roxana Vera Muñoz,
Jefa Subdepartamento de Acuerdos
Internacionales,
Departamento de Negociaciones,
Servicio Agrícola y Ganadero,
Ministerio de Agricultura

Mr Claudio Núñez,
Profesional Subdepartamento de Acuerdos
Internacionales,
Departamento de Negociaciones,
Servicio Agrícola y Ganadero,
Ministerio de Agricultura

Ms Nuri Gras
Secretaria Ejecutiva de Agencia Chilena para la
Calidad e Inocuidad Alimentaria, ACHIPIA
Jefe de delegación
Ministerio de Agricultura

COLOMBIA – COLOMBIE

Ms Zonia Caro
Asesora
Ministerio de Comercio, Industria y Comercio

Norma Soto
Profesional especializada
Instituto Nacional de Vigilancia de Medicamentos
y Alimentos
INVIMA

COSTA RICA

Ms Amanda Lasso
Asesora del Codex
Ministerio de Economía, Industria y Comercio

Luisa María Díaz Sánchez
Directora de Verificación
Ministerio de Economía, Industria y Comercio

Ms Tatiana Cruz Ramírez
Jefa del Dpto. de Reglamentación Técnica y
Codex del MEIC,
Punto de Contacto del Comité Nacional del Codex
Alimentarius

CUBA

Mr Jorge Félix Medina Pérez
Secretario Comité Nacional del Codex Cuba
Oficina Nacional de Normalización

DOMINICAN REPUBLIC – RÉPUBLIQUE DOMINICAINE – REPÚBLICA DOMINICANA

Mr Modesto Buenaventura Pérez Blanco
Coordinador Normas Alimenticias
Dirección General Medicamentos, Alimentos y
Productos Sanitarios (DIGEMAPS)
Ministerio De Salud Pública y Asistencia Social
(MSP)

ECUADOR – ÉQUATEUR

Mr Rommel Aníbal Betancourt Herrera
Coordinador General de Inocuidad de Alimentos
Agencia de Regulación y Control Fito y
Zoosanitaria-AGROCALIDAD

Ana Gabriela Escobar
Responsable de la Unidad de Vigilancia y Control
de Contaminantes
AGROCALIDAD

Israel Vaca
Director of Food Safety
AGROCALIDAD

EL SALVADOR

Ms Claudia Guzmán
Jefe Punto de Contacto Codex Alimentarius
Organismo Salvadoreño de Regulación Técnica
OSARTEC

Mr Daniel Torres
Técnico Especialista Codex Alimentarius

GUATEMALA

Otto Maldonado
Codex National Committee Assistant
Ministry of Agriculture

GUYANA

Ms Tandeka Barton
Government Analyst Food and Drug Department

HONDURAS

Ms Yolandina Lambur Valle
Encargada de la Oficina de Codex Alimentarius
de Honduras
SENASA

Ms Mirian Bueno
Coordinador de la División de Inocuidad de
Alimentos
Servicio Nacional de Sanidad e Inocuidad
Agroalimentaria (SENASA)

Ms Laura Landa
Técnico de la Agencia de Regulación Sanitaria
Servicio Nacional de Sanidad e Inocuidad
Agroalimentaria (SENASA)

Ms Fany Carcamo
Jefa del Departamento Codex Alimentarius de
Honduras
Servicio Nacional de Sanidad e Inocuidad
Agroalimentaria (SENASA)

JAMAICA – JAMAÏQUE

Mr Earle Stewart
Bureau of Standards

MEXICO – MEXIQUE – MÉXICO

Ms Tania D. Fosado Soriano
Punto de Contacto Codex
Dirección General de Normas – DGN
Secretaría de Economía – SE
Ministerio de Economía

Mr Cesar Orozco
Director de Normatividad Internacional y
Agroindustria. Dirección General de Normas
Secretaría de Economía

NICARAGUA

Ms Miriam Canda
Punto de Contacto del Codex
Especialista en Normalización Internacional
Ministerio de Fomento, Industria y Comercio

Mr Denis Saavedra
Director de Normalización y Metrología
Ministerio de Fomento, Industria y Comercio

PARAGUAY

Ms María Inés Ibarra Colmán
Punto de Contacto del Codex
Instituto Nacional de Tecnología, Normalización y
Metrología – INTN

Ms Trini Jiménez Riveros
Directora del Organismo de Investigación y
Asistencia Tecnológica Instituto Nacional de
Tecnología, Normalización y Metrología INTN

PANAMA – PANAMÁ

Mr Joseph Gallardo
Departamento de Normalización Técnica
Punto de Contacto Codex
Gestión Internacional
DGNTI
Ministerio de Comercio e Industria

PERU – PÉROU – PERÚ

Ms Maria Eugenia Nieva
Directora Ejecutiva
Dirección de Certificaciones y Autorizaciones
Sanitarias (DCEA) – DIGESA
Ministerio de Salud

Mr Juan Carlos Huiza
Secretario Técnico del Comité del Codex
Dirección General de Salud Ambiental – DIGESA
Ministerio de Salud

Roberto Casado López
Carmen Cruz Gamboa
Ernesto Dávila
Gloria Castillo

SAINT LUCIA – SAINTE-LUCIE – SANTA LUCÍA

Mr Tzarmallah Haynes
National CODEX Contact Point

TRINIDAD AND TOBAGO – TRINITÉ-ET-TOBAGO – TRINIDAD Y TOBAGO

Mr Farz Khan
Chief Chemist and Director Food and Drugs
Chemistry Food and Drugs Division
Ministry of Health

Ms Wendyann Ramrattan
Chemistry/Food and Drugs Division
Ministry of Health

Ms Ana Leiza
Área de Política Industrial
Ministerio de Industria y Energía

URUGUAY

Mr Pedro Friedrich
Punto de Contacto Codex
Departamento de Evaluación de la Conformidad
Laboratorio Tecnológico del Uruguay

Mr José Luiz Heijo
Director de la Dirección Nacional de Industrias
Ministerio de Industria, Energía y Minería

MEMBERS FROM OUTSIDE THE REGION – MEMBRES EXTÉRIEURS À LA RÉGION - MIEMBROS DE FUERA DE LA REGIÓN

UNITED KINGDOM – ROYAUME-UNI – REINO UNIDO

Mr Steve Wearne
Director of Global Affairs
Food Standards Agency
London

UNITED STATES OF AMERICA – ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE – ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA

Mr Kenneth Lowery
International Issues Analyst
U.S. Codex Office
Washington DC

OBSERVER ORGANIZATIONS – ORGANISATIONS OBSERVATRICES – ORGANIZACIONES OBSERVADORAS

INTER-AMERICAN INSTITUTE FOR COOPERATION ON AGRICULTURE – INSTITUT INTERAMÉRICAIN DE COOPÉRATION POUR L'AGRICULTURE – INSTITUTO INTERAMERICANO DE COOPERACION PARA LA AGRICULTURA – IICA

Mr Eric Bolaños
Representante del IICA

Ms Lisa Harrynanan
Agricultural Health & Food Safety Specialist

FAO PERSONNEL – PERSONNEL DE LA FAO – PERSONAL DE LA FAO

Mr Kosuke Shiraishi
Junior Professional Officer

Marisa Caipo
Food Safety and Quality Officer
FAO Regional Office for Latin America and the Caribbean

WHO PERSONNEL – PERSONNEL DE L'OMS – PERSONAL DE LA OMS

Ms Satoko Murakami
Technical Officer
Department of Food Safety and Zoonoses

Ms Margarita Corrales
Specialist in Laboratory Management
PANAFTOSA
PAHO WHO

Frida Sparaciari
Food Safety Consultant
PANAFTOSA
PAHO WHO

CODEX SECRETARIAT – SECRÉTARIAT DU CODEX – SECRETARÍA DEL CODEX

Mr Tom Heilandt
Secretary,
Codex Alimentarius Commission

Ms Sarah Cahill
Senior Food Standards Officer

Mr Goro Maruno
Food Standards Officer

Mr Giuseppe Di Chiera
Programme Specialist Consultant

Ms Hilde Kruse
Senior Food Standards Officer

Ms Verna Carolissen
Food Standards Officer

Mr Patrick Sekitoleko
Food Standards Officer

Ms Lingping Zhang
Food Standards Officer

Mr Roberto Sciotti
Record & Information Management Expert
& Webmaster

Mr David Massey
Special Advisor

Ms Myoengsin Choi
Food Standards Officer

ANNEXE II

**Activités à mettre en œuvre en 2020-2021 dans la région couverte par le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes
à l'appui de l'exécution du Plan stratégique du Codex 2020-2025**

Objectifs stratégiques prioritaires	Objectifs prioritaires	Activités pour la période 2020-2021	Justifications des activités proposées	Parties responsables ou chefs de file	Résultats attendus pour 2021	Mécanismes de communication d'information
1. Réagir rapidement aux problèmes actuels, naissants et cruciaux	1.1 Recenser les besoins et les problèmes naissants	1.1.1 Faire circuler dans la région, en temps utile et bien avant la vingt-deuxième session du Comité, l'enquête visant à recenser les problèmes naissants	Il est important de donner suite aux questions recensées comme prioritaires lors des réunions du Comité, d'utiliser efficacement le point de l'ordre du jour correspondant et de communiquer au Comité les propositions de hiérarchisation et d'activités de suivi.	Le coordonnateur du Comité et le Secrétariat du Codex, sur la base des résultats obtenus lors des réunions du Comité sur le point de l'ordre du jour intitulé <i>Situation de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments dans les pays de la région: questions actuelles et questions nouvelles.</i>	80 pour cent des membres ont contribué au rapport sur les questions nouvelles relatives à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments dans la région.	Circulation des documents auprès des membres au moyen de lettres circulaires et document correspondant à la présentation du thème à la réunion du Comité
	1.2 Fixer les priorités en matière de besoins et de problèmes naissants	1.2.1 Fixer au maximum deux priorités parmi les questions d'intérêt commun recensées pour la région et déterminer les activités de suivi correspondantes	Les questions recensées doivent être hiérarchisées, afin d'être traitées en temps utile et de manière efficace.	Coordonnateur du Comité et Secrétariat du Codex	Un plan d'action relatif à la suite à donner aux deux domaines prioritaires est élaboré et présenté au Comité et aux membres à des fins de suivi.	Rapport, à la vingt-deuxième session du Comité, sur les questions recensées et les activités proposées
2. Élaborer des normes fondées sur la science et les principes de l'analyse des risques du Codex	2.1 S'appuyer sur les avis scientifiques conformément aux principes d'analyse des risques du Codex	2.1.1 Mener des activités à l'appui d'une meilleure compréhension des groupes scientifiques consultatifs et de l'analyse des risques au sein du Codex au moyen d'un cours en ligne ou d'autres outils de formation, par exemple	Améliorer la compréhension de l'utilisation des avis scientifiques et contribuer à faciliter le partage d'informations entre experts et évaluateurs des risques dans la région	Coordonnateur du Comité et Secrétariat du Codex	Tous les membres ont participé à un webinaire sur les avis scientifiques et les activités du programme mixte FAO/OMS sur la	Rapport à la vingt-deuxième session du Comité

		des visioconférences et/ou des ateliers en présentiel.			fourniture d'avis scientifiques.	
		2.1.2 Faire part des préoccupations à tous les niveaux du Codex Alimentarius, depuis les comités s'occupant de produits ou de questions générales jusqu'à la Commission et au Comité exécutif, lorsqu'il est proposé de bloquer ou de freiner l'avancement d'une norme fondée sur des éléments scientifiques	Les normes du Codex sont une référence pour les pays qui affrontent des difficultés dans la réalisation de diverses évaluations et analyses nécessaires pour établir des règlements relatifs à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments. Elles reflètent aussi l'engagement des membres du Codex s'agissant du commerce multilatéral et international. Elles reposent enfin sur la science, en tant que langage neutre, objectif et fiable, fondé sur des données probantes.	Tous les pays membres du Comité, sous la conduite du coordonnateur du Comité	Les pays membres ont réaffirmé que les données scientifiques étaient importantes dans le cadre du processus d'établissement des normes du Codex, comme indiqué dans les rapports des comités concernés.	Le Comité fait rapport, à sa vingt et unième session, sur les positions communes arrêtées lors des séances plénières du Codex et sur l'utilisation judicieuse des positions régionales présentées dans ses rapports.
	2.2 Promouvoir la soumission et l'utilisation de données représentatives à l'échelle mondiale lors de l'élaboration et de l'examen des normes du Codex	2.2.1 Recenser, promouvoir et soutenir, dans la mesure du possible, les bases de données et réseaux techniques de la région	L'établissement de réseaux contribue à la consolidation, au renforcement et à l'accroissement des compétences professionnelles existantes dans la région et sert de base aux fins de la participation aux différents comités.	Points focaux des pays membres, coordonnateur régional et pays membres	Les réseaux régionaux sont recensés et renforcés afin de promouvoir et de faciliter la collecte de données.	Rapport à la vingt-deuxième session du Comité

	2.3 Promouvoir un financement suffisant et pérenne pour les organes d'experts qui fournissent des avis scientifiques	2.3.1 Prendre des dispositions pour faire en sorte que les délégués qui participent aux réunions des organes directeurs de la FAO et de l'OMS soient conscients des activités menées par les organes d'experts	Un soutien concret de la FAO et de l'OMS est nécessaire pour pouvoir continuer à formuler des avis scientifiques à l'intention du Codex. La FAO et l'OMS mènent leurs activités sur la base des demandes de leurs membres, qui sont officiellement communiquées durant les réunions de leurs principaux organes directeurs, à savoir l'Assemblée mondiale de la Santé de l'OMS et la Conférence de la FAO.	Coordonnateur régional et pays membres	Lors des réunions des organes directeurs de la FAO et de l'OMS, les membres du Comité ont mis l'accent sur l'importance des activités du Codex et sur le besoin d'avis scientifiques au service de son bon fonctionnement.	Rapports des réunions FAO et OMS
4. Faciliter la participation de tous les membres du Codex tout au long du processus d'établissement d'une norme	4.1 Assurer la pérennité des structures nationales du Codex dans tous les États membres du Codex	4.1.1. Soutenir l'application de l'outil de diagnostic mis au point par la FAO et l'OMS (outil de diagnostic pour l'évaluation de l'état du programme national du Codex) afin de cerner les points forts, les difficultés et les possibilités concernant les structures nationales du Codex	L'outil de diagnostic est très utile pour évaluer le niveau de développement de la structure nationale et définir des mesures (formulation de projets et mise au point de procédures, entre autres) qui correspondent à ses conditions et capacités et contribuent à l'efficacité et à la durabilité de la structure.	Les pays membres et le Secrétariat du Codex, ainsi que le coordonnateur du Comité à des fins d'appui et de suivi	25 pour cent des membres de la région ont mis en place l'outil de diagnostic et ont fait rapport sur son utilisation.	Les pays qui ont mis en place l'outil font rapport au Comité.

	4.2 Augmenter la participation pérenne et active de tous les membres du Codex	4.2.1 Renforcer la participation de la région aux plateformes électroniques du Codex (système de mise en ligne des observations et forum des groupes de travail électroniques) pour que celles-ci puissent jouer leur rôle et favoriser une participation ouverte aux débats du Codex	Les outils électroniques du Codex offrent la possibilité de participer au processus de prise de décisions, et ce même quand il n'est pas possible d'assister aux séances plénières, ainsi que d'accélérer l'avancement des normes et d'examiner les enjeux de façon plus approfondie entre les réunions. Il demeure toutefois nécessaire que davantage de pays de la région utilisent ces outils.	Pays membres	Augmentation de 10 pour cent de la participation des membres de la région aux groupes de travail électroniques et/ou de l'utilisation du système de mise en ligne des observations	Rapports des pays sur l'utilisation de ces outils
		4.2.2 Renforcement de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans la région Amérique latine et Caraïbes	La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, qui existent depuis des années dans la région, permettent de renforcer les structures nationales sur le plan technique, ainsi que, au niveau stratégique, le Codex à l'échelle nationale, et d'établir des réseaux en faveur d'une articulation efficace pendant les séances plénières. L'appui reçu de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), par l'intermédiaire de ses programmes de jumelage, est remarquable.	Pays membres. coordonnateur régional, IICA, FAO et OMS/Organisation panaméricaine de la santé (OPS)	25 pour cent des membres de la région ont mis en œuvre des activités de coopération Sud-Sud afin de renforcer la participation au Codex et l'utilisation des normes du Codex et ont communiqué des informations à ce sujet.	Rapport à la vingt-deuxième session du Comité sur les activités menées dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire

ANNEXE III
Dans la langue d'origine uniquement

**TRANSCRIPTION INTÉGRALE DES DÉBATS SUR LE POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR
(VINGT ET UNIÈME SESSION DU COMITÉ FAO/OMS DE COORDINATION
POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES – DEUXIÈME PARTIE)
Travaux du Codex pertinents pour la région**

CCLAC Chairperson: Estimados miembros, hemos llegado ya al último tema que trabajaremos en este foro que ha dado continuación a la reunión 21 del CCLAC suspendida en octubre del año pasado. Este es un tema sumamente relevante, les pido el mayor de los esfuerzos para participar, ya que veremos si podemos identificar temas comunes, que como región son tan importantes de consensuar, como para llegar a ser posiciones regionales.

Les recuerdo que este tema lo alcanzamos a iniciar, mas no terminar, en la reunión pelaría en octubre del año pasado, por lo que los invito a que lean el reporte del CCLAC21 REP20/LAC, en especial el tema de agenda 6, labor del Codex pertinente para la región, que está entre los párrafos 35 y 48.

Les recuerdo también que en la reunión acordamos una posición regional sobre las disposiciones relativas a la utilización de citrato trisódico en leche UHT (párrafo 40 de REP20/LAC), por lo que no estaremos abriendo este punto a debate. Sin embargo, tenemos muchos otros temas interesantes que debatir.

Vamos ahora a trabajar:

Debido a la gran cantidad de tópicos que deberemos cubrir en este tema de agenda, que están disponibles en el documento de reunión CX/LAC 19/21/8, le dedicaremos dos semanas, en una primera semana veremos los temas identificados en el cuadro 1 del citado documento (más los solicitados por los países durante la reunión) y posteriormente veremos los temas del cuadro 2.

Esta semana estaremos viendo los temas mencionados en el cuadro 1 del documento CX/LAC 19/21/8, sumados a los temas mencionados en plenaria, que de acuerdo con lo que figura en el reporte son:

1. Definición de parámetros en las normas de calidad de frutas y hortalizas
2. GTe, orientación para comités que trabajan por correspondencia
3. Perfiles nutricionales
4. Etiquetado nutricional en la parte delantera del envase
5. Anteproyecto de normas para kiwi, patatas (papas), cebollas y chalotes, ajo, ñame, dátiles frescos y bayas
6. Promoción cruzada, (examen de la norma para preparados complementarios CXS 156-1987): anteproyecto de ámbito de aplicación, descripción y etiquetado preparados complementarios para lactantes de más edad.
7. Aceite de aguacate (palta).
8. Proyecto niveles máximos para el cadmio en el chocolate y los productos derivados del cacao
9. Optimización de procedimientos analíticos para la detección en el cacao y sus derivados
10. Elaboración de un código de prácticas para prevenir y reducir la contaminación por cadmio en los granos de cacao
11. Envases no destinados a la venta al por menor
12. Descriptores relativos con el "contenido alto"
13. Documento de debate acerca de unas directrices armonizadas sobre probióticos para utilizar en alimentos y en complementos alimenticios que se examinaría en la 41.a reunión del Comité sobre Nutrición y Alimentos para Regímenes Especiales (CCNFSDU), en noviembre de 2019.
14. Reactivación de la labor del CCFA sobre aditivos alimentarios en el vino
15. Tamaño del grano en la norma para la quinua

16. Métodos de análisis para determinar la humedad en los productos lácteos en polvo

Como son muchos los temas, deberemos ser ordenados en su tratamiento. Para esto, cada país interesado en conseguir apoyo regional para su tema particular, que se traduzca en una posición regional, deberá desarrollar estas 3 preguntas:

1. ¿Es este tema todavía relevante?

Esto es porque debemos considerar que han pasado 4 meses desde que celebramos el CCLAC21, y por distintas causas, el tema puede ya no ser pertinente, como, por ejemplo, si se buscaba una posición regional para una reunión de comité que ya se realizó.

2. ¿Dónde se puede encontrar más información?

Mucha información de los temas presentados está en el apéndice I del documento CX/LAC 19/21/8, sin embargo, no está demás para aquellos que lo consideren apropiado, dar más fuentes de información para entender el tema, y sin duda, para aquellos temas que no estén explicados en el apéndice 1, este es el espacio para dar luces sobre la historia detrás de la solicitud.

3. ¿Cuál es la posición regional buscada?

Esta respuesta es clave, se debe ser claro, simple y preciso en describir la solicitud de apoyo que se hace a la región. Mientras más clara sea esta propuesta, más oportunidades habrán de que sea apoyada. Si es posible, se podría incluso sugerir el párrafo que figuraría como posición regional, hago énfasis en que este párrafo no debe ser extenso, sino claro, comprensible y preciso.

En paralelo, se invita a todos los países a que lean y se informen sobre las propuestas, hagan preguntas si tienen dudas, y a que sean activos en demostrar su opinión sobre los temas desarrollados. En una reunión plenaria, para aquellos temas presentados que no reciban objeciones, los daría como aprobados para posición regional, siempre y cuando todos los miembros sean capaces de entenderlos, en este foro seguiremos esta misma modalidad.

Los dejo entonces ahora para que trabajemos este tema y avancemos en las últimas semanas que nos quedan de trabajo. La semana próxima estaremos trabajando los temas identificados en el cuadro 2 y posteriormente vamos a presentar las conclusiones, para posteriormente trabajar en la adopción del reporte la semana del 23 de marzo.

¡Saludos!

Chile: Estimado Sr. presidente del CCLAC, muchas gracias por la presentación del tema 6.

Respecto a los temas planteados para abordar esta semana, Chile quisiera reafirmar su interés en el asunto enumerado bajo el número 14. Reactivación de la labor del CCFA sobre aditivos alimentarios en el vino. A continuación, dejamos los detalles, que en su oportunidad se presentaron a través del CRD 5:

“14. Solicitud de apoyo de los países de la región para retomar en el Comité del Codex sobre Aditivos Alimentarios (CCFA), los trabajos relacionados al Uso de determinados aditivos alimentarios en la producción de los vinos, para su eventual incorporación en la Norma General sobre los Aditivos Alimentarios (NGAA).”

Posición regional Buscada

Chile manifiesta la importancia de retomar el examen de las recomendaciones para los aditivos en vinos, dado que la incorporación de nuevos aditivos a nivel del Codex Alimentarius, permitiría ir avanzando en la armonización de la normativa internacional en esta materia, contando con un referente para su comercialización.

Es relevante reafirmar la importancia de la ciencia en las normativas emanadas de los diferentes Comités del Codex, dado su rol de referente en materia de inocuidad, y otros fines como el de asegurar las prácticas de comercio equitativo entre los países.

Razón por la cual, se solicita que la región apoye la recomendación que Chile hará para la sesión número 53CCFA (China, 2021), de retomar la discusión y avanzar en este tema.

Contexto y estado actual de los debates en el Codex

Desde la reunión CCFA 45°, se ha examinado un documento de debate sobre dosis máximas de uso permitidas para ciertos aditivos en vinos. Siendo el tema principal en discusión la referencia directa o no la Organización de la Viña y el vino (OIV), en una nota para aquellos aditivos con un IDA no especificada por JECFA, con una dosis máxima de este aditivo autorizado en los vinos de uva como Buenas Prácticas de Fabricación (BPF), específicamente reguladores de la acidez, estabilizantes y antioxidantes en la categoría de alimentos 14.2.3.

Las últimas notas propuestas fueron:

A: “La dosis máxima del aditivo en los vinos de uva establecida como buena práctica de fabricación debe impedir (i) la modificación de las características naturales y esenciales del vino, y (ii) un cambio sustancial en la composición del vino y deberá estar en concordancia con las de la Organización Internacional de la Viña y el Vino (OIV).”

B: “La dosis máxima del aditivo en los vinos de uva establecida como buena práctica de fabricación debe impedir (i) la modificación de las características naturales y esenciales del vino, y (ii) un cambio sustancial en la composición del vino. Esta dosis máxima puede especificarse ulteriormente para que concuerde con las de la Organización Internacional de la Viña y el Vino (OIV).”

En la reunión CCFA 49° del año 2016, por falta de consenso sobre el texto de la nota, se acordó suspender el examen de este tema y las disposiciones de los aditivos en cuestión se mantendrían en el Trámite actual, 4 y 7 (según corresponda), en particular por la mención a la OIV.

Cabe destacar que la OIV es observadora del Codex Alimentarius y un activo participante del CCFA. Es una organización Intergubernamental, de carácter científico y técnico, de referencia mundial en el ámbito vitivinícola, estando integrada por 46 países en carácter de Estados Miembros y 14 miembros en calidad de observadores. Sus decisiones son tomadas a través de Resoluciones aprobadas y votadas por consenso por sus Miembros, facilitando la armonización de normativas a estándares internacionales

Atentamente,

CCLAC Chairperson: Muchas gracias Chile, invito a los demás miembros a introducir sus temas de interés y a opinar, si lo consideran pertinente, sobre la propuesta de Chile.

Saludos,

Uruguay: Estimado Sr Presidente del CCLAC.

En relación con el Tema 6 parte 1 numeral 16 de la lista: MÉTODOS DE ANÁLISIS PARA DETERMINAR LA HUMEDAD EN LOS PRODUCTOS LÁCTEOS EN POLVO transmitimos el planteo de Uruguay:

RELEVANCIA DEL TEMA:

La humedad de productos lácteos en polvo es una medición que afecta a todas las propiedades de composición que se expresen en base seca, y es uno de los parámetros que caracteriza a este tipo de productos deshidratados ya que determina su vida útil, y aspectos de inocuidad.

El método de humedad ISO 5537 | IDF 26 es un método gravimétrico por secado en estufa a 87°C mientras una corriente de aire de composición y flujo definido pasa a través de la muestra. Para su implementación se requiere de una estufa específica equipada con tecnología para el control de flujo e insumos específicos de uso rutinario

Existen limitaciones en cuanto a la realización de este método que surgen de la difícil implementación de calibración del equipo, (metodología de calibración de flujo no implementada en la mayoría de los países) y no disponer de materiales de referencia e interlaboratorios a la fecha de vigencia de la norma.

El fabricante del equipamiento e insumos es único a nivel mundial generando elevados costos y restricciones para su implementación.

Por lo tanto, se genera limitación en el comercio al ser pocos los países que cuentan con esta tecnología que no aporta una ventaja comparativa desde el punto de vista técnico con respecto a la versión anterior de la norma.

MAYOR INFORMACIÓN

CX/LAC 19/21/CRD2

Método ISO 5537 | IDF 26

AOAC 927.05

POSICIÓN REGIONAL BUSCADA

Considerando que los métodos generales del Codex (métodos que se aplican uniformemente a varios productos) para la determinación de humedad, son métodos gravimétricos de adecuada implementación en condiciones normales de laboratorio y comprobada performance.

Que la norma ISO 5537 | IDF 26 presenta una gran diferencia en tecnología, practicidad y aplicabilidad respecto a los métodos vigentes y de amplio uso.

La propuesta de Uruguay es establecer como método de referencia, Tipo I, el método de humedad de secado en estufa a 102 °C descrito como método Codex o, en otro caso, tipificar el método existente ISO 5537 | IDF 26 como tipo IV ya que no están disponibles los datos de validación correspondientes.

Uruguay solicita apoyo para esta propuesta.

CCLAC Chairperson: Muchas gracias Uruguay, muy interesante tema, veremos qué dice el comité.

Saludos!

Ecuador: Ecuador agradece la Presidencia del CCLAC 21 – Part II, a la Secretaria CCLAC y a la Secretaría del Codex, por lo grandes esfuerzos de abordar todos los temas de interés de los países de nuestra región para que estos lleguen a convertirse en intereses de ámbito regional.

Por lo tanto, nuestro país quiere reafirmar que mantiene el interés sobre el tema que se encuentra con el numeral 8 de la presentación de este foro que es el siguiente:

“Proyecto niveles máximos para el cadmio en el chocolate y los productos derivados del cacao”

Ecuador presentó el Documento “CX/LAC 19/21/CRD13 - LABOR DEL CODEX PERTINENTE PARA LA REGIÓN - ANTEPROYECTO DE NIVELES MÁXIMOS PARA EL CADMIO EN EL CHOCOLATE Y PRODUCTOS DERIVADOS DEL CACAO”, en el cual se expone los antecedentes del tema haciendo énfasis a lo ocurrido en la 42da. Reunión de la Comisión del Codex Alimentarius, así como la preocupación respecto a las posiciones en contra de la adopción del NM las cuales han ido en detrimento del correcto proceso y de los objetivos del Codex Alimentarius; así como también se presentó una conclusión y una petición a los Países Miembros de CCLAC de tomar nota de esta preocupación y elevarla misma a una preocupación regional.

Por tal motivo, Ecuador ha desarrollado las preguntas planteadas por el Presidente en este foro:

1. ¿Es este tema todavía relevante?

Estamos a puertas de que se lleve a cabo la 14ta. Reunión del Comité del Codex sobre Contaminantes de los Alimentos – CCCF, la misma que se realizará del 20 al 24 de abril de 2020, en la cual se va abordar el Proyecto de niveles máximos (NM) de cadmio para los chocolates que contienen o declaran <30% del total de sólidos de cacao sobre la base de materia seca (en el trámite 7), como tema 5 del Programa de dicho Comité.

Por esta razón el tema sigue siendo muy relevante para Ecuador y obviamente para la Región, ya que no deberíamos permitir que otros intereses que no estén enmarcados dentro del Codex Alimentarius, sean la consecuencia para que trabajos técnicos sean devueltos u obstaculizados para su aprobación final. Así mismo debemos garantizar que no se siga desconociendo a la base científica para lo toma de decisiones, lo cual va en contra de las Declaraciones de Principios Referentes a la Función que Desempeña la Ciencia en el Proceso Decisorio del Codex.

2. ¿Dónde se puede encontrar más información?

Invitamos a los Países Miembros a revisar el Documento “CX/LAC 19/21/CRD13 - LABOR DEL CODEX PERTINENTE PARA LA REGIÓN - ANTEPROYECTO DE NIVELES MÁXIMOS PARA EL CADMIO EN EL CHOCOLATE Y PRODUCTOS DERIVADOS DEL CACAO”, ya que en este se hace un análisis de las

declaraciones que fueron presentadas en contra de la adopción del NM en la CAC42, y se realiza la aclaración una por una en base a los documentos técnicos y a la base científica del JECFA.

Con esta información, ayudará a los Países Miembros a tomar una decisión para sumarse a nuestra preocupación.

3. ¿Cuál es la posición regional buscada?

Ecuador busca que se aprueben dos posiciones regionales respecto a este tema:

1. Invitamos a los Países Miembros de CCLAC, a sumarse a la preocupación expuesta en el Documento "CX/LAC 19/21/CRD13, frente a las situaciones expuestas que salen del ámbito de los objetivos del Codex Alimentarius y al desconocimiento de la ciencia.

2. Apoyar en la próxima reunión del CCCF14, el avance del NM para chocolates que contienen o declaran <30% del total de sólidos totales de cacao en base a la materia seca para su adopción final en la CAC43.

Atentamente,

Chile: Estimado Sr Presidente y Miembros del CCLAC,

Chile manifiesta su apoyo al asunto planteado por Uruguay, tema 6 parte 1, numeral 16. En Línea de lo siguiente:

"En relación al método ISO 5537 I IDF 26 es un método gravimétrico que requiere para su implementación la adaptación de una estufa específica, con proveedores limitados. Este como método de referencia a implicaría limitantes técnicas para ser implementado por los diferentes países. A pesar de ser un método validado a través de una intercomparación por 8 Laboratorios Europeos los datos de validación solo abordan la evaluación de precisión en consideraciones de repetibilidad y reproducibilidad, en una matriz diferente, estos antecedentes no satisfacen los criterios establecidos por el Codex en relación al desempeño del método.

Por el contrario el método estándar de secado a 102°C +/-2°C por 2 horas a pesos constante, permite una medición de la humedad para el fin previsto y de mayor accesibilidad. Y la reproducibilidad de este no difiere mayormente de la del ISO 5337.

Por lo cual se sugiere que este método ISO 5537 I IDF 26 no sea tipificado como método tipo IV."

Muchas gracias.

Saludos

Chile: Estimado Presidente y Miembros del CCLAC,

Chile manifiesta su apoyo a las propuestas 1 y 2 planteadas por Ecuador, bajo el Tema 6, parte 1, numeral 6:

"Se apoya mantener el nivel presentado de 0,3 ppm para esta categoría de chocolate ya que mantiene proporcionalidad con respecto a los valores que ya están determinados en el CODEX STAN CXS 193-1995 versión 2019, de 0,8 y 0,9 ppm para chocolate que contiene o declara entre ≥ 50 y $< 70\%$ y \geq al 70 % del total de sólidos de cacao respectivamente"

Saludos,

CCLAC Chairperson: Muchas gracias Chile por manifestar el apoyo, invito al resto de los miembros a que también participen en esta discusión.

Saludos,

Cuba: Cuba agradece la oportunidad de participar en el análisis de los asuntos de los temas mencionados en el cuadro 1 del documento CX/LAC 19/21/8, sumados a los temas mencionados en plenaria, sobre todo en lo referente a:

-El asunto enumerado bajo el número 14. Reactivación de la labor del CCFA sobre aditivos alimentarios en el vino, que apoyamos a Chile en su propuesta de posición regional, por la importancia de retomar el examen de las recomendaciones para los aditivos en vinos, porque la incorporación de nuevos aditivos a nivel del Codex, puede ir armonizando la normativa internacional en esta materia, constituyendo un referente para la comercialización de estos productos.

- En relación con el Tema 6 parte 1 numeral 16 de la lista: MÉTODOS DE ANÁLISIS PARA DETERMINAR LA HUMEDAD EN LOS PRODUCTOS LÁCTEOS EN POLVO, Cuba apoya la posición regional que plantea Uruguay, que es la de establecer como método de referencia, Tipo I, el método de humedad de secado en estufa a 102 °C descrito como método Codex o, en otro caso, tipificar el método existente ISO 5537 | IDF 26 como tipo IV ya que no están disponibles los datos de validación correspondientes.

-En cuanto al numeral 8 sobre el Proyecto niveles máximos para el cadmio en el chocolate y los productos derivados del cacao, Cuba considera debe apoyarse por los países de la región, a Ecuador en las 2 propuestas de posiciones regionales:

1. Invitamos a los Países Miembros de CCLAC, a sumarse a la preocupación expuesta en el Documento "CX/LAC 19/21/CRD13, frente a las situaciones expuestas que salen del ámbito de los objetivos del Codex Alimentarius y al desconocimiento de la ciencia.

2. Apoyar en la próxima reunión del CCCF14, el avance del NM para chocolates que contienen o declaran <30% del total de sólidos totales de cacao en base a la materia seca para su adopción final en la CAC43.

Por la preocupación respecto a las posiciones en contra de la adopción del NM las cuales menoscaban el correcto proceso y el cumplimiento de los objetivos del Codex, hecho ocurrido en la 42 CAC, además se debería prestar atención a otros intereses que no estén enmarcados dentro del Codex Alimentarius, y garantizar que se reconozca a la base científica para lo toma de decisiones, lo cual va en contra de las Declaraciones de Principios sobre la Función que Desempeña la Ciencia en el Proceso Decisorio del Codex.

-En cuanto al numeral 15. Tamaño del grano en la norma para la quinua, Cuba considera que los países de la región deberían sumarse a la preocupación de que debe apoyarse la incorporación del tamaño del grano como requisito en la norma de quinua

Chile: Muchas gracias Cuba por sus comentarios y apoyo a las distintas propuestas presentadas.

Invito a los países a comentar las propuestas ya estipuladas o a comentar nuevos apoyos.

Saludos!

Cuba: Cuba pide disculpas, pero debemos tomar de nuevo la emisión de criterios sobre el numeral 15, ya que es muy necesario profundizar para la mejora de la posición regional sobre la inclusión del tamaño del grano de la quinua, pues al poner el grano extra grande en la quinua, el Codex proporciona una información transparente y objetiva a los consumidores y se respalda el comercio leal, que es un principio no negociable del Codex que se ha asumido con otros productos como la berenjena, las sardinas, el arroz, el chile, las frutas frescas entre otras, en las disposiciones relativas a la presentación en sus normas.

Costa Rica: Costa Rica agradece la oportunidad de enviar comentarios sobre el tema 6.

Tema: GTe, orientación para comités que trabajan por correspondencia

1. ¿Es este tema todavía relevante?. Si. Aún es un tema relevante.

Los países han manifestado preocupaciones que se han planteado sobre el funcionamiento y la ausencia de procedimientos claros y documentados para asegurar que los comités que trabajan por correspondencia funcionen de acuerdo con los valores y normas del Codex. Por lo tanto, es necesario redactar orientaciones sobre procedimientos específicas para facilitar la dirección y gestión de los comités que trabajan por correspondencia que brindaran mayor confianza entre los miembros del Codex sobre el modo de trabajo cuando un Comité como este sea aprobado.

Por lo anterior, en la 31.ª sesión del CCGP-2019, se acordó establecer un GTe, presidido por Nueva Zelanda y copresidido por Alemania, EE. UU y Japón, a fin de analizar qué orientación en materia de procedimientos que podría ser necesarios para respaldar el funcionamiento eficiente de los comités que trabajan por correspondencia. Para ello se le encomendó al Gte, elaborar criterios para identificar los trabajos susceptibles de ser asumidos por comités que trabajen por correspondencia y orientaciones sobre el procedimiento para dichos comités, sobre la base de las disposiciones pertinentes del M.P y de manera coherente con ellas (incluidas la adopción de decisiones y la elaboración de informes), y en consonancia con los valores de la CAC, y valorar si han de hacerse modificaciones de los procedimientos en relación con los comités que trabajan por correspondencia, y formular las recomendaciones que proceda.

Este tema será abordado en la Trigésima segunda reunión del Comité de Principios Generales a celebrarse en Burdeos del 23-27 de marzo de 2020.

2. ¿Dónde se puede encontrar más información?. CX/GP 20/32/4 diciembre de 2019

3. ¿Cuál es la posición regional buscada?

Apoyar en la Trigésima segunda reunión del Comité de Principios Generales, las siguientes recomendaciones planteadas por el Gte.

i. Examine el análisis y las propuestas sobre los criterios y orientaciones sobre los procedimientos para los comités que trabajan por correspondencia, y

ii. Discuta los próximos trámites para el adelanto de esta cuestión.

Adicional mente, Costa Rica considera importante describir con claridad, ¿cuándo se logra el consenso?, ¿cómo se establece la mayoría? Ejemplo. Simple, calificada. También considerar, ¿qué pasa si algún país se abstiene?, ¿qué pasa si, el presidente tiene doble voto?, entre otros aspectos relevantes para alcanzar un consenso.

Es importante que se refleje en el informe, cual ha sido el proceso aplicado cuando se presente un caso en que la mayoría de votos no logre alcanzar el consenso, como alternativa para aplicar la propuesta planteada en el apartado 7.5

A continuación hacemos referencia al apartado en mención: (7.5 Cuando, a juicio del presidente, resulte evidente que un comité que trabaje por correspondencia no pueda realizar progresos, el presidente del comité podrá proponer una de las siguientes opciones alternativas al comité (en primera instancia) antes de remitirlo al Comité Ejecutivo/CAC:

i. Pasar de trabajar por correspondencia a hacerlo de manera presencial, por ejemplo, pidiendo a la Secretaría que convoque una reunión de un órgano auxiliar de conformidad con el artículo XI 1. a);

ii. Reconvocar al comité original en una reunión presencial, o

iii. Proponer la suspensión de los trabajos.)

Tema: DOCUMENTO DE DISCUSIÓN SOBRE DIRECTRICES GENERALES PARA EL DESARROLLO DE PERFILES DE NUTRIENTES PARA EL ETIQUETADO DE ALIMENTOS

1. ¿Es este tema todavía relevante? Si. Aún es un tema relevante.

Este tema fue propuesto por Costa Rica en el Comité de Etiquetado de los Alimentos (CCFL) y por petición de este Comité, fue remitido para su discusión en el Comité del Codex sobre Nutrición y Alimentos para Regímenes Especiales (CCNFSDU).

Durante la 40ª sesión del CCFSNDU/2019, Costa Rica con el apoyo de Paraguay y los Estados Unidos de América presentaron el informe del inventario de los perfiles de nutrientes existentes y un documento de debate para discusión durante la plenaria, en el cual se señaló que los textos actuales del Codex no contenían ninguna información sobre el establecimiento de los perfiles de nutrientes que se usaban en el Etiquetado nutricional en la parte frontal del envase. ENPFE. Al respecto las delegaciones aportaron las siguientes observaciones:

- Definir con claridad el ámbito de aplicación del trabajo para garantizar también que esté en consonancia con el trabajo del CCFL.

- Aclarar el vínculo entre los modelos de perfiles de nutrientes y las necesidades del etiquetado en la parte frontal del envase.

- Es importante reconocer la importancia de los perfiles de nutrientes y gran parte del trabajo disponible está basado sustento científico.

- El trabajo podría dar lugar a unas directrices que también resultarían de gran utilidad en las declaraciones de propiedades saludables y constituirían una importante herramienta para la elaboración de directrices generales en materia de salud.

1. Invitamos a los Países Miembros de CCLAC, a sumarse a la preocupación expuesta en el Documento "CX/LAC 19/21/CRD13, frente a las situaciones expuestas que salen del ámbito de los objetivos del Codex Alimentarius y al desconocimiento de la ciencia.

2. Apoyar en la próxima reunión del CCCF14, el avance del NM para chocolates que contienen o declaran <30% del total de sólidos totales de cacao en base a la materia seca para su adopción final en la CAC43.

Estamos de acuerdo con lo mencionado por Cuba respecto a las posiciones en contra de la adopción del NM las cuales menoscaban el correcto proceso y el cumplimiento de los objetivos del Codex, hecho ocurrido en la 42 CAC.

Ítem 14 Reactivación dentro del CCFA sobre aditivos alimentarios en el vino, Paraguay apoya a Chile en su propuesta de posición regional.

La propuesta de Uruguay sobre MÉTODOS DE ANÁLISIS PARA DETERMINAR LA HUMEDAD EN LOS PRODUCTOS LÁCTEOS EN POLVO, Paraguay apoya la posición regional que plantea Uruguay, que es la de establecer como método de referencia, Tipo I, el método de humedad de secado en estufa a 102 °C descrito como método Codex o, en otro caso, tipificar el método existente ISO 5537 | IDF 26 como tipo IV ya que no están disponibles los datos de validación correspondientes.

Brazil: Estimado Sr Presidente y Miembros del CCLAC,

Brasil agradece los esfuerzos realizados hasta este momento para que los temas pendientes de la reunión de CCLAC sean tratados.

Apoyamos la propuesta de Uruguay en relación al tema sobre "Métodos de análisis para determinar la humedad en los productos lácteos en polvo", incluso Brasil había planteado el mismo tema durante la plenaria que se suspendió.

En relación al tema "Proyecto niveles máximos para el cadmio en el chocolate y los productos derivados del cacao", Brasil manifiesta su apoyo a las propuestas 1 y 2 como planteado por Ecuador.

Saludos Cordiales,

Guatemala: Dentro de los temas en discusión, Guatemala, considera pertinente brindar su apoyo a la propuesta siguiente:

GTe, orientación para comités que trabajan por correspondencia, que es un tema muy relevante en el momento actual pues es la alternativa que se tiene para mantener la discusión de las normas y textos del Codex cuando se presentan situaciones especiales. Muestra de ello es la reunión virtual CCLAC21 que ha surgido para dar continuidad a lo iniciado en Santiago el año pasado. En esta reunión, se cuenta con una participación aceptable (69% de países inscritos de la región) y es nuestra opinión que los temas que están en discusión se han ido solventado de una buena manera y hay un avance manifiesto. Por supuesto, en esta labor hay que reconocer nuevamente el papel de coordinación que está ejerciendo la Secretaría de CCLAC Chile. Habrá que tomar en consideración algunas no conformidades, como lo es el idioma, pues aunque existe una traducción simultánea no se ha tenido mayor participación de los países de habla inglesa debido probablemente a esta situación. Nuestra recomendación es que cuando finalice la CCLAC21 se pueda retomar todas las experiencias de la misma y se puedan compartir con el CCGP para retroalimentar la norma sobre este tema y que los niveles de confianza sobre este tipo de trabajos vaya en aumento dentro de los miembros del Codex. Creemos que la experiencia que CCLAC comparta en este tópico será de mucha utilidad no solamente para el CCGP sino para toda la comunidad del Codex.

Asimismo y como un complemento a lo expresado por Ecuador, consideramos que además de niveles máximos para cadmio en chocolate es muy importante que la región, y principalmente los países de la región que son productores de cacao, puedan apoyar la discusión del texto: "Elaboración de un código de prácticas para prevenir y reducir la contaminación por cadmio en los granos de cacao."

CCLAC Chairperson: Quiero reconocer el trabajo de todos aquellos países que han hasta ahora aportado en este tema de agenda. Les quiero decir que a la fecha no se han manifestado oposiciones ni reparos a los temas presentados y/o comentados por Chile, Uruguay, Ecuador, Cuba, Costa Rica, Paraguay, Brasil y Guatemala, por lo que me es posible aseverar como Presidente de este comité, que son todos temas de interés regional.

El fin de semana estaré trabajando en la conclusión para esta primera etapa del tema 6, la que será presentada junto con las conclusiones de la parte 2 del tema 6, la semana del 16 de marzo.

Para la próxima semana estaremos abordando el cuadro 2 del tema 6. No vamos a cerrar, por ahora, esta parte 1 del tema 6, seguirá abierta, pero pido la mayor de sus colaboraciones para que no dejen pasar más tiempo que el día sábado 7 de marzo (mañana) para comentar sobre este punto, ya que si la discusión continua toda la próxima semana, no será posible seguir debatiendo de manera ordenada con el cuadro 2, y también nos dificultará el poder presentarles las conclusiones sobre el tema 6 de agenda en la semana del 16 de marzo.

Muchas gracias nuevamente por el gran nivel de participación e involucramiento de aquellos que han comentado, e invito a aquellos que no lo han hecho, a que no se sigan restando!. Saludos y buen fin de semana a todos.

Uruguay: Estimado Sr Presidente y Miembros del CCLAC,

Agradecemos la oportunidad de enviar comentarios sobre los puntos planteados.

ITEM 2 GTE Orientación para comités que trabajan por correspondencia.

Uruguay comparte la preocupación respecto a que las directrices que se establezcan para los Comités que trabajan por correspondencia sean lo mas claras y detalladas posible.

Ademas del tema del consenso que plantea Costa Rica, Uruguay considera relevante definir claramente el rol del presidente y los puntos que deben quedar registrados en el informe, por ejemplo, las opiniones divergentes. También es relevante que se establezca el proceso por el cual se llevara a cabo la aprobación del informe.

ITEM 3 Perfiles Nutricionales

Uruguay entiende que las recomendaciones de consumo de nutrientes elaboradas por FAO/OMS deberían ser la base para cualquier desarrollo normativo en este campo, en el ámbito del Codex Alimentarius.

ITEM 8 Proyecto niveles máximo para el Cadmio en Chocolate y Productos derivados del Cacao.

Uruguay apoya el nivel presentado de 0,3 ppm para la categoría de chocolates que contienen < 30% del total de sólidos totales de cacao en base a la materia seca para su adopción en la CAC 43.

ITEM 14 Reactivación de la labor del CCFA sobre aditivos alimentarios del vino

Referente a la solicitud de apoyo de los países en el CCFA en los trabajos relacionados a determinados aditivos en la producción de los vinos, Uruguay comparte la inquietud de retomar el tema, y apoya la nota propuesta como "opción A".

Peru: Perú agradece la presentación del tema 6 de la agenda, y cumple en emitir sus comentarios en referencia a:

8. Proyecto niveles máximos para el cadmio en el chocolate y los productos derivados del cacao:

1. La Posición de Perú es aprobar el Nivel Máximo de 0.3 mg/kg de cadmio para los chocolates que contienen o declaran <30% del total de sólidos de cacao sobre la base de materia seca, aprobado en el trámite 5 por la CAC en su 42.º período de sesiones (2019).

2. Aprobar rango de 0.6-0.7 mg/kg de cadmio propuesto por el GTE en el anteproyecto de niveles máximos para el cadmio en el chocolate y productos derivados del cacao para la categoría de Chocolates que contienen o declaran ≥30% a <50% sólidos totales de cacao.

3. Respecto a la categoría de Cacao en polvo que contiene o declara 100% sólidos totales de cacao listo para el consumo. El GTE indica que al analizar los datos remitidos a la plataforma SIMUVIMA/Alimentos para polvo de cacao, el GTE pudo constatar que solamente 115 de los 4245 datos remitidos, declararon, ya sea en la columna de "Comentarios" o "Nombre Local del Producto" si el cacao en polvo contenía: 1) 100% sólidos totales de cacao, 2) cacao en polvo natural, o 3) cacao en polvo puro. El resto de las muestras no remitieron información que implique que la muestra tenía 100% sólidos totales de cacao. A su vez, ningún dato remitido a la plataforma ofreció información sobre el uso previsto del producto (ej: consumo final).

3.1 Sobre este punto el Perú expresa su preocupación respecto a la categoría: Cacao en polvo que contiene o declara 100% sólidos totales de cacao listo para el consumo y nos parecen inaceptables las razones indicadas en el anteproyecto respecto a la categoría mencionada, más aún que el año 2019 con 3,305 datos no tuvo observaciones y determinó un nivel entre 3.0 a 4.0 mg/kg para esta categoría.

3.2 El EWG, basado en el análisis de datos detallado en el Apéndice I, y el principio de proporcionalidad, propuso un nivel máximo (NM) que oscila entre 2.0 mg / kg y 3.0 mg / kg que representa un porcentaje de rechazo en todo el mundo de 5.5% y 3.65% respectivamente. En este nivel, las regiones de Europa, Asia y América del Norte y el Southwest Pacific -NASWP tendría 0% de rechazos, mientras que la región de América Latina y el Caribe, a su vez, tendría porcentajes de rechazos de 17.8% y 12.2% respectivamente.

3.3 Respecto a este último en la reunión del CCCF13 se concluyó: Restablecer el GTE presidido por el Ecuador y copresidido por Ghana que trabajaría en inglés y español para seguir estudiando NM para las categorías de chocolate y productos del chocolate que contienen o declaran entre $\geq 30\%$ y $< 50\%$ del total de sólidos de cacao sobre la base de materia seca y para el cacao en polvo (100 % del total de sólidos de cacao sobre la base de la materia seca) para su consideración por parte del CCCF14, aplicando un enfoque proporcional.

Por lo tanto, como Perú solicitamos que se sirvan analizar la aceptación del valor acordado en el CCCF13 de 1,5 mg/kg que mantiene la aplicación del enfoque de proporcionalidad., ya que los niveles propuestos actualmente por el GTE oscilan entre 2,0 y 3,0 mg/kg, los que pueden llevar a argumentos para que no se alcance consenso. “Es preciso recordar que si no se alcanza un consenso en el CCCF14, el trabajo se interrumpirá hasta que se finalice y se implemente el CDP para la prevención y la reducción de la contaminación de cadmio en el cacao”.

La interrupción del trabajo dejaría abierta la posibilidad de Niveles Máximos (NM) regionales o nacionales múltiples y/o excesivamente estrictos que podrían ejercer un impacto injusto sobre ciertos puntos de origen (productores de cacao) y complicar la cadena de suministro.

TEMA 15: Tamaño del grano en la norma para la quinua

El Perú ha analizado el trabajo realizado en el apéndice 1 de la CL 2020/25-CPL del cual se evidencia consenso de los miembros en la eliminación de la sección 3.2.7 Tamaño del grano en la Norma para la quinua.

En el mismo sentido, Perú apoya la propuesta de la Presidencia del CCCPL para suprimir la Sección 3.2.7, Tamaño del grano en la Norma para la quinua.

Dominican Republic: Distinguido Presidente CCLAC.

República Dominicana, agradece la oportunidad de emitir nuestros comentarios al Tema 6 de la CCLAC21 PARTE II:

1) República Dominicana apoya la solicitud de Ecuador, en los dos puntos que solicita sean posición regional, a la vez que nos sumamos a la preocupación expuesta en el documento CX/LAC 19/21/CRD13, frente a las situaciones expuestas que salen del ámbito de los objetivos del Codex Alimentarius y al desconocimiento de la ciencia, ocurridas durante la CAC42 y donde se obviaron las conclusiones basadas en ciencia propuestas por el JECFA.

2) República Dominicana apoya a Uruguay, Brasil, en relación al tema sobre “Métodos de análisis para determinar la humedad en los productos lácteos en polvo”, establecer como método de referencia, Tipo I, el método de humedad de secado en estufa a 102 °C descrito como método Codex o, en otro caso, tipificar el método existente ISO 5537 | IDF 26 como tipo IV ya que no están disponibles los datos de validación correspondientes.

3) República Dominicana apoya el debate sobre los criterios y orientaciones sobre los procedimientos para los comités que trabajan por correspondencia en la CGP32, como plantean Costa Rica, Paraguay y otros países, además de plantear se mantengan los principios de transparencia e inclusión de los miembros en los grupos de trabajo por correspondencia. Solicitamos se establezcan procedimientos de integración que permita que todos los miembros en desarrollo puedan participar a estos grupos de trabajo por correspondencia con equidad.

4) República Dominicana al igual que Uruguay entiende que las recomendaciones de consumo de nutrientes elaboradas por FAO/OMS deberían ser la base para cualquier desarrollo normativo de perfiles nutricionales a ser aplicado en el etiquetado de los alimentos.

CCLAC Chairperson: Muchas gracias a todos por los comentarios.

A continuación me gustaría referirme a un tema en específico que ha surgido, pues tiene dos visiones opuestas por parte de miembros del CCLAC: la inclusión de una sección sobre el tamaño de grano en la norma para la quinoa (CXS 333-2019):

Como presidente debo velar para siempre para promover aquellos temas que como región nos unen, aquellos en los que somos todos capaces de ver de manera clara un acuerdo transversal sobre un tema, una gran cantidad de temas han recibido este apoyo en este foro, otros más no han sido confrontados con visiones opuestas, por lo que es también posible comentar que cuentan con el apoyo tácito de todos aquellos miembros del CCLAC que están participando en esta plataforma.

Debo también ver la mejor alternativa que pueda existir cuando hay temas en los que existan posiciones contradictorias. Cuando esta norma se analizó para su aprobación, en el año 2018 (CAC41), se hizo en base al resultado del trabajo del CCCPL realizado por correspondencia. En este comité no fue posible llegar a un acuerdo sobre cuántas clasificaciones de tamaño a incluir en la sección 3.2.7, por lo que se recomendó finalmente, al no ser posible llegar a un acuerdo, dejar la norma con esta sección sin desarrollar y continuar su aprobación, lo particular e interesante sobre este asunto, es que la imposibilidad de llegar a acuerdo se dio por diferencias irreconciliables entre países del CCLAC.

En ese año, desde la Secretaría del CCLAC hicimos distintas gestiones para llegar a un acuerdo que nos permitiera incluir una clasificación por tamaño, de manera de incluirla en la norma. Pese a nuestros mejores intentos, y a la actitud también colaborativa de todos los involucrados, no fue posible llegar a acuerdo. Durante la CAC42, se realizaron nuevamente muchas conversaciones al interior del CCLAC para tratar de llegar a un acuerdo sobre el asunto, sin obtener resultados. Finalmente, y como solución de compromiso para que la norma pudiese ser aprobada, todos los interesados en el asunto acordaron dar su consentimiento para aprobar la norma sin la sección 3.2.7 desarrollada. Quiero resaltar que la aprobación de la norma fue un gran hito para la región, principal productora de este producto, y esto no hubiese sido posible sin este compromiso.

Estamos nuevamente discutiendo sobre este asunto, con la invitación desde Cuba para que la región apoye el desarrollo de esta sección, que según figura en la norma, queda por desarrollar. Cuba manifiesta su voluntad para que la sección incluya el tamaño extra grande. Por otro lado, Perú ha recordado al comité la decisión tomada por la presidencia del CCCPL de no desarrollar esta sección.

Temo que estamos de vuelta al inicio de esta discusión, con visiones distintas de cómo debe ser la sección sobre el tamaño de la norma. Quisiera invitar a Cuba a que desarrolle más su propuesta y proponga un enfoque alternativo, teniendo en cuenta que no existe consenso en la región en este momento, para desarrollar la sección sobre el tamaño en la norma de la Quinoa.

Invito también a todos los otros miembros que puedan tener interés en el asunto a que se manifiesten con su opinión de manera de ver si podemos llegar a algún tipo de solución que atienda las preocupaciones de todos los miembros del CCLAC.

Cordiales saludos,

CCLAC Chairperson: Estimados, en complemento a mi posteo anterior, no está demás comentarles acerca de la decisión de la CAC42 (2019) y posterior seguimiento que se le ha dado al tema, al respecto les comento:

CAC42 acordó devolver la sección sobre el tamaño de grano al Paso 6 para su consideración posterior por parte de CCCPL, que realizaría su trabajo por correspondencia. Desde entonces se han tomado las siguientes acciones:

Después de CAC42, la Secretaría del Codex conversó con la Secretaría y el Presidente de CCCPL, y elaboraron un cronograma sobre cómo proceder antes de CAC43.

Siguiendo este cronograma, se han distribuido dos Cartas Circulares (CL), a saber, CL 2019/92-CPL y CL 2020/25-CPL. Con base en los comentarios recibidos de Bolivia (Estado Plurinacional de), Canadá, Costa Rica, Perú, Tailandia y Estados Unidos de América, está actualmente CCCPL proponiendo eliminar la

disposición sobre el tamaño de grano, y busca ahora comentarios de los miembros / observadores sobre esta decisión (se vence el plazo el 15 de marzo).

Esta es una conversación que está actualmente dándose, por lo que invito a todos los miembros del CCLAC a que participen de esta en respuesta a la CL 2020/25-CPL.

Saludos,

Chile: Estimado Sr. presidente y Miembros del CCLAC, lamentamos lo tarde de nuestra reacción a los últimos comentarios, pero intervenimos nuevamente para apoyar el tema planteado por los colegas de Costa Rica y Paraguay, en lo que refiere al tema de los perfiles nutricionales, enumerado como 3 en la apertura de este debate.

Por otro lado, no tenemos objeción en apoyar el resto de las propuestas de posición regional planteadas por el resto de los Países.

Finalmente, agradecemos a aquellos Miembros que apoyaron la propuesta de Chile, de reactivar el asunto de los aditivos en vinos en el CCFA.

Atte.,

Ecuador: Estimado Presidente del CCLAC Part II, Secretaria del CCLAC y Secretaría del Codex.

Agradecemos la oportunidad de seguir aportando en el debate en los temas de interés para la región (Tema 6 Parte 1).

Ecuador quiere intervenir en respuesta a lo manifestado por Perú, respecto a:

Agradecemos el apoyo de Perú, respecto a elevar a posición regional la recomendación para la adopción definitiva del NM de 0,3 mg/kg para los chocolates que contienen o declaran <30% del total de sólidos de cacao sobre la base de materia seca.

Adicionalmente, indicamos que, respecto a lo pronunciado por Perú, respecto a:

"Aprobar rango de 0.6-0.7 mg/kg de cadmio propuesto por el GTE en el anteproyecto de niveles máximos para el cadmio en el chocolate y productos derivados del cacao para la categoría de Chocolates que contienen o declaran $\geq 30\%$ a $< 50\%$ sólidos totales de cacao."

"Respecto a la categoría de Cacao en polvo que contiene o declara 100% sólidos totales de cacao listo para el consumo. El GTE indica que al analizar los datos remitidos a la plataforma SIMUVIMA/Alimentos para polvo de cacao, el GTE pudo constatar que solamente 115 de los 4245 datos remitidos, declararon, ya sea en la columna de "Comentarios" o "Nombre Local del Producto" si el cacao en polvo contenía: 1) 100% sólidos totales de cacao, 2) cacao en polvo natural, o 3) cacao en polvo puro. El resto de las muestras no remitieron información que implique que la muestra tenía 100% sólidos totales de cacao. A su vez, ningún dato remitido a la plataforma ofreció información sobre el uso previsto del producto (ej: consumo final)."

"Por lo tanto, como Perú solicitamos que se sirvan analizar la aceptación del valor acordado en el CCCF13 de 1,5 mg/kg que mantiene la aplicación del enfoque de proporcionalidad., ya que los niveles propuestos actualmente por el GTE oscilan entre 2,0 y 3,0 mg/kg, los que pueden llevar a argumentos para que no se alcance consenso. "Es preciso recordar que si no se alcanza un consenso en el CCCF14, el trabajo se interrumpirá hasta que se finalice y se implemente el CDP para la prevención y la reducción de la contaminación de cadmio en el cacao"".

Refiere al tema 6 de Programa Provisional de la 14ta. Reunión del Comité del Codex sobre Contaminantes de los Alimentos, que se llevará a cabo del 20 al 24 de abril del presente año y que se encuentra publicado para debate a través del documento CX/CF20/14/6, siendo esto recién una propuesta del Grupo de Trabajo por medios electrónicos el cual todavía no tiene un debate técnico en el Comité correspondiente, por lo cual no se podría aun elevar a posición regional dichas propuestas, ya que no se conocen aún de igual manera las posiciones nacionales.

Es menester recordar que este Foro fue creado para tratar los temas pendientes del CCLAC21, que bajo el tema 6 - Labor del Codex pertinente para la Región y en ese momento el tema específico de preocupación fue el Anteproyecto de NM de cadmio para los chocolates y productos derivados del cacao (chocolates que

contienen o declaran <30% del total de sólidos totales de cacao en base a la materia seca), ya que durante ese tiempo el GTe recién estaba trabajando la propuesta para las categorías restantes (chocolate y productos del chocolate que contienen o declaran entre $\geq 30\%$ y $< 50\%$ del total de sólidos de cacao sobre la base de materia seca y para el cacao en polvo (100 % del total de sólidos de cacao sobre la base de la materia seca)).

Atentamente,

Costa Rica: Estimado Sr. Presidente, aprovechamos la oportunidad para agradecer a los países que han apoyado los temas propuestos por nuestro país.

Adicional mente, quisiéramos hacer eco de los últimos comentarios externados por Ecuador, respecto a los comentarios planteados por Perú sobre "Aprobar rango de 0.6-0.7 mg/kg de cadmio propuesto por el GTE en el anteproyecto de niveles máximos para el cadmio en el chocolate y productos derivados del cacao para la categoría de Chocolates que contienen o declaran $\geq 30\%$ a $< 50\%$ sólidos totales de cacao." y "categoría de Cacao en polvo que contiene o declara 100% sólidos totales de cacao listo para el consumo". Costa Rica considera que el trabajo que esta desarrollando es muy importante para la región y que apoyamos el trabajo en su etapa de desarrollo, pero como bien lo menciona Ecuador, es una propuesta que se encuentra en sus primeros trámites de discusión, que aún no se respalda en un debate técnico en el seno de su respectivo pero que además los parámetros propuestos deben estar fundamentado en evidencia científica. Por lo anterior, Costa Rica coincide en que establecer una posición regional tal cual la plantea es prematura.

Atentos saludos.

CCLAC Chairperson: Estimados miembros del CCLAC,

Estamos en la última semana de debates sobre el tema 6 de agenda. Como ya les había comentado, esta semana estaremos viendo cómo abordar las cuestiones de interés presentadas por los miembros en el cuadro número 2 del documento CX/LAC 19/21/8.

La propuesta para el cuadro número 2 es debatir, llegar a acuerdos y otorgar prioridad a los temas, de manera de tener una lista breve de temas que puedan recibir seguimiento.

El listado de temas expuesto en el cuadro 2 es extenso. En él, hay dos categorías distintas:

- Los temas que pueden ser atribuidos como cuestiones relacionadas con el establecimiento de normas del Codex.
- Los temas relacionados con la aplicación de normas y cuestiones relativas a la capacidad nacional.

Me gustaría comentarles que, en mi opinión, el ejercicio de redactar de manera conjunta entre la Secretaría del CCLAC y todos los miembros del CCLAC el documento de trabajo CX/LAC 19/21/8, es ya uno valioso y rescatable. Los temas identificados en el documento nos permiten tener una lectura sobre temas de inocuidad y calidad a nivel regional, este es un primer punto a destacar que vale la pena poner en relevancia.

Debemos ahora considerar que la gran cantidad de temas nos obliga nuevamente a debatir sobre cómo ordenarlos y priorizarlos para ser capaces de atenderlos satisfactoriamente. En este sentido, es posible ver que ya varios de los temas identificados en el cuadro 2 hayan sido ya abordados en nuestras conversaciones previas, entre ellos; el plan estratégico del Codex para 2020-2025, los grupos de trabajo por medios electrónicos, intercambio de información entre países y cooperación sur-sur, fortalecimiento de los comités nacionales del Codex. Los invito a tomar esto en consideración a la hora de hacer sus aportes a esta discusión.

Vamos ahora a retomar el debate, y partamos recordando lo que señalamos en relación al cuadro 2 del documento de trabajo.

En primer lugar, debemos tener presente que Colombia pidió añadir a lo ya identificado en el cuadro dos, el siguiente tema:

- "Cuestionamiento de la base científica de los LMR del Codex y repercusiones en el uso de dichos LMR." (párrafo 37 REP20/LAC)

En segundo lugar, y tal como señala REP20/LAC en sus párrafos 44 y 45, el Comité propuso se estableciera una posición regional en relación a la ciencia en la labor del Codex, algunos miembros han estado trabajando esta propuesta y la expondrán en este foro para ser debatida.

Los invito entonces a participar de manera activa en esta última semana para que cerremos un exitoso proceso de debates y acuerdos celebrados en el CCLAC II.

Saludos,

Chile: Estimado Sr. presidente, Chile agradece la Presentación de la segunda parte del tema, al respecto tenemos los siguientes comentarios:

Temas identificados en el cuadro 2, del documento CX/LAC 19/21/8:

Tomado en cuenta lo señalado por Ud. en la introducción y sin repetir asuntos ya abordados en otros puntos de la agenda, de los temas identificados por los Miembros y presentados en el cuadro 2, para Chile aquellos de mayor relevancia, en orden de prioridad son los siguientes:

“i. Necesidad de respaldar la ciencia en el Codex Alimentarius”

El Codex Alimentarius debe asegurar el desarrollo de normas basadas en ciencia, que sigan lineamientos internacionales y que garanticen la inocuidad de los alimentos a los consumidores en general, y especialmente para los países Miembros en desarrollo y menos adelantados que las usan como referencia, debido a la falta de capacidad para llevar a cabo los análisis de riesgo correspondientes.

No debemos olvidar que el Codex Alimentarius es referente para la OMC en sus acuerdos Sobre Medidas Sanitarias y fitosanitarias (MSF), y el de obstáculos Técnicos al Comercio (OTC), justamente por su naturaleza científica.

En el sentido expresado debe cautelarse que las decisiones normativas que se adopten en el Codex se apeguen a su mandato y basarse en la ciencia, lo cual se traducirá en objetividad en las decisiones.

En CCRVDF y CAC, últimamente se han dado debates en plenaria, que han desvirtuado la recomendación científica aportada por los Comités conjuntos de asesoramiento científico.

Esto ha implicado, extensas discusiones, en que se polariza la discusión entre respetar la base científica y la inclusión de otras preocupaciones que no tienen necesariamente relación con los objetivos del CODEX (inocuidad y prácticas leales en el comercio), comprometiendo la efectividad de la reunión.

Consideramos que es necesario que la región, explore la posibilidad de contar con una Posición Regional, con la finalidad de respaldar lo acordado en la CAC 42 y que se refleja en los párrafos 10, 11 y 12 del reporte. Con énfasis en no abrir a discusión la Declaración de Principios sobre el Rol de la Ciencia, la representatividad que tiene para la región el CEXEC v/s lo complejo de asistir a CCGP y que el trabajo al alero del CEXEC sea participativo y se cuente con un documento final con suficiente tiempo de antelación para tener la oportunidad de preparar una posición país fundamentada.

En la línea de lo anterior, seguimos apoyando la conclusión alcanzada en la 42ª reunión de la Comisión del Codex Alimentarius, de no abrir las Declaraciones de Principios sobre el papel de la ciencia en el proceso de toma de decisiones del Codex y el alcance a qué otros factores se tienen en cuenta, ya que las declaraciones de principios actuales que se adoptaron después de varios años de debate, proporcionan orientación y criterios para la toma de decisiones que deben seguir los Comités del Codex.

Esperamos las propuestas que el presidente señalo algunos países están elaborando sobre este asunto.

“iii. Apoyo de FAO y OMS para mejoramiento de sistemas nacionales de control de alimentos (SNCA).”

Los SNCA son la base para que los países puedan proteger la salud de la población y al mismo tiempo asegurar que la industria pueda cumplir con la legislación vigente. En el último tiempo, no han existido actividades coordinadas entre FAO y OMS para apoyar de manera holística a los SNCA de la región, viéndose en su lugar, una serie de proyectos pequeños que tienen impacto menor. El apoyo más cercano de FAO y OMS podría también potenciar la capacidad de los países de la región para postular a fondos concursables que también fortalezcan los SNCA.

Se propone que el CCLAC pueda manifestar una visión común sobre la relevancia de este asunto, con la finalidad que sea llevado por los países de la región a la asamblea mundial de Salud (órgano decisorio de la OMS) y la Conferencia mundial de la FAO (máximo órgano decisorio de la FAO).

“Cuestionamiento de la base científica de los LMR del Codex y repercusiones en el uso de dichos LMR.”

En relación con el asunto planteado por Colombia en la pasada reunión presencial del CCLAC (párrafo 37 y 38 del REP) y relevado en este punto del debate, quisiéramos destacar que es un asunto de suma relevancia, el cual Chile junto con otros Miembros ha seguido de cerca en las reuniones del Comité MSF de la OMC, apoyando y/o liderando las preocupaciones comerciales que se han presentado hacia aquellos Miembros que no respetan dichos lineamientos.

Al generar una norma internacional el Codex, en este caso un LMRs se entiende que tiene una base científica sólida proveniente de la JMPR y aprobado por el respectivo Comité y Comisión del Codex. Un país puede adoptarla o no la norma que recomienda el Codex, pero si no la aprueba debe ser de acuerdo con su nivel Adecuado de Protección, demostrarlo mediante un análisis de riesgos, concordamos en que debe basarse en una evaluación de riesgo y no en el peligro, pero donde debe discutirse eso es en el Comité MSF de la OMC, no a nivel del Codex Alimentarius.

Atte.,

Jamaica: Good day Mr President and CCLAC Members

On the matter of the following topic:

Need to support science in the Codex Alimentarius

Jamaica echoes Chile's sentiments Codex Alimentarius should ensure the development of science-based standards. Further more the development of these standards should follow international guidelines.

The fundamental use of science is to ensure objectivity. As food safety management becomes more and more complex we must always be aware to not just use standards to settle trade disputes. But in our pursuit of the unknown [scientific analysis] we can be unified as a region.

Regards

Ecuador: El CCLAC21 Parte I (Rep20/LAC parr. 44), expresó su firme apoyo a la función de la ciencia en el Codex y el establecimiento de las normas del Codex basándose en el asesoramiento científico brindado por la FAO y la OMS y sus órganos de expertos y señaló el posible riesgo que conlleva el apartarse de los principios de la ciencia en la labor del Codex y expresó su resuelta defensa de los principios del Codex relativos a la función de la ciencia.

Algunos miembros propusieron que se estableciera una posición regional y se invitó a los miembros interesados a que se preparara una propuesta con miras a su examen por el Comité.

En referencia a lo mencionado anteriormente, Brasil, Colombia y Ecuador ha preparado la siguiente propuesta:

Declaraciones de principios referentes a la función que desempeña la ciencia:

En un mundo lleno de información irrelevante, la claridad es esencial. Desde hace muchos años los países miembros del Codex han indicado que dicha claridad se ve reflejada cuando la ciencia es el pilar; es por ello que se ha establecido de manera explícita como un Principio en el Manual de Procedimientos al declarar que «las normas alimentarias, directrices y otras recomendaciones del Codex Alimentarius se basarán en el principio de un análisis y datos científicos sólidos».

En este camino Codex avanza en aras de establecer normas para producir alimentos seguros, que brindan la mayor protección a los consumidores, y a su vez garantizan la aplicación de prácticas ecuanímes en el comercio de los alimentos siendo estos sus objetivos principales.

Cuando se toma un rumbo diferente en donde factores como la intermediación política, la influencia de datos no comprobados, o las opiniones sin sustento se convierten en el fundamento para la elaboración de textos; Codex deja de cumplir su mandato, demuele su aporte al multilateralismo, entorpeciendo los procesos dinámicos que durante años han sido alcanzados.

Desde un punto de vista intelectual, es nuestro deber apoyarnos en la ciencia para no empobrecer el contenido de los textos del Codex, y desde un punto de vista moral, es necesario recordar las razones por las cuales se creó.

América Latina y El Caribe, en su ánimo de fortalecer el trabajo en Codex, desea resaltar su compromiso constante en la elaboración de normas del más alto nivel. Por esta razón, expresa su profunda preocupación por la obstaculización de la aprobación de normas en la Comisión, sin contar con argumentos científicos.

Codex, al igual que todo el sistema multilateral, está en una etapa crucial en la cual debe ser capaz de demostrar que la ciencia y los hechos tangibles prevalecen antes que otros intereses al momento de cumplir sus objetivos.

Por lo que invitamos a todos los países del CCLAC, su apoyo a dicha declaración para que se eleve a una posición regional.

Atentamente,

Costa Rica: Estimado Sr. Presidente y Secretaría del Codex. Costa Rica agradece la oportunidad de enviar comentarios a la segunda etapa de este tema.

Como usted bien lo menciona, hay varios temas que ya fueron abordados, razón por la cual en esta oportunidad nos vamos a referir a:

Necesidad de respaldar la ciencia en el Codex Alimentarius.

El Codex Alimentarius es el Organismo de referencia para la OMC en sus acuerdos Sobre Medidas Sanitarias y fitosanitarias (MSF), y el de obstáculos Técnicos al Comercio (OTC), justamente por su naturaleza científica.

La posición de CR a través del tiempo ha sido defender que las decisiones que se adopten en el Codex se apeguen a su mandato y que se sustenten en ciencia; defender las Declaraciones de Principios sobre el papel de la ciencia en el proceso de toma de decisiones del Codex y el alcance a qué otros factores se tienen en cuenta, ya que las declaraciones de principios actuales que se adoptaron después de varios años de debate, proporcionan orientación y criterios para la toma de decisiones que deben seguir los Comités del Codex.

En el caso específico del CCRVDF se han originado debates en diferentes propuestas de adopción de Anteproyecto de Límites Máximos de Residuos de medicamentos que pueden ocasionar:

- Que no se valore o reconozca el papel del grupo de expertos de la FAO/OMS que apoyan las decisiones del Codex; como profesionales reconocidos y objetivos. Incluso en reiterados intentos.
- Que desaliente la participación de los miembros del Codex, en especial de países en desarrollo, en las actividades del Codex, así como en la inversión para el desarrollo de estudios y datos provisto por los países y entidades interesadas.
- Un riesgo para el rol que representa el Codex como un organismo internacional de normalización en aras de la protección del consumidor y en la promoción de las prácticas equitativas del comercio de alimentos.
- Procedimientos en contra del sistema multilateral, provocando su debilitamiento.
- Las normas privadas o por intereses propios llenen el vacío existente, a expensas del proceso transparente y científico que sigue el Codex Alimentarius para adoptar sus normas y procedimientos. O bien, promover que otros organismos internacionales asuman la competencia de la CAC ante la necesidad de contar con normas alimentarias en la que más de 180 países somos miembros.

De esta manera, que, al no contar con normas y directrices internacionales para medicamentos veterinarios de uso en especies productoras alimenticios, los países quedan en libertad de adoptar sus propias medidas nacionales provocando en muchas ocasiones, barreras técnicas al comercio, por no contar con un sustento técnico. Por lo tanto, las normas internacionales son muy importantes para la armonización del comercio internacional.

Por todo lo anterior, Costa Rica:

1. Apoya la conclusión de la Comisión del Codex (REP19/CAC. Párr. 11). En el sentido, de no reabrir las Declaraciones de Principios sobre el papel de la ciencia en el proceso de toma de decisiones del Codex y el alcance a qué otros factores se tienen en cuenta.
2. Ratifica su preocupación, referente a estado actual del Anteproyecto de Límites Máximos de Residuos (LMR) de Clorhidrato de Zilpaterol. Razón por la cual, apoya la adopción de dichos LMR, como tema de interés

para los países en desarrollo en aras de la salud de los consumidores y promover las prácticas equitativas del comercio de los alimentos.

3. No apoya que, el avance del Anteproyecto de Límites Máximos de Residuos (LMR) de Clorhidrato de Zilpaterol resulte supeditado a la aprobación de las “Orientaciones prácticas para los órganos auxiliares del Codex y sus presidentes sobre la puesta en práctica de las Declaraciones de principios referentes a la función que desempeña la ciencia.....”..). que se encuentra en su etapa preparatoria en el Subcomité del Comité Ejecutivo.

Finalmente, insta a los países de la región a estar atentos al trabajo del subcomité del Comité Ejecutivo sobre la aplicación de las declaraciones de principios referentes a la función que desempeña la ciencia (REP20/EXEC. Párr. 101), que tiene como mandato: “Elaborar orientaciones prácticas para los órganos auxiliares del Codex y sus presidentes sobre la puesta en práctica de las Declaraciones de principios referentes a la función que desempeña la ciencia.....”..

Quedamos atentos a la justificación de los otros temas propuesto.

Atentos saludos.

Brazil: Thank you, Mr. Chair, for the opportunity to provide some thoughts on this important agenda item.

Brazil would like to focus its comments on what was recorded in paragraphs 44 and 45 of the CCLAC report (REP20/LAC) in terms of establishing a regional position in regard to the role of science in Codex work.

Key to the success of Codex, including its recognition by the WTO under both the SPS and TBT Agreements, is the use of science as the basis for its standards. Key also are the established policies and procedures that direct the work of Codex, including its standards-setting processes and governance. These procedures ensure transparency, inclusiveness, and careful deliberation in the development of Codex standards, and provide guidance as to what should, and what should not, be considered as elements of Codex standards. Codex has worked hard over the course of its history, to develop these fundamental aspects of its work, and it is important to keep them in mind and close at hand as Members and Observers address the daily challenges that occur in the work carried out by Codex. The scientific basis for Codex standards and the procedures established for standards development and adoption help to provide the assurances needed that Codex standards are fit and effective for purpose and can be used globally to protect the health of consumers and ensure fair practices in the food trade.

Brazil is really concerned with what happened during CCRVDF and at the Commission in terms of deviating the discussions from what is the Codex mandate, what may open a dangerous precedent, jeopardizing the role of science in Codex’s work.

In this scenario, we also would like to mention the importance of JECFA’s evaluations and recommendations for us developing countries as the most beneficiaries of the experts’ work, since in many occasions, we cannot develop our own scientific studies.

We share the same concerns presented by previous countries and we do reinforce our commitment to defend the importance of scientific principles and its role in the process of developing Codex standards to ensure food safety and fair practices in food trade.

That is the reason Brazil fully supports and invite countries to support the comments provided by Ecuador.

Finally, we would like to thank Colombia and Ecuador for the collaboration to elaborate a proposal of a regional position to defend the importance of science on the development of Codex texts.

Kind regards,

Colombia: Colombia agradece a la Presidencia del CCLAC y a la Secretaría del Codex por la oportunidad brindada para presentar comentarios en este punto.

Como fuese expresado por Colombia durante la reunión presencial del CCLAC, algunos países miembros del Codex Alimentarius en sus regulaciones están adoptando Límites Máximos de Residuos (LMR) de plaguicidas bajo un “enfoque de peligro” desconociendo el “enfoque de evaluación de riesgos” estipulado en el Acuerdo sobre la Aplicación de Medidas Sanitarias y Fitosanitarias de la OMC.

Al revisar dicho enfoque, la evaluación de riesgos realizada por el Codex a través de sus órganos de asesoramiento científico principalmente la JMPR y el JECFA, están perdiendo su relevancia como base científica para la adopción de las Medidas Sanitarias y de Inocuidad; ya que en estos

países se está fomentando -por ejemplo-, que la decisión de aceptación o permiso de uso de algunas sustancias y el establecimiento de los LMR se haga bajo un “enfoque de peligro”, obviando las condiciones de uso que puedan definir escenarios de riesgo y que permitan tomar decisiones con fundamento científico.

Destacamos entonces la necesidad de promover por parte de los países, la utilización de las normas del Codex -como la herramienta metodológica más adecuada para la gestión de riesgos (elaboración de políticas y regulaciones nacionales)-, teniendo en cuenta que dichas normas han sido elaboradas bajo el enfoque de “evaluación de riesgos - criterios científicos y ciencia cierta”. Consideramos, que este es un precedente en el marco del Codex que se debe analizar y debatir, dado que los países miembros pueden desviarse de los estándares del Codex si tienen mayores estudios científicos que justifiquen que la medida se aparte de estos.

De acuerdo a lo expresado anteriormente, resaltamos la obligación que tenemos como países miembros del Codex en defender la evaluación de riesgo que realizan el JECFA y la JMPR como base científica para la gestión y adopción de LMR's, e igualmente Colombia desea invitar amablemente a los Miembros del CCLAC a reflexionar sobre esta situación que está poniendo en duda la credibilidad de las normas del Codex Alimentarius y -por esta vía- el sistema multilateral de comercio.

Compartimos los comentarios que realizan los demás países con relación al papel que desarrolla la ciencia en el Codex; al tiempo que apoyamos los comentarios expresados por Ecuador.

Finalmente, deseamos agradecer por la labor conjunta que se ha realizado con Ecuador y Brasil a fin de presentar una propuesta de posición regional con el ánimo de defender el rol de la Ciencia en el desarrollo de trabajos del Codex. Gracias especiales, al Presidente del CCLAC por la excelente labor de acompañamiento y orientación brindada.

Saludos cordiales,

Costa Rica: Gracias Sr, Presidente, Costa Rica quisiera referirse de nuevo al tema " Declaraciones de principios referentes a la función que desempeña la ciencia" y en ese sentido, aunado a los comentarios antes manifestados, Costa Rica agradece y apoya las preocupaciones planteadas por Ecuador, Colombia.

Atentos saludos.

Dominican Republic: República Dominicana, agradece a la Presidencia del CCLAC, por la oportunidad de enviar comentarios al Tema 6.2 en la CCLAC21 PARTE II.

República Dominicana, al igual que otros países considera que la “Necesidad de respaldar el uso de la ciencia en el Codex Alimentarius y trabajo sobre las Declaraciones de principios referentes a la función que desempeña la ciencia” es de gran importancia y entiende que debe ser respaldado con una posición regional por parte de los países que componemos el CCLAC. Sin embargo al igual que Costa Rica, consideramos no necesario reabrir debates de las Declaraciones de Principios sobre el papel de la ciencia en el proceso de toma de decisiones del Codex y el alcance a qué otros factores se tienen en cuenta.

República Dominicana siempre ha expresado su apoyo a que las normativas de alimentos realizadas en los Comités del Codex estén basadas en el criterio científico disponible, desarrollado y aprobado a partir de las Juntas de Expertos científicos que asesoran a los diferentes órganos auxiliares del Codex.

República Dominicana considera que la oposición a la aprobación en la CAC42, de los NM de cadmio en cacao aprobados en el comité de contaminantes y los LMR del zilpaterol aprobados en el comité de residuos de medicamentos veterinarios, mostró un desconocimiento de los principios científicos en que se basan las normas elaboradas en los comités del Codex, por parte de miembros que intentan que otros factores ajenos al Codex sean los que regulen las normas internacionales.

Por ello, República Dominicana apoya el documento propuesto por Ecuador para ser presentado por el CCLAC como posición regional a favor del llamado a que los miembros de la CAC coloquen la base científica de las normativas elaboradas en los órganos auxiliares del Codex, por encima de cualesquiera otros factores ajenos a la ciencia.

Atentamente,

Chile: Chile, en la línea de lo expresado en su primera intervención para esta parte 2 del tema 6, de manera general apoya la propuesta presentada por Ecuador, Brasil y Colombia. De manera específica, tenemos algunos comentarios puntuales, enfocados a complementar dicha propuesta:

“Declaraciones de principios referentes a la función que desempeña la ciencia:”

Segundo Párrafo: Chile sugiere agregar al final del párrafo, la frase destacada en negrita/subrayada:

En este camino Codex avanza en aras de establecer normas para producir alimentos seguros, que brindan la mayor protección a los consumidores, y a su vez garantizan la aplicación de prácticas ecuanimes en el comercio de los alimentos siendo estos sus objetivos principales. Razón por la cual, se ha establecido como referente de la OMC en los Acuerdos MSF y OTC.

Tercer párrafo: Chile sugiere algunos cambios en la redacción, quedando de la manera siguiente (no encontramos la opción de tachado para aquellas palabras que sugerimos eliminar):

Cuando se toma un rumbo diferente, desviándose del ámbito del Codex Alimentarius, aludiendo factores como, la intermediación política, datos no comprobados, opiniones sin sustento, que se convierten en el fundamento para la elaboración de textos; el Codex deja de cumplir su mandato, dañando el multilateralismo y entorpeciendo los procesos dinámicos que durante años han sido alcanzados.

Cuarto párrafo: sugerimos eliminar todo el párrafo:

Desde un punto de vista intelectual, es nuestro deber apoyarnos en la ciencia para no empobrecer el contenido de los textos del Codex, y desde un punto de vista moral, es necesario recordar las razones por las cuales se creó.

Sugerimos incorporar el siguiente texto, en reemplazo del párrafo cuarto original:

Se ha observado en el proceso normativo, que las demoras se han producido por esgrimir factores ajenos a la inocuidad y prácticas leales en el comercio, que están fuera del ámbito del Codex. Y dentro del ámbito del Codex, se producen dilataciones indebidas, aduciendo falta de datos, y otros antecedentes, en que se debilita lo que han recomendado los órganos científicos asesores del Codex.

Para el párrafo 6 y 7, no tenemos sugerencias adicionales.

Finalmente, agradecemos a Ecuador, Colombia y Brasil por el desarrollo de esta propuesta.

Atte.,

Uruguay: Gracias Sr Presidente por la oportunidad de brindar nuestros comentarios:

Necesidad de respaldar la ciencia en el Codex Alimentarius

Uruguay concuerda con el planteo de respaldar la ciencia en el ámbito del Codex tal como se expresa en el párrafo 44 REP20/LAC, por ende las evaluaciones y asesoramiento científico que realizan órganos auxiliares de FAO OMS (JECFA, JMPR,) y los procedimientos basados en la evaluación del riesgo para el establecimiento de los límites.

Entendemos también que la discusión sobre “Orientaciones prácticas para los órganos auxiliares del Codex y sus presidentes sobre la puesta en práctica de las Declaraciones de principios referentes a la función que desempeña la ciencia.....”) que se encuentra en el ámbito del Comité Ejecutivo no debe retrasar temas que están en discusión actualmente en los Comité del Codex, entendiendo que la declaración de Principios sobre el papel de la Ciencia establecido en el Manual de Procedimientos es suficientemente clara para ser aplicada por los presidentes aún sin la orientación adicional que se encuentra en elaboración y que no supone una modificación de la Declaración de Principios (REP 19/CAC – JULIO 2019).

Apoyo de FAO y OMS para mejoramiento de sistemas nacionales de control de alimentos (SNCA).

Respecto al Apoyo de FAO y OMS para el mejoramiento de sistemas nacionales de control de Alimentos planteado por Chile, Uruguay comparte la conveniencia de contar con mayor apoyo para el desarrollo de los SNCA en la región, y trasladar el planteo con una visión común a los órganos decisorios de FAO/OMS.

Guatemala: Guatemala en esta oportunidad desea apoyar la propuesta planteada por Chile en cuanto a recibir apoyo de la FAO y OMS para la mejora de los sistemas nacionales de control de alimentos, para lo cual se podría implementar los diferentes formatos de cooperación técnica que tienen dichas instituciones. Un primer paso es que los países de la región puedan definir sus prioridades en cuanto a los planes de corto, mediano y largo plazo sobre inocuidad alimentaria, y en todo caso comprometerse con la sostenibilidad de la probable cooperación técnica que se provea. De igual manera, se reitera la necesidad del intercambio de información técnica entre laboratorios regionales que generan datos sobre contaminantes de alimentos, para lo cual pueden utilizarse diferentes redes de intercambio ya existentes. Saludos cordiales.

CCLAC Chairperson: Estimados miembros del CCLAC,

Les ruego me disculpen por no cumplir hoy la agenda de trabajo, en Chile hemos pasado a fase 4 del COVID-19 y eso nos ha mantenido ocupados aportando a los esfuerzos nacionales para combatir esta enfermedad, así que no me fue posible enviar las conclusiones a tiempo.

Antes de abrir el foro para conclusiones, me gustaría referirme a dos temas mencionados en la parte 1 de la discusión sobre el tema 6 de agenda, y sobre los cuáles he sido asesorado por la Secretaría del Codex:

Cadmio en cacao

En relación a la propuesta de Perú relativa al cadmio en cacao que fue recientemente discutida en un GTE, me gustaría comentar que tal como señalaron otros países, es necesario considerar que esta es una discusión en desarrollo, y que para estas recomendaciones algunas delegaciones publicaron en el foro, aún no han redactado posiciones nacionales. Tener una posición regional sobre algo cuando los aspectos técnicos aún se están discutiendo es prematuro y podría no ser del todo aplicable. En este caso, la clave es que los países contribuyan a la discusión técnica en curso en el comité técnico (CCCF en este caso) y trabajen con todas las delegaciones para llegar a una propuesta aceptable. Las normas del Codex se negocian entre los Miembros y si las líneas se dibujan en la arena demasiado pronto en el proceso, esa negociación se dificulta.

Métodos de análisis para la determinación de la humedad

Cabe recordar que se plantearon inquietudes en CCMAS 40 (REP 19/MAS) sobre la inclusión de ISO 5537 | IDF 26, ya que la metodología requerida para la determinación de la humedad era sofisticada, se limitaba a hacer análisis en polvos, y que había otros métodos disponibles para tales determinaciones para los cuales había datos de validación disponibles. En respuesta a estas inquietudes, CCMAS40 acordó solicitar que la revisión adicional de los métodos de humedad sea aplicable a toda la leche y los productos lácteos y señaló que se consideraría más la norma ISO 5537 | El método IDF 26 en la siguiente ronda de la revisión del paquete viable de lácteos y la tabla que enumera los métodos que requieren revisión se modificaron en consecuencia.

En este contexto, es muy importante que los Miembros aporten toda la información técnica relevante, así como la validación al grupo que trabaja en el paquete de trabajo de lácteos y CCMAS, que permite tener en cuenta las consideraciones técnicas apropiadas al proponer los métodos.

También debe recordarse que CAC42 adoptó un nuevo preámbulo a CXS234-1999 que dice: Los métodos enumerados en esta sección podrían usarse para cualquier propósito en línea con el principio de esta norma y el Manual de procedimiento del Codex. Podrían utilizarse para la regulación, el control y la inspección nacionales. Además de los métodos Tipo I y II, los métodos Tipo III y IV se pueden usar en caso de disputas, si se acordó entre las autoridades competentes respectivas u otras partes comerciales, de acuerdo con las Directrices para resolver disputas sobre resultados analíticos (pruebas) (CXG 70-2009).

Lo anterior resalta que cualquiera de los tipos de métodos podría usarse en caso de disputas.

Como la consideración de los métodos está en curso en CCMAS, CCLAC-parte 2 podría desear tomar nota de este trabajo en curso en CCMAS y alentar encarecidamente a los países a enviar los datos de validación necesarios para cualquier método propuesto. De acuerdo con las preocupaciones planteadas, CCLAC-parte 2 podría indicar la importancia de considerar cuidadosamente la norma ISO 5537 | IDF 26 ya que en su opinión "podría limitar el comercio".

Estaremos entonces ahora pasando a revisar las conclusiones que les propondré para el tema 6 de agenda.

Saludos,

CCLAC Chairperson: Estimados miembros del CCLAC,

Quisiera partir este post mandando un fuerte abrazo a todos en la región, estamos como sociedad global pasando un difícil momento, tengo confianza en que el mundo saldrá adelante, la ciencia jugará un rol muy importante en la lucha contra el COVID-19, pero también lo hará la inteligencia emocional, la compasión, la empatía. Creo esta es una constatación de que el mundo es una comunidad y como tal, debemos cuidarnos entre todos; como dijo el Director General de la OMS cuando anunció que ahora debía considerar al COVID-19 una pandemia: "estamos en esto juntos".

Volviendo ahora al tema que nos convoca, les presento la primera versión de las conclusiones para el tema 6 de agenda, estas conclusiones incluyen las partes 1 y 2 del tema 6.

Quedo atento a sus comentarios para que entre todos, logremos reflejar de la mejor manera las discusiones y acuerdos en torno a este tema de agenda:

Punto 6 del orden del día

CONCLUSIONES

CCLAC21-parte II discutió cada uno de los siguientes ítems de la lista presentada en la Tabla 1 de CX / LAC 19/21/8 y los identificados en CCLAC21 (para 37 de REP20 / LAC) y llegó a las siguientes conclusiones.

Reactivación del trabajo sobre aditivos alimentarios en el vino en el Comité del Codex sobre Aditivos Alimentarios (CCFA)

CCLAC21-parte 2 acordó apoyar la reapertura de la consideración de recomendaciones para aditivos de vino en CCFA53, destacando que la adopción de tales disposiciones de aditivos dentro del Codex Alimentarius facilitaría la armonización de las regulaciones en esta área, y proporcionaría un punto de referencia internacional comercio.

Métodos de análisis para la determinación de la humedad en productos lácteos en polvo.

CCLAC21-parte 2 tomo nota del trabajo en curso en CCMAS con respecto a los métodos de análisis para la determinación de la humedad en productos lácteos en polvo y alentó a que se considere más a fondo la ISO 5537 | método IDF 26 ya que, en su opinión, el uso requerido de este método podría limitar el comercio. CCLAC21-parte 2 además alentó a los países miembros a enviar los datos de validación necesarios para facilitar el trabajo continuo del CCMAS en esta área.

Anteproyecto de niveles máximos (NM) para cadmio en chocolates y productos derivados del cacao

CCLAC21-parte 2 destacó la importancia de reconocer las conclusiones de la evaluación de riesgos realizada por el Comité Mixto FAO / OMS de Expertos en Aditivos Alimentarios (JECFA), un organismo consultivo científico de FAO y OMS que basa su trabajo en los principios de excelencia, independencia, transparencia y universalidad.

CCLAC21-parte 2 acordó apoyar el avance del proyecto de nivel máximo actualmente propuestos para el cadmio en chocolates y productos derivados del cacao para su adopción final por la Comisión en el CCCF14, equivalente 0.3 mg/kg para chocolate que contenga o declare tener <30% de cacao sólido en materia seca, teniendo en cuenta que hasta la fecha, no se ha proporcionado información adicional en el contexto de los debates en curso del CCCF sobre este tema (CX / CF 20/14/5-Add.1).

CCLAC21-parte 2 estuvo de acuerdo además que, en base a las extensas discusiones mantenidas en el CCCF, el NM propuesto protegía la salud de los consumidores y no causaba repercusiones negativas en el comercio.

Comités que trabajan por correspondencia

CCLAC21-part2 apoyó las conclusiones incluidas en el documento CX / GP / 20/32/4 preparado por el grupo de trabajo electrónico sobre los procedimientos para los comités que trabajan por correspondencia establecida por CCGP31 (párrafo 26 REP19 GP).

CCLAC21-parte 2 acordó:

- que para el análisis de propuestas sobre criterios y directrices sobre procedimientos para comités que trabajan por correspondencia, debe describirse claramente cómo determinar i) cuando y cómo se ha alcanzado un consenso; y ii) cómo se establece una mayoría: y

- que el CCGP debata la forma correcta de reflejar en el informe de un comité que trabaja por correspondencia, el proceso aplicado cuando se presenta un caso en el que la mayoría de los miembros no logran llegar a un consenso.

Directrices generales para el desarrollo de perfiles de nutrientes para el etiquetado de alimentos.

CCLAC21-parte 2 acordó apoyar la propuesta de un nuevo trabajo para redactar directrices generales para el desarrollo de perfiles de nutrientes para el etiquetado de alimentos en CCFL.

Norma para la quinua

CCLAC21-part2 reconoció la importancia de que los Miembros continúen contribuyendo las discusiones en curso en CCCPL con respecto al tamaño de grano en el Estándar para la Quinoa (CXS 333-2019), y alentó a los miembros a participar activamente en respuesta a CL 2020/25-CPL.

CCLAC21-parte II discutió cada uno de los siguientes elementos de la lista presentada en la Tabla 2 de CX / LAC 19/21/8 y los identificados en CCLAC21 (párrafo 37 de REP20 / LAC) y llegó a las siguientes conclusiones:

Cuestionamiento de la base científica de los LMR del Codex y el impacto en el uso de estos LMR

CCLAC21-parte 2 señaló la situación actual en la que algunos países no están adoptando plenamente los LMR del Codex para pesticidas, reconoció también que los países tienen el legítimo derecho a establecer diferentes LMR para plaguicidas, en vista de lo anterior CCLAC21-parte 2 reafirmó la importancia de adoptar un enfoque basado en el riesgo en lugar de un enfoque basado en el peligro al momento establecer LMR para pesticidas, y señaló que este último puede socavar el trabajo basado en el riesgo realizado a nivel del Codex. Sin embargo, teniendo en cuenta que las normas del Codex son de naturaleza voluntaria, CCLAC-parte 2 concluyó que cualquier problema que surja de países que usan LMR diferentes a los establecidos por el Codex era un problema que se trataría mejor a nivel de la OMC, que a nivel del Codex.

Sistemas nacionales de control de inocuidad de los alimentos (SNCA)

CCLAC21-parte 2 reconoció la necesidad de continuar mejorando el funcionamiento de los SNCA y alentó a la FAO y la OMS a desempeñar un papel más relevante acompañando a los gobiernos en este esfuerzo.

Aplicación de las declaraciones de principios sobre el papel de la ciencia:

CCLAC21-part2 expresó su profunda preocupación con respecto a la obstrucción de la adopción de las normas del Codex en la Comisión, sin presentar un argumento científico al respecto. Además, destacó que las normas, directrices y otras recomendaciones del Codex Alimentarius deben basarse en el principio de análisis de riesgos y datos científicos sólidos. CCLAC21-parte 2 reiteró que esto garantizaba que factores fuera del mandato del Codex no impidieran el establecimiento de normas que aseguraran la producción de alimentos seguros, brindaran la mejor protección para los consumidores y facilitarían la aplicación de prácticas justas en el comercio internacional de alimentos. CCLAC21-parte 2 también enfatizó que era la naturaleza científica de las normas del Codex lo que permitía su uso como normas de referencia en el Acuerdo de la Organización Mundial del Comercio sobre la aplicación de medidas sanitarias y fitosanitarias.

Uruguay: Gracias Sr Presidente por el informe,

Compartimos en líneas generales el informe presentado, sin embargo sugerimos los siguientes cambios de redacción en dos temas:

A - Comités que trabajan por correspondencia

CCLAC21-parte 2 acordó:

Redacción propuesta:

- que para el análisis de propuestas sobre criterios y directrices sobre procedimientos para comités que trabajan por correspondencia, debe describirse claramente cómo determinar i) como se establece un quorum,

ii) cuando y como se establece que se ha alcanzado el consenso, y iii) como se realizaría en caso de votación, entendiendo que se mantiene la mayoría simple utilizada en las presenciales.

- que el CCGP debata la forma correcta de reflejar en el informe de un comité que trabaja por correspondencia, el proceso aplicado cuando se presenta un caso en el que // los miembros no logran llegar a un consenso.

B - "Métodos de análisis para determinar la humedad en productos lácteos en polvo"

La redacción planteada en el informe no refleja a nuestro entender el planteo realizado. A continuación, la redacción propuesta:

CCLAC 21- parte 2 acordó proponer el establecimiento del método de humedad de secado del horno a 102 °C como método de referencia tipo I, o tipificar el método existente ISO 5537 | IDF 26 como método tipo IV. El comité declaró que existen serias preocupaciones con respecto a la implementación del método de humedad ISO 5537 | IDF 26, especialmente relacionado con la dificultad y los costos asociados con su implementación, lo que resulta en una limitación comercial, ya que pocos países tienen esta tecnología. Además, el método no proporciona una ventaja comparativa, desde un punto de vista técnico, con respecto al método disponible en la versión anterior del estándar."

Bolivia: Sr. Presidente:

Agradecemos los esfuerzos para consolidar y recoger los comentarios en relación al TEMA 6.

Como Bolivia estamos de acuerdo y compartimos la primera redacción de acuerdos en cuanto al tema mencionado.

Para nuestro país es muy importante el tema de NORMA DE LA QUINUA y consideramos que en este tema se tendrá una conclusión importante en la próxima Comisión del CODEX.

Los acuerdos que se plantean en cuanto a los listados 1 y 2 los consideramos como prioritarios y coincidimos con la redacción general de los mismos.

Nuevamente agradecer por el trabajo.

Estaremos atentos.

Un saludo.

Uruguay: B - "Métodos de análisis para determinar la humedad en productos lácteos en polvo"

Proponemos un texto alternativo al que figura en esta versión de las conclusiones. Creemos que dado como se fue dando la discusión de este tema y el apoyo recibido de varios países respecto a las preocupaciones planteadas por Uruguay, la redacción adjunta refleja más claramente los intercambios realizados y la postura de CCLAC al respecto:

TEXTO ALTERNATIVO

CCLAC21-parte 2 tomó nota del trabajo en curso en CCMAS con respecto a los métodos de análisis para la determinación de la humedad en productos lácteos en polvo y acordó a que se considere más a fondo la utilización de un método alternativo al establecido en la norma ISO 5537 | método IDF 26 para la determinación de humedad, ya que, en su opinión, dicha metodología tiene limitaciones en cuanto a su ejecución, que pueden constituirse en trabas técnicas al comercio, debido a la exigencia de su utilización. Por otra parte, el Comité consideró que existen métodos alternativos, con datos de validación disponibles que no presentan estos inconvenientes.

En este sentido, y para facilitar el trabajo continuo del CCMAS en este tema, CCLAC21-parte 2 además alentó a los países miembros a enviar los datos de validación del método alternativo.

El Salvador: Saludos cordiales a todos los miembros, agradecemos al Sr. Presidente CCLAC por el trabajo realizado, sobre la conclusión del tema 6.0 Labor del Codex pertinente a la región expresamos el apoyo a la conclusión de temas de la tabla 2:

"Cuestionamiento de la base científica de los LMR del Codex y el impacto en el uso de estos LMR."

"Aplicación de las declaraciones de principios sobre el papel de la ciencia"

Atentamente

CCLAC Chairperson: Estimados miembros del CCLAC,

Estas últimas semanas el mundo ha sido desafiado por una pandemia como no se veía en mucho tiempo, muchos de nosotros seguro estamos apoyando los esfuerzos nacionales para atender los múltiples efectos que el SARS-CoV-2 está teniendo en nuestras vidas cotidianas, razón que probablemente explique la baja participación que ha habido en el análisis de las conclusiones para el tema 6 de agenda del CCLAC II, tema de gran interés para el CCLAC.

Es por este motivo, que he tomado la decisión de aplazar el cierre de comentarios para las conclusiones del tema 6, quedando toda la próxima semana abierto el foro para que emitan sus comentarios sobre las conclusiones que he presentado.

Quiero agradecer a Bolivia y el Salvador por sus comentarios y asegurar también a Uruguay que estoy trabajando junto a la Secretaría para modificar la conclusión en el tema de Métodos de análisis para la determinación de la humedad en productos lácteos en polvo para atender mejor lo comentado en el foro y sugerido por el punto de Contacto Uruguayo,

Espero estén todos bien con sus familias y salgamos de esta crisis juntos.

Cordiales saludos,

Guatemala: Guatemala, agradece el mensaje de solidaridad por parte del Coordinador de CCLAC y se adhiere al deseo para que los resultados de la pandemia COVID-19 sean lo menos dañinos para cada uno de los países.

Asimismo, recomienda analizar la posibilidad de incluir dentro del texto de las Conclusiones 6, el apoyo al documento: "Elaboración de un código de prácticas para prevenir y reducir la contaminación por cadmio en los granos de cacao", como una forma complementaria a la regulación sobre niveles máximos de cadmio en chocolate.

De igual manera, dentro del tema de Comités que trabajan por correspondencia, será posible que con base en la experiencia del CCLAC21 parte 2, se esté ya en la capacidad de realizar recomendaciones muy concretas al CCGP sobre cómo se establece una mayoría y también como alcanzar el consenso, que en nuestra opinión ambas situaciones se ha manejado de buena forma por parte de CCLAC. Saludos cordiales.

CCLAC Chairperson: Estimado Fernando,

Muchas gracias por tus comentarios, voy a incluir tu propuesta para elaborar un un código de prácticas para prevenir y reducir la contaminación por cadmio en los granos de cacao entre las conclusiones, ya que fue propuesto por Guatemala y ningún país estuvo en desacuerdo, por lo que entiendo existe apoyo en la región. Me gustaría de todas maneras llamar la atención de aquellos países que han llevado más de cerca este tema para que analicen esta propuesta, yo no soy experto en el CCCF y no se si esta propuesta podría entorpecer o enlentecer la aprobación del NM en cadmio para chocolate.

En relación a tu propuesta para hacer recomendaciones concretas al CCGP, te agradezco los comentarios pero la verdad es que el éxito que hemos tenido funcionando se debe creo principalmente a que como región trabajamos muy unidos, a la enorme voluntad de los países para llegar a consensos, al clima constructivo que hemos tenido y también al hecho de que no hemos tocado temas muy controversiales.

Creo podremos aportar mucho al CCGP con nuestra experiencia, pero no estoy seguro de que estemos todavía en posición para dar recomendaciones sobre cómo establecer mayorías y alcanzar consenso, porque como te comenté, no hemos tenido grandes desacuerdos en este CCLAC parte II. Quedo de todas maneras atento a alguna propuesta que pudieses hacer para tratar de reflejar esto que hemos comentado.

Muchas saludos y muchas gracias por tu comentario.

Chile: Estimado Diego,

Muchas gracias por el esfuerzo para continuar con la labor del CCLAC que teníamos pendiente.

Respecto a los comentarios de las conclusiones del tema 6, te quisiéramos solicitar la posibilidad de extender el plazo hasta la próxima semana. Por parte de Chile estamos trabajando en ellas, pero es algo más difícil en estas circunstancias.

quedamos atentos y muchas gracias de antemano por tu comprensión.

Saludos

CCLAC Chairperson: Gracias Roxana,

He decidido extender una semana más el plazo para emitir comentarios a las conclusiones presentadas para el tema 6, por lo que estará abierto toda la próxima semana hasta el viernes 6 de abril, 23 horas, hora Chile.

Saludos

Chile: Estimado Diego,

Muchas gracias.

Atte.,

CCLAC Chairperson: Estimados, comparto con ustedes una modificación a las conclusiones presentadas en el inicio de este hilo.

Las conclusiones presentan una modificación exclusivamente para los tres siguientes puntos:

1. Métodos de análisis para la determinación de la humedad en productos lácteos en polvo, en respuesta a lo solicitado por Uruguay.
2. Comités que trabajan por correspondencia, ya que olvidé incluir lo referido al consenso que si fue mencionado por Costa Rica.
3. Apoyo regional para la elaboración de un código de prácticas para prevenir y reducir la contaminación por cadmio en los granos de cacao, en respuesta a lo comentado por Guatemala en el foro electrónico, respaldado por la propuesta que fuera realizada por Perú en el documento de reunión para este tema de agenda (CX/LAC 19/21/8)

1. En relación a la propuesta sobre determinación de la humedad en productos lácteos en polvo, la propuesta es la siguiente:

CCLAC21-parte 2 tomó nota del trabajo en curso en CCMAS con respecto a los métodos de análisis para la determinación de la humedad en productos lácteos en polvo y alentó a que se considere más a fondo la utilización de una alternativa al método ISO 5537 | IDF 26, ya que en su opinión, el uso requerido de este método presenta desafíos de implementación y puede constituir una barrera técnica para el comercio. CCLAC21-parte 2 señaló que hay métodos alternativos a considerar y que en su opinión no plantean los mismos desafíos y alentó encarecidamente a los países Miembros a enviar los datos de validación necesarios para dichos métodos, de manera de facilitar el trabajo continuo del CCMAS en esta área, incluida la búsqueda de un método alternativo al ISO 5537 | IDF 26.'

2. Para los comités que trabajan por correspondencia, sólo es una modificación menor, destacada en negrita (todo lo no destacado en negrita está igual a lo presentado al inicio de este hilo)

CCLAC21-part2 apoyó las conclusiones incluidas en el documento CX / GP / 20/32/4 preparado por el grupo de trabajo electrónico sobre los procedimientos para los comités que trabajan por correspondencia establecida por CCGP31 (párrafo 26 REP19 GP).

CCLAC21-parte 2 acordó:

- que para el análisis de propuestas sobre criterios y directrices sobre procedimientos para comités que trabajan por correspondencia, debe describirse claramente cómo determinar i) el quórum ii) cuando y cómo se ha alcanzado un consenso; y iii) cómo se establece una mayoría: y
- que el CCGP debata la forma correcta de reflejar en el informe de un comité que trabaja por correspondencia, el proceso aplicado cuando se presenta un caso en el que la mayoría de los miembros no logran llegar a un consenso.

3. en lo relacionado a la elaboración de un código de prácticas para por cadmio en los granos de cacao:

Código de prácticas para prevenir y reducir la contaminación por cadmio en los granos de cacao

La región acordó apoyar la elaboración de un código de prácticas para prevenir y reducir la contaminación por cadmio en los granos de cacao, considerando que éste podría proporcionar orientación a los Estados Miembros y la industria de producción de cacao sobre la prevención y reducción de la contaminación de cadmio en granos de cacao durante las distintas etapas de su producción.

Los invito a comentar sobre estas conclusiones.

Cordiales saludos,

Chile: Estimado presidente del CCLAC, Chile agradece el esfuerzo y trabajo realizado para elaborar las conclusiones del tema 6, y a continuación dejamos nuestras observaciones:

CCLAC21-parte II discutió cada uno de los siguientes ítems de la lista presentada en la Tabla 1 de CX / LAC 19/21/8 y los identificados en CCLAC21 (para 37 de REP20 / LAC) y llegó a las siguientes conclusiones.

“Reactivación del trabajo sobre aditivos alimentarios en el vino en el Comité del Codex sobre Aditivos Alimentarios (CCFA)”

CCLAC21-parte 2 acordó apoyar la reapertura de la consideración de recomendaciones para aditivos de vino en CCFA53, destacando que la adopción de tales disposiciones de aditivos dentro del Codex Alimentarius facilitaría la armonización de las regulaciones en esta área, y proporcionaría un punto de referencia internacional comercio.

Comentario de Chile

Para dar mayor precisión al estado en que se encuentra el anteproyecto y el acuerdo alcanzado, se sugiere la siguiente redacción:

CCLAC21-parte 2 acordó apoyar que en la 53ª reunión del Comité del Codex sobre Aditivos Alimentarios (CCFA), se reactiven los trabajos relacionados al uso de determinados aditivos alimentarios en la producción de vinos de uva, para su eventual incorporación en la Norma General de Aditivos Alimentarios (NGAA), categoría de alimentos 14.2.3. Se considera que la eventual incorporación de nuevos aditivos a nivel del Codex Alimentarius para estos productos, permitiría ir avanzando en la armonización de la normativa internacional en esta materia.

“Métodos de análisis para la determinación de la humedad en productos lácteos en polvo.”

CCLAC21-parte 2 tomo nota del trabajo en curso en CCMAS con respecto a los métodos de análisis para la determinación de la humedad en productos lácteos en polvo y alentó a que se considere más a fondo la ISO 5537 | método IDF 26 ya que, en su opinión, el uso requerido de este método podría limitar el comercio. CCLAC21-parte 2 además alentó a los países miembros a enviar los datos de validación necesarios para facilitar el trabajo continuo del CCMAS en esta área.

Comentario de Chile

Se sugiere las siguientes modificaciones en la redacción:

CCLAC21-parte 2 tomo nota del trabajo en curso en CCMAS con respecto a los métodos de análisis para la determinación de la humedad en productos lácteos en polvo y alentó a que se considere más a fondo si es adecuada la tipificación del método ISO 5537 | método IDF 26 ya que, en su opinión técnica, este método requiere equipamiento de estufa que solamente cuenta con un proveedor, y además, no se cuenta con datos de la validación de este método para la matriz láctea en la cual sería utilizado, en este sentido no satisficaría los criterios establecido por el Codex para ser ratificado en dicha tipificación. Es importante considerar que el uso de este método podría limitar el comercio y no esta demostrada su idoneidad. CCLAC21-parte 2 además alentó a los países miembros a enviar los datos de validación del método AOAC 927.05 para facilitar el trabajo continuo del CCMAS en esta área, y la propuesta de un método más adecuado, de fácil implementación y al acceso de todos los países.

“Anteproyecto de niveles máximos (NM) para cadmio en chocolates y productos derivados del cacao”

CCLAC21-parte 2 destacó la importancia de reconocer las conclusiones de la evaluación de riesgos realizada por el Comité Mixto FAO / OMS de Expertos en Aditivos Alimentarios (JECFA), un organismo consultivo científico de FAO y OMS que basa su trabajo en los principios de excelencia, independencia, transparencia y universalidad.

CCLAC21-parte 2 acordó apoyar el avance del proyecto de nivel máximo actualmente propuesto para el cadmio en chocolates y productos derivados del cacao para su adopción final por la Comisión en el CCCF14, equivalente 0.3 mg/kg para chocolate que contenga o declare tener <30% de cacao sólido en materia seca, teniendo en cuenta que hasta la fecha, no se ha proporcionado información adicional en el contexto de los debates en curso del CCCF sobre este tema (CX / CF 20/14/5-Add.1).

CCLAC21-parte 2 estuvo de acuerdo además que, en base a las extensas discusiones mantenidas en el CCCF, el NM propuesto protegía la salud de los consumidores y no causaba repercusiones negativas en el comercio.

Comentario de Chile

Se apoya la conclusión sin observaciones adicionales.

“Comités que trabajan por correspondencia”

CCLAC21-part2 apoyó las conclusiones incluidas en el documento CX / GP / 20/32/4 preparado por el grupo de trabajo electrónico sobre los procedimientos para los comités que trabajan por correspondencia establecida por CCGP31 (párrafo 26 REP19 GP).

CCLAC21-parte 2 acordó:

- que para el análisis de propuestas sobre criterios y directrices sobre procedimientos para comités que trabajan por correspondencia, debe describirse claramente cómo determinar i) cuando y cómo se ha alcanzado un consenso; y ii) cómo se establece una mayoría: y
- que el CCGP debata la forma correcta de reflejar en el informe de un comité que trabaja por correspondencia, el proceso aplicado cuando se presenta un caso en el que la mayoría de los miembros no logran llegar a un consenso.

Comentario de Chile

Se sugiere las siguientes modificaciones en la redacción en el primer párrafo:

CCLAC21-parte2 apoyó las conclusiones incluidas en el documento CX/GP/ 20/32/4, Orientación sobre los procedimientos para los Comités que trabajan por correspondencia, preparado por el grupo de trabajo electrónico conformado según lo acordado en la reunión CCGP31 (párrafo 26 REP19 GP).

“Directrices generales para el desarrollo de perfiles de nutrientes para el etiquetado de alimentos.”

CCLAC21-parte 2 acordó apoyar la propuesta de un nuevo trabajo para redactar directrices generales para el desarrollo de perfiles de nutrientes para el etiquetado de alimentos en CCFL.

Comentario de Chile

Directrices generales para el desarrollo de perfiles de nutrientes para el etiquetado frontal de alimentos.

CCLAC21-parte 2 acordó apoyar la propuesta de un nuevo trabajo para redactar en el CCNFSDU, directrices generales para el desarrollo de perfiles de nutrientes para el etiquetado frontal de alimentos.

“Norma para la quinua”

CCLAC21-part2 reconoció la importancia de que los Miembros continúen contribuyendo las discusiones en curso en CCCPL con respecto al tamaño de grano en el Estándar para la Quinua (CXS 333-2019), y alentó a los miembros a participar activamente en respuesta a CL 2020/25-CPL.

Comentario de Chile

Se apoya la conclusión sin observaciones adicionales.

“Cuestionamiento de la base científica de los LMR del Codex y el impacto en el uso de estos LMR”

CCLAC21-parte 2 señaló la situación actual en la que algunos países no están adoptando plenamente los LMR del Codex para pesticidas, reconoció también que los países tienen el legítimo derecho a establecer diferentes LMR para plaguicidas, en vista de lo anterior CCLAC21-parte 2 reafirmó la importancia de adoptar un enfoque basado en el riesgo en lugar de un enfoque basado en el peligro al momento establecer LMR para pesticidas, y señaló que este último puede socavar el trabajo basado en el riesgo realizado a nivel del Codex. Sin embargo, teniendo en cuenta que las normas del Codex son de naturaleza voluntaria, CCLAC-parte 2 concluyó que cualquier problema que surja de países que usan LMR diferentes a los establecidos por el Codex era un problema que se trataría mejor a nivel de la OMC, que a nivel del Codex.

Comentario de Chile

Se sugiere las siguientes modificaciones, para una mayor claridad de los términos utilizados:

CCLAC21-parte 2 señaló la situación actual en la que algunos países no están adoptando plenamente los LMRs del Codex para plaguicidas pesticidas, reconoció también que los países tienen el legítimo derecho a establecer diferentes LMRs para plaguicidas, si basan sus medidas en una evaluación de riesgos, tal como establece el Acuerdo MSF de la OMC. En vista de lo anterior CCLAC21-parte 2 reafirmó la importancia de adoptar un enfoque basado en el riesgo en lugar de un enfoque basado en el peligro al momento establecer LMRs para plaguicidas, y señaló que este último puede socavar el trabajo basado en evaluaciones de riesgo realizado a nivel del Codex. Sin embargo, teniendo en cuenta que no es competencia del Codex resolver controversias comerciales, el CCLAC parte 2 concluyó que cualquier problema que surja de países que usan LMRs diferentes a los establecidos por el Codex y no se basan en una evaluación de riesgos, era un asunto que deber ser levantado a nivel del Comité MSF la OMC.

“Sistemas nacionales de control de inocuidad de los alimentos (SNCA)”

CCLAC21-parte 2 reconoció la necesidad de continuar mejorando el funcionamiento de los SNCA y alentó a la FAO y la OMS a desempeñar un papel más relevante acompañando a los gobiernos en este esfuerzo.

Comentario de Chile

Se apoya, sin observaciones adicionales.

“Aplicación de las declaraciones de principios sobre el papel de la ciencia:”

CCLAC21-part2 expresó su profunda preocupación con respecto a la obstrucción de la adopción de las normas del Codex en la Comisión, sin presentar un argumento científico al respecto. Además, destacó que las normas, directrices y otras recomendaciones del Codex Alimentarius deben basarse en el principio de análisis de riesgos y datos científicos sólidos. CCLAC21-parte 2 reiteró que esto garantizaba que factores fuera del mandato del Codex no impidieran el establecimiento de normas que aseguraran la producción de alimentos seguros, brindaran la mejor protección para los consumidores y facilitaran la aplicación de prácticas justas en el comercio internacional de alimentos. CCLAC21-parte 2 también enfatizó que era la naturaleza científica de las normas del Codex lo que permitía su uso como normas de referencia en el Acuerdo de la Organización Mundial del Comercio sobre la aplicación de medidas sanitarias y fitosanitarias.

Comentario de Chile

Se sugiere la siguiente redacción:

CCLAC21-parte2 expresó su profunda preocupación con respecto a la oposición de algunos Miembros de adopción de las normas del Codex en la Comisión, sin presentar un argumento científico y desconociendo las recomendaciones de los organismos científicos asesores. Destacó que las normas, y otras directrices del Codex Alimentarius, deben basarse en el principio de análisis de riesgos y datos científicos sólidos. Además, se reiteró que esto garantizaba que otros factores, fuera del mandato del Codex no impidieran el establecimiento de normas que aseguraran la producción de alimentos seguros, brindaran la mejor protección para los consumidores y facilitaran la aplicación de prácticas justas en el comercio internacional de alimentos. Por últimos, se enfatizó que era la naturaleza científica de las normas del Codex lo que permitía su uso como normas de referencia en el Acuerdo de la Organización Mundial del Comercio sobre la aplicación de Medidas Sanitarias y Fitosanitarias.

Atte.,

Ecuador: Ecuador agradece a la Presidencia del CCLAC 21 Part II, por todos los esfuerzos realizados para presentar las propuestas de conclusiones, a pesar de que a nivel mundial estamos enfocados en la lucha contra el COVID-19, nuestro país ha estado muy atentos en todos los ámbitos para continuar nuestro trabajo, respecto a las propuestas de conclusiones del Tema 6 deseamos manifestar lo siguiente:

Propuesta de Conclusión:

Anteproyecto de niveles máximos (NM) para cadmio en chocolates y productos derivados del cacao

CCLAC21-parte 2 destacó la importancia de reconocer las conclusiones de la evaluación de riesgos realizada por el Comité Mixto FAO / OMS de Expertos en Aditivos Alimentarios (JECFA), un organismo consultivo científico de FAO y OMS que basa su trabajo en los principios de excelencia, independencia, transparencia y universalidad.

CCLAC21-parte 2 acordó apoyar el avance del proyecto de nivel máximo actualmente propuestos para el cadmio en chocolates y productos derivados del cacao para su adopción final por la Comisión en el CCCF14, equivalente 0.3 mg/kg para chocolate que contenga o declare tener <30% de cacao sólido en materia seca, teniendo en cuenta que hasta la fecha, no se ha proporcionado información adicional en el contexto de los debates en curso del CCCF sobre este tema (CX / CF 20/14/5-Add.1).

CCLAC21-parte 2 estuvo de acuerdo además que, en base a las extensas discusiones mantenidas en el CCCF, el NM propuesto protegía la salud de los consumidores y no causaba repercusiones negativas en el comercio.

Comentario de Ecuador

Estamos de acuerdo con la redacción de la conclusión presentada por la presidencia.

Código de prácticas para prevenir y reducir la contaminación por cadmio en los granos de cacao

La región acordó apoyar la elaboración de un código de prácticas para prevenir y reducir la contaminación por cadmio en los granos de cacao, considerando que éste podría proporcionar orientación a los Estados Miembros y la industria de producción de cacao sobre la prevención y reducción de la contaminación de cadmio en granos de cacao durante las distintas etapas de su producción.

Comentario de Ecuador

Nuestro país propone un cambio de redacción, en vista de cómo está redactado daría a entender que apoyamos iniciar un nuevo trabajo y esto actualmente ya se está elaborando en el CCCF y en el cual Perú y Ecuador preside y copresidimos respectivamente.

Propuesta: La región acordó seguir trabajando en la elaboración del código de prácticas para la prevención y reducción de la contaminación por cadmio en granos de cacao, considerando que éste podría proporcionar orientación a los Estados Miembros y la industria de producción de cacao sobre la prevención y reducción de la contaminación de cadmio en granos de cacao durante las distintas etapas de su producción.

Atentamente,

Uruguay: Agradecemos la nueva versión de las conclusiones. Asimismo leímos los comentarios enviados por Chile.

Sobre: "métodos de análisis para la determinación de la humedad en productos lácteos en polvo"

Respecto a los comentarios enviados por Chile, faltaría agregar lo siguiente en la última frase:

..... CCLAC21- PARTE 2 además alentó a los países miembros a enviar los datos de validación de otros métodos disponibles de determinación de humedad de mas fácil implementación, y acceso de todos los países, para facilitar el trabajo continuo del CCMAS en esta área.

Comentario: no se debería indicar solamente el método AOAC 927.05 el adecuado por lo que se sugiere no indicar este como único, hay otros métodos para los cuales se cuenta con datos de validación.

Sobre: Comités que trabajan por correspondencia

En las conclusiones no se menciona "como se establece un quorum" que estaba en la version anterior cuando se indica i) cuando y como se ha alcanzado consenso, etc.

Respecto a los demás puntos no tenemos observaciones sobre las conclusiones y sobre los comentarios de Chile.

Brazil: Brasil agradece a la Presidencia del CCLAC por los esfuerzos realizados mismo con todas las complicaciones de enfrentamiento al COVID-19. Nosotros también seguimos en la lucha haciendo lo mejor para contribuir con las discusiones de CCLAC.

Tenemos una preocupación general con las conclusiones, especialmente con el tema sobre la “Aplicación de las declaraciones de principios sobre el papel de la ciencia” en el labor de Codex. Es nuestro entendimiento que lo principal objetivo de las discusiones sería obtener una posición regional sobre los temas presentados por los países. En esto tema sobre la defensa de la importancia de la ciencia, que es un tema transversal, durante la reunión presencial de CCLAC en Santiago, algunos miembros propusieron que se estableciera una posición regional y se invitó a los miembros interesados a que se preparara una propuesta con miras a su examen por el Comité. Brasil, Colombia y Ecuador quedaron con el compromiso de proponer una posición regional.

En la fecha 11/03/2020, Ecuador presentó una propuesta en nombre de Brasil y Colombia en el fórum CCLAC21 Parte II. Antes mismo de dicha propuesta, Chile y Jamaica ya habían comentado sobre la importancia de respaldar la ciencia en el Codex Alimentarius. Después de la propuesta hecha, otros países (Brasil, Colombia, Chile, Costa Rica, República Dominicana y Uruguay) apoyaron la posición en defensa de la ciencia en el desarrollo de textos Codex.

Conforme las directrices para el establecimiento de posiciones regionales es imprescindible quedar registrado en el reporte que aquella es una posición regional. Nos parece que si, tenemos elementos para considerar que se estableció una posición de región de América Latina y Caribe en defensa de considerar la ciencia en el proceso de elaboración de normas, códigos, límites, directrices y orientaciones de Codex Alimentarius. En este sentido, Sr. Presidente, gostaríamos solicitar que se registre claramente en el informe una posición regional sobre el tema. Tomando en cuenta la última propuesta de Chile, quisiéramos proponer el siguiente texto para quedar registrado en el reporte:

“CCLAC21 Parte II expresó su profunda preocupación con respecto a la oposición de algunos Miembros de adopción de las normas del Codex en la Comisión, sin presentar un argumento científico y desconociendo las recomendaciones de los organismos científicos asesores. Se ha establecido la Posición Regional en defensa que las normas, y otras directrices del Codex Alimentarius, deben basarse en el principio de análisis de riesgos y datos científicos sólidos. Además, se reiteró que esto garantizaba que otros factores, fuera del mandato del Codex no impidieran el establecimiento de normas que aseguraran la producción de alimentos seguros, brindaran la mejor protección para los consumidores y facilitaran la aplicación de prácticas justas en el comercio internacional de alimentos. Por últimos, se enfatizó que era la naturaleza científica de las normas del Codex lo que permitía su uso como normas de referencia en el Acuerdo de la Organización Mundial del Comercio sobre la aplicación de Medidas Sanitarias y Fitosanitarias.”

Además, gostaríamos agradecer las correcciones presentadas por la Presidencia de CCLAC en algunos puntos específicos. En estos puntos, gostaríamos apenas expresar nuestro acuerdo con lo apuntado por Uruguay en su último mensaje relacionada a los métodos de análisis para la determinación de la humedad en productos lácteos en polvo que dice: “no se debería indicar solamente el método AOAC 927.05 el adecuado por lo que se sugiere no indicar este como único, hay otros métodos para los cuales se cuenta con datos de validación”.

Saludos,

Colombia: Colombia agradece a la Presidencia del CCLAC21 Part II, por los esfuerzos realizados a fin de concluir los temas propuestos en el numeral 6; al tiempo que acoge sus palabras de empatía ante la emergencia sanitaria mundial.

En referencia a las conclusiones acerca del "Cuestionamiento de la base científica de los LMR del Codex y el impacto en el uso de estos LMR" apreciamos la labor realizada, sin embargo consideramos que la idea expresada en el último párrafo "Sin embargo, teniendo en cuenta que las normas del Codex son de naturaleza voluntaria, CCLAC-parte 2 concluyó que cualquier problema que surja de países que usan LMR diferentes a los establecidos por el Codex era un problema que se trataría mejor a nivel de la OMC, que a nivel del Codex"; no fue una conclusión por parte de los miembros del CCLAC.

De acuerdo a lo anterior y con el ánimo de rescatar la idea central y -de acuerdo a lo expresado en la reunión presencial- solicitaremos de manera amable y respetuosa, modificar la redacción del texto de la siguiente manera (suprimiendo el texto mencionado anteriormente):

" CCLAC21-parte 2 señaló la situación actual en la que algunos países no están adoptando plenamente los LMRs del Codex para plaguicidas, reconoció también que los países tienen el legítimo derecho a establecer diferentes LMRs para plaguicidas, si basan sus medidas en una evaluación de riesgos, tal como establece el Acuerdo MSF de la OMC. En vista de lo anterior CCLAC21-parte 2 reafirmó la importancia de adoptar un enfoque basado en el riesgo en lugar de un enfoque basado en el peligro al momento establecer LMRs para plaguicidas, y señaló que este último puede socavar el trabajo basado en evaluaciones de riesgo realizado a nivel del Codex."

Por otra parte, rescatando el comentario realizado por Brasil; Colombia concuerda con el hecho de que para el tema "Aplicación de las declaraciones de principios sobre el papel de la ciencia" la intensión de las discusiones era precisamente obtener una posición regional, razón por la cual Ecuador, Brasil y Colombia realizaron la propuesta de Posición Regional en aras de ser expuesta para su aprobación por el Comité. Es por ello que Colombia se une a la redacción propuesta por Brasil para este punto.

Saludos cordiales y un deseo de bienestar para todos.

Chile: Estimados Miembros del CCLAC,

Chile quisiera manifestar su apoyo a las últimas propuestas planteadas por Ecuador, Uruguay y Brasil. Estamos de acuerdo con lo planteado por Ecuador, en lo que respecta al Cadmio, con Uruguay en el sentido de agregar la ultima frase propuesta para para los lácteos en polvo, y acogemos su idea de dejara los métodos de manera general. También apoyamos la nueva propuesta realizada por brasil en lo que respecta a la declaración de la ciencia.

Respecto a lo señalado por Colombia y los LMRs de plaguicidas, creemos que hay que se precisos en señalar a que foro corresponde levantar cada preocupación, por nuestra parte, tanto en la reunión presencial en Santiago, como en este foro, señalamos que efectivamente era un tema relevante, pero que dicha problemática corresponde al Comité MSF de la OMC, donde el asunto lleva planteándose hace varios años de manera regular, como una preocupación comercial, levantada o apoyada por muchos países de América Latina. A nivel del CCPR, los LMRs son adoptados en base a las recomendaciones de la JMPR, basadas en sus evaluaciones de riesgos, por ende cualquier posición en otra línea podría dar a mal entender que eso no es así, y como es sabido las normas adoptadas en la Comisión y emanadas del CCPR, no han tenido cuestionamiento de ningún Miembro.

Atte.,

CCLAC Chairperson: Estimados miembros, quiero comentarles que desde la Secretaría del CCLAC en Chile, estamos trabajando junto a la Secretaría del Codex en Roma para entregarles lo antes posible una nueva versión de las conclusiones para el tema 6 y 7.2, así como para seguir avanzando en los próximos pasos que nos quedan para tener un reporte aprobado de para el CCLAC parte II.

Nos hemos retrasado debido a problemas derivados de la crisis sanitaria que el COVID-19 ha ocasionado alrededor del mundo, pido su comprensión.

Cordiales saludos, espero todos y cada uno de ustedes este bien.

CCLAC Chairperson: Estimados miembros,

Muchas gracias por sus diversos aportes y por la paciencia que han tenido, como les he comentado, hemos tenido retrasos debido a que la pandemia de COVID-19 ha afectado nuestro ritmo de trabajo, al igual que ha pasado para una gran cantidad de países de la región y del mundo.

Les presento ahora una nueva versión de las conclusiones en las que me he esforzado por considerar e incluir sus distintos aportes. Antes de avanzar, les quiero compartir una breve reflexión sobre el rol que debe tener un comité coordinador regional, que es distinto al de un comité de asuntos generales o comités de productos. Los delegados nacionales para un comité coordinador regional no suelen ser expertos profesionales o técnicos en los diversos temas que se tratarán en una reunión, por lo que es necesario evitar llegar a conclusiones que abunden en detalles técnicos específicos, esta no es la instancia. De igual forma, un comité

coordinador regional no debiese emitir opiniones técnicas sobre un tema, al igual, por ejemplo, que la Comisión no se pronuncia sobre temas técnicos, ni los comités de asuntos generales o de productos emiten opiniones técnicas sobre cuestiones que no son de su ámbito de competencia. Este es un comité coordinador, cuya naturaleza nos invita a estar coordinados y encontrar puntos en común sobre los cuales podamos elaborar posiciones regionales que puedan luego ser profundizadas y enriquecidas por los países de la región en los diferentes comités en los que estas posiciones se presentan. Entrar en detalle técnico presenta dos problemas principales, el primero, como mencioné, es que no fue construido en base a expertos nacionales en la materia, y también debido a que una definición muy específica podría ser prescriptiva y quedar obsoleta, sea esto por el avance de las conversaciones al interior de comité área el que fue diseñada, o por avances o cambios que puedan suceder en los países miembros del CCLAC.

Los quiero invitar a considerar lo que he mencionado al momento de evaluar estas conclusiones y a recordar que si bien existen mil y una formas de redactar una idea, evitemos entrar en cuestiones de edición si es que la idea expuesta es entendible.

Estamos en la última etapa previa a comenzar la adopción del reportes, y esta es ya la tercera versión de las conclusiones, por lo que deberíamos ya estar cerca de aprobarlas. La idea es aprobarlas hasta el día viernes 10 de abril, sin embargo, considerando que estamos en vísperas de un feriado, y que muchos países estarán sin trabajar estos días, podríamos extenderlo hasta el día martes de la próxima semana (hasta el final del día), quedo atento a sus comentarios a este respecto.

Los dejo ahora con las conclusiones para el tema 6,

Muchas gracias

CCLAC21-parte II discutió cada uno de los siguientes ítems de la lista presentada en la Tabla 1 de CX / LAC 19/21/8 y los identificados en CCLAC21 (para 37 de REP20 / LAC) y llegó a las siguientes conclusiones.

Reactivación del trabajo sobre aditivos alimentarios en el vino en el Comité del Codex sobre Aditivos Alimentarios (CCFA)

CCLAC21-parte 2 acordó apoyar que en la 53ª reunión del Comité del Codex sobre Aditivos Alimentarios (CCFA), se reactiven los trabajos relacionados al uso de determinados aditivos alimentarios en la producción de vinos de uva, para su eventual incorporación en la Norma General de Aditivos Alimentarios (NGAA). Se considera que la eventual incorporación de nuevos aditivos a nivel del Codex Alimentarius para estos productos, permitiría ir avanzando en la armonización de la normativa internacional en esta materia.

Métodos de análisis para la determinación de la humedad en productos lácteos en polvo.

CCLAC21-parte 2 tomó nota del trabajo en curso en CCMAS con respecto a los métodos de análisis para la determinación de la humedad en productos lácteos en polvo y alentó a que se considere más a fondo si es adecuada la tipificación del método ISO 5537 | método IDF 26, ya que es importante considerar que el uso de este método podría limitar el comercio y no está demostrada su idoneidad.

CCLAC21-parte 2 alentó a los miembros a enviar datos de validación de otros métodos disponibles para la determinación de la humedad que sean de fácil implementación y acceso a todos los países, para facilitar el trabajo continuo del CCMAS en esta área.

Anteproyecto de niveles máximos (NM) para cadmio en chocolates y productos derivados del cacao

CCLAC21-parte 2 destacó la importancia de reconocer las conclusiones de la evaluación de riesgos realizada por el Comité Mixto FAO / OMS de Expertos en Aditivos Alimentarios (JECFA), un organismo consultivo científico de FAO y OMS que basa su trabajo en los principios de excelencia, independencia, transparencia y universalidad.

CCLAC21-parte 2 acordó apoyar el avance del proyecto de nivel máximo actualmente propuestos para el cadmio en chocolates y productos derivados del cacao para su adopción final por la Comisión en el CCCF14, equivalente 0.3 mg/kg para chocolate que contenga o declare tener <30% de cacao sólido en materia seca, teniendo en cuenta que hasta la fecha, no se ha proporcionado información adicional en el contexto de los debates en curso del CCCF sobre este tema (CX / CF 20/14/5-Add.1).

CCLAC21-parte 2 estuvo de acuerdo además que, en base a las extensas discusiones mantenidas en el CCCF, el NM propuesto protegía la salud de los consumidores y no causaba repercusiones negativas en el comercio.

Código de prácticas para prevenir y reducir la contaminación por cadmio en los granos de cacao

La región acordó seguir aportando al trabajo que actualmente está desarrollando CCCF para la elaboración del código de prácticas para la prevención y reducción de la contaminación por cadmio en granos de cacao, considerando que éste podría proporcionar orientación a los Estados Miembros y la industria de producción de cacao sobre la prevención y reducción de la contaminación de cadmio en granos de cacao durante las distintas etapas de su producción.

Comités que trabajan por correspondencia

CCLAC21-parte2 apoyó las conclusiones incluidas en el documento CX/GP/ 20/32/4, Orientación sobre los procedimientos para los Comités que trabajan por correspondencia, preparado por el grupo de trabajo electrónico conformado según lo acordado en la reunión CCGP31 (párrafo 26 REP19 GP).

CCLAC21-parte 2 acordó:

- que para el análisis de propuestas sobre criterios y directrices sobre procedimientos para comités que trabajan por correspondencia, debe describirse claramente cómo determinar i) el quorum, (ii) cuándo y cómo se ha alcanzado un consenso; y iii) cómo se establece una mayoría: y
- que el CCGP debata la forma correcta de reflejar en el informe de un comité que trabaja por correspondencia, el proceso aplicado cuando se presenta un caso en el que la mayoría de los miembros no logran llegar a un consenso.

Directrices generales para el desarrollo de perfiles de nutrientes para el etiquetado frontal de alimentos.

CCLAC21-parte 2 acordó apoyar la propuesta de un nuevo trabajo para redactar en el CCNFSDU, directrices generales para el desarrollo de perfiles de nutrientes para el etiquetado frontal de alimentos.

Norma para la quinua

CCLAC21-part2 reconoció la importancia de que los Miembros continúen contribuyendo las discusiones en curso en CCCPL con respecto al tamaño de grano en el Estándar para la Quinua (CXS 333-2019), y alentó a los miembros a participar activamente en respuesta a CL 2020/25-CPL.

CCLAC21-parte II discutió cada uno de los siguientes elementos de la lista presentada en la Tabla 2 de CX / LAC 19/21/8 y los identificados en CCLAC21 (párrafo 37 de REP20 / LAC) y llegó a las siguientes conclusiones:

Cuestionamiento de la base científica de los LMR del Codex y el impacto en el uso de estos LMR

CCLAC21-parte 2 señaló la situación actual en la que algunos países no están adoptando plenamente los LMRs del Codex para plaguicidas, reconoció también que los países tienen el legítimo derecho a establecer diferentes LMRs para plaguicidas, si basan sus medidas en una evaluación de riesgos, tal como establece el Acuerdo MSF de la OMC. En vista de lo anterior CCLAC21-parte 2 reafirmó la importancia de adoptar un enfoque basado en el riesgo en lugar de un enfoque basado en el peligro al momento establecer LMRs para plaguicidas, y señaló que este último puede socavar el trabajo basado en evaluaciones de riesgo realizado a nivel del Codex. Finalmente, teniendo en cuenta el papel fundamental que tienen las normas del Codex para promover un comercio justo y seguro de alimentos, el CCLACparte 2 invitó a sus miembros a seguir de cerca y ser parte activa de las discusiones sobre LMRs que se dan en el Comité MSF de la OMC.

Sistemas nacionales de control de inocuidad de los alimentos (SNCA)

CCLAC21-parte 2 reconoció la necesidad de continuar mejorando el funcionamiento de los SNCA y alentó a la FAO y la OMS a desempeñar un papel más relevante acompañando a los gobiernos en este esfuerzo.

Aplicación de las declaraciones de principios sobre el papel de la ciencia:

CCLAC21-part2 expresó su profunda preocupación con respecto a la obstrucción de la adopción de las normas del Codex en la Comisión, sin presentar un argumento científico al respecto. La región estableció una

posición regional en defensa del establecimiento de normas, directrices y otras recomendaciones del Codex Alimentarius en base al principio de análisis de riesgos y datos científicos sólidos. CCLAC21-parte 2 reiteró que esto garantizaba que factores fuera del mandato del Codex no impidieran el establecimiento de normas que aseguraran la producción de alimentos seguros, brindaran la mejor protección para los consumidores y facilitaran la aplicación de prácticas justas en el comercio internacional de alimentos. CCLAC21-parte 2 también enfatizó que era la naturaleza científica de las normas del Codex lo que permitía su uso como normas de referencia en el Acuerdo de la Organización Mundial del Comercio sobre la aplicación de medidas sanitarias y fitosanitarias.

Uruguay: Sr Presidente

Compartimos las conclusiones del punto 6 publicadas el 9 de abril y agradecemos a usted y la secretaria el trabajo realizado a través del foro, para lograr consensuar las diferentes posiciones, y a los países de la región por el intercambio realizado.

Saludamos atentamente a usted, la secretaria y a los países de la región.

Paraguay: Estimado Coordinador de CCLAC:

Paraguay esta de acuerdo con las conclusiones del tema 6 realizadas en fecha 9 de abril, agradecemos todo el esfuerzo hecho por la Presidencia y la Secretaría.

Saludos a todos

CCLAC Chairperson: Estimados miembros, me gustaría continuar con el sólido avance que hemos tenido en este foro, y les quería proponer cerrar el plazo para comentarios para las conclusiones del tema 6 (y 7.2) el día de mañana miércoles 15 de abril, hasta las 23.59 hora Chile.

Costa Rica: Estimado Coordinador CCLAC, Costa Rica agradece el esfuerzo realizado para contar ahora con un informe que refleja de manera clara y concisa, el debate mantenido durante estas semanas. En ese sentido apoya las conclusiones dispuestas en esta plataforma el 9 de marzo.

Chile: Estimado Presidente del CCLAC,

Chile se suma al agradecimiento de los otros países, en relación al esfuerzo realizado tanto por la coordinación del CCLAC, como por la Secretaria del Codex, para avanzar con las conclusiones del tema 6 y lograr que estas reflejen el Interés de la Región.

De acuerdo a lo anterior, queremos señalar que apoyamos la propuesta realizada el 9 de abril, y sólo se sugiere un pequeño complemento para el tema relacionado al CCMAS (primer párrafo), quede de destacado a continuación (color azul, subrayado):

Métodos de análisis para la determinación de la humedad en productos lácteos en polvo.

CCLAC21-parte 2 tomó nota del trabajo en curso en CCMAS con respecto a los métodos de análisis para la determinación de la humedad en productos lácteos en polvo y alentó a que se considere más a fondo si es adecuada la tipificación del método ISO 5537 | método IDF 26, ya que es importante considerar que el uso de este método podría limitar el comercio y no está demostrada su idoneidad a través de la validación del método en la matriz láctea para la cual es requerido, no satisfaciendo los criterios establecidos por el Codex para ser ratificado en dicha tipificación.

Atte.,

Uruguay: Estimados

De nuestra parte de acuerdo con el planteo de Roxana. Entendemos que el párrafo referido al tema quedaria asi:

Métodos de análisis para la determinación de la humedad en productos lácteos en polvo.

CCLAC21-parte 2 tomó nota del trabajo en curso en CCMAS con respecto a los métodos de análisis para la determinación de la humedad en productos lácteos en polvo y alentó a que se considere más a fondo si es adecuada la tipificación del método ISO 5537 | método IDF 26, ya que es importante considerar que el uso de este método podría limitar el comercio y no está demostrada su idoneidad a través de la validación del

método en la matriz láctea para la cual es requerido, no satisfaciendo los criterios establecidos por el Codex para ser ratificado en dicha tipificación.

CCLAC21-parte 2 alentó a los miembros a enviar datos de validación de otros métodos disponibles para la determinación de la humedad que sean de fácil implementación y acceso a todos los países, para facilitar el trabajo continuo del CCMAS en esta área.

Chile: Estimado Pedro,

Exactamente, el párrafo completo para el tema relacionado por el CCMAS, queda de dicha manera.

Saludos!!

Brazil: Brasil se suma a los países que agradecen el esfuerzo realizado hasta la fecha para que se tenga conclusiones que reflejan las discusiones en este fórum. Nosotros compartimos con las conclusiones presentadas y nos gustaría también apoyar los últimos comentarios de Chile y Uruguay sobre el tema “Métodos de análisis para la determinación de la humedad en productos lácteos en polvo”.

Saludos,

Codex Secretariat: Dear CCLAC colleagues,

It has been great to see the engagement of the region in these discussions and your efforts to make this method of working a success. Thank you for your great efforts.

As the discussions go on over several weeks it can be easy to lose track of the discussions and even the role of CCLAC as we debate the issues.

In the discussions on the methods for moisture determination for powdered milk products there have been a number of issues raised including the implementation challenges that ISO 5537 method | IDF 26 presents for countries and indeed the original conclusion urged CCMAS to reconsider the method and encouraged members to provide data to support that reflected the discussions. This important element of the discussion in terms of the challenges is now lost.

The issues regarding the typing of the method is a technical discussion which should take place in CCMAS and this Committee can certainly encourage CCMAS to review this but it is for CCMAS to conclude the outcome of such a technical discussion. All of the comments that you have made in these discussions will be captured in the verbatim compilation of the discussions that will be included in the report and available. The conclusions of CCLAC need however to be within the mandate of CCLAC.

I also want to recall an intervention made through the chairperson in the earlier discussions regarding Method Type. The preamble of the CXS 2345 adopted at CAC4 reads “Method listed in this section could be used for any purpose in line with the principle of this standard and Codex Procedural Manual. They could be used for national regulation, control and inspection. In addition to method Type I and II, method Type III and IV can be used in case of disputes, if it was agreed between the respective competent authorities or other trade parties, according to the Guidelines for Settling Disputes on Analytical (Test) Results (CXG 70-2009).”

In this context I would respectfully suggest that the conclusions of this report encourage CCMAS to reconsider Method Type and strongly encourage members to engage in the discussions in CCMAS where there is all the technical expertise to discuss statements on the appropriate Type category but without prejudging the conclusion of such a technical. This is an important discussion but one which must take place and be concluded on in CCMAS.

In this regard I suggest the conclusions recapture the issues re the challenges the method present and the need to reconsider the type but without the technical elements, thus keeping in line with the mandate of this Committee.

Conclusion

CCLAC21-part 2 noted the ongoing work at CCMAS regarding analytical methods for moisture determination in powdered milk products and encouraged further consideration of the typing of ISO 5537 method | IDF 26 and the use of an alternative to this method, since in its opinion the required use of this method presents implementation challenges and may constitute a technical barrier to trade.

CCLAC21-part 2 encouraged Member countries to submit the necessary validation data for other available methods, that are easy to implement and accessible to all countries in order to facilitate the continued work of CCMAS in this area.

Thank you for your considerations.

Ecuador: Ecuador agradece a la Presidencia del CCLAC 21 Part II, por todos los esfuerzos realizados para presentar las conclusiones finales del Tema 6 y deseamos manifestar lo siguiente:

Nuestro país está de acuerdo con las conclusiones finales del tema 6 presentadas por la Presidencia del CCLAC, el 09 de abril del presente.

Atentamente,

Chile: Estimados tod@s,

Chile agradece el comentario de la Secretaría del Codex en relación a la conclusión relacionada al tema del CCMAS, pero quisiéramos insistir con la conclusión que posteo completa Uruguay el 14 de abril en base a los comentarios de Chile, y posteriormente también apoyada por el Brasil.

El problema planteado en si, más allá de ser un desafío tecnológico es que no hay evidencia de que el método fue validado para dicha matriz, y en la nueva conclusión propuesta, no se hace mención de ello, y eso es muy relevante, pues la región cuenta con productores de lácteos, y el que no quede claro, podría restar importancia a este hecho.

Finalmente, esta claro que el CCLAC no se va a involucrar en desarrollar una norma que en este caso corresponde al CCMAS, lo que se ha hecho a lo largo del debate del tema 6, es destacar un hecho que interesa a la región, y construir un texto suficientemente robusto, con el objetivo que se preste la debida atención y sea de utilidad cuando se presente la posición regional en el Comité técnico.

Atte.,

Jamaica: Good evening to the chair and fellow CCLAC countries

Jamaica would also like to take this opportunity to support the other countries in commending the Chair and his team for all their hard work in compiling the conclusions of Item 6. Jamaica has no objections or additions.

Regards,

Dominican Republic: Distinguido Presidente CCLAC:

República Dominicana agradece la labor desarrollada y a la vez desea dejar constancia de que apoyamos las conclusiones planteadas al 9 de abril.

Favor excusarnos por el envío en el día de hoy.

Atentamente,

Uruguay: Sr. Presidente

Respecto a "Métodos de análisis para la determinación de la humedad en productos lácteos en polvo", Uruguay agradece y toma nota del comentario de la Secretaría. Sin embargo, Uruguay apoya plenamente lo expresado por Chile en su comunicación de fecha 15 abril , y solicita mantener el párrafo tal cual surge del acuerdo alcanzado en el foro y según consta en su manifestación del 14 de abril.

Consideramos además que el posicionamiento regional a través del CCLAC no admite limitación temática o de materia, al efecto de que la región sostenga una posición unificada en otros foros del CODEX.

CCLAC Chairperson: Estimados miembros, muchas gracias a todos por sus aportes, hemos llegado a un consenso muy importante para los temas que como región consideramos de mayor relevancia en el ámbito Codex.

Con el siguiente cambio, que considera la propuesta de Chile apoyada por Uruguay y Brasil, doy por cerradas las conclusiones para el tema 6.

Las conclusiones quedarán entonces tal como están posteadas en mi post del 9 de abril con el siguiente párrafo para el tema 'En relación a la propuesta sobre determinación de la humedad en productos lácteos en polvo'

CCLAC21-parte 2 tomó nota del trabajo en curso en CCMAS con respecto a los métodos de análisis para la determinación de la humedad en productos lácteos en polvo y alentó a que se considere más a fondo si es adecuada la tipificación del método ISO 5537 | método IDF 26, ya que es importante considerar que el uso de este método podría limitar el comercio y no está demostrada su idoneidad.

Constatando las inquietudes expresadas sobre la idoneidad del método ISO 5537 / IDF 26, en concreto su falta de validación para la matriz de la leche para la cual se requiere, y la preocupación acerca de que no se ajusta a la definición del tipo de método establecido por el Codex, CCLAC21-parte 2 solicitó al CCMAS que siga investigando el tipo de método asignado a este método.

CCLAC21-parte 2 alentó a los miembros a enviar datos de validación de otros métodos disponibles para la determinación de la humedad que sean de fácil implementación y acceso a todos los países, para facilitar el trabajo continuo del CCMAS en esta área.

Quiero reconocer y agradecer el espíritu constructivo de todos para lograr este importante consenso.

CCLAC Chairperson: Gracias a todos conclusiones adoptadas.

Saludos

ANNEXE IV
Dans la langue d'origine uniquement

**TRANSCRIPTION INTÉGRALE DES DÉBATS SUR LE POINT 7.1 DE L'ORDRE DU JOUR
(VINGT ET UNIÈME SESSION DU COMITÉ FAO/OMS DE COORDINATION
POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES – DEUXIÈME PARTIE)
Mise en œuvre du Plan stratégique mondial du Codex pour 2014-2019
(Plan stratégique pour le Comité de coordination du Codex pour l'Amérique latine
et les Caraïbes 2014-2019 – État d'avancement de la mise en œuvre)**

Codex Secretariat: Dear Members and Observers,

Agenda item [CX/LAC 19/21/9](#) "Implementation of the Codex Strategic Plan 2014-2019" provides an overview and status report on activities under the global Strategic Plan for which the Codex Secretariat relies on Member feedback.

The term of the global Codex Strategic Plan 2014-2019 has just ended and there were many valuable lessons to be learned from the monitoring and implementation of the plan that needed to be carried forward when implementing the new strategic plan. A final report on the implementation of the strategic plan (2014-2019) is currently under preparation and will be presented to CCEXEC79 and CAC43, for which input was required from the region.

Challenges to collect information from countries were faced with regards to some activities such as changes and sustainability of national institutional arrangements and identification of priority committees. The Codex Secretariat can only report on activities received by Members in the CCLAC region and CCLAC is therefore invited to share more local information to be promoted globally by the Codex Secretariat.

- CCLAC is invited to provide relevant information to facilitate the preparation of the final report of the Codex Strategic Plan 2014-2019

Appendix I and II of the paper present information on the participation of Codex Member countries in physical meetings (appendix I) and Electronic Working Groups (EWGs) (appendix II). To overcome specific barriers to participation in EWGs, CAC40 has requested the Codex Secretariat to work with Coordinators and Committees to examine such barriers and identify possible solutions. For this purpose, CCLAC is invited, as an example, to consider the following points for discussion:

- What are your criteria for selecting EWGs?
- Which actions do you think are needed to enhance your participation in EWGs on priority subjects for your country?
- Please identify issues/challenges/problems you have faced when working with EWGs (e.g. lack of resources, time, ...)

The CCLAC Secretariat will present in details the status of implementation of activities of the CCLAC regional strategic plan.

Estimados miembros y observadores,

En el documento [CX/LAC 19/21/9](#) relativo al tema del programa "Aplicación del Plan estratégico del Codex para 2014-2019" se ofrece un panorama general y un informe del estado de las actividades en el marco del Plan estratégico del Codex elaborado por la Secretaría del Codex con las aportaciones de los miembros.

El período que abarcaba el Plan estratégico del Codex para 2014-2019 acaba de terminar, y de su seguimiento y aplicación se han extraído muchas enseñanzas valiosas que es necesario seguir teniendo en cuenta al aplicar el nuevo Plan estratégico. Actualmente, se está preparando un informe final sobre la aplicación del Plan estratégico (2014-2019), que se presentará en la 79.ª reunión del Comité Ejecutivo y el 43.º período de sesiones de la Comisión del Codex Alimentarius, para cuya elaboración se pidieron aportaciones de la región.

Ha habido dificultades para recopilar información de los países con respecto a algunas actividades como los cambios y la sostenibilidad de los mecanismos nacionales institucionales y la identificación de los comités prioritarios. La Secretaría del Codex solo puede informar sobre las actividades recibidas por los miembros de la región de América Latina y el Caribe, por lo que se invita al Comité Coordinador FAO/OMS para América Latina y el Caribe (CCLAC) a compartir más información local, que será promovida a nivel mundial por la Secretaría del Codex.

- Se invita al CCLAC a presentar información pertinente para facilitar la preparación del informe final del Plan estratégico del Codex para 2014-2019

En los apéndices I y II del documento se brinda información sobre la participación de los países miembros del Codex en las reuniones presenciales (Apéndice I) y en los grupos de trabajo por medios electrónicos (GTe) (Apéndice II). Con el fin de superar determinados obstáculos a la participación en los GTe, la Comisión del Codex Alimentarius, en su 40.º período de sesiones, solicitó a la Secretaría del Codex que trabajara con los coordinadores y los comités para examinar tales obstáculos y definir posibles soluciones. A este fin, se invita al CCLAC a examinar, como ejemplo, los siguientes puntos para el debate:

- ¿Qué criterios sigue para seleccionar los GTe?

- ¿Qué medidas considera que son necesarias para aumentar su participación en los GTe sobre asuntos prioritarios para su país?

- Identifique las cuestiones, los desafíos o los problemas con los que se ha encontrado al trabajar con los GTe (por ejemplo, falta de recursos, tiempo, etc.)

La Secretaría del CCLAC presentará información detallada del estado de aplicación de las actividades del Plan estratégico regional del CCLAC.

Chile: Estimado Giuseppe y Miembros/observadores del CCLAC

A continuación las respuestas de Chile a los 3 puntos presentados para el debate:

- ¿Qué criterios sigue para seleccionar los GTe?

- Estado de avance del trabajo al interior del GTe, preferible en las primeras etapas de elaboración de una norma.

- Relevancia del trabajo en la agenda del Comité.

- Relevancia interna o nacional (de interés público-privado)

- Perspectivas de avance del trabajo al interior del Comité

- Alto número de Miembros interesados.

- ¿Qué medidas considera que son necesarias para aumentar su participación en los GTe sobre asuntos prioritarios para su país?

- Definición clara de plazos y programa de trabajo al interior de los GTe antes de iniciar el trabajo

- Cumplimiento del programa de trabajo de parte de la presidencia del GTe.

- Desarrollar actividades de capacitación para coordinadores de los subcomités nacionales acerca de cómo se abordan los trabajos en un GTe del Codex Alimentarius.

- Desarrollar una Guía nacionales para la participación en los GTe, para que esta participación sea uniforme

- Utilizar los sistemas de notificación al correo electrónico que otorga la plataforma de GTe del Codex.

- Identifique las cuestiones, los desafíos o los problemas con los que se ha encontrado al trabajar con los GTe (por ejemplo, falta de recursos, tiempo, etc.)

- Recepción tardía de la invitación por parte del coordinador del respectivo subcomité nacional o del punto Focal del Codex.

- Alta carga de trabajo por parte de los Miembros de los subcomités y/o del coordinador, lo que impide un adecuado seguimiento de los temas y plazos

- Falta de claridad al presentar los temas en el GTe y como se requiere sean presentadas las observaciones de parte de Miembros y Observadores
- Inexistencia de una directriz transversal al interior del Codex, para reducir el número de GTe de los Comités a lo realmente esencial.

Saludos,

Codex Secretariat: Dear CCLAC Members,

Thanks to Chile for initiating the discussion on the issue of barriers to participate in Codex Electronic Working Groups. This topic was also discussed at the meetings of the other Regional Coordinating Committees in 2019. I am attaching the outcome of the discussions of CCAFRICA, CCASIA, CCEURO and CCNE for your information. As you will note there are already some common issues between what Chile has highlighted and those points raised by other regions. Your feedback on this issue as a region will be used by the Codex Secretariat in their ongoing efforts to support the work of Electronic Working Groups. We therefore look forward to hearing from more of you in the coming days.

Best regards,

CCLAC Secretariat: Estimados Miembros y Observadores.

En seguimiento a lo desarrollado en el tema de agenda 7.1 "Aplicación del Plan Estratégico del Codex para 2014 – 2019", podrán ver en el documento CX/LAC 19/21/9 el informe del período 2014 – 2019 sobre el trabajo realizado por la Secretaría del CCLAC en pro del cumplimiento de los Objetivos Estratégicos tanto del Codex Alimentarius como los Objetivos Estratégicos Regionales.

Tal como lo estableció la Secretaría del Codex se debe hacer seguimiento y observar con especial atención el informe que será presentado en la 78° Reunión del CCEXEC y en la 43° Período de Sesiones de la Comisión del Codex Alimentarius, para continuar en el trabajo y mejora de la implementación del nuevo Plan Estratégico Global, por lo que la información proporcionada por la región es sumamente valiosa.

Para respaldar el cumplimiento de los Objetivos Estratégicos Regionales, Chile como coordinador del CCLAC implementó diversas actividades para fortalecer a la región en la materia y dar cumplimiento con los distintos objetivos, podrán encontrar el detalle en el documento CX/LAC 19/21/9. Este trabajo ha facilitado el diálogo en la región, el cual se ha hecho más frecuente y abierto a las distintas inquietudes de los miembros, lo que ha permitido una participación más activa en las distintas materias del Codex.

Se pide al Comité Coordinador FAO/OMS para América Latina y el Caribe que en base a la información disponible en el documento CX/LAC 19/21/9, comente sobre lo siguiente:

- pondere la importancia de adherirse al Plan estratégico mundial para 2020-2025;
- examine los progresos que se han realizado en la región con respecto a los objetivos del Plan estratégico mundial para 2014-2019;
- acuerde mecanismos adecuados para que los miembros puedan comunicar mejor los progresos y los obstáculos relativos a las actividades del Plan estratégico mundial que requieren información de los miembros (párrs. 2.3-2.11) a fin de obtener datos para el informe final sobre el estado de aplicación correspondiente al período 2014-19, que se presentará en la 79.^a reunión del Comité Ejecutivo de la Comisión;
- discuta de qué manera los miembros de la región del Comité Coordinador FAO/OMS para América Latina y el Caribe pueden participar de manera más eficaz en los GTe (Apéndice II).

Cordiales saludos.

Secretaría del CCLAC.

Dear Members and Observers

In process to the elaborate in the item of the agenda 7.1 "Application of the Strategic Plan of Codex for 2014-2019" you can see in the document CX/LAC 19/21/9 the report of period 2014-2019 scout the work done by

the secretary of CCLAC for the fulfillment of the strategic objectives of both Codex Alimentarius as the regional strategic objectives.

As established by the codex secretariat the report to be presented at the 78th CCEXEC meeting and the 43th Session of the Codex Alimentarius Commission should be monitored and observed with special attention to continue working and improved implementation of the New Global Strategic Plan, so the information provided by the region is extremely valuable.

To support the fulfillment of the Regional Strategic Objectives, Chile as coordinator of CCLAC implement various activities to strengthen the region in the matter and comply with the different objectives, you can find the detail in document CX/LAC 19/21/9 this work as facilitated dialogue in the region, which has become more frequent and open to the different concerns of the members, which has allowed a more active participation in the different matters of Codex.

The FAO / OMS Coordinating Committee for Latin America and the Caribbean is requested, based on the information available in document CX / LAC 19/21/9, to comment on the following:

I) weigh the importance of adhering to the Global Strategic Plan for 2020-2025:

II) examine the progress that has been made in the region with respect to the objectives of the Global Strategic Plan for 2014-2019;

III) agree on appropriate mechanisms for members to better communicate progress and obstacles related to the activities of the Global Strategic Plan that require information from members (parrs 2.3-2.11) in order to obtain data for the final status report applicable for the period 2014-19, which will be presented at the 79th Session of the Executive Committee of the Commission

IV) discuss how members of the FAO /OMS Coordinating Committee region for Latin America and the Caribbean can participate more effectively in eWGs (Appendix II).

Kind regards.

Chile: Estimada Secretaría del CCLAC, Secretaría del Codex y Miembros del CCLAC,

A continuación, los comentarios de Chile a las recomendaciones i) y iv):

i) pondere la importancia de adherirse al Plan estratégico mundial para 2020-2025;

Alineado con la posición de Chile en la CAC 42, Chile soporta el nuevo Plan Estratégico y está de acuerdo con hacer operativa su acción a través de un plan de trabajo, con actividades específicas y concretas que permitan realizar un seguimiento adecuado y determinar el grado de cumplimiento.

iv) discuta de qué manera los miembros de la región del Comité Coordinador FAO/OMS para América Latina y el Caribe pueden participar de manera más eficaz en los GTe (Apéndice II).

Chile dio respuesta a las 3 preguntas planteadas por la Secretaría del Codex en la apertura del debate y que tenían relación con el Apéndice II del documento de referencia. No obstante, a continuación, se dejan los comentarios a todas las preguntas del Apéndice II, y que además están publicadas en el CRD 5 de la 21 CCLAC:

1. ¿Cuáles son sus criterios para seleccionar un GTe?

Estado de avance del trabajo al interior del GTe, preferible en las primeras etapas de elaboración de una norma.

Relevancia del trabajo en la agenda del Comité.

Relevancia interna o nacional (de interés público-privado)

Perspectivas de avance del trabajo al interior del Comité

Alto número de Miembros interesados.

2. ¿Cuál es su estrategia para monitorear los GTe establecidos por CAC o sus órganos subsidiarios? ¿Cómo monitorea el progreso de los GTe a los que se inscribió?

No existe una estrategia definida a nivel Nacional, por lo cual, cada coordinador de Subcomité define como llevar cabo el monitoreo

En relación con el establecimiento de un nuevo GTe, algunos coordinadores nacionales de subcomités prefieren esperar a que el punto focal les notifique la activación y otros optan por buscar directamente la información para inscribirse dentro de los plazos estipulados.

En relación con el monitoreo del progreso de un GTe, los coordinadores nacionales coinciden en que este monitoreo debe ser realizado por el coordinador nacional, quien informa a los integrantes del comité nacional específico.

Existe una opinión mayoritaria que, para mantener un orden en el trabajo, el único inscrito debe ser el coordinador y de haber más de uno, debe quedar claro quién es el facultado para subir la posición país, ya sea vía correo electrónico o en la plataforma de los GTe del Codex.

3. ¿En qué casos no pudo participar en un GTe sobre un tema que era prioritario para su país? ¿cuál fue la causa?

Recepción tardía de invitación por parte del coordinador del respectivo subcomité nacional o del punto Focal del Codex.

Alta carga de trabajo por parte de los Miembros de los subcomités.

4. ¿Cómo se organizan internamente para participar en un GTe (por ejemplo, flujo de trabajo, autorización, colaboración)?

La participación y los aportes es responsabilidad del coordinador nacional del respectivo subcomité, con participación activa de los Miembros de éste.

El flujo esperado es el siguiente:

Se analiza la pertinencia de incorporarse al GTe y convoca a potenciales interesados en ser parte del equipo de trabajo

De haber interés y disponibilidad se realiza la inscripción en el GTe, el coordinador distribuye información que se genera en el GTe a los involucrados con la finalidad de prepararla posición país.

Una vez consensuada la posición de Chile, ya sea en reunión o por vía electrónica, según corresponda, el coordinador se hace cargo de emitir los comentarios al GTe respectivo.

5. ¿Qué tan exitoso crees que es la participación en los GTe y por qué?

Aunque en general el trabajo suele ser exitoso, ya que permite que se incorporen los puntos de vista del país en un documento a ser abordado en la siguiente reunión del Comité internacional, las experiencias son variables dependiendo en gran medida de la organización y desempeño de la presidencia y copresidencia del GTe y la comunicación que se tenga con éstas.

También es decisiva la organización, orden, cumplimiento de plazos y claridad con que se abordan y presentan los temas al interior de los subcomités nacionales.

6. ¿Qué acciones cree que son necesarias para mejorar su participación en los GTe sobre temas prioritarios para su país?

Definición clara de plazos y programa de trabajo al interior de los GTe antes de iniciar el trabajo

Cumplimiento del programa de trabajo de parte de la presidencia del GTe.

Desarrollar actividades de capacitación para coordinadores de los subcomités nacionales acerca de cómo se abordan los trabajos en un GTe del Codex Alimentarius.

Desarrollar guías nacionales para participación en GTe

Utilizar los sistemas de notificación al correo electrónico que otorga la plataforma de GTe del Codex.

Finalmente, Iniciar un trabajo a nivel transversal al interior del Codex para reducir el número de GTe a lo realmente esencial, incentivando a los Comités a nivel internacional, que la formación de un GTe, se realice cuando es estrictamente necesario.

Saludos

Jamaica: Good day

Jamaica agrees with Chile that the actions necessary to improve participation in the eWGs on priority issues for countries are:

The establishment and adherence of deadlines and work programs within the eWGs before starting work- this undoubtedly assists countries with structuring internal discussions to include all stakeholders. Maybe there could also be the consideration to circulate the work plan to members to obtain feedback on their ability to comply with proposed timelines to foster inclusiveness at all levels of the process.

Develop training activities for coordinators of national subcommittees on how work is addressed in a Codex Alimentarius eWG.

Develop national guidelines for participation in GTe

Use the email notification systems granted by the Codex GTe platform.

Reduce the number of eWG to what is really essential, encouraging the Committees at international level, that the formation of a eWG, be carried out when strictly necessary.

In order for developing countries to be vigorously involved in the work of Codex the most times limited resources allotted to participation has to prioritize involvement. In light of this fewer eWG would allow for increased participation.

Nicaragua: Estimada Secretaría del Codex, Miembros y Observadores:

Infra encontrarán los comentarios de Nicaragua para los puntos de debate.

1. ¿Qué criterios sigue para seleccionar los GTe?

Nicaragua selecciona un GTe si:

-El tema ha sido priorizado y establecido en el plan de trabajo anual del Sub-Comité Técnico Nacional del Codex correspondiente. Dicho plan de

trabajo se fundamenta en criterios como: Estrategias nacionales, contexto nacional e internacional y necesidades de las Autoridades Nacionales

Competentes.

-El tema está vinculado a normativas y reglamentos vigentes a nivel nacional

-Se cuenta con capacidad a nivel nacional para participar activamente y dar aportes técnicos para el desarrollo del documento

2. ¿Qué medidas considera que son necesarias para aumentar su participación en los GTe sobre asuntos prioritarios para su país?

Nicaragua recomienda las siguientes medidas para facilitar la participación en los GTe:

-Elaboración de directrices concretas para mejorar la gestión de los GTe, que aborden la estructura de inputs y outputs, mecanismo para la

presentación de opiniones mayoritarias o minoritarias y las recomendaciones del GTe; respetando las disposiciones ya planteadas en el Manual de

Procedimiento.

-Establecer cronogramas de trabajo con plazos de cumplimiento prudentes para llevar a cabo los procesos de consulta nacionales.

-Invertir recursos para actualizar la plataforma web de los GTe, de manera de que sea más intuitiva para cualquier tipo de usuario; actividad

complementaria a los talleres de capacitación que ha ejecutado la Secretaría.

3. Identifique las cuestiones, los desafíos o los problemas con los que se ha encontrado al trabajar con los GTe (por ejemplo, falta de recursos, tiempo, etc.)

-Recursos humanos limitados para atender los GTe

-Cronogramas de trabajo con plazos muy ajustados para la remisión de observaciones, en algunas ocasiones coinciden con reuniones internacionales

de otros órganos auxiliares.

-Plataforma poco intuitiva, que ha dificultado el uso por parte de los técnicos nacionales

-La ausencia de directrices sobre la sistematización de la información de los documentos y la toma de decisiones sobre la inclusión de los aportes

-Idioma de trabajo

Saludos,

Costa Rica: Estimados colegas, reciban un cordial saludo.

a continuación por favor encuentre los comentarios de Costa Rica a la preguntas plateadas:

1. ¿Cuáles son sus criterios para seleccionar GTe?

Para que Costa Rica decida participar en un GTe, se sigue el siguiente proceso:

En primera instancia se consulta al Comité técnico respectivo conformado por todos los sectores, si existe interés en participar en la discusión. Posteriormente, se valora si el país cuenta con profesionales que puedan brindar aportes y si se cuenta con datos y comercialización del producto(s) relacionado(s) con el tema en cuestión.

Para el caso de directrices que se van a desarrollar en comités horizontales, se realiza el mismo procedimiento y se intenta participar en la mayoría, siempre y cuando el Comité que lo va a desarrollar se encuentra activo en el país.

2. ¿Cuál es su estrategia para realizar un seguimiento del GTe que ha sido establecido por la Comisión del Codex Alimentarius o sus órganos auxiliares?

Una vez que, se evidencie el interés del Comité técnico nacional para participar en un GTe, se realiza la inscripción respectiva del delegado del Comité Técnico y de la funcionaria que tiene a cargo, desde la Secretaría nacional del Codex, el seguimiento de dicho Comité. Dicha funcionaria es quien se encarga de vigilar el cumplimiento de acuerdo con el cronograma planteado por el GTe, también es responsable de recordar las fechas de vencimiento al Coordinador del Comité Técnico y subir a la plataforma la respectiva posición país.

3. ¿En qué casos no pudo participar en un GTe sobre un tema prioritario para su país? ¿Por qué razón ocurrió esto?

Sí, esto ha ocurrido por dos motivos principales:

a- La invitación no llegó al correo oficial del Codex nacional. Por ejemplo, entra como un correo sospechoso (spam).

b- Que el Comité no se pudo comprometer a brindar apoyo técnico por falta de recursos, tiempo, datos, entre otros.

c- También porque no se encuentran expertos necesarios para realizar los comentarios o por problemas de disponibilidad para realizar las revisiones.

4. ¿Cómo se organiza internamente para participar en un GTe (por ejemplo, flujo de trabajo, autorización, colaboración, etc.)?

En el país se han identificado 14 Comités prioritarios (incluye horizontales y de productos), sumado los Comités de gestión (CAC, CCEXE, CCGP, CCLAC); y por lo tanto se encuentran activos en la estructura nacional del Codex. La Secretaría del Codex de Costa Rica, cuenta con dos funcionarias técnicas entre las cuales se han distribuido los 18 Comités mencionados. Cada una de dichas funcionarias le brinda soporte

técnico y logístico por tema a cada uno de los Coordinadores, lo que permite que el país pueda cumplir con la mayoría de los compromisos adquiridos.

Cabe mencionar, que los aportes técnicos a los documentos de debate, siempre son generados si el Comité Técnico muestra interés y hace comentarios, en caso contrario la Secretaría no puede dar respuesta.

5. ¿Cómo de satisfactoria cree que es su participación en los GTe y por qué?

Generalmente existe buena comunicación entre la Secretaría Técnica Nacional y los diferentes sectores que conforman los Comités técnicos, por lo que el país a logrado una participación efectiva.

Sin embargo, como ya se mencionó, no siempre se cuenta con los insumos para brindar comentarios.

6. ¿Qué medidas piensa que son necesarias para mejorar su participación en GTe sobre temas prioritarios para su país?

Como ya se ha mencionado, la falta de tiempo del personal técnico para un correcto análisis de los documentos sigue siendo la principal limitante para mejorar la participación. Aunque el Coordinador y la Secretaría técnica nacional se comprometan con los temas, siempre se necesita del apoyo de expertos en diferentes materias que no siempre es fácil encontrar.

Atentos saludos.

Paraguay: Paraguay agradece a Chile la coordinación de este foro y cumple en remitir los comentarios al tema 7.1 de la agenda.

1. Qué criterios sigue para seleccionar los GTe?

Paraguay utiliza los siguientes criterios para participar de un GTE

- Si el tema es relevante o importante para el país o está vinculado con una reglamentación que nos afecte directamente.
- Si los coordinadores cuentan con datos técnicos para sustentar las posturas nacionales
- Preferentemente dependiendo del idioma, es mas fácil cuando el GTE se desarrolla en español

2. ¿Cuál es su estrategia para realizar un seguimiento del GTe que ha sido establecido por la Comisión del Codex Alimentarius o sus órganos auxiliares?

Paraguay no cuenta con una estrategia propiamente dicha, ya que cada Coordinador de Comité es el responsable tanto de las actividades como de los tareas que se desarrollan en el seno de los GTe.

El Comité Nacional del Codex Paraguay invita a los Coordinadores a las reuniones en la cual tienen que presentar su informe de trabajo y los resultados del mismo, en caso de participar de las reuniones internacionales, las posiciones son aprobadas por el Comité Nacional.

En algunos casos el Punto de Contacto se inscribe también a los grupos de trabajo para monitorear, pero esto no se da en todos los casos, asimismo es a través del PC que se realizan las inscripciones siempre, pero ya cada Coordinador es el encargado de dar seguimiento al mismo.

3. ¿En qué casos no pudo participar en un GTe sobre un tema que era prioritario para su país? ¿cuál fue la causa?

Recepción tardía de invitación o la no llegada al PC

Poco interés sobre los temas abordados por el GTe, así como falta de datos técnicos y/o científicos a nivel nacional sobre los temas a ser discutidos en el GTe.

4. ¿Cómo se organiza internamente para participar en un GTe (por ejemplo, flujo de trabajo, autorización, colaboración, etc.)?

Como ya lo habíamos mencionado cada Coordinador de Subcomité es responsable de GTe.

El PC insta a los Coordinadores a realizar reuniones de Subcomité para discutir los temas del GTe y una vez consensuado se remite el comentario en el GTe, pero esto no siempre se puede dar, en algunas ocasiones

el PC brinda soporte técnico a los Subcomités, pero en verdad depende en gran medida del interés que el Subcomité tenga y pueda aportar comentarios técnicos al mismo.

5. ¿Cómo de satisfactoria cree que es su participación en los GTe y por qué?

Paraguay no cuenta con gran experiencia en participación de GTe, pero podemos mencionar que de a poco los Coordinadores se inscriben a más grupos, adecuando sus tiempos y en lo posible envían sus comentarios técnicos, por lo tanto podemos mencionar que en este momento la participación no es del todo efectiva.

6. ¿Qué medidas piensa que son necesarias para mejorar su participación en GTe sobre temas prioritarios para su país?

Creemos que la falta de datos o estudios científicos a nivel nacional, es una gran limitante para una participación activa y efectiva, por más que el Coordinador o PC se inscriba a un GTe.

Se podría realizar más capacitaciones orientadas a coordinadores de Subcomités sobre el uso de la plataforma FORUM.

Brazil: Brasil quisiera reforzar su apoyo a la adhesión al Plan Estratégico 2020-2025, ya que es un documento guía para las actividades del Codex. Sin embargo, nos permitimos estar en desacuerdo y presentar reservas sobre aquellas propuestas que pueden amenazar los valores centrales del Codex. Teniendo en cuenta la metodología adoptada para el desarrollo del Plan 2020-2025, creemos que es muy importante que la región priorice las discusiones sobre el plan de acción para garantizar que se consideren nuestros desafíos.

Con respecto a los problemas relacionados con el GTe, nos gustaría compartir nuestra experiencia en la participación en los innumerables grupos existentes. Como buena práctica, Brasil refleja la estructura de la Comisión y sus órganos subsidiarios, lo que significa que tenemos un Comité Nacional con sus subcomités que se ocupan de cuestiones técnicas. El Comité Nacional remite cualquier cuestión técnica, incluida la responsabilidad de coordinar la participación nacional en el GTe, al coordinador de cada subcomité. El Comité Nacional solo es consultado si el subcomité no puede establecer una posición. Desde la perspectiva del Comité Nacional, no hay tantas quejas de los subcomités con respecto al trabajo realizado por eWG. Un problema planteado es que a veces el documento a discutir se pone a disposición tarde.

Teniendo en cuenta que las discusiones sobre los obstáculos para la participación de los países en el GTe en general también están relacionadas con la decisión de establecer un GTe o un grupo de trabajo físico, a Brasil le gustaría reforzar su posición dando preferencia al GTe. En el caso de que un pWG sea inevitable, tenemos la opinión de que solo debe establecerse justo antes o durante una sesión de reunión del Codex y nunca entre sesiones. Sin embargo, incluso en estas situaciones en las que podemos aceptar el establecimiento de un pWG, definitivamente consideramos que se necesita interpretación. No tener interpretación al español, por ejemplo, puede socavar la participación de los países en las discusiones.

Brazil would like to reinforce its support of adhering to the Strategic Plan 2020-2025, as it is a guiding document for Codex activities. However, we allow ourselves to disagree and present reservations about those proposals that may threaten the core values of Codex. Considering the methodology adopted for the development of the 2020-2025 Plan, we believe it is very important that the region prioritize the discussions on the action plan to ensure that our challenges are considered.

Concerning the issues related to eWG, we would like to share our experience in participating on the innumerous existing groups. As a good practice, Brazil mirrors the structure of the Commission and its subsidiary bodies meaning that we have a National Committee with its subcommittees dealing with technical issues. The National Committee forwards any technical issue, including the responsibility to coordinate the national participation on eWG, to the coordinator of each subcommittee. The National Committee is only consulted if the subcommittee is not able to establish a position. From the perspective of the National Committee, there are not so many complaints from the subcommittees regarding the work done by eWG. An issue raised is that sometimes the document to be discussed is made available late.

Considering that the discussions on the obstacles for countries participation on eWG in general is also related to the decision of establishing a eWG or a physical working group, Brazil would like to reinforce its position giving preference to eWG. In the case that a pWG is unavoidable, we have the opinion that they only should

be established right before or during a Codex meeting session and never between sessions. Nevertheless, even on these situations which we can accept the establishment of a pWG we definitely consider that interpretation is needed. Not having interpretation to Spanish, for instance, may undermine countries participation on discussions.

Guatemala: Los criterios que se siguen para seleccionar los GTe.

En Guatemala los grupos de trabajo electrónico son parte integral de los comités técnicos nacionales los cuales están constituidos por personas tanto del sector público como privado. Estos comités están relacionados con sectores alimentarios específicos en el país y son ellos quienes toman la decisión de participar en grupos de trabajo publicados por el portal de Codex. El punto de contacto realiza la gestión para su registro en el grupo y se solicita que cualquier decisión o comentario se haga del conocimiento del comité técnico nacional o del punto de contacto para validar los comentarios o posiciones. Se busca, en todo caso, cumplir con los plazos fijados por los coordinadores del grupo. En la actualidad los intereses han ido por el tema de aditivos alimentarios, etiquetado, residuos de pesticidas, higiene, nutrición y regímenes especiales, principalmente. Algunos de estos temas se tratan igualmente por los comités técnicos nacionales, cuando surgen iniciativas similares en la plataforma de Sistema de Comentarios en Línea. –OCS–.

Las medidas que se considera necesarias para aumentar la participación en los GTe sobre asuntos prioritarios para el país.

Estas medidas están principalmente relacionadas con el fortalecimiento de los comités técnicos nacionales y, en especial, en cuanto al aspecto de incrementar una participación de más personas en estos comités. Dado que la participación es voluntaria se depende en gran parte del tiempo disponible de las personas para que coincidan en lugar y horarios. De manera general y no orientada exclusivamente para grupos de trabajo electrónico, el comité nacional ha venido promoviendo el uso del portal Codex que se ha convertido en una medida positiva para la participación aunque todavía no ha sido decisiva. De igual manera, la programación de eventos como talleres o conferencias a nivel nacional llevan la intención de incrementar la participación en las actividades del Codex. Los proyectos de hermanamiento en donde los países de la región comparten lecciones aprendidas, pueden servir para replicar medidas exitosas que aumenten la participación no solo en GTe sino de manera general en las actividades del Codex.

Identifique las cuestiones, los desafíos o los problemas con los que se ha encontrado al trabajar con los GTe (por ejemplo, falta de recursos, tiempo, etc.).

Para este apartado se reitera lo descrito en el numeral anterior que es encontrar las herramientas necesarias para aumentar la participación de los sectores tanto público como privado; entendiendo que la participación debe ser no solo en cantidad de participantes sino en la calidad y precisión de los comentarios.

Ecuador: Ecuador agradece a la Coordinación Regional y a la Secretaria del Codex, por la coordinación de este foro y remitimos los comentarios al tema 7.1 de la Agenda.

1. ¿Qué criterios sigue para seleccionar los GTe?

Para seleccionar los GTe se realiza en base a la priorización de temas de interés que fueron aprobados para ser revisados por parte de los Sub comités técnicos en Ecuador, basados en:

1. Su posible impacto en el comercio internacional de productos priorizados.
2. Riesgo para la salud.
3. Capacidad técnica dentro del país.
4. Disponibilidad de datos científicos.

2. ¿Cuál es su estrategia para realizar un seguimiento del GTe que ha sido establecido por la Comisión del Codex Alimentarius o sus órganos auxiliares?

Las invitaciones de los GTe se reciben a través del punto de contacto, quienes ponen en conocimiento de la coordinación de los Subcomités.

Adicionalmente, se hace una revisión periódica en la Plataforma del Foro del Codex Alimentarius, sobre los temas que se están tratando, para poder revisar los comentarios realizados por la presidencia del GTe y presentar propuestas analizando las observaciones realizadas por otros Miembros y Observadores.

3. ¿En qué casos no pudo participar en un GTe sobre un tema que era prioritario para su país? ¿Cuál fue la causa?

Para el GTe de cebolla y cebollín que es un producto de interés para nuestro país se había acordado por parte del sub comité de CCFFV del Ecuador participar, sin embargo, aunque se envió la solicitud de participación y se insistió por varias ocasiones en el registro nunca se recibió respuesta por parte de presidencia y no se pudo participar como país.

En el caso de del GTE de despojos comestibles no se pudo participar ya que cuando se tomó la Coordinación del subcomité el GTE ya había sido establecido y no se contaba o con información que pueda ser relevante como aporte del país.

4. ¿Cómo se organiza internamente para participar en un GTe (por ejemplo, flujo de trabajo, autorización, colaboración, etc.)?

Se organiza una reunión con los miembros de los Subcomités para poder aprobar el cronograma de trabajo y determinar los GTe que son de interés para el país para poder participar.

A su vez se identifican entidades dentro y fuera del sector público para la elaboración de observaciones.

5. ¿Cómo de satisfactoria cree que es su participación en los GTe y por qué?

En algunos temas la participación es satisfactoria ya que se cuentan con datos que podrían aportar a la posición país. En otros casos, debido a la falta de know-how, datos y experticia no se puede tener una participación activa en los GTE.

6. ¿Qué medidas piensa que son necesarias para mejorar su participación en GTe sobre temas prioritarios para su país?

La generación de datos es relevante para aportar significativamente en los GTE, participación de manera más activa por parte de la industria quienes pueden facilitar datos.

Codex Secretariat: Dear CCLAC Members and Observers,

Following up on Brazils comments on the importance of developing the regional action plan on the implementation of the Codex Strategic Plan 2020-2025, I take this opportunity that this is indeed Item 7.2 of our agenda and we will start active discussions on this on Monday 17th February. In the meantime you may wish review CRD 16 which was prepared based on informal discussions at CCLAC21 on the priority goals for the region. CRD 16 is available in English and Spanish on the CCLAC-part 2 webpage [http://www.fao.org/fao-who-codexaliment ... c21bis/en/](http://www.fao.org/fao-who-codexaliment...c21bis/en/)

The activities included are those proposed by Members in the written comments that were provided to CCLAC21. Using this as a starting point I invite all participants to review this document and consider whether the actions proposed are appropriate, identify any critical actions and then prioritize those that can be undertaken between now and CCLAC22.

We look forward to an active discussion on this starting 17 February.

Thank you for your active engagement in this first week of CCLAC-part 2 discussions.

Best regards,

Jamaica: Good afternoon Members and observers

Please see Jamaica's final comments

4.How do you organize internally to participate in a eWG?

Jamaica national Codex committee is comprised of various sub committees. Each sub committee is strategically housed in a Government Agency with the required competence, private sector members of the committee are also very knowledgeable on the subject area of the committee. The Chair of the committee will organize committee discussions to decide what Codex topics or proposed Text are of importance to the country.

From these discussions a decision will be made by the committee if the EWG is to be joined. This interest is communicated to the Secretariat for notification to Codex Alimentarius.

Once Jamaica's interest in a EGW, has been acknowledged and participation approved the committee begins to review and draft the country's position on a proposed text drawing skills from all areas of competence previously mentioned.

5. How satisfactory do you think your participation in the eWGs is and why?

Jamaica believes the EWG is a significant platform for countries to engage technically, review, share, resolve and draft Codex text and Jamaica has happily used this platform. We have made significant contributions on EWG that have manifested into standard adoption at plenary.

However, despite success on such platforms, Jamaica thinks there is still room for improvements there are instances where country comments on EWG are not reflected in the final script and the country have to use the plenary platform to raise a issue and obtain action.

6. What measures do you think are necessary to improve your participation in eWG on priority issues for your country

1) There are some countries that are not familiar with using the new electronic platform and so perhaps more promotion can be done and along with offering training exercises like that which was recently held in Jamaica

2) The online Ewg tool is sometimes seen as a little complex in nature and perhaps could be a bit simplified for easier use.

3) There needs to be greater engagement of developing countries participation in EWG.

4) Jamaica supports the need for greater sharing of technical, evidence based, or scientific information on the EGW. The need for more independent research to support areas that are problematic is greatly required.

5) Notification on publications of Codex text is rather low key. Hence there is a greater need for more robust notification and posting of deadlines to all members.

6) At times participation can also be improved by making more data and background information available on the issues to be discussed. Reminders on the deadline dates for comments before the deadline actually closes.

Guyana: Good evening Members and Observers,

Please see Guyana's brief comments:

How satisfactory do you think your participation in the EWG is and why?

Last year Guyana would have expressed interest in two or three EWGs; CCFICS being one of them. The application was made but no progress after that even though enquires were made through the local Contact Point. Looking back, it was realized that additional work needed to be done in order to have access to the EWG hence our agreeance with Jamaica's comment which rightly pointed out that some countries are unfamiliar with using the new electronic platform and for Guyana, the pre-requirements to have access to the platform. Therefore, Guyana supports the recommendation of promotion and training exercises. Although the committee would have benefitted from a webinar, there are competing priorities among members that ultimately disrupt our active, continuous and effective participation in Codex activities; so to answer the above question- definitely unsatisfactory owing to the fact that more training and promotion among our committee members need to be done.

Secondly, the EWG tool indeed would seem as a bit complex for an infrequent user hence simplification would be welcomed.

What actions do you think are necessary to enhance participation in EWGs on priority subjects for the country?

Training and coaching would definitely enhance participation in EWGs for our priority subjects.

In closing, Guyana believes that as the Codex committee becomes a statutory body owing to the formation of our Food Safety Authority under the new Food Safety Act, priority will be given to Codex activities by members.

Regards,

Cuba: Cuba agradece tener la oportunidad de dar sus comentarios sobre este tema de la agenda y sus respuestas:

¿Qué criterios sigue para seleccionar los GTe?

En primer lugar la importancia del tema a trabajar en el Codex y su impacto para Cuba, la disponibilidad de expertos y la posibilidad de conexión a internet desde nuestro país.

- ¿Qué medidas considera que son necesarias para aumentar su participación en los GTe sobre asuntos prioritarios para su país?

-Debería definirse claramente los plazos y programas de trabajo de los GTe, así como que se cumplan los programas.

-Desarrollar actividades de entrenamiento para coordinadores de los subcomités nacionales acerca de cómo se abordan los trabajos en un GTe del Codex Alimentarius.

-Elaborar una Guía nacional para la participación en los GTe, para que esta participación sea uniforme por todos los que van a participar en los mismos.

-Consideramos que como es criterio de otros países, se deben utilizar los sistemas de notificación al correo electrónico que otorga la plataforma de GTe del Codex.

- Identifique las cuestiones, los desafíos o los problemas con los que se ha encontrado al trabajar con los GTe (por ejemplo, falta de recursos, tiempo, etc.)

- Recepción tardía de la invitación por parte del coordinador nacional del punto Focal del Codex.
- Altos contenidos de trabajo y disponibilidad de conexión por parte de los Miembros de los subcomités y/o del coordinador, lo que impide un adecuado seguimiento de los temas y plazos
- No se esclarecen los contenidos de los temas y tampoco al presentar los mismos por el GTe y además se requiere que sea más claro al presentar las observaciones de parte de Miembros y Observadores
- Inexistencia de una directriz transversal al interior del Codex, para reducir el número de GTe de los Comités a lo realmente esencial.

Dominican Republic: Distinguidos señores Secretaría del Codex:

República Dominicana agradece la oportunidad de realizar comentarios en el foro al tema 7.1 documento CX/LAC 19/21/9:

- a) Consideramos pertinente que el CCLAC se adhiera al Plan estratégico mundial 2020-2025.
- b) De acuerdo con los progresos detallados en la región y partiendo del Plan estratégico mundial para 2014-2019, consideramos que un plan separado no es necesario para facilitar la ejecución de las actividades relacionadas con las prioridades regionales.
- c) Estamos conscientes de que la región LAC debe mejorar su compromiso para incrementar la comunicación de los progresos y/o los obstáculos relacionados a las actividades del Plan estratégico mundial para satisfacer los informes de implementación que se deben generar.

Comentarios República Dominicana sobre el apéndice II

Se requiere incrementar la participación de los países de habla hispana , a partir de que los GTe se instalen en por lo menos en dos idiomas: Inglés y español.

Respuestas a las preguntas.

1. ¿Cuáles son sus criterios para seleccionar GTe?

De acuerdo al interés que el tema posea en el comité técnico correspondiente en el país, se procede a registrar al país, para comentarios o seguimiento.

2. ¿Cuál es su estrategia para realizar un seguimiento de qué GTe han sido establecidos por la Comisión del Codex Alimentarius o sus órganos auxiliares? ¿Cómo lleva a cabo un seguimiento de los nuevos progresos realizados en los GTe en los que está inscrito?

En el comité técnico correspondiente se realiza una o varias reuniones presenciales y donde se debate los documentos que se plantean en el GTe y a partir del consenso se acuerda la posición a ser colocada como posición oficial en el foro del GTe.

2.1 ¿Cómo lleva a cabo un seguimiento de los nuevos progresos realizados en los GTe en los que está inscrito?

El formato de desarrollo de los debates en el GTe requieren se establezcan un mecanismo por el cual, el Presidente y el copresidente hagan una evaluación a las sugerencias planteadas por los miembros inscritos en el GTe y al final propongan un documento final que contenga los puntos del documento de debate con los mayores consensos obtenidos en el GTe.

Luego, este documento en proceso debería ser llevado al debate y consenso de una reunión presencial previa a la reunión ordinaria del órgano auxiliar correspondiente, tratando de asegurar que la mayoría de los miembros del GTe hagan presencia al debate físico de documento en proceso, desarrollado de forma electrónica, para su adecuación final y su posterior entrega a la plenaria de la reunión ordinaria.

3. ¿En qué casos no pudo participar en un GTe sobre un tema prioritario para su país? ¿Por qué razón ocurrió esto?

El principal obstáculo es que cuando se invita a participar a los técnicos de las instituciones pública y privada en GTe en otro idioma distinto al español, normalmente expresan su negación a participar en dicho GTe.

4. ¿Cómo se organiza internamente para participar en un GTe (por ejemplo, flujo de trabajo, autorización, colaboración, etc.)?

Luego de recibir la invitación a participar en el GTe, se procede a enviarla al comité técnico y de acuerdo al interés del tema se confirma que se desea participar.

Se registra al PCC y se procede a enviar los documentos de trabajo al comité técnico para su conocimiento y consenso al tema.

Cuando el CT decide la posición a ser enviada al GTe, se procede a enviarla desde el PCC.

5. ¿Cómo de satisfactoria cree que es su participación en los GTe y por qué?

Consideramos que es importante que los países participen en los GTe, ya que en la generalidad de las ocasiones este grupo de trabajo desarrollará los documentos normativos que serán aprobados en la plenaria del órgano auxiliar correspondiente.

6. ¿Qué medidas piensa que son necesarias para mejorar su participación en GTe sobre temas prioritarios para su país?

Se requiere integrar un equipo multi-institucional público y privado que disponga la data requerida en el GTe y proceda a consensuarla en el equipo, para su difusión pertinente y eficiente.

CCLAC Chairperson:

English

I would like to thank all the countries that contributed in this discussion, and based of the comments provided, present a first version of the conclusions, please share your thoughts and comments that you believe will help me better capture the comments made regarding this agenda item.

Conclusion for agenda Item 7.1

The countries took note of what was reported by the Codex and CCLAC Secretariats regarding the implementation of the Codex Strategic Plan for 2014-2019 and the strategic plan of the FAO/WHO Coordinating Committee for Latin America and the Caribbean for 2014-2019, which focused mainly on the challenges that exist for participation in electronic working groups., and in the implementation of the Commission's strategic plan period 2020-2025.

The committee took note of the replies sent by the countries.

The committee acknowledged the main challenges for the effective participation on EWGs, including:

- lack of data and studies at the national level
- availability of time and dedicated people to follow and participate on the EWGs
- lack of clarity in the presentation of issues and conclusions by the Chairs of the EWGs
- the organization, order, compliance with deadlines and clarity with which the issues are addressed and presented
- the language used
- Ease of use of the platform

To address these challenges, the committee agreed on the need to:

- Better management in Codex in relación to the number of EWGs that are approved, in order to reduce their number to what is really essential, taking into consideration other mechanisms available within Codex to undertake work.
- Analyze the possibility of developing guidance to strengthen processes at national level that facilitate participation, which would assist communication, prioritization and internal organization.
- Request training at the national level from the Codex Secretariat, making efforts to disseminate what has been learned among national actors.

Regarding the 2020-2025 commission strategic plan:

The committee agreed to support the Commission's Strategic Plan for the period 2020-2025, developing a regional implementation plan, prioritizing specific and concrete activities that allow adequate follow-up, always taking care that core values of the Codex.

In this context the regional strategic plan 2014-2019 can now be considered as concluded.

Español:

Antes que todo, me gustaría agradecer a todos los países que han participado en esta discusión, y basado en sus aportes es que he elaborado esta primera versión de las conclusiones que pongo a su disposición para que puedan compartir sus opiniones y comentarios que me ayuden a capturar de mejor manera los distintos aportes de los países a este tema de agenda

Conclusiones tema de agenda 7.1

Los países tomaron nota de lo reportado por el las Secretarías del Codex y del CCLAC respecto a la implementación del plan estratégico del Codex para 2014-2019 y el plan estratégico de Comité Coordinador FAO/OMS para America Latina y el Caribe, que se concentraron principalmente en los desafíos que existen para la participación en los grupos de trabajos electrónicos y en la implementación del Plan estratégico de la comisión 2020-2025.

El comité tomó nota de las respuestas enviadas por los países a través del foro electrónico.

El comité reconoció los principales desafíos para la participación efectiva de los GTe, incluyendo:

- falta de datos y estudios a nivel nacional
- disponibilidad de tiempo y personas dedicadas a seguir y participar en los GTe.
- falta de claridad en la presentación de las cuestiones y conclusiones por los presidentes de los GTe.
- La organización, orden, cumplimiento de fechas límite y claridad con la cual las cuestiones son dirigidas y presentadas
- el idioma utilizado
- la facilidad de uso de la plataforma

Para abordar estos desafíos, el comité acordó en la necesidad de:

- Mejorar la gestión en Codex en relación al número de GTe aprobados por los comités, con miras a reducir su número a lo que sea realmente esencial, tomando en consideración que existen otros mecanismos disponibles dentro del Codex para llevar a cabo los distintos trabajos
- Analizar la posibilidad de desarrollar guías para reforzar procesos a nivel nacional que faciliten la participación en los GTe, lo que ayudaría con la comunicación, priorización y organización interna.
- Solicitar entrenamiento a nivel nacional desde la secretaría del Codex, haciendo esfuerzos por diseminar lo aprendido entre los actores nacionales.

En relación al plan estratégico de la comisión 2020-2025:

El comité acepta apoyar el Plan Estratégico de la Comisión para el periodo 2020-2025, desarrollando un plan de implementación regional, priorizando actividades específicas y concretas que permitan un adecuado seguimiento, siempre tomando en cuenta los valores primordiales del Codex.

En este contexto, El plan Estratégico regional 2014-2019 puede ser considerado como concluido.

Uruguay: Si bien no enviamos los comentarios a tiempo en la primer ronda, y en respeto al cronograma no los subimos hoy. Sin embargo, leyendo las conclusiones y los comentarios enviados sugerimos:

1- -Respecto al "idioma utilizado", entiendo que podría redactarse expresamente, la falta de realización o traducción al idioma español.

2 - Modificar el párrafo siguiente " Mejorar la gestión en Codex en relación al número de GTe aprobados por los comités, con miras a reducir su número a lo que sea realmente esencial, tomando en consideración que existen otros mecanismos disponibles dentro del Codex para llevar a cabo los distintos trabajos"

Los motivos de la solicitud es la expresión "...existen otros mecanismos...".

Así como lo expresó Brasil, Uruguay comparte que la realización de grupos de trabajo electrónicos ha permitido una mayor participación respecto al procedimiento del tratamiento a través de grupos de trabajos físicos, a los cuales sigue siendo mucho más dificultosa la participación.

Por ende la expresión "...existen otros mecanismos..." podría ser interpretado que se prefiere los grupos de trabajo físico.

CCLAC Chairperson: Muchas gracias Pedro por tus comentarios, creo son muy pertinentes, los tomaré en consideración para una nueva versión de las conclusiones que subiré el miércoles a la plataforma.

Invito a todos los miembros a que comenten las conclusiones y los comentarios que los países van subiendo a éstas.

Saludos,

Chile: Chile agradece al Presidente por considerar los comentarios de los países y presentar las conclusiones precedentes, que en general consideramos recoge los comentarios emitidos:

No obstante, tenemos algunos comentarios de orden general:

Respecto a lo planteado por Uruguay, en el apartado de conclusiones, estamos de acuerdo en que no se haga mención a otros mecanismos de manera abierta, ya que pudiera entenderse que esto incluye los grupos de trabajo físico. Consideramos que en esta oportunidad no se exploró la existencia de otros mecanismos para reemplazar los GTE, por lo que la frase debiera ser suprimida.

Respecto al idioma

Consideramos que se debiese hacer una mención en las conclusiones, pero queremos destacar, que, desde nuestra experiencia, aunque el idioma es un tema muy relevante, hay un asunto más de fondo que es mejorar/fortalecer la coordinación nacional, que permita una participación efectiva de los países de la región en los GTe.

Cabe mencionar que para contar con GTe que también sean en español, en los últimos años algunos países de la región han realizado el esfuerzo de co-presidir algunos GTe, y con esto incentivar la participación de los países de habla hispana, pero aun así la participación efectiva ha sido relativamente baja, mencionamos solo a modo de ejemplo, el GTe del CCPR sobre "Bioplaguicidas" liderado por Chile, y que se llevó a cabo en dos

idiomas, pero, tomando en cuenta las dos rondas de observaciones, solo 5 países del CCLAC (incluido Chile) participaron haciendo observaciones, aunque se entendía que era un tema de alto de interés para nuestra región.

Por otro lado, no se debería dejar de lado que sí podría haber mecanismos alternativos para mejorar el asunto del idioma y por ende el aporte en los GTE.

El mejor ejemplo, es lo que se ha implementado para esta segunda parte del CCLAC, ya que al contar con el traductor google instantáneo en la plataforma, facilita enormemente la labor, y pudiera ser interesante probarlo con otros GTe.

Finalmente, proponemos algunas propuestas de modificación a las conclusiones, las cuales dejamos a continuación:

1. Mejorar la gestión en Codex en relación al número de GTe aprobados, con miras a limitar su cantidad a lo que sea realmente esencial para el adecuado desarrollo de los temas priorizados en los Comités.
2. Fomentar que el desarrollo de los GTe se lleven a cabo en más de un idioma, con especial énfasis en incorporar el español.
3. Desarrollar guías enfocadas en reforzar los procesos a nivel nacional para fomentar la participación efectiva en los GTe, lo que ayudaría a fortalecer la comunicación, priorización y organización interna.
4. Solicitar a la secretaría del Codex que realice actividades de entrenamiento a nivel nacional respecto a la participación efectiva en los GTe, haciendo esfuerzos por difundir lo aprendido entre los distintos actores nacionales.

Los mismos comentarios antes realizados, se pueden encontrar en el archivo adjunto, donde van las propuesta de modificación a las conclusiones con control de cambios.

Saludos y gracias

CCLAC Chairperson: Muchas gracias Roxana por tus comentarios, mientras trabajo en una nueva versión para incorporar los aportes de Uruguay y de Chile, te quería comentar lo siguiente:

En relación a la mención de "otros mecanismos" creo acertado mencionar que debe quedar claro que los grupos de trabajo físicos no van en la línea de asegurar participación, muchas veces no tienen interpretación, pero principalmente porque requieren de recursos adicionales, lo que priva que los países en desarrollo tengan una alta participación, cuestión que la región ha mencionado en distintos órganos subsidiarios, por lo que trabajaré en una redacción que aclare esto.

La referencia a otros mecanismos la hice en relación a otras herramientas distintas al GTe que pueden servir también para resolver temas, tales como cartas circulares, grupos de trabajo intra sesión o grupos informales de trabajo celebrados durante la relación de la plenaria. Reconozco que es probable que estos mecanismos no sean adecuados para resolver todo tipo de cuestiones, pero si son útiles para algunas temas que en vez de irse a un GTe (o a un grupo de trabajo físico), pueden ser resueltos usando estos otros mecanismos. Esto va en línea también con la primera parte de la conclusión, que como bien señalas en tu aporte para mejorar su redacción, se enfoca en mejorar la gestión en Codex en relación al número de GTe aprobados, con miras a limitar su cantidad a lo que sea realmente esencial para el adecuado desarrollo de los temas priorizados en los Comités. De esta forma, estamos como comité señalando un diagnóstico y entregando una solución, es decir, que no todo vaya a GTe (si no terminamos teniendo demasiados) y que la mismo tiempo, se usen otros mecanismos (aclarando que la región no esta a favor de los grupos de trabajo físicos).

Sin embargo quedo atento a tu opinión y la de los demás miembros sobre incluir o no esta frase sobre "otros mecanismos" provisto que haga la aclaración pertinente arriba descrita.

En relación al idioma, creo que la prueba piloto que estamos haciendo en este foro va bien, por lo que es una nueva herramienta que nos podría ayudar mucho!. Tomaré los puntos que has comentado en tu intervención para ver si puedo hacer una conclusión que los recoja y complemente el tema de los idiomas, pues creo podría enriquecer la conclusión.

Te agradezco también los aportes a la redacción, creo que tus sugerencias aportan a un texto más limpio y claro.

Saludos,

Costa Rica: Estimado Sr. Presidente, reciba un cordial saludo

Costa Rica desea agradecer por el trabajo realizado y por tomar en consideración los comentarios de los países. Así mismo, agradece el esfuerzo por reflejar las conclusiones que consideramos recoge los comentarios.

Referente a las conclusiones Costa Rica, es consciente que la mejor manera de avanzar en los temas son los GTe, apoya buscar alternativas que mejoren la participación en dichos Gte; pero coincide con Chile en que no se debe dejar sujeta a interpretación, ya que pudiera entenderse que esto incluye los grupos de trabajo físico. Por lo anterior, Costa Rica propone que se incluya en paréntesis a que otras alternativas se refiere.

Respecto al idioma, también coincidimos con Chile,. Algunos países de América Latina hemos realizado esfuerzos por co-presidir GTe en idioma español, con el objeto de fomentar una mayor participación de los países de la región, sin embargo la respuesta es desalentadora. En el caso de nuestro país, la experiencia en todos los GTe que preside o Co-preside es la misma. Es de resaltar que, no solo se están liderando temas técnicos como son los del CCPR, CCRVDF, CCFSNDU, entre otros, que estamos claros, se necesitan expertos o datos, sino que también se están discutiendo temas transversales que pueden afectar el comercio y aun así no hay una buena respuesta. Es por ello que, coincidimos con lo mencionado por Chile en que hay un asunto más de fondo como lo es mejorar/fortalecer la estructura nacional, acompañado de una priorización, de manera que se identifique los temas de interés país para que les permita dar continuidad y participar de manera activa y efectiva en las diferentes discusiones del los GTe.

El Secretariado del Codex, también ha realizado un gran refuerzo al incluir el traductor google instantáneo en la plataforma y que esperamos pueda fomentar también la participación.

Referente a la conclusión planteada por Chile "Fomentar que el desarrollo de los GTe se lleven a cabo en más de un idioma, con especial énfasis en incorporar el español", Costa Rica, quisiera resaltar que esta es una acción que en el tiempo se ha venido incrementando pero solo si un país de habla hispana se postula a co-liderarlo; por lo tanto se debe insistir en el fortalecimiento de la estructura nacional.

Atentos saludos.

CCLAC Chairperson: Muchas gracias Amanda por tus comentarios, creo que refuerzan la idea de que se debe dejar muy claro que la región quiere ver cómo se podría reducir el número de GTe, cuidando siempre no demorar el avance de las normas y buscando otras alternativas, pero dejando también claro que entre esas alternativas, los grupos de trabajo físico intersesiones son la última opción. Buscaré una forma de reflejar eso.

En relación a los idiomas, entiendo y conozco los argumentos presentados, espero podamos hacer uso de las herramientas tecnológicas para buscar un mayor uso del idioma español para las discusiones en los GTe, en especial porque conozco de primera mano la enorme carga que significa para un país de habla hispana, hacerse cargo de las traducciones cuando se ofrece a co-liderar un GTe.

Estaré posteando las nuevas conclusiones mañana y quedaré a la espera de sus impresiones.

Muchas gracias.

Saludos,

Chile: Estimado Diego, muchas gracias por los comentarios y aclaraciones, en particular en lo que refiere a los mecanismos que se mencionaban en la primera conclusión. Respecto a este punto y considerado el contexto en el que se enmarcaría, estamos de acuerdo en que se haga mención a ellos, y tal como señala Costa Rica, una buena alternativa sería enumerar ejemplos de cuáles serían algunos de estos mecanismos, y que muy claramente nos haz mencionado.

Atte.,

CCLAC Chairperson: Dear members, I would like to make available for your consideration, a second version of the conclusions, that take into account the comments provided by members:

The countries noted the reports of the Codex and CCLAC Secretariats on the implementation of the Codex Strategic Plan 2014-2019 and the Strategic Plan for the FAO/WHO Coordinating Committee for Latin America and the Caribbean, which focused mainly on the challenges of participation in the electronic working groups and on the implementation of the Commission's Strategic Plan 2020-2025.

The committee took note of the responses sent by countries through the electronic forum.

The committee recognized the main challenges for effective participation of the AWGs, including

- lack of data and studies at the national level
- availability of time and people dedicated to follow and participate in the Teams.
- lack of clarity in the presentation of issues and conclusions by the chairs of the AWGs.
- The organization, order, timeliness and clarity with which issues are addressed and presented
- the language used
- the ease of use of the platform

CCLAC21 part II agreed to:

1. To request CAC and its subsidiary bodies to recognize the challenges posed by the proliferation of EWGs and to make efforts to reduce the number to what was really essential for the adequate development of the prioritized items in the Committees, considering that there were other mechanisms available to the committees to advance in the agenda items that were different from the electronic working groups, such as circular letters, intrasessional working groups, physical intrasessional working groups or informal working groups held during the period of the plenary, and which, unlike physical intersessional working groups, do not place a greater financial burden on countries to participate.
2. To encourage the development of the EWGs to be carried out in more than one language, with special emphasis on incorporating Spanish, and considering the use of technological tools that allow for the simultaneous translation of documents and comments.
3. To encourage Members to develop guidelines focused on strengthening processes at the national level to foster effective participation in the EWGs, which would help strengthen communication, prioritization and internal organization, using available materials provided by the CS, FAO and WHO as needed.
4. To request the Codex Secretariat to conduct training activities at the national level on effective participation in the EWGs, making efforts to disseminate what had been learned among the various national stakeholders.

With regard to the Commission's strategic plan 2020-2025

The Committee supports the Commission's Strategic Plan for the period 2020-2025 and is committed to the development of a regional implementation plan, prioritizing specific and concrete activities that will allow adequate follow-up, always taking into account the fundamental values of Codex.

The Committee, taking into account the statement of the CCLAC Secretariat, considers the regional Strategic Plan 2014-2019 as concluded.

Estimados miembros, me gustaría poner a su disposición una segunda versión de las conclusiones que tengan en cuenta los comentarios de los miembros:

Los países tomaron nota de lo reportado por el las Secretarías del Codex y del CCLAC respecto a la implementación del plan estratégico del Codex para 2014-2019 y el plan estratégico de Comité Coordinador FAO/OMS para América Latina y el Caribe, que se concentraron principalmente en los desafíos que existen para la participación en los grupos de trabajos electrónicos y en la implementación del Plan estratégico de la comisión 2020-2025.

El comité tomó nota de las respuestas enviadas por los países a través del foro electrónico.

El comité reconoció los principales desafíos para la participación efectiva de los GTe, incluyendo:

- falta de datos y estudios a nivel nacional
- disponibilidad de tiempo y personas dedicadas a seguir y participar en los GTe.

- falta de claridad en la presentación de las cuestiones y conclusiones por los presidentes de los GTe.
- La organización, orden, cumplimiento de fechas límite y claridad con la cual las cuestiones son dirigidas y presentadas
- el idioma utilizado
- la facilidad de uso de la plataforma

El CCLAC21 parte II acordó:

1. Solicitar a la Comisión y sus órganos subsidiarios, reconocer los desafíos que existen con la proliferación de GTe, y hacer esfuerzos para reducir su número a lo que es realmente esencial para el adecuado desarrollo de los temas priorizados por los comités, considerando que existen otros mecanismos a disposición de los comités para avanzar en los temas de agenda que son distintos a los grupos de trabajo electrónico, tales como; cartas circulares, grupos de trabajo intrasesión, grupos de trabajo físico intrasesión o grupos de trabajo informales celebrados en el período de duración de la plenaria, y que a diferencia de los grupos de trabajo físicos intersesiones, no significan una mayor carga financiera para que los países puedan participar.
2. Fomentar que el desarrollo de los GTe se lleven a cabo en más de un idioma, con especial énfasis en incorporar el español, y considerando el uso de herramientas tecnológicas que permitan la traducción simultánea de documentos y comentarios.
3. Alentar a los miembros para que desarrollen guías enfocadas en reforzar los procesos a nivel nacional para fomentar la participación efectiva en los GTe, lo que ayudaría a fortalecer la comunicación, priorización y organización interna, utilizando los materiales disponibles elaborados por la Secretaría del Codex, FAO y la OMS, según sea necesario.
4. Solicitar a la secretaría del Codex que realice actividades de entrenamiento a nivel nacional respecto a la participación efectiva en los GTe, haciendo esfuerzos por difundir lo aprendido entre los distintos actores nacionales.

En relación al plan estratégico de la comisión 2020-2025:

El comité apoya el Plan Estratégico de la Comisión para el periodo 2020-2025, y se compromete al desarrollo de un plan de implementación regional, priorizando actividades específicas y concretas que permitan un adecuado seguimiento, siempre tomando en cuenta los valores primordiales del Codex.

El comité, tomando en cuenta lo expuesto por la Secretaría del CCLAC, considera el plan Estratégico regional 2014-2019 como concluido.

Ecuador: Ecuador agradece a la Presidencia del CCLAC Part-II, por los grandes esfuerzos realizados de recoger todos los aportes que los países han respondido en la ronda de comentarios sobre el tema 7.1 de la Agenda, al respecto desea manifestar lo siguiente:

En línea de lo mencionado por Uruguay, Chile y Costa Rica estamos de acuerdo con dejar especificado cuales serían los otros mecanismos acertados que ayudarán a mejorar la labor de los GTe y de esta manera que estos puedan ser más eficientes en los temas priorizados de los Comités del Codex y de esta manera contar con normas más expeditas.

Adicionalmente, estamos de acuerdo con el comentario de Chile respecto a que existe un problema de fondo en la baja participación de nuestros países en los GTe indistintamente del idioma. Un ejemplo de nuestra parte ha sido el “Anteproyecto de NM de cadmio en el chocolate y derivados del cacao” que lo presidimos, que a pesar de realizar el GTe en inglés y español hemos contado con la participación activa y efectiva de un solo país de la Región.

Atentamente,

Paraguay: Estimado Sr Presidente,

Paraguay agradece a Chile por el esfuerzo realizado para compilar las observaciones realizadas al Item 7.1 de la Agenda y desea expresar cuanto sigue:

En líneas generales estamos de acuerdo con lo expresado en las conclusiones, y nos parece oportuno mencionar que si bien el idioma es una barrera, no obstante se ha demostrado que más bien es un problema de falta de datos científicos para sustentar las posturas nacionales.

Considero muy útil la realización de actividades de entrenamientos a nivel nacional, que motivaría a los coordinadores a interiorizarse mejor y a propiciar la generación de datos.

Atentamente

Ecuador: Ecuador desea agradecer a la presidencia del CCLAC - Part II. Deseamos manifestar nuestra conformidad con la conclusión del tema 7.1, ya que esta abarca las observaciones presentadas y refleja el sentir de nuestra región.

Atentamente,

Panamá: Panamá agradece El Trabajo Realizado por CCLAC y por la Secretaría del Codex, y DESEA Complementar Estas Conclusiones Con Los puntos Tratados por Panamá los Cuales les hacemos Llegar:

Estimados Giuseppe DiChiera, contestando a Preguntas del SUS, me permitimos Indicar Lo Siguients puntos:

A. ¿ Cuales hijo Criterios SUS to select GTE?

1. Al Seleccionar los Grupos de Trabajo electrónico en el Foro del Codex, tomaríamos en Cuenta:
2. Priorización de los Temas de Interés A TRATAR en los Grupos de Trabajo Electrónicos, párrafo Panamá.
3. Validamos la injerencia en EL Tema párr El País, En Este Caso para Panamá.
4. Validamos si el Comité Técnico Cuenta con la infraestructura para Atender los Temas abordados en los comités Que Presentan Competencia.
5. Se toma en consideration Que El País Cuente con los Técnicos Capacitados para Participar y abordar los TEMAS A TRATAR.

Verificamos Que Exista la coordination Adecuada Entre el Punto de Contacto, el Comité Nacional del Codex y los subcomités Nacionales Que trabajarán con el tema A TRATAR.

B. ¿QUE CREE Acciones Que Son Necesarios para Mejorar SU PARTICIPACION ES GTE Sobre Temas prioritarios párr País Su?

1. Continuidad en los cargamentos de los Funcionarios Que Forman parte del tanto del punto de contacto de Como del Comité Nacional de Codex, y Los Subcomités Técnicos de Trabajo físico en Nuestro País.
2. Capacitaciones A lo interno en Cuanto al Manejo de las Plataformas del Codex
3. Capacitación para abordaje de los Diferentes Temas Tratar de un Acuerdo a Las competencias de Cada Autoridad Competente.
4. Fortalecer la gestión del Punto de Contacto Y Gestiones al interno de los Países del CCLAC Como Es El caso de Panamá.
5. Recibir Capacitación continua de las Estrategias de la USO de las Plataformas del Codex en especial la de Fórum y La Experiencia de Aquellos Países del CCLAC Que cuenten con la ONU Grado de Avance y Conocimiento con un RESPECTO los Países Que PARTICIPAN Y Que no manejan un fondo Los Temas Tratados.

C. Por favor, identificar Problemas / Retos / Problemas Que ha enfrentado al Trabajar con GTE (por Ejemplo, Falta de recursos, Tiempo, ...)

1. Los Colaboradores Que tratan los Temas del Codex en El País lo Tienen Como una Función Adicional y no Como una Tarea Diaria.
2. Los Cambios Constantes del recurso humano con Las Entradas en vigencia de Los Nuevos o Gobernadores.
3. Falta de Conocimiento de la Importancia del Codex por parte de las Autoridades con poder de decisión.
4. Fallas en el Sistema para Realizar el correcto PROCEDIMIENTO de Inscripción.

5. Falta de recursos Económicos y La infraestructura Que permita Realizar Reuniones Físicas para Atender Temas A lo interno del País y poder consensuar Posiciones País, nos Lleva a dilatar los tiempos y Limita Nuestra Participación Efectiva.

Consideramos de forma Importante Cada Una de las Intervenciones Que Nos Ayudan a mejorar Nuestros Procesos A lo interno de Cada País.

Saludos cordiales.

///

Panama is grateful for the Work Performed by CCLAC and the Codex Secretariat, and WANTS to Complement These Conclusions With the Points Treated by Panama, Which We Do You Reach:

Dear Giuseppe DiChiera, answering SUS questions, we can indicate the following points:

A. Which children SUS criteria to select GTE?

1. When selecting the Electronic Working Groups in the Codex Forum, we would take into account:
2. Prioritization of the Topics of Interest TO BE TREATED in the Electronic Working Groups, paragraph Panama.
3. We validate the interference in EL Tema para El País, in this case for Panama.
4. We validate if the Technical Committee has the infrastructure to attend to the Issues addressed in the Committing Committees.
5. It is taken into consideration that El País has the Technicians trained to Participate and address the TOPICS TO BE TREATED.

We verify that there is adequate coordination between the Contact Point, the National Codex Committee and the National subcommittees that will work with the topic TO BE TREATED.

B. WHAT CREATES Actions that are Necessary to Improve YOUR PARTICIPATION IS GTE On Priority Issues for Your Country?

1. Continuity in the shipments of the Officials that are part of both the contact point of Como of the National Codex Committee, and the Technical Subcommittees of Physical Work in Our Country.
2. Internal Training Regarding the Management of Codex Platforms
3. Training to address the Different Issues Deal with an Agreement to the Competencies of each Competent Authority.
4. Strengthen the management of the Contact Point and Management within the CCLAC Countries, as is the case in Panama.
5. Receive continuous Training of the Strategies of the USE of the Codex Platforms, especially that of the Forum and the Experience of Those Countries of the CCLAC that have the UN Degree of Advancement and Knowledge with RESPECT the Countries that PARTICIPATE and that do not handle a background The Topics Treated.

C. Please identify Problems / Challenges / Problems that you faced when Working with GTE (for example, Lack of resources, Time, ...)

1. Collaborators that deal with Codex Themes in the Country have it as an Additional Function and not as a Daily Task.
2. The Constant Changes of the human resource with the Entries in force of the New or Governors.
3. Lack of Knowledge of the Importance of Codex by the Authorities with decision-making power.
4. Failures in the System to Perform the correct Registration Procedure.
5. Lack of Economic Resources and Infrastructure That allows for Physical Meetings to Address Issues Within the Country and to be able to agree Country Positions, it takes us to expand time and Limit Our Effective Participation.

We consider in an important way each one of the interventions that help us improve our processes within each country.

Best regards.

CCLAC Chairperson: Estimado Joseph, agradezco los comentarios de Panamá, van muy en línea con lo que otras delegaciones han planteado, sin embargo te pediría que para los próximos temas puedas por favor ver el calendario de trabajo que hemos publicado en el foro. Estamos haciendo un esfuerzo grande para considerar las opiniones de los países durante la primera semana en que el tema se postea, luego, trabajamos en conclusiones en base a lo que los países han posteado, y vamos perfeccionando estas conclusiones en base a lo que los países nos van señalando refleja de mejor manera sus comentarios. Debemos seguir un orden en el foro, de lo contrario sería imposible tener debates productivos y hacer conclusiones que los reflejen.

Seguro entenderás si te digo que es imposible que los comentarios contengan la totalidad de los temas que cada país propone, en Codex siempre tratamos de buscar ese terreno compartido, esas expresiones e ideas en donde tenemos más en común, y es en base a eso que construimos las conclusiones, tratando de no excluir el espíritu de lo que los países querían expresar, pero sabiendo también que vamos a tener que ceder y nuestros temas, tal como los planteamos, quizás no sean incluidos.

Espero puedas ver muchas de las ideas que Panamá menciona reflejadas en las conclusiones tal como están, ya que por lo que he explicado en los párrafos anteriores, no me es posible a esta altura de la discusión, complementar las conclusiones con los temas presentados por Panamá, en esta etapa final, y contando con el beneplácito de los miembros, solo haremos un par de correcciones editoriales, pero no de fondo.

Espero entiendas las razones de lo que te he comentado, y si quedas con dudas, estaremos felices de ayudar a aclararlas.

Saludos,

Dominican Republic: República Dominicana agradece a la Presidencia del CCLAC por la Conclusión planteada al Tema 7.1 y expresa su apoyo a la versión propuesta en el día de hoy 14 de febrero de 2020.

Atentamente,

CCLAC Chairperson:

ESPAÑOL

Estimados miembros, me permito postear la última versión de las conclusiones que figurará en el reporte del CCLAC21 parte II. El único cambio en relación a la versión anterior, es una simplificación y corrección al lenguaje usado para referirse a los grupos de trabajo físicos y reuniones informales que se realizan en la semana en la que una reunión plenaria se está realizando, dejando de esta forma mas claro que la región tiene su mayor preocupación con las reuniones que se realizan entre los periodos de sesiones.

Cordiales saludos

Diego Varela

CCLAC Chair

Estimados miembros, me gustaría poner a su disposición una segunda versión de las conclusiones que tengan en cuenta los comentarios de los miembros:

Los países tomaron nota de lo reportado por el las Secretarías del Codex y del CCLAC respecto a la implementación del plan estratégico del Codex para 2014-2019 y el plan estratégico de Comité Coordinador FAO/OMS para América Latina y el Caribe, que se concentraron principalmente en los desafíos que existen para la participación en los grupos de trabajos electrónicos y en la implementación del Plan estratégico de la comisión 2020-2025.

El comité tomó nota de las respuestas enviadas por los países a través del foro electrónico.

El comité reconoció los principales desafíos para la participación efectiva de los GTe, incluyendo:

- falta de datos y estudios a nivel nacional

- disponibilidad de tiempo y personas dedicadas a seguir y participar en los GTe.
- falta de claridad en la presentación de las cuestiones y conclusiones por los presidentes de los GTe.
- La organización, orden, cumplimiento de fechas límite y claridad con la cual las cuestiones son dirigidas y presentadas
- el idioma utilizado
- la facilidad de uso de la plataforma

El CCLAC21 parte II acordó:

1. Solicitar a la Comisión y sus órganos subsidiarios, reconocer los desafíos que existen con la proliferación de GTe, y hacer esfuerzos para reducir su número a lo que es realmente esencial para el adecuado desarrollo de los temas priorizados por los comités, considerando que existen otros mecanismos a disposición de los comités para avanzar en los temas de agenda que son distintos a los grupos de trabajo electrónico, tales como; cartas circulares, grupos de trabajo físico o grupos de trabajo informales intrasesión, y que a diferencia de los grupos de trabajo físicos intersesiones, no significan una mayor carga financiera para que los países puedan participar.
2. Fomentar que el desarrollo de los GTe se lleven a cabo en más de un idioma, con especial énfasis en incorporar el español, y considerando el uso de herramientas tecnológicas que permitan la traducción simultánea de documentos y comentarios.
3. Alentar a los miembros para que desarrollen guías enfocadas en reforzar los procesos a nivel nacional para fomentar la participación efectiva en los GTe, lo que ayudaría a fortalecer la comunicación, priorización y organización interna, utilizando los materiales disponibles elaborados por la Secretaría del Codex, FAO y la OMS, según sea necesario.
4. Solicitar a la secretaría del Codex que realice actividades de entrenamiento a nivel nacional respecto a la participación efectiva en los GTe, haciendo esfuerzos por difundir lo aprendido entre los distintos actores nacionales.

En relación al plan estratégico de la comisión 2020-2025:

El comité apoya el Plan Estratégico de la Comisión para el periodo 2020-2025, y se compromete al desarrollo de un plan de implementación regional, priorizando actividades específicas y concretas que permitan un adecuado seguimiento, siempre tomando en cuenta los valores primordiales del Codex.

El comité, tomando en cuenta lo expuesto por la Secretaría del CCLAC, considera el plan Estratégico regional 2014-2019 como concluido.

ENGLISH

Dear members, the text below is the latest version of the conclusions that will appear in the report of CCLAC21 part II. The only change in relation to the previous version is a simplification and correction to the language used to refer to the physical work groups and informal meetings that are held in the week in which a plenary meeting is being held, which helps to clarify that the region is most concerned with the meetings that take place between sessions.

The countries noted the reports of the Codex and CCLAC Secretariats on the implementation of the Codex Strategic Plan 2014-2019 and the Strategic Plan for the FAO/WHO Coordinating Committee for Latin America and the Caribbean, which focused mainly on the challenges of participation in the electronic working groups and on the implementation of the Commission's Strategic Plan 2020-2025.

The committee took note of the responses sent by countries through the electronic forum.

The committee recognized the main challenges for effective participation of the AWGs, including

- lack of data and studies at the national level
- availability of time and people dedicated to follow and participate in the Teams.
- lack of clarity in the presentation of issues and conclusions by the chairs of the AWGs.

- The organization, order, timeliness and clarity with which issues are addressed and presented
- the language used
- the ease of use of the platform

CCLAC21 part II agreed to:

1. To request CAC and its subsidiary bodies to recognize the challenges posed by the proliferation of EWGs and to make efforts to reduce the number to what was really essential for the adequate development of the prioritized items in the Committees, considering that there were other mechanisms available to the committees to advance in the agenda items that were different from the electronic working groups, such as circular letters, intrasessional informal meetings and working groups, which, unlike intersessional physical working groups, do not place a greater financial burden on countries to participate.
2. To encourage the development of the EWGs to be carried out in more than one language, with special emphasis on incorporating Spanish, and considering the use of technological tools that allow for the simultaneous translation of documents and comments.
3. To encourage Members to develop guidelines focused on strengthening processes at the national level to foster effective participation in the EWGs, which would help strengthen communication, prioritization and internal organization, using available materials provided by the CS, FAO and WHO as needed.
4. To request the Codex Secretariat to conduct training activities at the national level on effective participation in the EWGs, making efforts to disseminate what had been learned among the various national stakeholders.

With regard to the Commission's strategic plan 2020-2025

The Committee supports the Commission's Strategic Plan for the period 2020-2025 and is committed to the development of a regional implementation plan, prioritizing specific and concrete activities that will allow adequate follow-up, always taking into account the fundamental values of Codex.

The Committee, taking into account the report from the CCLAC Secretariat, considers the regional Strategic Plan 2014-2019 as concluded.

Cuba: Cuba agradece la oportunidad de expresar sus comentarios y apoya la segunda version de las conclusiones al tema 7.1 de la agenda, redactada por la presidencia del CCLAC, a partir de los comentarios de los países de la region.

CCLAC Chairperson: Estimados miembros, dado que todos los países han ya enviado sus comentarios, y he comentado ya que estas son las conclusiones que figurarán en el reporte, procederé a cerrar este foro de discusión sobre las conclusiones del tema 7.1

Los invito a que sigan participando en los temas 7.2 y 6.

Saludos!

ANNEXE V
Dans la langue d'origine uniquement

**TRANSCRIPTION INTÉGRALE DES DÉBATS SUR LE POINT 7.2 DE L'ORDRE DU JOUR
(VINGT ET UNIÈME SESSION DU COMITÉ FAO/OMS DE COORDINATION
POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES – DEUXIÈME PARTIE)**

Plan stratégique du Codex pour 2020-2025 – Feuille de route pour la mise en œuvre

Codex Secretariat:

English

CAC42 adopted the Codex Strategic Plan 2020-2025, which is available here in [English](#) and [Spanish](#). CAC42 also highlighted the importance of all Members engaging in the development of the work plan for implementation particularly during discussions at the FAO/WHO coordinating Committees. The background to this discussion is available in CX/LAC 19/21/10 ([English](#) and [Spanish](#))

CCLAC21 initiated its discussions on this topic at its physical meeting. An informal working group chaired by Ecuador prioritized Strategic Goals 2 and 4 as the areas of focus for 2020-2021. Several countries (Nicaragua, El Salvador, Ecuador and Colombia) presented written proposals for activities to be undertaken to support implementation of the Strategic Plan. These are available in CX/LAC 19/21/CRD 16 in [English](#) and [Spanish](#).

The next step is to agree on the activities to be implemented by Members in the LAC region in the period 2020-2021. Reporting on the implementation of these activities will be at CCLAC 22. Therefore, it is important to consider what can be implemented in this time limited period, recalling that this is just the first 2 year period of the 6 year implementation period and other activities can be prioritized for 2022-2023 and 2024-2025.

In this context all Members are invited to review the current activities proposed under objectives 2.1, 2.2 and 2.3 and 4.1, 4.2 and 4.3 of the strategic plan as presented in CX/LAC 19/21/CRD16.

In doing so please consider if

- Are these the most appropriate activities for the region?
- Is there any critical activity missing?
- Are these practical and implementable within 2020-2021?
- Do the activities need to be sub-divided such that they are initiated in 2020-2021 and then continued in subsequent years?
- Etc.

Following your review please identify no more than 1-2 priority activities under each objective for 2020-2021. If there are specific activities that you think are valid but should be postponed to 2022-2023 then please indicate this.

Once we have received your feedback we will prepare a revised table of priority activities for your further review.

Please send all your comments using the commenting function rather than as word documents. Thank you for your understanding and we look forward to your response.

Español

La Comisión del Codex Alimentarius (CAC), en su 42.º período de sesiones, aprobó el Plan estratégico del Codex para 2020-2025, el cual está disponible en [español](#) e [inglés](#), y resaltó la importancia de que todos los miembros participaran en la elaboración del plan de trabajo para su aplicación, en especial, durante los debates que tuvieron lugar en las reuniones de los comités coordinadores FAO/OMS. Los antecedentes de esta discusión se pueden consultar en el documento CX/LAC 19/21/10 ([español](#) e [inglés](#)).

El Comité Coordinador FAO/OMS para América Latina y el Caribe (CCLAC), en su 21.ª reunión, inició los debates sobre este tema en su reunión presencial. Un grupo de trabajo oficioso, dirigido por el Ecuador,

estableció como prioridad para el período 2020-2021 centrarse en las esferas de las metas 2 y 4. Varios países (Nicaragua, El Salvador, Ecuador y Colombia) presentaron propuestas por escrito para las actividades que habría que llevar a cabo para apoyar la aplicación del Plan estratégico. Dichas propuestas se pueden consultar en el documento CX/LAC 19/21/CRD 16 en [español](#) e [inglés](#).

El siguiente paso es llegar a un acuerdo sobre las actividades que los miembros de la región de América Latina y el Caribe han de realizar en el período 2020-2021. La presentación de los informes relativos a estas actividades tendrá lugar en la 22.ª reunión del CCLAC. Por lo tanto, es importante estudiar qué es lo que se puede implementar en este período limitado de tiempo, teniendo en cuenta que este es solo el primer período de dos años del total de seis años del período de aplicación, y que en los períodos 2022-2023 y 2024-2025 se puede dar prioridad a otras actividades.

Habida cuenta de este contexto, se invita a todos los miembros a examinar las actividades actuales propuestas en el marco de los objetivos 2.1, 2.2 y 2.3, así como 4.1, 4.2 y 4.3 del Plan estratégico presentadas en el documento CX/LAC 19/21/CRD16.

Al hacerlo, considere lo siguiente:

- ¿Estas actividades son las más adecuadas para la región?
- ¿Falta alguna otra actividad fundamental?
- ¿Estas actividades son prácticas y posibles de implementar en el período 2020-2021?
- ¿Es necesario subdividir las actividades de manera que se inicien en 2020-2021 y se continúen en los años siguientes?
- Etc.

Una vez realizadas sus consideraciones, determine no más de una o dos actividades prioritarias para cada uno de los objetivos para 2020-2021. En caso de que hubiera actividades específicas que considere válidas, pero que han de ser pospuestas para 2022-2023 indíquelo.

Una vez que hayamos recibido sus comentarios, prepararemos un cuadro revisado de actividades prioritarias para una revisión ulterior.

Envíe todos sus comentarios utilizando la función de presentación de comentarios en lugar de presentarlos en un documento Word. Le agradecemos su comprensión y quedamos a la espera de su respuesta.

CCLAC Chairperson:

Español

Estimados miembros,

La primera ronda de trabajo fue una jornada de aprendizajes para todos, con un alto nivel de participación, lo que me tiene muy contento. Les quiero agradecer por las contribuciones realizadas para el tema 7.1 de la agenda del CCLAC21 Parte II. Con este mensaje les doy la bienvenida nuevamente al foro, para avanzar en el tema 7.2 de la agenda.

Si pudiera resumir nuestra tarea para este tema de agenda, sería priorización. No olvidemos que son solo dos años los que habrán para implementar las actividades que vamos a acordar, si son demasiadas corremos el riesgo de no tener el tiempo suficiente para realizarlas y realizarlas bien, con el tiempo y dedicación que se merecen, yo soy siempre partidario de hacer menos pero hacerlo bien que de hacer mucho y hacerlo mal.

Aprovecho este mensaje para recordarles las fechas de trabajo de este tema:

- Lunes 17 a viernes 21 de febrero el documento se encontrará disponible para los comentarios de los países de la región.
- Lunes 24 a miércoles 26 de febrero será la conclusión de la primera ronda de comentarios abierto a opiniones.
- Jueves 27 de febrero será la búsqueda de conclusión del tema.
- Viernes 28 de febrero será la aprobación de las conclusiones del tema 7.2

Les deseo una buena semana de trabajo y por favor si alguien tiene cualquier inquietud no dude en escribir al Equipo CCLAC, estaremos gustosos en ayudarles para su participación.

Saludos cordiales.

Inglés

Dear members,

The first round of work was a learning process for everyone, with a high level of participation, which makes me very happy. I want to thank you for the contributions made to item 7.1 of the CCLAC21 Part II agenda. With this message I welcome you again to the forum, to advance on the agenda item 7.2.

If I could summarize in one word our task for this agenda item, it would be prioritization. Do not forget that we will have only two years to implement the activities that we are going to agree, if they are too many we run the risk of not having enough time to implement them and implement them well, with the time and dedication they deserve, I am supporter of doing less but to do it well than doing too much and doing it in a poor way.

I take this opportunity to remind you of the work dates of this topic:

- Monday 17 to Friday 21 February the document will be available for comments from the countries of the region.
- Monday 24 to Wednesday 26 the conclusion of the first round of comments will be open to opinions.
- Thursday February 27 will be the search for a final conclusion of the topic.
- Friday, February 28 will be the approval of the conclusions of item 7.2

I wish you a good week of work and please if anyone has any concerns, do not hesitate to write to the CCLAC Team, we will be happy to help you with any doubts you may have.

Chile: Chile agradece a la Secretaría del Codex y al Presidente del CCLAC, por la presentación del tema 7.2.

A continuación, quedan a disposición los comentarios de Chile, en base a las preguntas planteadas por la Secretaría del Codex

1. ¿Estas actividades son las más adecuadas para la región?

En general las actividades identificadas en el CRD 16 son adecuadas, pero algunas son muy amplias y debieran limitarse a algo más concreto, otras de ellas deberían ser fusionadas y presentadas como una sola actividad ya que cumplen objetivos similares. El desglose de los anterior, se realiza a continuación:

Objetivo 2.1

Actividad 2.1.1: se propone que esta actividad se enfoque al desarrollo de cursos on-line, para mejorar la comprensión del uso del asesoramiento científico y ayude a facilitar el acceso e intercambio de información entre los expertos y evaluadores de riesgo de la Región. Parte responsable: debiera ser el coordinador regional, PCC, con el apoyo de la Secretaría del Codex, a través de ella con FAO y/o OMS; Realización prevista: 2021-2022 para establecer el mecanismo, con posibilidad de ampliar a los años siguientes y definir algo estable; Mecanismo de suministro de información: Disponible el Curso y/o plataforma en línea, ya sea en web del coordinador o web del Codex.

Objetivo 2.2

Se propone que las actividades 2.2.1, 2.2.3 y 2.2.6 sean fusionadas, ya que persiguen el mismo objetivo, de aportar información científica e identificar las fuentes de donde obtenerla

Se propone no incorporar la actividad 2.2.2, ya que esto es implícito de las responsabilidades de las entidades relacionadas a Codex, ya sea de los Comités nacionales u otra institucionalidad definida a nivel nacional.

Las actividades 2.2.5 y 2.2.7 son de orden muy general y no se aprecia su relación directa con el objetivo 2. Estas actividades están cubiertas, por ejemplo, si se desarrolla de manera adecuada, el actual tema 6 de la agenda, como también con la gestión del Coordinador Regional.

Objetivo 2.3:

Actividad 2.3.1: se apoya la inclusión de esta actividad, ya que va en coherencia con otros puntos desarrollados en la agenda. Se propone complementar la actividad con el siguiente párrafo: Realizar gestiones para asegurar que los delegados que asisten a estas reuniones de FAO y OMS, sean efectivos en posicionar a la inocuidad alimentaria en las agendas y reportes respectivos. Justificación: Si bien las conferencias ofrecieron una gran vitrina para dar a conocer el impacto de la inocuidad alimentaria en distintos

ámbitos y reflexionar sobre el futuro de las cadenas mundiales de alimentos a la luz de esta disciplina, se hace necesario una bajada concreta de parte de FAO y OMS para seguir atendiendo el asunto. FAO y OMS realizan su trabajo en base a las solicitudes de sus Miembros, las que se transmiten de manera oficial durante las reuniones de sus máximas instancias de coordinación, la Asamblea Mundial de la Salud para OMS y la Conferencia para la FAO.

Parte responsables: Coordinador regional: correo o carta informando a los países de la fecha de las reuniones; PCC de los países relevando esta información e importancia a los Ministros respectivos; y Países Miembros donde el representante en la reunión releva el interés; realización prevista: 2021 en adelante; mecanismo de suministro de información: Documentos de la FAO y la OMS sobre asesoramiento científico e informes de reuniones

Objetivo 4:

Actividad 4.1.1: se apoya la inclusión de esta actividad. Solo se complementa que en el responsable se incorpore al coordinador regional, por desempeñar un papel crucial para llevar a cabo de manera exitosa este asunto, como a la Secretaría del Codex en lo que respecta a la orientación y apoyo para desarrollar esta herramienta. Además, los PCC son quienes debieran levantar esta evaluación en estrecha coordinación con los diferentes actores Codex nacionales.; realización prevista: 2021

Actividad 4.1.2. Para desarrollar esta actividad se requiere información más acabada para conocer cómo se podría implementar, ya que tal como se plantea, se deduce que se requiere inicialmente de un diagnóstico e identificación de brechas, además, de un alto esfuerzo organizacional, monetario y probablemente asesoría, consideramos que primero debiera implementarse la actividad 4.1.1, y con esto decidir cómo se puede ir un paso más allá; realización prevista: 2024

Actividad 4.2.1 No se entiende como esto se pudiera sustentar y llevar a cabo, tal vez tiene relación con un adecuado levantamiento de temas de la región y fortalecer la labor de la coordinación regional.

Actividad 4.2.2. se entiende que esto se ha estado llevando a cabo, pero aún está pendiente medir el impacto. Posiblemente se debiera establecer metodología para medir el impacto a nivel país de las actividades ya realizadas y generar un informe o priorizar actividades nuevas.

Actividad 4.2.3. se apoya la implementación de esta actividad y debiera ser complementado con el compromiso de los Miembros del CCLAC en tender a una participación efectiva en los foros del Codex, tal como ya se discutió en el tema de agenda 7.1. En ese sentido, se debería incluir como responsable a los países Miembros y PPC, como mecanismo de suministro de información, se sugiere las posiciones países posteadas en los foros web de los Gte del Codex.

Actividad 4.2.4. Esta actividad se asocia a la actividad del 2.3.1, por lo que sugiere eliminar y complementar dicha actividad.

Objetivo 4.3:

Este objetivo depende de la claridad que tenga cada país y la región respecto a los obstáculos, estos debieran ser previamente identificados con la evaluación propuesta en el 4.1.1 y luego asociar con actividades concretas en este punto.

Actividad 4.3.1. No esta claro lo que se propone en esta actividad, probablemente se asocie a otras ya identificadas, se sugiere eliminar.

Actividad 4.3.2. habría que especificar como se haría este levantamiento de recursos y de dónde, probablemente este es más un tema de gestión interna de cada país, aunque se pudiera apoyara del coordinador regional u otros organismos internacionales.

2. ¿Falta alguna otra actividad fundamental?

Se considera debiera ser incorporadas actividades bajo la Meta 1, y sus objetivos 1.1 y 1.2.

Chile considera que adicional a los temas identificados en el CRD 16, deben ser considerados los asuntos bajo la Meta 1: Abordar de forma oportuna cuestiones actuales, nuevas y decisivas, con sus Objetivo: 1.1 Determinar las necesidades y las cuestiones emergentes; Objetivo 1.2 Establecer el orden de prioridad de las necesidades y las cuestiones emergentes.

Justificación: los asuntos que acá pudieran ser identificados resisten un alto interés para la región, en el sentido que una adecuada y oportuna gestión de los temas de interés pudieran fortalecer el accionar de sus Miembros; por otro lado, y en la misma línea, estos asuntos se vinculan con temas de la agenda de la región que han tratado los últimos años, como también es señalado en el punto 12 del reporte de la Primera parte del CCLAC21:

“12. El Presidente recordó a los participantes que la determinación de nuevas cuestiones era uno de los objetivos del Plan estratégico del Codex para 2020-2025; algunas de las ideas presentadas podrían considerarse al elaborar el plan de trabajo para la aplicación del Plan estratégico en relación con el tema 7.2 del programa.”

Las propuestas de Chile para el objetivo 1.1 y Objetivo 1.2:

Ejemplos de medidas o posibles actividades del CCLAC: Documentar claramente en el informe las cuestiones nuevas en la región (objetivo 1.1), incluidas priorización (objetivo 1.2) y las medidas de seguimiento determinadas (las cuestiones prioritarias podrían señalarse a la atención de otros comités en los “asuntos remitidos”).

Situación actual y análisis de las lagunas (CCLAC):

Objetivo 1.1 y objetivo 1.2: La determinación de las cuestiones nuevas y decisivas en la región es ya un tema del programa del Comité (véase el tema 3.1 del programa).

Se solicitan aportaciones a los Miembros del Codex por medio de una encuesta bienal, pero se ha detectado baja respuesta, lo cual pudiera deberse al escaso tiempo disponible para que los Miembros realicen el levantamiento de los temas, lo cual se asocia a que debe ser mejorada la priorización de los temas, como también definir actividades de seguimiento.

Actividades propuestas:

Objetivo 1.1: La encuesta se debiera hacer un año antes y a más tardar 6 meses antes de la siguiente reunión del CCLAC, se debería realizar segunda ronda de comentarios con la finalidad de hacer más efectiva la reunión del Comité

Objetivo 1.2: priorizar a lo más dos temas de común interés para la región (22ª CCLAC) y determinar actividades de seguimiento

Ejemplos de metas para la 22.ª reunión del CCLAC:

- Se ha llevado a cabo la encuesta sobre las nuevas cuestiones (objetivo 1.1).
- Se han solicitado comentarios de los temas identificados por la región a través de la encuesta (objetivo 1.1)
- Se han celebrado debates en la 22.ª reunión del CCLAC, se han identificado temas prioritarios, y se han determinado actividades de seguimiento (indicadas en el informe). (objetivo 1.2)

Parte responsable

Objetivo 1.1 y 1.2: Coordinador del CCLAC y Secretaría del Codex

Realización prevista

Objetivo 1.1 y 1.2: 2022 y siguiente reunión del CCLAC

Mecanismo de suministro de información

Objetivo 1.1: Documentos circulados a los Miembros: encuesta, carta circular, documento correspondiente a la presentación del tema en la reunión del CCLAC

Objetivo 1.2: Informe de la reunión del CCLAC

3. ¿Estas actividades son prácticas y posibles de implementar en el período 2020-2021?

Varias de las actividades son prácticas y se pudieran implementar en este periodo, sin descartar su seguimiento en los años posteriores. Ver detalle en respuestas 1 y 2.

4. ¿Es necesario subdividir las actividades de manera que se inicien en 2020-2021 y se continúen en los años siguientes?

Hay actividades que pueden desarrollarse de manera continua a los años siguientes. Ver detalle en respuestas 1 y 2.

Muchas gracias.

Ecuador: Ecuador agradece a la Presidencia del CCLAC 21 Parte II, por la posibilidad de presentar nuestros comentarios al Tema 7.2; respecto a esto manifestamos lo siguiente:

Ecuador presentó comentarios a través del Documento CX/LAC 19/21/CRD12 en el cual se indicó que la Meta 2: Elaborar normas fundadas en la ciencia y en los principios de análisis de riesgos del Codex: Objetivo 2.2 Promover la presentación y utilización de datos representativos a nivel mundial en la elaboración y el examen de las normas del Codex; es el tema prioritario para nosotros y se propuso como actividades las siguientes:

- Elevar preocupaciones en todas las instancias del Codex Alimentarius, desde un nivel de Comités Técnicos, hasta la Comisión, cuando se susciten momentos en donde se presenten barreras para la aprobación de Normas/propuestas/trabajos, con sólidos sustentos científicos.
- Promover la elaboración de posiciones regionales, que sirvan de contrapeso y respaldo a Normas/propuestas/trabajos estancados en procesos del Codex durante varios años, para así brindar mayor efectividad a la gestión del Codex.

Una vez revisado el documento CX/LAC 19/21/CRD16, vemos con agrado que nuestras propuestas hayan sido tomadas en cuenta para este debate.

Respecto a las preguntas de la Secretaría en este foro, indicamos lo siguiente:

- ¿Falta alguna otra actividad fundamental?

Respecto al Objetivo Prioritario 2.2 Promover la presentación y utilización de datos representativos a nivel mundial en la elaboración y el examen de las normas del Codex, consideramos que es importante:

1. Identificar de los anteproyectos en desarrollo actualmente y determinar cuáles son de mayor importancia para la región.
2. Identificar cuáles de los países tienen interés en el tema prioritario para formar un equipo de trabajo.
3. Desarrollar un proyecto para la generación de datos involucrando a los países interesados.
4. Solicitar cooperación a organismos internacionales para la implementación del proyecto.
5. Ejecutar el proyecto y contar con datos para su presentación

Todo esto ayudará a generar datos para que los anteproyectos tengan representatividad regional.

- ¿Estas actividades son prácticas y posibles de implementar en el período 2020-2021?

Algunas actividades están muy amplias y deben ser más específicas para poder ser medibles y alcanzables.

- ¿Es necesario subdividir las actividades de manera que se inicien en 2020-2021 y se continúen en los años siguientes?

Consideramos que es una buena opción subdividir, ya que algunas se mantendrán en el tiempo para su cumplimiento y otras se puede cumplir en corto tiempo.

Atentamente,

Cuba: Cuba agradece a la Secretaría del Codex y al Presidente del CCLAC, por la Presentación del tema 7.2.

En cuanto a si son estas actividades las más apropiadas para la región, considera que si y alerta que si alguna de ellas responden a objetivos identificados por el grupo formado en el CCLAC y estos no responden a los objetivos prioritarios de FAO y OMS, pueden ser causa potencial que no se desarrollen a plenitud estas actividades emanadas de los objetivos prioritarios del Plan estratégico de 2020 al 2025.

A continuación, los comentarios de Cuba sobre el tema, en base a las preguntas enunciadas por la Secretaría del Codex

1. ¿Estas actividades son las más adecuadas para la región?

En general, las actividades identificadas en el CRD 16 se consideran adecuadas para la región, aunque en algunos objetivos prioritarios, hacemos comentarios.

En el Objetivo Prioritario 2.1, en la actividad 2.1.1 durante el 2020-2021, el uso de asesoramiento científico y el análisis de riesgos en las actividades de establecimiento de normas (talleres presenciales o cursos en línea sobre el Codex y el análisis de riesgos, tutoría, etc.), sería muy bueno que se concretaran por la importancia de estos temas para la región.

En el objetivo prioritario 2.2 se recomendaría recopilar e intercambiar datos entre los países de la región, pero que sean representativos en la elaboración y el examen de las normas del Codex. En cuanto a las actividades que se describen para este objetivo, consideramos que son de gran importancia, sobre todo, la 2.2.1 que es la de identificar redes técnicas regionales para intercambiar entre los Puntos de Contacto del Codex, de los países y la 2.2.5, que promueve la elaboración de posiciones regionales, para una mayor efectividad al respaldo de aprobación de normas y propuestas en la gestión del Codex.

En el objetivo 4.1 Posibilitar estructuras nacionales sostenibles del Codex en todos los Estados miembros, Cuba ya aplico la herramienta diagnóstica desarrollada por el Codex, con el fin de evaluar su estructura nacional, identifico sus fortalezas, retos y oportunidades y está inmersa en el desarrollo del proyecto aprobado por el Fondo fiduciario, precisamente para fortalecer la estructura del Punto de contacto y su Comité Nacional del Codex.

En el Objetivo 4.2, que debe aumentarse la participación sostenible y activa de todos los miembros del Codex, apoyamos la actividad 4.2.2 que va a desarrollar programas de hermanamiento / intercambios de experiencias entre países con estructuras Codex sólidas y países con estructuras Codex en desarrollo, lo cual llevamos años proponiéndolo en el CCLAC y aun no se concreta de forma general, solo se visualiza en una minoría de países de la región.

Ahora bien, nos preocupa como país, la financiación para llevar a cabo estas actividades, las cuales son a gran escala y eso puede influir en el cumplimiento de las mismas.

2. ¿Hay alguna otra Actividad fundamental que falta?

Cuba considera que de manera general se abordan importantes actividades, aunque considera que se debería tener en cuenta, como abordar y desarrollar las cuestiones emergentes identificadas para la región según la prioridad que le dieron los países de la región en la encuesta realizada para la 21 CCLAC.

3. ¿Las actividades deben ser sub-dividido de tal manera que se inician en 2020 hasta 2021 y luego continuar en los años siguientes?

Las actividades en general se pueden iniciar en 2020 y darle seguimiento a través del periodo del plan estratégico, solo nos preocupa la recopilación datos significativos por el tema del tiempo y el financiamiento.

Brazil: Once again Brazil would like to thank CCLAC Regional Coordinator and Codex Secretariat for all the efforts done as so our region can continue discussing these relevant pending issues from CCLAC 21.

Brazil agrees that goals 2 and 4 should be the priorities for the region. We understand that these goals are connected once that for a better participation in Codex work it is important to have a consolidated and sustainable national Codex structures understanding the whole procedures, especially the importance of science for Codex decisions.

After analyzing all activities, we are of the opinion that we should prioritize those which we will have effective results and are more feasible to implement.

We consider that activity 2.1.1 is a core one that can bring awareness of the importance of science for Codex and should be prioritized. This could be implemented in conjunction with the Regional Coordinator, Codex Secretariat, other Codex members and still in the National level by the NCC.

We agree with Chile that some of the activities should be considered and implemented in conjunction and that would be the case of 2.2.1, 2.2.3 and 2.2.6. In this situation the priority would be to generate and to provide data in a standard developing process.

Brazil also agrees with Ecuador that activities 2.2.4 and 2.2.5 should be priorities for the region. These activities should also be read in conjunction because having a regional position may serve to better raise concerns when we face disputes on Codex meeting that jeopardize the advancement and adoption of standards.

In regard to goal 4 Brazil as mentioned before we are of the view that a better participation depends on the Codex structure a country may have. In that sense activity 4.1.1 is fundamental.

Activities 4.2.2 and 4.2.3 should also be prioritized. And we agree with comments provided by Chile that in the case of twinning programs it would be important to evaluate the impacts of these programs. And in respect to strengthen Codex electronic platforms we also agree with Chile there should be a commitment from countries of effectively participation on Codex forums.

Kind regards,

Costa Rica: Estimados señores, reciban un cordial saludo..

Costa Rica agradece a la Secretaría del Codex y a la Presidencia del CCLAC, la la oportunidad de presentar nuestros comentarios en el mismo orden de ideas al tema 7.2.

1. ¿Estas actividades son las más adecuadas para la región?

Objetivo 2.1. Usar sistemáticamente el asesoramiento científico de acuerdo con los principios de análisis de riesgos del Codex.

Actividad 2.1.1: Costa Rica considera que, la actividad propuesta es adecuada para la región. Sin embargo, para mayor claridad propone la siguiente redacción:

2.1.1 Desarrollar talleres presenciales, cursos en línea sobre el Codex y el análisis de riesgos o tutoría, pasantías, entre otros, en todos los países de la región sobre el uso de asesoramiento científico y el análisis de riesgos en las actividades de establecimiento de normas.

Objetivo 2.2. Promover la presentación y utilización de datos representativos a nivel mundial en la elaboración y el examen de las normas del Codex

Costa Rica considera que las actividades 2.2.1, 2.2.2, 2.2.3 y 2.2.4 como están redactadas son responsabilidad de cada país y su respectivo Punto de Contacto. En ese sentido quisiera proponer que se reemplacen por la siguiente actividad:

Actividad 2.2.1. Desarrollar una herramienta que permita recolectar de manera correcta la información necesaria (datos) para el asesoramiento científico.

Referente a la actividad 2.2.5 Promover la elaboración de posiciones regionales, que sirvan de contrapeso y respaldo a Normas/propuestas/trabajos estancados en procesos del Codex durante varios años, para así brindar mayor efectividad a la gestión del Codex. Costa Rica apoya la propuesta con la siguiente modificación de redacción:

2.2.5. Promover el uso del “Procedimientos para adoptar Posiciones Regionales”, que sirvan de contrapeso y respaldo a Normas/propuestas/trabajos estancados en procesos del Codex durante varios años, para así brindar mayor efectividad a la gestión del Codex.

Para el Objetivo 2.3: Promover el suministro de financiación suficiente y sostenible para los órganos de expertos que proporcionan asesoramiento científico. Costa Rica está e acuerdo con el objetivo planteado, sin embargo, considera que, la redacción de la actividad 2.3.1, no está escrita en línea con el objetivo. Por lo anterior, plantea la siguiente redacción:

Actividad 2.3.1: Investigar y establecer los mecanismos legales necesarios, para lograr el financiamiento de la asesoría científica por medio de organizaciones mundiales y regionales, miembros del Codex.

Costa Rica está de acuerdo con las actividades propuestas para el Objetivo 4.1. Posibilitar estructuras nacionales sostenibles del Codex en todos los Estados miembros.

Objetivo 4.2 Aumentar la participación sostenible y activa de todos los miembros del Codex

Referente a la actividad 4.2.1 Propiciar que todos los proyectos propuestos a nivel de Codex sean de interés y a su vez accesibles para todos los países miembros. Costa Rica considera que, esta actividad es compleja en su cumplimiento, debido a que es difícil que, un tema propuesto en Codex sea de interés para todas las regiones. Por lo tanto propone eliminarla

Actividad 4.2.2. Costa Rica coincide con los comentarios planteados por Chile, en el sentido que, es necesario medir el impacto y que debiera desarrollarse una herramienta que permita medir el impacto a nivel país de las actividades ya realizadas y generar un informe o priorizar actividades nuevas.

Para la Actividad 4.2.3. Costa Rica propone la siguiente redacción:

4.2.3 Fortalecer y promover el uso de las plataformas electrónicas del Codex, de manera que cumplan con la función de facilitar el trabajo de los miembros y de la Secretaría del Codex.

Al respecto Costa Rica, considera que ya las plataformas están funcionando y que si bien es cierto, necesitan actualizarse y mejorarse en el tiempo, lo que realmente se necesita es promover su uso.

Actividad 4.2.4. Establecer encuentros entre la Secretaría del Codex y las representaciones nacionales ante FAO-OMS, para promover los trabajos del Codex.

Costa Rica considera muy importante la propuesta, sin embargo; en la forma como ha sido redactada podría interpretarse que solo será un trabajo de los Puntos de Contacto de cada país. Razón por la cual, propone la siguiente redacción:

4.2.4 Informar a la FAO/OMS, sobre los trabajos y avances que se están desarrollando en los Comités del Codex, para que sean abordadas en sus respectivas Asambleas.

Esta propuesta de redacción busca evitar duplicidades y contradicciones entre dichas Organizaciones y brindarle mas visibilidad al trabajo del Codex.

Objetivo 4.3. Reducir los obstáculos que impiden la participación activa de los países en desarrollo

Costa Rica considera que la propuesta planteada, es labor y responsabilidad de cada país, el Punto de Contacto con su respectiva Secretaría.

Referente a la actividad 4.3.2 Costa Rica propone la siguiente actividad:

4.3.2 Explorar otras alternativas para celebrar reuniones que faciliten la discusión y el respectivo avance de los temas

Justificación. Si bien es cierto, las reuniones presenciales del Codex son fundamentales, a los países cada vez más, se les complica la participación física, Es por ello que, se considera necesario explorar nuevos mecanismos que faciliten la discusión y el respectivo avance de los temas. Por ejemplo, alternativas utilizadas por otros organismos internacionales. Costa Rica aplaude la implementación de este proceso de discusión, para concluir adecuadamente los acuerdos relacionados con los temas que no pudieron ser abordados en la 22ª sesión de CCLAC.

2. ¿Falta alguna otra actividad fundamental?

Si. Costa Rica considera fundamental abordar la Meta 1: Abordar de forma oportuna cuestiones actuales, nuevas y decisivas, con sus respectivos Objetivos 1.1 y 1.2. Por lo anterior, propone mantener una de las actividades correspondientes al Plan Estratégico 2014-2019

Desarrollar un proceso sistemático para estimular la identificación de cuestiones emergentes relacionadas con la inocuidad de los alimentos, la nutrición y las prácticas equitativas en el comercio de alimentos.

3. ¿Estas actividades son prácticas y posibles de implementar en el período 2020-2021?

Algunas podrían ser implementadas al 2021, pero requieren de seguimiento para medir su impacto de manera que, permita tomar acciones correctivas u identificar oportunidades de mejora.

4. ¿Es necesario subdividir las actividades de manera que se inicien en 2020-2021 y se continúen en los años siguientes?

Se debe priorizar las actividades de acuerdo a su viabilidad de ejecución e implementación a corto plazo.

Atentos saludos.

Uruguay: En lo que refiere a las actividades mencionadas en el CRD 16, se considera que son una buena aproximación a las actividades necesarias para lograr los objetivos propuestos. Sin embargo, se coincide con lo mencionado anteriormente sobre la importancia de la correlación entre actividad/ objetivo.

A continuación, se detallan los principales comentarios que se entiende pertinente realizar sobre el Plan Estratégico propuesto.

- Meta 1: Abordar de forma oportuna cuestiones actuales, nuevas y decisivas.

Objetivo 1.1 Determinar las necesidades y las nuevas cuestiones.

Se puede realizar además de las consultas a los países, un informe periódico sobre vigilancia tecnológica que permita visualizar y anticipar los temas actuales que requieren abordaje.

- Meta 2: Elaborar normas fundadas en la ciencia y en los principios de análisis de riesgos del Codex.

- Objetivo 2.1

Actividad 2.1.1, se considera adecuada y se considera que lo más apropiado es cursos en línea y capacitaciones a distancia sobre los temas mencionados

- Objetivo 2.2

Actividades: 2.2.1 – 2.2.3 – 2.2.6 Compartimos lo expresado por Chile de fusionarlo en una actividad.

Actividad: 2.2.2 Es parte del trabajo que debe hacer en cada país quienes tienen que llevar adelante el tema del Codex en la interna. Es de índole interna del país.

Actividades 2.2.5 y 2.2.7 - Se sugiere evaluar la pertinencia de estas actividades dentro del objetivo. Como lo expresa Chile, no se aprecia la relación directa con el objetivo 2.

Opcionalmente podría indicarse la siguiente actividad: "compilar los datos recabados a nivel regional para presentarlos ante los ámbitos correspondientes".

- Objetivo 2.3

Actividad 2.3.1 Plantear a las oficinas locales de FAO y OPS, la necesidad de contar con financiamiento para los órganos de asesoramiento científico (JEMRA, JECFA, etc) así como transmitir la relevancia de mantener el financiamiento de estos órganos en las reuniones de FAO y OMS.

- Meta 4: Favorecer la participación de todos los miembros del Codex a lo largo del proceso de establecimiento de normas

- Objetivo 4.1

Actividad 4.1.2 Compartimos lo expresado por Chile de que debe ser posterior al 4.1.1 Luego podría ser "una vez obtenido el diagnóstico, realizar una consultoría para definir una propuesta de estructura sostenible".

- Objetivo 4.2

Actividades 4.2.1 y 4.3.1 no parecen actividades concretas. Por lo que se sugiere reformular.

Actividad 4.2.1 Cuando se ha discutido la baja participación en diferentes ámbitos del Codex por parte de la región no se ha señalado la falta de interés en las causas, por lo que entendemos que esta actividad no impactaría en la mejora de la participación. Respecto a la accesibilidad, entendiendo esta como capacidad técnica para abordar los temas, si fue mencionado. En este caso una actividad podría ser: "reforzar el apoyo desde la coordinación regional y a nivel nacional para el seguimiento de los temas de interés".

- Objetivo 4.3

Actividad 4.3.1 En las discusiones de obstáculos a la participación no he observado que la falta de priorización sea un obstáculo. Si observamos por ejemplo los comentarios respecto a la participación en los ewg, los países tienen formas de priorizar los temas por lo cual se sugiere eliminar esta actividad.

Actividad 4.3.2 Compartimos lo expresado por Chile.

Guatemala: Guatemala considera que positivamente se han incluido las actividades fundamentales en el plan estratégico regional y se debe reconocer el rol de coordinación ejercido por la Secretaría Regional en Chile en esta tarea. Sin embargo, se están remitiendo algunas acotaciones que buscan complementar los comentarios que ya fueron enviados por otros miembros, y que son los siguientes:

(1) Los indicadores en un plan son una herramienta importante para proponer opciones de mejora, pero algunos de ellos en el plan parece difícil de cuantificar, para lo cual se deberá contar con el beneplácito de todos los miembros y arriesgarse a formular cifras absolutas en los indicadores; por ejemplo: Que todos los miembros CCLAC incrementen su participación en cinco (5) grupos de trabajo electrónico. Esto es solamente una sugerencia para discusión en el entendido que miembros como México y Brasil que tienen una alta participación en GTE (105 y 99 respectivamente) podrán tener otros parámetros.

(2) La mayoría de comités nacionales de Codex en CCLAC, se ha identificado que son grupos reducidos y con altos volúmenes de documentos para discusión y análisis, además que debe complementarse con funciones propias de cada uno de los funcionarios integrantes. En esta limitante es muy difícil de implementar una opción de mejora ya que depende de cada caso en particular, y de la disponibilidad de los países de mejor estructura (México, Brasil, Chile) para brindar apoyo en proyectos de construcción de capacidades, no obstante se recomienda que se formulen proyectos de esta naturaleza a ejecutar en el período 2020 – 2021 para la región; para lo cual debe identificarse los mecanismos de cómo realizar la formulación y ejecución respectiva de estos proyectos así como identificar los miembros que puedan participar en los mismos.

(3) La herramienta de diagnóstico que tiene el CTF representa una oportunidad para la detección de limitantes dentro de las estructuras nacionales, pero también es un instrumento para la formulación de proyectos de trabajo, por lo que es una alternativa para utilizar en el período 2020 – 2021 por los países de la región, para la búsqueda de financiamiento no necesariamente dentro de los montos que otorga CTF.

(4) Se reitera el poco apoyo que se ha tenido de Representaciones como FAO y OPS a las estructuras nacionales de la región, que probablemente se deba a las planificaciones nacionales que no han priorizado la higiene de alimentos en las mismas. Esta falta de apoyo ha sido retomada con mucho interés por organismos como IICA y OIRSA pero es un tema que debe estar considerado en la ejecución de las actividades que CCLAC estará ejecutando en el período 2020-2021.

(5) Finalmente, aunque las prioridades de la región se han centrado en los objetivos 2 y 4, no hay que perder de vista los otros objetivos, por ejemplo el No. 3, en donde se presenta la necesidad de tratar temas como el impacto que tienen las normas del Codex a nivel de regulaciones nacionales.

Panamá: Panamá agradece a la Secretaría del Codex y a la Presidencia del CCLAC, por el trabajo realizado y el abordaje de los temas, en esta ocasión respondiendo al punto 7.2.

¿Falta alguna otra actividad fundamental?

Consideramos muy temprano poder indicar si haga falta alguna actividad para realizar, sin embargo, las mismas planteadas en el documento referencia buscas de manera objetiva dar inicio al plan estratégico 2020-2025 y a corto plazo viendo la aplicación a 2021.

¿Estas actividades son las más adecuadas para la región?

Consideramos muy apropiadas cada una de las actividades propuestas, para ser desarrolladas con prioridad en la región CCLAC. Podemos subrayar dentro de la Meta Prioritaria 2 lo siguiente:

- Tal cual lo detalla el numeral 2.1 que hace referencia al uso tener como base de todos los trabajos del Codex un respaldo de la ciencia al recibir el asesoramiento para el análisis de cada trabajo en pie y a ser realizado.
- La actividad que recae sobre el numeral 2.1.1 que hace un llamado a realizar actividades que permitan la comprensión de la ciencia y el funcionamiento Codex en conjunto, por esta razón apoyamos la propuesta de redacción que hace Costa Rica, donde detalla que tipo de acciones deben utilizarse como manera de buscar el efectivo aprendizaje y poder así utilizar adecuadamente los recursos.

El uso de las plataformas digitales facilita aún más el trabajo desde la gestión Codex, sin embargo, existen actualmente baches que no han sido subsanados para poder ser más efectivos en el uso de las plataformas

disponibles del Codex Alimentarius, la inversión de recursos para garantizar que cada estado parte cuente con una infraestructura que le permita abordarlos es una tarea real.

Queremos también rescatar lo dicho por Costa Rica y expresado por otros países al abordar la temática de participaciones físicas, es muy cierto que a Panamá le resulta muchas veces difícil participar de todas las reuniones que ciertamente se hace un esfuerzo de fuerza conjunta para lograr cada objetivo que garantice nuestra opinión y nuestros intereses como país.

4.3.2 Explorar otras alternativas para celebrar reuniones que faciliten la discusión y el respectivo avance de los temas

...las reuniones presenciales del Codex son fundamentales, a los países cada vez más, se les complica la participación física, Es por ello que, se considera necesario explorar nuevos mecanismos que faciliten la discusión y el respectivo avance de los temas. Por ejemplo, alternativas utilizadas por otros organismos internacionales. Costa Rica aplaude la implementación de este proceso de discusión, para concluir adecuadamente los acuerdos relacionados con los temas que no pudieron ser abordados en la 22ª sesión de CCLAC...

¿Falta alguna otra actividad fundamental?

Por el momento decir que tenemos alguna otra propuesta es decir que sabemos el posible resultado de cada una de las ya presentadas sin embargo creemos que nuevas actividades podrían derivarse de las ya planteadas que de hecho tenemos que considerar las prioritarias para fortalecer las gestiones del Codex en cada estado parte.

¿Estas actividades son prácticas y posibles de implementar en el período 2020-2021?

Todas las actividades propuestas pueden ser desarrolladas, pero requieren de un seguimiento constante y continuo que vele por garantizar la obtención de buenos resultados basados en la mejora continua de las actividades, utilizando indicadores que permitan medir la efectividad de sus acciones.

¿Es necesario subdividir las actividades de manera que se inicien en 2020-2021 y se continúen en los años siguientes?

Consideramos que comenzar con el principio puede ir arrojando la verdadera ruta a seguir, sin embargo, creemos que debemos darle prioridad a las más sensitivas y que de forma externa puedan ir trabajando la inclusión de nuevas actividades que faciliten la aplicabilidad de todas las metas.

El Salvador: Estimado Presidente de Grupo por correspondencia CCLAC 21 PARTE II

Atentamente remitimos comentarios de El Salvador sobre el tema 7.2 del programa CCLAC 21 PARTE II.

META: 2

Objetivo 2.1: Usar sistemáticamente el asesoramiento científico de acuerdo con los principios de análisis de riesgos del Codex

El Salvador apoyó:

- CX/LAC 19/21/CRD 16 2.2.1 Realizar actividades para mejorar la comprensión en todos los países de la región del uso de asesoramiento científico y el análisis de riesgos en las actividades de establecimiento de normas (talleres presenciales o cursos en línea sobre el Codex y el análisis de riesgos, tutoría, etc.)

El Salvador mantiene el apoyo a la actividad 2.1.1. Propuesta en CX/LAC 19/21/CRD 16; considera que en la parte responsable es Secretaria del Codex, Coordinador Regional y en materia de coordinación P.C.C.

Realización: 2020-2021

Objetivo 2.2: Promover la presentación y utilización de datos representativos a nivel mundial en la elaboración y el examen de las normas del Codex

El Salvador Sugirió:

- CX/LAC 19/21/CRD 16 2.2.1 Identificar Redes Técnicas Regionales y socializar esta información con los PC

- CX/LAC 19/21/CRD 16 2.2.2 Informar a las autoridades nacionales competentes las prioridades regionales definidas a fin de que se dispongan los recursos necesarios en apoyo a los trabajos de interés regional y de impacto nacional
- CX/LAC 19/21/CRD 16 2.2.3 Promover actividades para fortalecer generación de datos en la región.

El Salvador propuso en CX/LAC 19/21/CRD 7 la actividad 2.2.1, 2.2.2., 2.2.3 del CRD 16 expresando el apoyo de las mismas priorizando como se muestra a continuación:

Sobre estas actividades consideramos lo siguiente:

- La actividad 2.2.1 puede ser fusionada con 2.2.6 como también lo propone Chile ya que ambas actividades están relacionadas y pretenden el mismo objetivo. Realización 2020-2021.
- La actividad 2.2.3 puede ser realizada como seguimiento de la actividad 2.2.1 para ser abordada 2022-2023, considerando la actividad 2.2.2 y 2.2.7 como parte de las actividades para desarrollar 2.2.3. Realización 2022-2023
- Las actividades 2.2.4 y 2.2.5 se consideran que son de carácter estratégico y además el Codex Alimentarius cuenta con mecanismos establecidos para expresar preocupaciones según requiera, por lo que no forman parte para dar cumplimiento al objetivo 2.2

Objetivo 2.3 Promover el suministro de financiación suficiente y sostenible para los órganos de expertos que proporcionan asesoramiento científico

El Salvador Sugirió:

- CX/LAC 19/21/CRD 16 2.3.1 Programar actividades adicionales con el objeto de incrementar la sensibilización sobre la importancia de los trabajos que desarrollan los órganos de expertos de asesoramiento científico.

El Salvador propuso en CX/LAC 19/21/CRD 7 la actividad 2.3.1 del CRD 16, considerando el comentario de Chile sobre esta actividad, se sugiere modificarla como se presenta:

“2.3.1, Programar actividades que posicionen efectivamente a la inocuidad alimentaria en la agendas e informes de las reuniones FAO y OMS en sus máximas instancias de coordinación para incrementar la sensibilización sobre la importancia de los trabajos que desarrollan los órganos de expertos de asesoramiento científico.” Realización: 2020-2021

META: 4

Objetivo 4.1: Posibilitar estructuras nacionales sostenibles del Codex en todos los Estados miembros

El Salvador Sugirió:

- CX/LAC 19/21/CRD 16 4.1.1 Promover el uso de Instrumento de Diagnóstico y otros de evaluación que existen por FAO Y OMS. Para que las estructuras nacionales Codex los conozcan, entiendan e implementen en los países miembros.

El Salvador propuso en CX/LAC 19/21/CRD 7 la actividad 4.1.1 del CRD 16 expresando el apoyo a dicha actividad, estamos de acuerdo con las consideraciones planteadas por Chile, apoyamos lo expresado el documento CX/LAC 19/21/CRD 16 en la justificación de la actividad, partes responsables y realización prevista, 2020-2021.

El Salvador ha implementado la herramienta de diagnóstico del Codex, al igual que Cuba y otros país de la región; No obstante, consideramos que realizar las actividades a nivel regional aportaría a la identificación de necesidades de mejora para dar cumplimiento al objetivo 4.1

- CX/LAC 19/21/CRD 16 4.1.2 Promover la realización de actividades que permita establecer el costo beneficio para los países de disponer de estructuras nacionales sostenibles del Codex

El Salvador propuso en CX/LAC 19/21/CRD 7 la actividad 4.1.2 del CRD 16 expresando el apoyo a dicha actividad y se sugiere realizarla posterior a la 4.1.1, al disponer de los resultados regionales.

Esta actividad puede realizarse mediante foros facilitados por la Secretaría, en el que los países consolidados en su estructura Codex y los países beneficiarios del CTF puedan compartir su experiencia y el costo-beneficio obtenido de contar con estructuras nacionales sostenibles para favorecer la concientización nacional.

Objetivo 4.2: Aumentar la participación sostenible y activa de todos los miembros del Codex

El Salvador Sugirió:

- CX/LAC 19/21/CRD 16 4.2.1 Propiciar que todos los proyectos propuestos a nivel de Codex sean de interés y a su vez accesibles para todos los países miembros

El Salvador propuso en CX/LAC 19/21/CRD 7 la actividad 4.2.1 del CRD 16 expresando el apoyo a la misma, para realizarse en 2020-2021 y como parte responsable, el Comité Coordinador y los P.C.C. Considerando el comentario de Chile proponemos una nueva redacción:

“Establecer Mecanismos de comunicación regional para informar los proyectos propuestos (temas) Codex que sean de interés y requieran apoyo por los países miembros de la región”

Consideramos sobre la actividad propuesta en CX/LAC 19/21/CRD 16:

- La actividad 4.2.2 está relacionada con la actividad mencionada en 4.1.2, por lo que se propone integrarlas (Fecha de realización 2022-2023)
- La actividad 4.2.3 se considera importante para alcanzar el objetivo 4.2 (Fecha de realización 2022-2023)
- Respecto a la actividad 4.2.4 se apoya lo opinado por Chile, que esta actividad está contemplada en lo expresado en la actividad 2.3.1

Objetivo 4.3: Reducir los obstáculos que impiden la participación activa de los países en desarrollo

El Salvador Sugirió:

- CX/LAC 19/21/CRD 16 4.3.2. Gestionar recursos adicionales con objeto de financiar la participación de los representantes nacionales en las actividades que requieren participación presencial.

El Salvador propuso en CX/LAC 19/21/CRD 7 la actividad 4.3.2 del CRD 16 expresando el apoyo de las mismas. Proponemos la siguiente redacción “Gestionar recursos internacionales con objeto de financiar la participación de los representantes nacionales en las actividades que requieren participación presencial.”

Colombia: Colombia agradece la oportunidad que tanto la Secretaría del Codex, como la Presidencia del CCLAC, han brindado para presentar los comentarios referentes al punto 7.2 de la agenda.

Consideramos que las actividades planteadas para las metas 2 y 4 son adecuadas dadas las necesidades de la región, sin embargo se deben organizar de acuerdo a las prioridades que se determinen en este foro. Cabe tener en cuenta que –como se menciona en la introducción de este plan estratégico- este plan incorpora un nuevo enfoque que se centra en promover la pertinencia de las normas del Codex y su utilización por parte de los gobiernos y otras entidades en aras de propender por el mandato del Codex.

Para el Objetivo 2.1, actividad 2.1.1 Colombia considera y está de acuerdo con los demás países en que es una actividad que debe ser priorizada. Apoyamos la nueva redacción propuesta por Costa Rica, sin embargo debemos pensar como región en un estrategia que nos permita desarrollar una mejor comunicación con los demás órganos auxiliares del Codex, ya que la responsabilidad de cumplimiento del Objetivo 2.1, es compartida. “La responsabilidad principal por el cumplimiento del objetivo 2.1 recae en los órganos auxiliares del Codex”.

Con respecto al Objetivo 2.2, actividades 2.2.1, 2.2.3 y 2.2.6 estamos de acuerdo con Chile y Brasil en que se conjuguen en una sola actividad, ya que su espíritu va encaminado en el mismo sentido. La consolidación de redes de información técnico- científica para la generación de data que permita soportar los trabajos desarrollados en Codex es de importancia mayor, ya que tendremos la posibilidad de aportar información especializada sobre temas propuestos.

Respaldamos a Ecuador y Brasil, en que las actividades 2.2.4 y 2.2.5 deberían ser priorizadas por la región, en orden de exhortar el uso de la ciencia cuando surjan situaciones que impidan el avance de cualquier texto del Codex.

Con relación con el objetivo 4.1 - actividad 4.1.1, Colombia está de acuerdo con las actividades allí mencionadas. Estamos en concordancia con Chile respecto a la inclusión del Coordinador regional como miembro clave para el desarrollo de las actividades.

Para la actividad 4.2.4, y resaltando las declaraciones realizadas por el representante de la FAO durante la sesión número 42 de la Comisión del Codex en donde: se animó a los Estados miembros interesados, a que se pusieran en contacto con los representantes locales tanto de la FAO como OMS; para manifestar el deseo de obtener asistencia en aras a formular actividades de desarrollo adaptadas a las necesidades nacionales o regionales específicas, a efectos de mejorar las capacidades técnicas e institucionales para favorecer la aplicación de los textos del Codex y la observancia de estos, puesto que el fomento de la capacidad —el fortalecimiento de las capacidades técnicas e institucionales para aplicar los textos del Codex en el contexto nacional— es el objetivo primordial de ellos. Colombia considera que se debe incluir la actividad con la modificación, que se establezcan los encuentros la FAO-OMS con el coordinador regional o con los diferentes puntos de contacto nacionales para promover los trabajos del Codex.

En cuanto a la actividad 4.3.2 apoyamos el comentario realizado por Costa Rica.

¿Falta alguna otra actividad fundamental?

Colombia al igual que Chile, Cuba y Costa Rica considera que es importante incluir los Objetivos 1.1 y 1.2, y respalda la propuesta de Costa Rica para introducir la actividad referente al desarrollo de un proceso sistemático para estimular la identificación de cuestiones emergentes relacionadas con la inocuidad de los alimentos, la nutrición y las prácticas equitativas en el comercio de alimentos.

Saludos cordiales,

Nicaragua: Nicaragua agradece a la Presidencia de CCLAC y a la Secretaría del Codex por la presentación del tema 7.2 y por considerar sus propuestas, contenidas en el documento CX/LAC 19/21/CRD6.

¿Estas actividades son las más adecuadas para la región?

En términos generales las actividades planteadas en el documento son acertadas, sin embargo Nicaragua propone ajustes para las siguientes actividades:

Objetivo 2.1

Actividad 2.1.1

Se proponen ajustes de redacción:

Llevar a cabo actividades (Videoconferencias, cursos en línea, talleres presenciales, entre otros) de creación de capacidades técnicas para mejorar la comprensión sobre el asesoramiento científico y el análisis de riesgos en el desarrollo de textos del Codex.

Actividad 2.2.3

Nicaragua considera oportuno incluir dentro de esta actividad la creación de alianzas con organizaciones de cooperación para generar datos a nivel regional, por lo cual propone la siguiente redacción:

“Promover alianzas entre los miembros y organizaciones de cooperación para la generación de datos”.

¿Falta alguna otra actividad fundamental?

En el objetivo 4.3 "Reducir los obstáculos que impiden la participación activa de los países en desarrollo", Nicaragua propone incorporar la siguiente actividad:

Actividad 4.3.1: Realizar debates documentados en los comités coordinadores regionales (CCR) o reuniones conexas sobre los obstáculos que impiden la participación de los países en el desarrollo de textos y las posibles soluciones. Los países miembros deberán establecer un orden de prioridad para las cuestiones y proponer medidas concretas.

Justificación: Identificar los obstáculos que impiden la participación activa de los países es un ejercicio que permitirá realizar propuestas y ejecutar estrategias oportunas, bajo un orden lógico.

Partes responsables: Países miembros y Comité Coordinador

Realización prevista: 2020-2022

Tomando en consideración las observaciones de algunos países miembros, Nicaragua desea justificar la importancia de incluir en el plan las siguientes actividades, relativas a la meta 4:

4.2.2 Desarrollar programas de hermanamiento / intercambios de experiencias entre países con estructuras Codex sólidas y países con estructuras Codex en desarrollo

El documento CX/LAC 19/21/9 evidencia buenas prácticas llevadas a cabo por la región para establecer vínculos de cooperación técnica entre sus miembros, principalmente a través de programas de hermanamiento.

Desde la experiencia de Nicaragua, el hermanamiento ha sido un medio efectivo que ha impactado positivamente en la gestión de su estructura nacional y que incluso ha apalancado vínculos de cooperación técnica para otros componentes del sistema de inocuidad.

Se considera de gran importancia que la región incluya la actividad dentro del plan, integrando la sostenibilidad como elemento fundamental en la cooperación sur-sur, de manera que en los próximos años los países que ya han sido beneficiados puedan replicar el ejercicio con otros países miembros.

Cabe señalar que la figura de “hermanamiento” no está limitada o condicionada a la formulación de un proyecto o ejecución de montos financieros; ya que es posible utilizar otros medios, por ejemplo los electrónicos.

En línea con lo expuesto con Chile, es necesario que los países beneficiarios cuantifiquen los resultados e impacto de las actividades en el marco de la cooperación y adicional a esto, se visibilice a nivel regional la buena práctica.

4.2.3 Fortalecer las plataformas electrónicas del Codex, de manera que cumplan con la función de facilitar el trabajo de los miembros y de la Secretaría del Codex.

Las plataformas electrónicas del Codex deben tener un rol fundamental en la facilitación del trabajo de las estructuras nacionales, principalmente de las más pequeñas. Si bien, la Secretaría ha impulsado actividades enfocadas en capacitaciones que algunos países miembros hemos logrado replicar, es importante destacar que la actualización y mejora continua en las tecnologías de información y comunicación son vitales. En este sentido, se agradece la actualización y mejoras que se han realizado recientemente al Sistema de comentarios en línea del Codex Alimentarius (OCS) y se sugiere que se tome como ejemplo para invertir y aplicarlo a las otras plataformas del Codex.

¿Estas actividades son prácticas y posibles de implementar en el período 2020-2021?

En general, las actividades presentadas en el CRD son prácticas sin embargo se puede valorar la posibilidad de fusionar algunas actividades planteadas en la meta 2.

¿Es necesario subdividir las actividades de manera que se inicien en 2020-2021 y se continúen en los años siguientes?

Nicaragua considera que muchas actividades han sido planteadas en términos de garantizar su sostenibilidad, por lo tanto puede darse continuidad en los siguientes años.

Saludos,

Paraguay: Paraguay agradece a la coordinación regional y a la Secretaría del Codex la oportunidad de opinar sobre las actividades propuestas para lograr las metas del Plan estratégico 2020-2025.

Respondiendo a las preguntas formuladas:

1. Estas actividades son las más adecuadas para la región?

En primer lugar consideramos que estas actividades son las más adecuadas para la región y en lo referente al Objetivo prioritario 2.1 estamos de acuerdo con la propuesta de redacción planteada por Costa Rica, ítem 2.1.1.

Objetivo prioritario 2.2. Son muy importantes las actividades 2.2.1 y consideramos fundamental la actividad 2.2.5 a fin de respaldar las Normas/propuestas/trabajos estancados en los procesos del Codex durante años, esto permitira agilizar las gestiones del Codex.

Objetivo prioritario 4.1 Es pertinente la aplicacion de la herramienta diagnostica desarrollada por el Codex a nivel regional a fin de identificar las estructuras en todos los estados miembros del Codex. 4.2.1 se propone eliminar por ser de muy dificil cumplimiento . 4.2.2 Es una actividad que puede ayudar al fortalecimiento de las capacidades analíticas con miras a la generacion de conocimientos que posibiliten sustentar las posturas nacionales y/o regionales.

2 ¿Falta alguna otra actividad fundamental?

Consideramos que en los dos años se podra visualizar y evaluar el desarrollo de las actividades anteriores y a partir de alli incorporar otras.

3. ¿Estas actividades son prácticas y posibles de implementar en el período 2020-2021?

Consideramos que si son practicas y posibles de implementar en este preiodo de tiempo

4. ¿Es necesario subdividir las actividades de manera que se inicien en 2020-2021 y se continúen en los años siguientes?

Al ser un Plan estrategico, es importante que las actividades iniciadas en 2020-2021 se vayan cumpliendo paso a paso a fin de que sean sostenibles en los años siguientes.

Atentamente

Dominican Republic: Distinguido Presidente CCLAC:

República Dominicana agradece la oportunidad de realizar comentarios al tema 7.2.

Al examinar las actividades actuales propuestas en el marco de los objetivos 2.1, 2.2 y 2.3, así como 4.1, 4.2 y 4.3; además de las planteadas en el marco del objetivo 1.1 y 1.2, consideramos pertinentes las observaciones realizadas por Costa Rica y las apoyamos plenamente.

Además, en la pregunta ¿Falta alguna otra actividad fundamental?

República Dominicana sugiere se añadan las siguientes actividades al Objetivo 4.3:

1) Para reducir "los obstáculos que impiden la participación activa de los países en desarrollo", se debe incrementar que aquellos GTe que sean necesarios y pertinentes se establezcan en los idiomas oficiales del Codex.

A la vez que sugiere se añada un indicador que muestre la mayor oportunidad de integración de los países en desarrollo en la elaboración de los documentos del Codex.

Este indicador podría ser "Cantidad de grupos de trabajo electrónicos en los tres principales idiomas: Inglés, español y francés".

2) Que las reuniones de los comités y órganos auxiliares, incrementen la utilización de los medios audiovisuales, transmisión en vivo, con lo cual, se podría incentivar el seguimiento de mayor cantidad de expertos en los debates de las reuniones y a través de sistemas de comunicación como las redes sociales (whatsApp y otros), mantener un mayor contacto con la delegación oficial asistente a la reunión.

Y para ello, sugerimos añadir los siguientes indicadores:

"Cantidad de reuniones con transmisión en vivo"

"Cantidad de reuniones con difusión de las traducciones simultáneas en vivo".

"Cantidad de Miembros que se conectaron a esta transmisión"

"Cantidad de países en desarrollo, que utilizaron esta tecnología multimedia para integración y seguimiento a la reunión del comité".

Atentamente,

CCLAC Chairperson: Estimados Miembros

Junto con agradecer a nombre del equipo de la Secretaría del CCLAC a todos quienes hicieron comentarios y también a todos aquellos que han estado siguiendo las conversaciones en el foro, les presento la primera versión de las conclusiones para el tema 7.2 de la agenda del CCLAC II.

Antes de que sigan, quisiera reflexionar sobre lo que verán en las conclusiones para este tema.

Lo primero es que debemos estar consientes del tiempo que tenemos para implementar estas actividades. Para esto, debemos considerar que estas actividades son las que el CCLAC deberá implementar hasta su próxima reunión. Si bien no hay fecha definida para esa reunión, podríamos aproximar que será en septiembre, octubre o noviembre del 2021 en Ecuador, por lo que con cierto grado de imprecisión, es posible mencionar que nos queda un año y medio para implementarlas. Si pensamos que para reportarlas en el comité (en la reunión del CCLAC22), el documento debe estar 2 meses antes disponible en la web, y para redactarlo y traducirlo se requiere un mes, nos queda entonces 1 año y 3 meses para planificar e implementar las actividades que vamos a seleccionar en este ejercicio.

Lo segundo, es que al momento de seleccionar las actividades, debemos tener alguna idea de si requerirán fondos o no para su implementación, y de ser posible, tener también alguna noción acerca de dónde podrían provenir esos fondos y cómo se podrían poner a disposición para ser ejecutados, considerando a quién se designa como principal responsable de la actividad. Creo que no sería una buena idea dejar actividades que requerirán fondos sustanciales, sin hacer también una propuesta para financiarla de manera directa o tentativa. No queremos tener en el CCLAC22, un montón de actividades que no se pudieron ejecutar por falta de fondos, además, creo que hay muchas buenas propuestas (la mayoría) que no requieren de grandes sumas para ser implementadas.

En tercer lugar, es probable que varias actividades propuestas por los países no queden seleccionadas, o sea no hayan sido priorizadas. Priorizar es un ejercicio interesante y también difícil, significa decirle que no a la mayoría de las propuestas (algo que siempre nos cuesta), para decirle que sí de manera responsable y comprometida a aquellas que creemos más importantes y realizables en el momento actual, considerando su claridad (evitando actividades ambiguas o demasiado genéricas), costo y tiempo necesario para implementar.

Es considerando los 3 puntos arriba descritos que les propongo 7 actividades, 4 para la meta 2 y 3 para la meta 4, les comento también que la propuesta contempla que todas las actividades estén implementadas para 2021, esto nos da la posibilidad de planificar nuevas actividades para el período 2021 -2023, que pueden ser para las mismas metas que ya hemos escogidos, pero para distintos objetivos, o para las otras metas que en esta oportunidad no priorizamos (pero que si fueron mencionadas en las discusiones del foro).

Sin más, les dejo a continuación las actividades propuestas para las metas 2 y 4, metas que como señala el CRD 16 del CCLAC21, fueron priorizadas en un grupo de trabajo paralelo presidido por Ecuador. Estaré leyendo sus comentarios y dando respuesta en caso de que necesiten aclaración.

Los invito a comentar estas conclusiones para avanzar en tener identificadas las actividades definitivas que como comité nos comprometemos a implementar para el CCLAC22:

Meta 2: Elaborar normas fundadas en la ciencia y en los principios de análisis de riesgos del Codex.

Objetivo 2.1: Usar sistemáticamente el asesoramiento científico de acuerdo con los principios de análisis de riesgos del Codex

Actividad propuesta 2.1.1: Llevar a cabo actividades (Videoconferencias, cursos en línea, talleres presenciales, entre otros) de creación de capacidades técnicas para mejorar la comprensión sobre el asesoramiento científico y el análisis de riesgos en el desarrollo de textos del Codex.

- Justificación de las actividades propuestas: mejorar la comprensión del uso del asesoramiento científico y ayude a facilitar el acceso e intercambio de información entre los expertos y evaluadores de riesgo de la Región.
- Parte responsable o principal: Coordinador regional, y Secretaría del Codex
- Realización prevista: 2021-2022
- Mecanismo de suministración de información: Reporte del curso a CCLAC22
- Comentarios del Presidente: Esta parece una muy buena idea, sin embargo se debe considerar que para el caso del curso on-line, es una actividad que requiere de sustanciales recursos financieros, tiempo e

insumos, adicionalmente. En un ejercicio especulativo, los recursos necesarios serían: asesoría profesional para desarrollar el contenido técnico del curso, posterior diagramación y diseño y luego montaje en una plataforma para cursos on-line, se deberá ver si el curso contará con la tutela de un encargado de responder preguntas ya clara temas o si será un curso autónomo. Otra posibilidad es que Codex reflote el curso que hace hasta un tiempo tenía disponible en la web, pero que de todas maneras requiere una actualización.

Actividad propuesta 2.1.2: Elevar preocupaciones en todas las instancias del Codex Alimentarius, desde Comités de productos y de asuntos generales, hasta la Comisión y el CCEXEC, cuando se proponga la detención o entorpezca el avance de normas que cuentan con sólidos sustentos científicos.

- Justificación de las actividades propuestas: las normas del Codex son un referente para aquellos países que tienen dificultad para desarrollar muchas de las evaluaciones y análisis necesarios para establecer regulaciones para inocuidad y calidad alimentaria. Adicionalmente reflejan el compromiso de los miembros del Codex con el multilateralismo y el comercio internacional de alimentos. Todo lo anterior tiene su base en la ciencia como un lenguaje neutro, objetivo, predecible y basado en evidencia.
- Realización prevista: 2020 -2021
- Parte responsable o principal: Todos los países miembros del CCLAC, liderados por el coordinador regional
- Mecanismo de suministro de información: reporte CCLAC21 de posiciones coordinadas realizadas en las reuniones plenarias del Codex y uso adecuado de las posiciones regionales que figuren en el reporte del CCLAC
- Comentarios del Presidente: esta actividad se ve como oportuna y necesaria. Para ser implementada requerirá que se de continuidad a las actividades de preparación a las distintas reuniones del Codex, lideradas por el coordinador regional y apoyadas por socios estratégicos como el IICA, la FAO y la OPS/OMS. Requiere también el compromiso e involucramiento de todos los miembros del CCLAC. Se materializará en posiciones coordinadas realizadas en reuniones plenarias, y por supuesto en las posiciones regionales acordadas en reuniones plenarias del CCLAC

Objetivo 2.2: Promover la presentación y utilización de datos representativos a nivel mundial en la elaboración y el examen de las normas del Codex

Actividad propuesta 2.2.1: Generar, recopilar, identificar, promover, e intercambiar bases de datos y redes técnicas para la región.

- Justificación de las actividades propuestas: construir redes contribuye a la consolidación, fortalecimiento y expansión del capital profesional existente en la región.
- Realización prevista: 2020-2021
- Parte responsable o principal: Puntos Focales de países miembros, Coordinador Regional.
- Mecanismo de suministro de información: reporte a CCLAC22.
- Comentarios del Presidente: se ve como una actividad clave que se viene haciendo años comentando en la región. Si bien no serían necesarios recursos financieros sustanciales, si se requiere el compromiso de los países para aportar, y dedicación de tiempo desde el equipo CCLAC para darle seguimiento y mantenerla activa

Objetivo 2.3: Promover el suministro de financiación suficiente y sostenible para los órganos de expertos que proporcionan asesoramiento científico.

Actividad propuesta 2.3.1: Realizar gestiones para asegurar que los delegados que asisten a reuniones de FAO/OMS, estén consientes del trabajo realizado por Codex, y sean efectivos en posicionar la inocuidad alimentaria en las agendas y reportes de FAO y OMS

- Justificación de las actividades propuestas: es necesario el apoyo concreto de FAO y OMS para seguir generando asesoramiento científico al Codex. FAO y OMS realizan su trabajo en base a las solicitudes de sus Miembros, las que se transmiten de manera oficial durante las reuniones de sus máximas instancias de coordinación, la Asamblea Mundial de la Salud para OMS y la Conferencia para la FAO.
- Realización prevista: 2020 -2021
- Parte responsable o principal: Coordinador regional, países miembros
- Mecanismo de suministro de información: Documentos de la FAO y la OMS sobre asesoramiento científico e informes de reuniones.
- Comentarios del Presidente: si bien existe un avance debido a la aprobación de parte del comité ejecutivo de la asamblea mundial de la salud para una resolución que explícitamente apoya la labor del Codex, es importante no descuidar la necesidad de seguir planteando la inocuidad y calidad alimentaria como un tema que debe estar siempre en consideración.

Meta 4: Favorecer la participación de todos los miembros del Codex a lo largo del proceso de establecimiento de normas.

Objetivo 4.1: Posibilitar estructuras nacionales sostenibles del Codex en todos los Estados miembros

Actividad propuesta 4.1.1: Favorecer la implementación de la herramienta diagnóstica desarrollada por el Codex (herramienta de postulación al fondo fiduciario), con el fin de identificar fortalezas, retos y oportunidades las estructuras nacionales del Codex.

- Justificación de las actividades propuestas: La herramienta diagnóstica es de gran utilidad para evaluar el grado desarrollo de la estructura nacional y para identificar medidas de acción (formulación de proyectos, desarrollo de procedimientos, entre otros) congruentes con sus condiciones y capacidades, lo cual aporta a la eficiencia y sostenibilidad la estructura.
- Realización prevista: 2020 - 2021
- Parte responsable o principal: países miembros
- Mecanismo de suministración de información: reporte realizado al CCLAC 22 de países que han implementado la herramienta.
- Comentarios del Presidente: Esta es sin duda una excelente propuesta, requiere eso si del compromiso de los miembros para su realización, y ante todo, de la pro actividad de los puntos focales de Codex en los países. Si bien podrían ser necesarios recursos para su implementación, no son demasiados.

Objetivo 4.2: Aumentar la participación sostenible y activa de todos los miembros del Codex

Actividad propuesta 4.2.1: Fortalecer la participación de la región en las plataformas electrónicas del Codex (On Line Commenting System y Forum), de manera que cumplan con la función de aportar a la inclusividad en las discusiones del Codex.

- Justificación de las actividades propuestas: las herramientas electrónicas del Codex son una gran oportunidad para involucrarse en el proceso de toma de decisiones aún cuando no sea posible asistir a las plenarios, permite también acelerar el avance de normas y profundizar en temas entre reuniones. Sin embargo existe todavía la necesidad de que más países de la región utilicen esta herramienta.
- Realización prevista: 2020 -2021
- Parte responsable o principal: países miembros
- Mecanismo de suministración de información: reporte de países que saben manejar estas herramientas y países que han recibido asesoría desde la Secretaría del Codex.
- Comentarios del Presidente: actualmente la Secretaría del Codex realiza seminarios especializados a todos aquellos países que lo soliciten. En estos seminarios (realizados de manera remota) se aclaran dudas sobre cómo usar estas herramientas.

Actividad propuesta 4.2.2: desarrollo de cooperación sur sur y triangular en la región de América Latina y el Caribe

- Justificación de las actividades propuestas: La cooperación sur-sur y triangular ha sido utilizada por la región desde hace años, y además de fortalecer técnicamente a las estructuras nacionales, sirve para robustecer políticamente el Codex a nivel nacional y construir redes que permiten articulaciones efectivas durante las reuniones plenarios. Destaca el apoyo recibido desde el IICA a través de sus programas de hermanamiento.
- Realización prevista: 2020 -2021
- Parte responsable o principal: países miembros, Coordinador regional, IICA, FAO, OPS/OMS.
- Mecanismo de suministración de información: reporte al CCLAC 22 de actividades de cooperación sur-sur y triangular realizadas
- Comentarios del Presidente: queda pendiente vincular los sistemas nacionales de cooperación que los países poseen con las necesidades existentes en lo relativo a Codex.

Chile: Estimado Sr. Presidente, Secretaría del Codex y Miembros del CCLAC:

Chile agradece el enorme esfuerzo que se esta realizando en conjunto la Secretaria del Codex para desarrollara y presentara la conclusiones bajo el tema 7.2 del programa. En general estamos de acuerdo en las propuestas planteadas, no obstante a continuación dejamos disponibles nuestros comentarios específicos, para las actividades seleccionadas:

Párrafo introductorio

"Sin más, les dejo a continuación las actividades propuestas para las metas 2 y 4, metas que como señala el CRD 16 del CCLAC21, fueron priorizadas en un grupo de trabajo paralelo presidido por Ecuador. Estaré leyendo sus comentarios y dando respuesta en caso de que necesiten aclaración."

Comentario de Chile

Se agradece la elaboración del CRD 16, no obstante, debemos recalcar que este grupo de trabajo no alcanzó a finalizar su labor, partiendo con que no fue posible abrir a plenaria una discusión más profunda y abierta a los Miembros y Observadores. Consideramos que haber iniciado la discusión con esta propuesta está bien, pero que no se puede acotar la selección de las metas y actividades solo a lo que ahí está planteado, más aun considerando que varios Miembros realizaron propuestas con argumentos sólidos para la incorporación de otra meta/actividades en el plan, lo que enriquecería esta conclusión y las prioridades de la región. Chile, se permite insistir en la consideración de la Meta 1 y actividades propuestas, basándose en las propuestas presentadas en el foro, que, en la línea de los mencionado en párrafos anteriores, no requiere contar presupuesto adicional, sino que son más bien temas de gestión para fortalecer un tema que ya ha sido parte de la agenda del CCLAC, esencial para mejorar la eficiencia de reuniones futuras.

Actividad propuesta 2.1.1: Llevar a cabo actividades (Videoconferencias, cursos en línea, talleres presenciales, entre otros) de creación de capacidades técnicas para mejorar la comprensión sobre el asesoramiento científico y el análisis de riesgos en el desarrollo de textos del Codex.

Comentario de Chile

Chile reitera su apoyo al desarrollo de la actividad 2.1.1., priorizando el desarrollo de cursos on-line, con apoyo de FAO y OMS, que ya cuentan con dicha experiencia. La realización prevista, puede ser a largo plazo, es decir 2021-2025.

Actividad propuesta 2.1.2: Elevar preocupaciones en todas las instancias del Codex Alimentarius, desde Comités de productos y de asuntos generales, hasta la Comisión y el CCEXEC, cuando se proponga la detención o entorpezca el avance de normas que cuentan con sólidos sustentos científicos.

Comentario de Chile

No identificamos en esta propuesta una actividad definida, se entiende es un asunto de gran relevancia para la región, pero esto es parte de la tarea implícita del coordinador regional, tal vez se debiera haber identificado algo más concreto como las posturas en CCRVDF, CCCF y CAC que es donde principalmente se ha presentado este tipo de inconvenientes.

Actividad propuesta 2.2.1: Generar, recopilar, identificar, promover, e intercambiar bases de datos y redes técnicas para la región.

Comentario de Chile

Se apoya conclusión para la actividad del 2.2.1.

Actividad propuesta 2.3.1: Realizar gestiones para asegurar que los delegados que asisten a reuniones de FAO/OMS, estén consientes del trabajo realizado por Codex, y sean efectivos en posicionar la inocuidad alimentaria en las agendas y reportes de FAO y OMS

Comentario de Chile

Se apoya conclusión para la actividad del 2.3.1.

Objetivo 4.1: Posibilitar estructuras nacionales sostenibles del Codex en todos los Estados miembros

Comentario de Chile: Chile apoya esta actividad, solo se sugiere como parte responsable en vez de países Miembros, PCC de los países Miembros, y a la Secretaría del Codex y Coordinador regional, como apoyo y seguimiento.

Actividad propuesta 4.2.1: Fortalecer la participación de la región en las plataformas electrónicas del Codex (On Line Commenting System y Forum), de manera que cumplan con la función de aportar a la inclusividad en las discusiones del Codex.

Comentario de Chile

Habría que especificar de qué manera se propone fortalecer la participación de la región al enunciar esta actividad, tal como está planteada, corresponde a un objetivo. Esto se relaciona con la discusión que se dio en el tema 7.1, sobre la participación efectiva en los GTE, por lo cual se sugiere partir con un diagnóstico que

indique los desafíos que enfrentan los Miembros para ser más activos y con ellos identificar cuáles serían las actividades siguientes para fortalecer la participación de la Región.

Actividad propuesta 4.2.2: desarrollo de cooperación sur sur y triangular en la región de América Latina y el Caribe

Comentario de Chile

Tal como se señaló en la ronda de comentarios, tanto por Chile como por otros países, esta actividad debe estar asociada a una medición de impacto de lo ya realizado, en línea con el objetivo del programa de hermanamiento.

Muchas gracias.

Costa Rica: Estimados señores del Secretariado y presidencia del CCLAC, reciban un cordial saludo.

Costa Rica agradece el esfuerzo realizado y la oportunidad que brindan a los países de la región de lograr los acuerdos que no fueron posibles durante la pasada sesión del CCLAC. Inclusive esta modalidad que en nuestros comentarios anteriores aplaudimos, quisiéramos reiterar nuestras felicitaciones porque es una metodología que nos brinda a los países que no pudieron asistir, la oportunidad de participar activamente en las discusiones.

En ese sentido, quisiéramos reiterar nuestros comentarios anteriores en el sentido que varios de las actividades propuestas son responsabilidad y dependen de la gestión de cada país, por lo que, podrían ser reemplazadas por la Meta 1 con las actividades propuestas en este foro.

Para Costa Rica es claro que debe existir una priorización y que debemos consensuar un plan puntual que pueda ser aplicado y medible en el tiempo establecido; sin embargo, considera que los países hemos aportado muy buenos insumos que pueden ser considerados.

Atentos saludos.

CCLAC Chairperson: Estimada Roxana,

Muchas gracias por tus comentarios, creo que hacen un gran aporte a mejorar las conclusiones, en relación a ellos:

Sobre la selección de metas: el grupo de trabajo paralelo si pudo identificar las metas que se deberían incorporar, teniendo como resultado, la priorización de las metas 2 y 4, pero como bien señalas, esto no alcanzó a ser debatido en el Comité, por lo que no puede ser tomado como una decisión del comité, quedando entonces todavía abierto a comentarios.

Debo confesar que me hubiese gustado mantener estas dos metas y no poblar con más actividades, pero debo también reconocer que el comité ha mencionado la importancia de incluir la meta 1, según los registros de este foro fueron Chile, Uruguay, Costa Rica, Cuba, Colombia y República Dominicana lo dejaron por escrito. Es por esto que incorporaré la meta 1 a las conclusiones, y te propongo vincularla a una actividad, recordando que esta meta está ya atendida en gran medida por las conversaciones que tuvimos en relación al tema 3.1 de agenda (señaladas en el reporte del CCLAC21), tema que figura siempre en las reuniones regionales, adicionalmente, como comité ya acordamos encargar al coordinador regional desarrollar un mecanismo de seguimiento de las cuestiones nuevas y actuales mencionadas en las reuniones plenarias, si ya acordamos hacerle seguimiento, quizás podríamos reconocer esto como actividad para esta meta.

Actividad 2.1.1, podríamos priorizar los cursos on-line, priorizar como ya señalé es algo difícil y significa decirle no a lo no priorizado, por lo que más que priorizarlo, me gustaría destacarlo por sobre las otras actividades mencionadas (talleres presenciales, videoconferencias, y dejarlo abierto a otras posibilidades), pero sin dejar éstas otras actividades de lado, pues nos menciona que probablemente existen otras formas de atender la necesidad detectada, que es la de usar el asesoramiento científico y para esto, lograr que más países de la región mejoren el entendimiento de cómo hacerlo. Los cursos on-line pueden ser una forma muy útil pero no la única.

Actividad 2.1.2: concuerdo contigo en que esto es tarea implícita de una coordinación regional, pero como varios países señalaron, es un tema que en estos momentos parece ser fundamental por lo que la actividad propuesta lo pone en la hoja de ruta de la coordinación, debiendo ser promovido, monitoreado, y luego

reportado para posterior análisis. me gustaría pedir a Chile si puede aceptar dejar esta actividad tal como está.

Objetivo 4.1: incorporaremos tus sugerencias, muchas gracias.

Actividad 4.2.1: tienes razón, tal como está redactado es un objetivo y no una actividad. Podríamos definir como actividad realizar talleres virtuales para aprender a usar estos foros. Estos talleres serían por medio de videoconferencias a través de distintas plataformas (webex, Zoom, Gmail), lo que no implica costos ni para el país que realice las capacitaciones, ni para el que la reciba. La Secretaría del Codex ha realizado ya varias veces estas capacitaciones, pero muchos países de la región cuentan también con experiencia que podrían traspasar. Añadiría a las conclusiones entonces esta actividad, y poniendo como responsable también de la coordinación, al coordinador regional, sin olvidar que esto debería funcionar bajo demanda, es decir los países que no tienen conocimiento para usar estas plataformas, deben demandar la capacitación y no esperar pasivamente a que se las propongan. Podríamos partir con la realización de un diagnóstico, pero en este caso puntual, parece ser relativamente simple, hay países que saben usar el foro y el OCS, y otros no, saber usarlo implica tener clave de acceso, saber dónde entrar, conocer que son dos herramientas distintas con objetivos distintos, saber comentar, conocer las distintas opciones que entrega, etc. Preferiría no mezclar esto con la participación en GTe, si bien están relacionados, la discusión en el tema 7.1 ha estado mucho más relacionada a procedimientos que a capacidad para operar las plataformas (salvo el enunciado que dice facilidad en el uso de la plataforma). Veo esta como una oportunidad para incorporar a aquellos países que no han participado en estas herramientas, no porque tengan reparos en los procedimientos que se usan en las o en cuestiones relacionadas a cómo se llega al consenso sino que porque simplemente no saben dónde están, no saben accederlas y no las han utilizado.

Actividad 4.2.2: concuerdo contigo en la necesidad de evaluar impacto, sin embargo déjame compartir contigo algo de la experiencia que tengo luego de haber trabajado en la agencia de cooperación internacional en Chile (AGCID): los proyectos de cooperación sur-sur y triangular resultan particularmente de evaluar en cuanto a su impacto, ya que los beneficios para los países involucrados suelen incorporar diversas esferas y verse a largo plazo, son de difícil y cara medición, y no son siempre evidentes. Como ejemplo te comento que los proyectos de cooperación ayudan a la creación de redes de contacto que posteriormente facilitan el trabajo y la preparación para y en reuniones, esto es como ya comentaba, muy difícil de medir. Por lo anterior, me gustaría invitar a Chile a aceptar la actividad tal como está propuesta.

Guatemala: Guatemala reitera el reconocimiento a la actual Secretaría de CCLAC en el esfuerzo por integrar todas las ideas planteadas por los miembros, tarea que de por sí es ya extenuante. Nos parece, de manera general, un buen trabajo y solamente se quiere insistir en la posibilidad de establecer indicadores medibles para las actividades planteadas para estar en la capacidad de evaluar el grado de cumplimiento de cada una de ellas. Entendiendo el contexto en el cual se ejecutarán las mismas pues hay un plazo definido para su cumplimiento (año 2021) así como un supuesto que dependerá directamente de los recursos, de las gestiones, de la dinámica y hasta de la voluntad política de cada miembro para realizar las actividades propuestas. El mecanismo de información está bien identificado, es decir el reporte de cada país a CCLAC para integrar un informe regional. Pero será necesario aclarar si la medición de éxito se estará fundando solamente en el porcentaje de los miembros que ejecutan actividades, siendo 33 miembros el 100%, como ya se ha realizado en las respuestas a las encuestas; o más bien se estará haciendo una evaluación comparativa con lo realizado en el plan 2014 – 2019; o una comparación con lo realizado por las otras regiones del Codex. Esta medición servirá también para detectar acciones correctivas que se puedan aplicar en la ejecución del plan, quizás no tanto como la medición de impacto como fue expuesto por Chile, más bien contar con la posibilidad de tener opciones de mejora en el corto plazo para un mejor desempeño.

Uruguay: Estimados

Agradecemos el esfuerzo realizado al presidente del CCLAC y la secretaria del Codex por trabajo realizado respecto al punto 7.2

En general compartimos las conclusiones y solicitamos, en la medida de lo posible, se tome también en cuenta la Meta 1 y las actividades asociadas.

Saludos Cordiales

CCLAC Chairperson: Quisiera agradecer nuevamente a todos aquellos que han participado mediante sus comentarios y también a quienes le han dado seguimiento a este tema, aun cuando no hayan opinado (sabemos que son muchos, pues al momento de redactar esta conclusión, este tema ha tenido 77 vistas). Como verán, mantuve en esta ocasión todos los plazos hasta el 2021, próxima reunión del CCLAC, pero estaré atento a sus opiniones sobre este punto

Considerando los aportes realizados por Chile, Costa Rica, Guatemala y Uruguay, me permito presentarles una segunda versión de las conclusiones para su consideración:

El comité tomó nota de los aportes de los distintos países en relación a la priorización de las metas y propuesta de actividades a incluir en la implementación regional del Plan estratégico del Codex 2020 - 2025, y decidió incluir las metas 1, 2 y 4, implementadas a través de 9 actividades a continuación detalladas:

Meta 1: Abordar de forma oportuna cuestiones actuales, nuevas y decisivas.

Objetivo 1.1: determinar las necesidades y las nuevas cuestiones

Actividad propuesta 1.1.1: Documentar claramente en el informe las cuestiones nuevas de la región e incluir priorización (objetivo 1.2) y las medidas de seguimiento.

- Justificación: resulta importante darle seguimiento a los temas priorizados en las reuniones CCLAC
- Responsable: Coordinador CCLAC y Secretaría Codex en base resultados obtenidos en reuniones del CCLAC, en específico en el tema de agenda conocido como “situación de la inocuidad y la calidad de los alimentos en los países de la región: cuestiones nuevas y actuales que se plantean en la región.” Y a la circulación oportuna de la encuesta para levantar esta información.
- Realización prevista: 2020 -2021
- Mecanismo de suministro de información: documentos circulados a los miembros: Carta circular, documento correspondiente a la presentación del tema en la reunión del CCLAC.

Objetivo 1.2: establecer el orden de prioridad de las necesidades y las nuevas cuestiones

Actividad propuesta 1.2.1: priorizar a lo más dos de los temas identificados de común interés para la región y determinar sus actividades de seguimiento

- Justificación: los temas identificados deben ser priorizados, de manera de atenderlos en forma oportuna y eficiente.
- Responsable: Coordinador CCLAC y Secretaría Codex
- Realización prevista: 2020 -2021
- Mecanismo de administración de información: reporte CCLAC22 con temas identificados y actividades propuestas

Meta 2: Elaborar normas fundadas en la ciencia y en los principios de análisis de riesgos del Codex.

Objetivo 2.1: Usar sistemáticamente el asesoramiento científico de acuerdo con los principios de análisis de riesgos del Codex

Actividad propuesta 2.1.1: Llevar a cabo actividades de apoyo para la mejor comprensión de los grupos de asesoramiento científico y el análisis de riesgos en Codex mediante la realización de un curso on- line u otras herramientas de capacitación tales como videoconferencias o talleres presenciales.

- Justificación de las actividades propuestas: mejorar la comprensión del uso del asesoramiento científico y ayude a facilitar el acceso e intercambio de información entre los expertos y evaluadores de riesgo de la Región.
- Parte responsable o principal: Coordinador regional, y Secretaría del Codex
- Realización prevista: 2021-2022
- Mecanismo de administración de información: Reporte del curso a CCLAC22

Actividad propuesta 2.1.2: Elevar preocupaciones en todas las instancias del Codex Alimentarius, desde Comités de productos y de asuntos generales, hasta la Comisión y el CCEXEC, cuando se proponga la detención o entorpezca el avance de normas que cuentan con sólidos sustentos científicos.

- Justificación de las actividades propuestas: las normas del Codex son un referente para aquellos países que tienen dificultad para desarrollar muchas de las evaluaciones y análisis necesarios para establecer regulaciones para inocuidad y calidad alimentaria. Adicionalmente reflejan el compromiso de los miembros del Codex con el multilateralismo y el comercio internacional de alimentos. Todo lo anterior tiene su base en la ciencia como un lenguaje neutro, objetivo, predecible y basado en evidencia.

- Realización prevista: 2020 -2021
- Parte responsable o principal: Todos los países miembros del CCLAC, liderados por el coordinador regional
- Mecanismo de suministración de información: reporte CCLAC21 de posiciones coordinadas realizadas en las reuniones plenarias del Codex y uso adecuado de las posiciones regionales que figuren en el reporte del CCLAC

Objetivo 2.2: Promover la presentación y utilización de datos representativos a nivel mundial en la elaboración y el examen de las normas del Codex

Actividad propuesta 2.2.1: Generar, recopilar, identificar, promover, e intercambiar bases de datos y redes técnicas para la región.

- Justificación de las actividades propuestas: construir redes contribuye a la consolidación, fortalecimiento y expansión del capital profesional existente en la región.
- Realización prevista: 2020-2021
- Parte responsable o principal: Puntos Focales de países miembros, Coordinador Regional.
- Mecanismo de suministración de información: reporte a CCLAC22.

Objetivo 2.3: Promover el suministro de financiación suficiente y sostenible para los órganos de expertos que proporcionan asesoramiento científico.

Actividad propuesta 2.3.1: Realizar gestiones para asegurar que los delegados que asisten a reuniones de FAO/OMS, estén consientes del trabajo realizado por Codex, y sean efectivos en posicionar la inocuidad alimentaria en las agendas y reportes de FAO y OMS

- Justificación de las actividades propuestas: es necesario el apoyo concreto de FAO y OMS para seguir generando asesoramiento científico al Codex. FAO y OMS realizan su trabajo en base a las solicitudes de sus Miembros, las que se transmiten de manera oficial durante las reuniones de sus máximas instancias de coordinación, la Asamblea Mundial de la Salud para OMS y la Conferencia para la FAO.
- Realización prevista: 2020 -2021
- Parte responsable o principal: Coordinador regional, países miembros
- Mecanismo de suministración de información: Documentos de la FAO y la OMS sobre asesoramiento científico e informes de reuniones.

Meta 4: Favorecer la participación de todos los miembros del Codex a lo largo del proceso de establecimiento de normas.

Objetivo 4.1: Posibilitar estructuras nacionales sostenibles del Codex en todos los Estados miembros

Actividad propuesta 4.1.1: Favorecer la implementación de la herramienta diagnóstica desarrollada por el Codex (herramienta de postulación al fondo fiduciario), con el fin de identificar fortalezas, retos y oportunidades las estructuras nacionales del Codex.

- Justificación de las actividades propuestas: La herramienta diagnóstica es de gran utilidad para evaluar el grado desarrollo de la estructura nacional y para identificar medidas de acción (formulación de proyectos, desarrollo de procedimientos, entre otros) congruentes con sus condiciones y capacidades, lo cual aporta a la eficiencia y sostenibilidad la estructura.
- Realización prevista: 2020 - 2021
- Parte responsable o principal: países miembros y Secretaría del Codex y Coordinador regional como apoyo y seguimiento
- Mecanismo de suministración de información: reporte realizado al CCLAC 22 de países que han implementado la herramienta.

Objetivo 4.2: Aumentar la participación sostenible y activa de todos los miembros del Codex

Actividad propuesta 4.2.1: Fortalecer la participación de la región en las plataformas electrónicas del Codex (On Line Commenting System y Forum), de manera que cumplan con la función de aportar a la inclusividad en las discusiones del Codex.

- Justificación de las actividades propuestas: las herramientas electrónicas del Codex son una gran oportunidad para involucrarse en el proceso de toma de decisiones aún cuando no sea posible asistir a las plenarias, permite también acelerar el avance de normas y profundizar en temas entre reuniones. Sin embargo existe todavía la necesidad de que más países de la región utilicen esta herramienta.
- Realización prevista: 2020 -2021
- Parte responsable o principal: países miembros

- Mecanismo de suministración de información: reporte de países que saben manejar estas herramientas y países que han recibido asesoría desde la Secretaría del Codex.

Actividad propuesta 4.2.2: desarrollo de cooperación sur sur y triangular en la región de América Latina y el Caribe

- Justificación de las actividades propuestas: La cooperación sur-sur y triangular ha sido utilizada por la región desde hace años, y además de fortalecer técnicamente a las estructuras nacionales, sirve para robustecer políticamente el Codex a nivel nacional y construir redes que permiten articulaciones efectivas durante las reuniones plenarios. Destaca el apoyo recibido desde el IICA a través de sus programas de hermanamiento.
- Realización prevista: 2020 -2021
- Parte responsable o principal: países miembros, Coordinador regional, IICA, FAO, OPS/OMS.
- Mecanismo de suministración de información: reporte al CCLAC 22 de actividades de cooperación sur-sur y triangular realizadas

Quedo atento a sus comentarios, saludos

El Salvador: Estimado Sr. Presidente CCLAC 21 PARTE II

El Salvador agradece los esfuerzos realizados para poder concluir satisfactoriamente sobre el tema 7.2 CCLAC 21 PARTE II. A continuación remitimos comentarios sobre las actividades propuestas:

Meta 2: Elaborar normas fundadas en la ciencia y en los principios de análisis de riesgos del Codex.

Objetivo 2.1: Usar sistemáticamente el asesoramiento científico de acuerdo con los principios de análisis de riesgos del Codex

Actividad propuesta 2.1.1: Llevar a cabo actividades (Videoconferencias, cursos en línea, talleres presenciales, entre otros) de creación de capacidades técnicas para mejorar la comprensión sobre el asesoramiento científico y el análisis de riesgos en el desarrollo de textos del Codex.

Comentarios: El Salvador está de acuerdo con la actividad 2.1.1.

Solo deseamos consultar por la fecha propuesta de esta actividad, porque al realizar desde el 2021 y se alarga al 2022 si es correcto esta propuesta de fechas, hacemos notar que al realizar la CCLAC 22 estaría en proceso dicha actividad.

Actividad propuesta 2.1.2: Elevar preocupaciones en todas las instancias del Codex Alimentarius, desde Comités de productos y de asuntos generales, hasta la Comisión y el CCEXEC, cuando se proponga la detención o entorpezca el avance de normas que cuentan con sólidos sustentos científicos.

Comentarios: El Salvador está de acuerdo con la actividad propuesta, ya que se ha relacionado la meta con dicha actividad respecto a evitar que se detengan o entorpezca el avance de normas que tienen bases científicas.

Objetivo 2.2: Promover la presentación y utilización de datos representativos a nivel mundial en la elaboración y el examen de las normas del Codex

Actividad propuesta 2.2.1: Generar, recopilar, identificar, promover, e intercambiar bases de datos y redes técnicas para la región.

Comentario: El Salvador agradece la coordinación del Presidente y la Secretaría de CCLAC para dar continuidad al desarrollo del tema 7.2 de agenda.

Respecto a la actividad propuesta 2.2.1: Generar, recopilar, identificar, promover, e intercambiar bases de datos y redes técnicas para la región.

El Salvador observa que para llevar a cabo esta actividad se deben considerar los escenarios propios de cada país (limitación de recursos, estructuras organizativas y políticas nacionales), ya que para poder generar, recopilar e intercambiar datos pertinentes relativos al establecimiento de Normas y textos afines del Codex y de interés de los países de CCLAC, se debe promover en instancias nacionales (Laboratorios de Referencia, Ministerios Pertinentes y Redes de Laboratorios) la importancia de aportar en el proceso de elaboración de normas del Codex, su importancia en la salud pública y comercio internacional de Alimentos, en concordancia

con la actividad 2.2.3 del CX/LAC/19/21/CRD16 ya que se considera que antes de poder generar e intercambiar datos son necesarias actividades de promoción y concientización a los sectores pertinentes.

El Salvador propone modificar la actividad 2.2.1 ya que requiere recursos financieros y como se plantea, la actividad no es viable acompañar a CCLAC por no considerar la situación actual de algunos países miembros, se sugiere separar la actividad propuesta en dos:

a) Como primera fase: Identificar, recopilar, comunicar y promover la información sobre redes técnicas nacionales para consolidar posibles datos a nivel de región.

b) Como segunda fase: Identificar, generar, recopilar, intercambiar Bases de datos a nivel regional

Objetivo 2.3: Promover el suministro de financiación suficiente y sostenible para los órganos de expertos que proporcionan asesoramiento científico.

Actividad propuesta 2.3.1: Realizar gestiones para asegurar que los delegados que asisten a reuniones de FAO/OMS, estén conscientes del trabajo realizado por Codex, y sean efectivos en posicionar la inocuidad alimentaria en las agendas y reportes de FAO y OMS

El Salvador está de acuerdo con la actividad propuesta.

Meta 4: Favorecer la participación de todos los miembros del Codex a lo largo del proceso de establecimiento de normas.

Objetivo 4.1: Posibilitar estructuras nacionales sostenibles del Codex en todos los Estados miembros

Actividad propuesta 4.1.1: Favorecer la implementación de la herramienta diagnóstica desarrollada por el Codex (herramienta de postulación al fondo fiduciario), con el fin de identificar fortalezas, retos y oportunidades las estructuras nacionales del Codex.

El Salvador está de acuerdo con la actividad propuesta

Objetivo 4.2: Aumentar la participación sostenible y activa de todos los miembros del Codex

Actividad propuesta 4.2.1: Fortalecer la participación de la región en las plataformas electrónicas del Codex (On Line Commenting System y Forum), de manera que cumplan con la función de aportar a la inclusividad en las discusiones del Codex.

El Salvador está de acuerdo con la actividad propuesta

Actividad propuesta 4.2.2: desarrollo de cooperación sur sur y triangular en la región de América Latina y el Caribe

El Salvador está de acuerdo con la actividad propuesta

Ecuador: Estimados Presidente CCLAC Part 2, Secretaria del CCLAC y Secretaria del Codex.

Ecuador agradece por los esfuerzos realizados para incorporar todas las observaciones y presentar una conclusión que abarque todos los comentarios presentados por los países en este foro.

Queremos expresar nuestra conformidad y apoyo a esta nueva propuesta de conclusión en el tema 7.2.

Esta nos ayudan a tener claridad de las actividades específicas que debemos realizar en el transcurso de este corto tiempo para su implementación y ejecución.

Saludos Cordiales

CCLAC Chairperson: Gracias Claudia por tus comentarios a la conclusión del tema 7.2, y como bien dices la realización de la actividad 2.1.1 está prevista para 2020-2021, gracias por haberme alertado, estará arreglada para la conclusión final de mañana.

Sobre la actividad 2.2.1, comparto tu análisis de que es necesario considerar los escenarios propios de cada país, y que para generar, recopilar e intercambiar datos, se necesita de una estructura nacional sólida, de que los sectores pertinentes estén al tanto del Codex y de su importancia, es por esto que hemos hecho énfasis en la necesidad de continuar con la cooperación sur-sur para apoyar este proceso de concientización que mencionas como señalamos en la actividad 4.2.2.

Estamos en la región en una etapa inicial, en la que tenemos un gran espacio para generar, recopilar, promover e intercambiar datos y redes técnicas que nos permitan estar más coordinados y ser más efectivos en Codex. Esta actividad no implica que cada país tenga que hacer todo lo mencionado (generar, recopilar, promover e intercambiar), pero si es una invitación que realice al menos una de estas actividades, y comente el resultado de sus esfuerzos en la próxima reunión del CCLAC, ahí ya habremos avanzado en un primer pequeño, pero importante paso hacia una red de datos y expertos regional.

Me gustaría en esta etapa, no seguir poblando con más actividades este plan, pues va a resultar muy difícil avanzar en todas si sumamos más o si las vamos subdividiendo, por lo que me gustaría pedir el apoyo de El Salvador para dejar esta actividad como está planteada.

Muchas gracias por tus valiosos comentarios

Chile: Chile agradece al Presidente del CCLAC por elaborar una segunda conclusión, respecto a la cual manifestamos nuestra conformidad con las actividades propuestas, sólo tenemos unas pequeñas sugerencias de modificación para la actividad 1.1.1 de la Meta 1, tal como se señala a continuación:

Meta 1: Abordar de forma oportuna cuestiones actuales, nuevas y decisivas.

Objetivo 1.1: determinar las necesidades y las nuevas cuestiones

Actividad propuesta 1.1.1: Documentar claramente en el informe las cuestiones nuevas de la región e incluir priorización (objetivo 1.2) y las medidas de seguimiento.

Propuesta de modificación de la redacción de la actividad 1.1.1:

Actividad propuesta 1.1.1: Circular la encuesta para detectar las cuestiones nuevas de la región, de manera oportuna y con suficiente antelación a la 22ª reunión del CCLAC, con la finalidad de llegar al comité con propuestas de priorización y medidas de seguimiento.

En el apartado “Responsable”, sugerimos eliminar la última frase, ya que corresponde a parte de la actividad.

Saludos y gracias nuevamente por el trabajo realizado.

El Salvador: Estimado Presidente, El Salvador agradece la propuesta No. 2 de la Conclusión del tema 7.2 de CCLAC 21 PARTE II

Meta 1: Abordar de forma oportuna cuestiones actuales, nuevas y decisivas.

Objetivo 1.1: determinar las necesidades y las nuevas cuestiones

Sobre la Actividad 1.1.1, que se propone: Documentar claramente en el informe las cuestiones nuevas de la región e incluir priorización (objetivo 1.2) y las medidas de seguimiento, que corresponde a la Meta 1, objetivo 1.1.

El Salvador está de acuerdo con la actividad propuesta 1.1.1, ya que permitirá asegurar el seguimiento a las cuestiones emergentes relativas a la inocuidad y la calidad de los alimentos en los países de la región, también se sugiere que se establezcan plazos razonables para que los países miembros emitieran respuesta, información clara sobre las cuestiones que se quieren documentar y el establecimiento de criterio unificado para seleccionar los temas a priorizar.

Objetivo 1.2: establecer el orden de prioridad de las necesidades y las nuevas cuestiones

Actividad propuesta 1.2.1: priorizar a lo más dos de los temas identificados de común interés para la región y determinar sus actividades de seguimiento

El Salvador está de acuerdo con la actividad propuesta 1.2.1. ver comentarios en actividad 1.1.1

Sobre la Actividad propuesta 2.2.1: Generar, recopilar, identificar, promover, e intercambiar bases de datos y redes técnicas para la región, que corresponde a la Meta 2, objetivo 2.2

El Salvador agradece los comentarios y aclaraciones realizadas sobre la actividad 2.2.1 en ese sentido considerando lo expresado en cuanto a que esta actividad no implica que cada país tenga que hacer todo lo mencionado (generar, recopilar, promover e intercambiar), pero si es una invitación que realice al menos una de estas actividades, y comente el resultado de sus esfuerzos en la próxima reunión del CCLAC, El Salvador

manifiesta su apoyo a la mencionada actividad. Y sugiere agregar al final de la redacción de la actividad el siguiente texto “ Generar....región, en la medida de sus posibilidades”

Bolivia: Estimado Presidente.

Primeramente el Estado Plurinacional de Bolivia agradece a su presidencia por los esfuerzos que viene realizando en consolidar e incorporar todos los comentarios, en la medida que sea posible, lamentablemente no hemos podido participar en semanas anteriores en el punto 7.1, sin embargo estamos retomando el tema, en esta oportunidad en cuanto al tema 7.2 que nos parece bastante importante y consideramos que los esfuerzos se encuentran centralizados en poder establecer una conclusión acorde sobre este tema.

Es en ese sentido que damos de acuerdo a la revisión realizada, estamos de acuerdo con la segunda redacción en cuanto a la CONCLUSIÓN DEL TEMA 7.2

Evidentemente los tiempos son cortos pero consideramos que con un máximo esfuerzo pueden ser cumplidos en su gran mayoría antes de CCLAC 22

Les mandamos nuestros saludos.

CCLAC Chairperson: Muchas gracias a todos por sus intervenciones, me alegro Bolivia se haya incorporado a la plataforma y nos acompañe desde ahora en adelante.

Luego de revisar los comentarios a mi segunda propuesta, comentarios enviados por Chile, El Salvador, Ecuador, Bolivia, les presento la última versión de las conclusiones. En esta etapa en que ya llevamos dos semanas, nos deberíamos enfocar en corregir errores de tipeo u omisiones menores de algún tema, y no seguir introduciendo cambios mayores al texto.

Les presento entonces las conclusiones que serán incorporadas en el reporte del CCLAC parte II:

Conclusión

El comité tomó nota de los aportes de los distintos países en relación a la priorización de las metas y propuesta de actividades a incluir en la implementación regional del Plan estratégico del Codex 2020 - 2025, y decidió incluir las metas 1, 2 y 4, implementadas a través de 9 actividades a continuación detalladas:

Meta 1: Abordar de forma oportuna cuestiones actuales, nuevas y decisivas.

Objetivo 1.1: determinar las necesidades y las nuevas cuestiones

Actividad propuesta 1.1.1: Circular la encuesta para detectar las cuestiones nuevas para la región, de manera oportuna y con suficiente antelación a la 22a reunión del CCLAC, con la finalidad de llegar al comité con propuestas de priorización y medidas de seguimiento.

- Justificación: resulta importante darle seguimiento a los temas priorizados en las reuniones CCLAC, y de esta manera hacer un uso eficiente de este tema de agenda.
- Responsable: Coordinador CCLAC y Secretaría Codex en base resultados obtenidos en reuniones del CCLAC, en específico en el tema de agenda conocido como “situación de la inocuidad y la calidad de los alimentos en los países de la región: cuestiones nuevas y actuales que se plantean en la región”.
- Realización prevista: 2020 -2021
- Mecanismo de suministro de información: documentos circulados a los miembros: Carta circular, documento correspondiente a la presentación del tema en la reunión del CCLAC.

Objetivo 1.2: establecer el orden de prioridad de las necesidades y las nuevas cuestiones

Actividad propuesta 1.2.1: priorizar a lo más dos de los temas identificados de común interés para la región y determinar sus actividades de seguimiento

- Justificación: los temas identificados deben ser priorizados, de manera de atenderlos en forma oportuna y eficiente.
- Responsable: Coordinador CCLAC y Secretaría Codex
- Realización prevista: 2020 -2021
- Mecanismo de administración de información: reporte CCLAC22 con temas identificados y actividades propuestas

Meta 2: Elaborar normas fundadas en la ciencia y en los principios de análisis de riesgos del Codex.

Objetivo 2.1: Usar sistemáticamente el asesoramiento científico de acuerdo con los principios de análisis de riesgos del Codex

Actividad propuesta 2.1.1: Llevar a cabo actividades de apoyo para la mejor comprensión de los grupos de asesoramiento científico y el análisis de riesgos en Codex mediante la realización de un curso on-line u otras herramientas de capacitación tales como videoconferencias o talleres presenciales.

- Justificación de las actividades propuestas: mejorar la comprensión del uso del asesoramiento científico y ayude a facilitar el acceso e intercambio de información entre los expertos y evaluadores de riesgo de la Región.
- Parte responsable o principal: Coordinador regional, y Secretaría del Codex
- Realización prevista: 2020-2021
- Mecanismo de suministración de información: Reporte del curso a CCLAC22

Actividad propuesta 2.1.2: Elevar preocupaciones en todas las instancias del Codex Alimentarius, desde Comités de productos y de asuntos generales, hasta la Comisión y el CCEXEC, cuando se proponga la detención o entorpezca el avance de normas que cuentan con sólidos sustentos científicos.

- Justificación de las actividades propuestas: las normas del Codex son un referente para aquellos países que tienen dificultad para desarrollar muchas de las evaluaciones y análisis necesarios para establecer regulaciones para inocuidad y calidad alimentaria. Adicionalmente reflejan el compromiso de los miembros del Codex con el multilateralismo y el comercio internacional de alimentos. Todo lo anterior tiene su base en la ciencia como un lenguaje neutro, objetivo, predecible y basado en evidencia.
- Realización prevista: 2020 -2021
- Parte responsable o principal: Todos los países miembros del CCLAC, liderados por el coordinador regional
- Mecanismo de suministración de información: reporte CCLAC21 de posiciones coordinadas realizadas en las reuniones plenarias del Codex y uso adecuado de las posiciones regionales que figuren en el reporte del CCLAC

Objetivo 2.2: Promover la presentación y utilización de datos representativos a nivel mundial en la elaboración y el examen de las normas del Codex

Actividad propuesta 2.2.1: Generar, recopilar, identificar, promover, e intercambiar, en la medida de lo posible, bases de datos y redes técnicas para la región.

- Justificación de las actividades propuestas: construir redes contribuye a la consolidación, fortalecimiento y expansión del capital profesional existente en la región.
- Realización prevista: 2020-2021
- Parte responsable o principal: Puntos Focales de países miembros, Coordinador Regional.
- Mecanismo de suministración de información: reporte a CCLAC22.

Objetivo 2.3: Promover el suministro de financiación suficiente y sostenible para los órganos de expertos que proporcionan asesoramiento científico.

Actividad propuesta 2.3.1: Realizar gestiones para asegurar que los delegados que asisten a reuniones de FAO/OMS, estén consientes del trabajo realizado por Codex, y sean efectivos en posicionar la inocuidad alimentaria en las agendas y reportes de FAO y OMS

- Justificación de las actividades propuestas: es necesario el apoyo concreto de FAO y OMS para seguir generando asesoramiento científico al Codex. FAO y OMS realizan su trabajo en base a las solicitudes de sus Miembros, las que se transmiten de manera oficial durante las reuniones de sus máximas instancias de coordinación, la Asamblea Mundial de la Salud para OMS y la Conferencia para la FAO.
- Realización prevista: 2020 -2021
- Parte responsable o principal: Coordinador regional, países miembros
- Mecanismo de suministración de información: Documentos de la FAO y la OMS sobre asesoramiento científico e informes de reuniones.

Meta 4: Favorecer la participación de todos los miembros del Codex a lo largo del proceso de establecimiento de normas.

Objetivo 4.1: Posibilitar estructuras nacionales sostenibles del Codex en todos los Estados miembros

Actividad propuesta 4.1.1: Favorecer la implementación de la herramienta diagnóstica desarrollada por el Codex (herramienta de postulación al fondo fiduciario), con el fin de identificar fortalezas, retos y oportunidades las estructuras nacionales del Codex.

- Justificación de las actividades propuestas: La herramienta diagnóstica es de gran utilidad para evaluar el grado de desarrollo de la estructura nacional y para identificar medidas de acción (formulación de proyectos, desarrollo de procedimientos, entre otros) congruentes con sus condiciones y capacidades, lo cual aporta a la eficiencia y sostenibilidad la estructura.
- Realización prevista: 2020 - 2021
- Parte responsable o principal: países miembros y Secretaría del Codex y Coordinador regional como apoyo y seguimiento
- Mecanismo de suministración de información: reporte realizado al CCLAC 22 de países que han implementado la herramienta.

Objetivo 4.2: Aumentar la participación sostenible y activa de todos los miembros del Codex

Actividad propuesta 4.2.1: Fortalecer la participación de la región en las plataformas electrónicas del Codex (On Line Commenting System y Forum), de manera que cumplan con la función de aportar a la inclusividad en las discusiones del Codex.

- Justificación de las actividades propuestas: las herramientas electrónicas del Codex son una gran oportunidad para involucrarse en el proceso de toma de decisiones aún cuando no sea posible asistir a las plenarios, permite también acelerar el avance de normas y profundizar en temas entre reuniones. Sin embargo existe todavía la necesidad de que más países de la región utilicen esta herramienta.
- Realización prevista: 2020 -2021
- Parte responsable o principal: países miembros
- Mecanismo de suministración de información: reporte de países que saben manejar estas herramientas y países que han recibido asesoría desde la Secretaría del Codex.

Actividad propuesta 4.2.2: desarrollo de cooperación sur sur y triangular en la región de América Latina y el Caribe

- Justificación de las actividades propuestas: La cooperación sur-sur y triangular ha sido utilizada por la región desde hace años, y además de fortalecer técnicamente a las estructuras nacionales, sirve para robustecer políticamente el Codex a nivel nacional y construir redes que permiten articulaciones efectivas durante las reuniones plenarios. Destaca el apoyo recibido desde el IICA a través de sus programas de hermanamiento.
- Realización prevista: 2020 -2021
- Parte responsable o principal: países miembros, Coordinador regional, IICA, FAO, OPS/OMS.
- Mecanismo de suministración de información: reporte al CCLAC 22 de actividades de cooperación sur-sur y triangular realizadas

Cuba: Cuba agradece al CCLAC por elaborar una segunda conclusión, con la cual estamos en principio de acuerdo con las actividades propuestas, consideramos muy oportuno este forum como iniciativa del CCLAC en tratar de abordar los temas que por razones de todos conocidas no se pudieron discutir en la 21 Reunion del CCLAC.

CCLAC Chairperson: Muchas gracias Félix.

Saludos!

Chile: Estimado Presidente del CCLAC,

Chile apoya la conclusión propuesta.

Finalmente, agradecemos el esfuerzo por considerar y adaptar las opiniones de los Miembros, y también por el trabajo realizado por el equipo de la coordinación del CCLAC.

Saludos

El Salvador: Estimado Presidente CCLAC :

El Salvador apoya la conclusión final propuesta para el tema 7.2 de agenda.

Agradecemos el esfuerzo realizado por la Secretaria CCLAC en este comité por correspondencia.

Atte.

Dominican Republic: Distinguido Presidente CCLAC:

República Dominicana, le agradece por la labor desarrollada para el consenso al tema 7.2 en la CCLAC21 PARTE II y posterior presentación de la Conclusión final al tema 7.2, la cual apoyamos totalmente.

Atentamente.

CCLAC Chairperson: Muchas gracias a todos por haber participado de manera tan activa y constructiva, hemos entonces finalizado el tema 7.2 de agenda con sus conclusiones, por lo que este foro se cerrará a comentarios.

Saludos

CCLAC Chairperson: Estimados miembros, tal como señalé en el correo enviado el día de ayer a los puntos de contacto, estaremos revistiendo brevemente las conclusiones del tema 7.2, ya que olvidamos incluir los resultados esperados para el período 2020-2021.

A continuación pongo las conclusiones tal como estaba antes, destacando las nuevas adiciones en los cuadros amarillos

“de esta forma”

Conclusión

CCLAC21 parte II tomó nota de las contribuciones de los distintos países en relación con la priorización de las metas y actividades propuestas que se incluirán en la implementación regional del Plan Estratégico 2020-2025 del Codex, y decidió incluir los Objetivos 1, 2 y 4, implementados a través de las siguientes actividades:

Meta 1: Abordar de forma oportuna cuestiones actuales, nuevas y decisivas.

Objetivo 1.1: Determinar las necesidades y las cuestiones emergentes.

Actividad 1.1.1: Circular la encuesta para detectar las cuestiones nuevas para la región, de manera oportuna y con suficiente antelación a la CCLAC22, con la finalidad de llegar al Comité con propuestas de priorización y medidas de seguimiento.

- Justificación para las actividades propuestas: Resulta importante darle seguimiento a los temas priorizados en las reuniones del CCLAC, y de esta manera hacer un uso eficiente de este tema de agenda.
- Responsables: Coordinador del CCLAC y Secretaría del Codex en base a los resultados obtenidos en las reuniones del CCLAC, en específico en el tema de la agenda conocido como “Situación de la inocuidad y la calidad de los alimentos en los países de la región: cuestiones actuales y emergentes de la región”.

“Resultados esperados para 2020-2021: Luego de una distribución oportuna, el 80% de los Miembros han contribuido al informe sobre las nuevas cuestiones de calidad e inocuidad de los alimentos en la región.”

- Mecanismo de suministro de información: Documentos circulados a los Miembros: Carta Circular, documentos correspondientes a la presentación del tema en la reunión del CCLAC.

Objetivo 1.2: Establecer el orden de prioridad de las necesidades y las cuestiones emergentes.

Actividad 1.2.1: Priorizar a lo más dos de los temas identificados de común interés para la región y determinar sus actividades de seguimiento.

- Justificación para las actividades propuestas: Los temas identificados deben ser priorizados, de manera de atenderlos en forma oportuna y eficiente.
- Responsables: Coordinador del CCLAC y Secretaría del Codex.

“Resultados esperados para 2020-2021: El plan de acción para el seguimiento de las dos áreas priorizadas se desarrolla y se presenta en la CCLAC22 y a los Miembros para su seguimiento.”

- Mecanismo de suministro de información: Reporte CCLAC22 con temas identificados y actividades propuestas.

Meta 2: Elaborar normas fundadas en la ciencia y en los principios de análisis de riesgos del Codex.

Objetivo 2.1: Usar sistemáticamente el asesoramiento científico de acuerdo con los principios de análisis de riesgos del Codex.

Actividad 2.1.1: Llevar a cabo actividades de apoyo para la mejor comprensión de los grupos de asesoramiento científico y el análisis de riesgos en Codex mediante la realización de un curso on- line u otras herramientas de capacitación tales como videoconferencias o talleres presenciales.

- Justificación para las actividades propuestas: mejorar la comprensión del uso del asesoramiento científico y ayudar a facilitar el acceso e intercambio de información entre expertos y evaluadores de riesgos en la Región.
- Responsables: Coordinador del CCLAC y Secretaría del Codex.

“Resultados esperados para 2020-2021: Todos los miembros han participado en un seminario web sobre asesoramiento científico y la labor del Programa Conjunto FAO/OMS sobre el suministro de asesoramiento científico.”

- Mecanismo de suministro de información: Reporte del curso a la CCLAC22.

Actividad 2.1.2: Elevar preocupaciones en todas las instancias del Codex Alimentarius, desde Comités de productos y de asuntos generales, hasta la Comisión y el CCEXEC, cuando se proponga la detención o entorpezca el avance de normas que cuentan con sólidos sustentos científicos.

- Justificación para las actividades propuestas: Las normas del Codex son un referente para aquellos países que tienen dificultad para desarrollar muchas de las evaluaciones y análisis necesarios para establecer regulaciones para inocuidad y calidad alimentaria. Adicionalmente reflejan el compromiso de los Miembros del Codex con el multilateralismo y el comercio internacional de alimentos. Todo lo anterior tiene su base en la ciencia como un lenguaje neutro, objetivo, predecible y basado en evidencia.

“Resultados esperados para 2020-2021: Los países Miembros han reiterado la importancia de la ciencia en el proceso de establecimiento de normas del Codex, como se señala en los informes pertinentes de los distintos Comités.”

- Responsables: Todos los países miembros del CCLAC, liderados por el Coordinador del CCLAC.
- Mecanismo de suministro de información: Reporte del CCLAC21 de posiciones coordinadas realizadas en las sesiones plenarias del Codex y uso adecuado de las posiciones regionales que figuren en el reporte del CCLAC.

Objetivo 2.2: Promover la presentación y utilización de datos representativos a nivel mundial en la elaboración y el examen de las normas del Codex.

Actividad 2.2.1: Generar, recopilar, identificar, promover, e intercambiar, en la medida de lo posible, bases de datos y redes técnicas para la región.

- Justificación para las actividades propuestas: Construcción de redes que contribuyen a la consolidación, fortalecimiento y expansión del capital profesional existente en la región.

“Resultados esperados para 2020-2021: Se identifican y fortalecen las redes regionales para promover y facilitar la recopilación de datos.”

- Responsables: Puntos Focales de los países Miembros, Coordinador Regional.
- Mecanismo de suministro de información: Reporte a la CCLAC22.

Objetivo 2.3: Promover el suministro de financiación suficiente y sostenible para los órganos de expertos que proporcionan asesoramiento científico.

Actividad 2.3.1: Realizar gestiones para asegurar que los delegados que asisten a reuniones de FAO/OMS, estén consientes del trabajo realizado por Codex, y sean efectivos en posicionar la inocuidad alimentaria en las agendas y reportes de FAO y OMS:

- Justificación para las actividades propuestas: Es necesario el apoyo concreto de FAO y OMS para seguir generando asesoramiento científico al Codex, FAO y OMS realizan su trabajo en base a las solicitudes de sus Miembros, las que se transmiten de manera oficial durante las reuniones de sus máximas instancias de coordinación, la Asamblea Mundial de la Salud para OMS y la Conferencia para la FAO.

“Resultados esperados para 2020-2021: Miembros del CCLAC señalan en las reuniones de FAO/OMS, la importancia del trabajo del Codex y la necesidad de asesoramiento científico para su correcto funcionamiento.”

- Responsables: Coordinador Regional, países Miembros.
- Mecanismos de suministro de información: Documentos de la FAO y la OMS sobre asesoramientos científico e informes de reuniones.

Meta 4: Favorecer la participación de todos los miembros del Codex a lo largo del proceso de establecimiento de normas.

Objetivo 4.1: Posibilitar estructuras nacionales sostenibles del Codex en todos los Estados miembros.

Actividad 4.1.1: Favorecer la implementación de la herramienta diagnóstica desarrollada por el Codex (herramienta de postulación al fondo fiduciario), con el fin de identificar fortalezas, retos y oportunidades las estructuras nacionales del Codex.

- Justificación para las actividades propuestas: La herramienta diagnóstica es de gran utilidad para evaluar el grado de desarrollo de la estructura nacional y para identificar medidas de acción (formulación de proyectos, desarrollo de procedimientos, entre otros) congruentes con sus condiciones y capacidades, lo cual aporta a la eficiencia y sostenibilidad de la estructura.

“Resultados esperados para 2020-2021: 25% de los Miembros de la región han implementado e informado sobre el uso de la Herramienta de Diagnóstico al CCLAC22.”

- Responsables: Países Miembros, Secretaría del Codex y Coordinador Regional como apoyo y seguimiento.
- Mecanismo de suministro de información: Reporte realizado al CCLAC22 de los países que han implementado la herramienta.

Objetivo 4.2: Aumentar la participación sostenible y activa de todos los miembros del Codex.

Actividad 4.2.1: Fortalecer la participación de la región en las plataformas electrónicas del Codex (On Line Commenting System y Forum), de manera que cumplan con la función de aportar a la inclusividad en las discusiones del Codex.

- Justificación para las actividades propuestas: Las herramientas electrónicas del Codex son una gran oportunidad para involucrarse en el proceso de toma de decisiones, aun cuando no sea posible asistir a las sesiones plenarias, permite también acelerar el avance de normas y profundizar en temas entre reuniones. Sin embargo, existe todavía la necesidad de que más países de la Región utilicen esta herramienta.

“Resultados esperados para 2020-2021: Aumento del 10% en la participación de los Miembros de la región en el EWG y en el uso de la OCS.”

- Responsables: Países Miembros
- Mecanismos de suministro de información: Reporte de países que saben manejar estas herramientas y países que han recibido asesoría de la Secretaría del Codex.

Actividad 4.2.2: Desarrollo de cooperación Sur – Sur y triangular en la región de América Latina y el Caribe

- Justificación para las actividades propuestas: La Cooperación Sur – Sur y triangular ha sido utilizada por la región desde hace años, y además de fortalecer técnicamente las estructuras nacionales, sirve para robustecer políticamente el Codex a nivel nacional y construir redes que permiten articulaciones efectivas durante las reuniones de plenarias. Destaca el apoyo recibido del IICA a través de sus programas de hermanamiento.

“Resultados esperados para 2020-2021: El 25% de los Miembros de la región han implementado y notificado actividades de Cooperación Sur-Sur para fortalecer la participación en el Codex y el uso de normas del Codex.”

- Responsables: Países Miembros, Coordinador Regional, IICA, FAO, OPS/OMS
- Mecanismos de suministro de información; Reporte al CCLAC22 de actividades de cooperación Sur – Sur y triangulares realizadas.

Uruguay: Agradecemos la nueva versión de conclusiones del 7.2.

Hacemos llegar algunas sugerencias :

Objetivo 1.1: Determinar las necesidades y las cuestiones emergentes.

Actividad 1.1.1: Circular la encuesta para detectar las cuestiones nuevas para la región, de manera oportuna y con suficiente antelación a la reunión CCLAC22,

Eliminar: con la finalidad de llegar al Comité con propuestas de priorización y medidas de seguimiento.

comentarios: no es parte de una actividad, sino parte de la justificación.

Agregar en: "justificación....agenda. Con esta actividad se busca llegar a la reunión del Comité con propuestas de priorización de temas y medidas de seguimiento.

Comentarios: se agrega la frase retirada en el otro párrafo.

- Mecanismos de suministro de información:

Redacción propuesta: Mecanismo de suministro de información: Documentos circulados a los Miembros: Carta Circular que contenga la encuesta, documentos correspondientes a la presentación del tema en la reunión del CCLAC

Actividad 2.2.1:

Donde dice "Generar, recopilar, identificar, promover, e intercambiar, en la medida de lo posible, bases de datos y redes técnicas para la región."

Sugerimos: "Promover la generación e intercambio de bases de datos nacionales o regionales y el intercambio entre redes técnicas de los países miembros del CCLAC"

Donde dice: "Justificación"

Sugerimos: Justificación para las actividades propuestas: Construcción y fortalecimiento de redes que contribuyan a la consolidación, fortalecimiento y expansión del capital profesional existente en la región. Disponer de bases de datos con información de los países miembros de la región que sirvan como insumo para los trabajos de los distintos comités.

Resultados esperados para 2020-2021: Se identifican las redes regionales y se promueve el intercambio entre ellas y se promueve la generación, mejora de bases de datos nacionales o regionales.

- Responsables: Puntos Focales de los países Miembros, países miembros, Coordinador Regional

Justificación: El coordinador regional y puntos focales no podrían ser responsables ya que coordinan, los responsables son las autoridades de los países miembros. Coordinador y punto focal pueden promover a las autoridades.

Objetivo 4.1:

Donde dice: "Posibilitar"

se sugiere: "Promover"

Paraguay: Paraguay apoya las Conclusiones para el tema 7.2 de la Agenda y agradece a la Presidencia del CCLAC por los esfuerzos realizados para tratar todos los temas que quedaron pendientes en la pasada reunión del CCLAC.

Ecuador: Ecuador agradece a la Presidencia del CCLAC 21 Part II, por todos los esfuerzos realizados para presentar las nuevas propuestas de conclusiones con la inclusión de los resultados, nuestro país está de acuerdo y conforme con dichas propuestas.

Atentamente,

Costa Rica: Costa Rica felicita a la Coordinación del CCLAC y la Secretaria del Codex por el arduo trabajo y el esfuerzo realizado para que hoy contemos con conclusiones en los diferentes temas debatidos bajo esta modalidad, que reflejan claramente nuestras preocupaciones y nuestros aportes. Finalmente, Costa Rica apoya las conclusiones planteadas en el tema 7.2.

Atentos saludos.

Brazil: Brasil quisiera unirse a los países que agradecieron los esfuerzos realizados por la Presidencia de CCLAC para tratar los temas pendientes de la reunión presencial. Nosotros apoyamos las conclusiones propuestas para el tema 7.2.

Saludos,

Guatemala: Guatemala, reconoce nuevamente el buen trabajo realizado por la actual coordinación de CCLAC y de manera general apoya la redacción de las conclusiones 7.2. Especialmente, es de notable valor que se estén agregando los resultados esperados para el período 2020-2011, pues nos dan una mejor orientación hacia lo que se está buscando realizar y estar en capacidad de aplicar un seguimiento efectivo. No obstante, se sugieren las modificaciones siguientes:

Objetivo 2.1 y Actividad 2.1.1. Modificar las palabras “curso on-line” y “seminario web”, por la palabra “curso en línea”. Esto con la finalidad de uniformar el término y aplicar un buen uso del idioma español.

Objetivo 2.1 y Actividad 2.1.2. Resultados. Sugerimos la redacción siguiente: “La mayoría de los países miembros.” Esto en lugar de solamente “Los países miembros”.

Objetivo 4.2 y Actividad 4.2.1. De igual manera la palabra “On line Commenting System”, traducirla al español: “Sistema de comentarios en línea”; y en el apartado de resultados sugerimos un 25% de países, en lugar del 10% propuesto.

Reiteramos nuestro reconocimiento inicial. Saludos cordiales.

CCLAC Chairperson: Estimados miembros,

Los dejo con una versión corregida de las conclusiones para el tema 7.2 y hago énfasis en que en esta oportunidad estaremos evaluando sólo los resultados esperados, ya que previamente habíamos ya llegado a consenso para el resto de las conclusiones.

Meta 1: Abordar de forma oportuna cuestiones actuales, nuevas y decisivas.

1. Objetivo 1.1: Determinar las necesidades y las cuestiones emergentes.

- Actividad 1.1.1: Circular la encuesta para detectar las cuestiones nuevas para la región, de manera oportuna y con suficiente antelación a la CCLAC22.

- Justificación para las actividades propuestas: Resulta importante darle seguimiento a los temas priorizados en las reuniones del CCLAC, y de esta manera hacer un uso eficiente de este tema de agenda. Con esta actividad se busca llegar a la reunión del Comité con propuestas de priorización de temas y medidas de seguimiento.

- Responsables: Coordinador del CCLAC y Secretaría del Codex en base a los resultados obtenidos en las reuniones del CCLAC, en específico en el tema de la agenda conocido como “Situación de la inocuidad y la calidad de los alimentos en los países de la región: cuestiones actuales y emergentes de la región”.

“Resultados esperados para 2020-2021: Luego de la distribución oportuna, el 80% de los Miembros han contribuido al informe sobre las nuevas cuestiones de calidad e inocuidad de los alimentos en la región.”

- Mecanismo de suministro de información: Documentos circulados a los Miembros: Carta Circular, documentos correspondientes a la presentación del tema en la reunión del CCLAC.

2. Objetivo 1.2: Establecer el orden de prioridad de las necesidades y las cuestiones emergentes.

Actividad 1.2.1: Priorizar a lo más dos de los temas identificados de común interés para la región y determinar sus actividades de seguimiento.

- Justificación para las actividades propuestas: Los temas identificados deben ser priorizados, de manera de atenderlos en forma oportuna y eficiente.

- Responsables: Coordinador del CCLAC y Secretaría del Codex.

“Resultados esperados para 2020-2021: El plan de acción para el seguimiento de las dos áreas priorizadas se desarrolla y se presenta en la CCLAC22 y a los Miembros para su seguimiento.”

- Mecanismo de suministro de información: Reporte CCLAC22 con temas identificados y actividades propuestas.

Meta 2: Elaborar normas fundadas en la ciencia y en los principios de análisis de riesgos del Codex.

3. Objetivo 2.1: Usar sistemáticamente el asesoramiento científico de acuerdo con los principios de análisis de riesgos del Codex.

Actividad 2.1.1: Llevar a cabo actividades de apoyo para la mejor comprensión de los grupos de asesoramiento científico y el análisis de riesgos en Codex mediante la realización de un curso en línea u otras herramientas de capacitación tales como videoconferencias o talleres presenciales.

- Justificación para las actividades propuestas: mejorar la comprensión del uso del asesoramiento científico y ayudar a facilitar el acceso e intercambio de información entre expertos y evaluadores de riesgos en la Región.
- Responsables: Coordinador del CCLAC y Secretaría del Codex.

“Resultados esperados para 2020-2021: Todos los miembros han participado en un seminario web sobre asesoramiento científico y la labor del Programa Conjunto FAO/OMS sobre el suministro de asesoramiento científico.”

- Mecanismo de suministro de información: Reporte del curso a la CCLAC22.

Actividad 2.1.2: Elevar preocupaciones en todas las instancias del Codex Alimentarius, desde Comités de productos y de asuntos generales, hasta la Comisión y el CCEXEC, cuando se proponga la detención o entorpezca el avance de normas que cuentan con sólidos sustentos científicos.

- Justificación para las actividades propuestas: Las normas del Codex son un referente para aquellos países que tienen dificultad para desarrollar muchas de las evaluaciones y análisis necesarios para establecer regulaciones para inocuidad y calidad alimentaria. Adicionalmente reflejan el compromiso de los Miembros del Codex con el multilateralismo y el comercio internacional de alimentos. Todo lo anterior tiene su base en la ciencia como un lenguaje neutro, objetivo, predecible y basado en evidencia.

“Resultados esperados para 2020-2021: Los países Miembros han reiterado la importancia de la ciencia en el proceso de establecimiento de normas del Codex, como se señala en los informes pertinentes del Comité.”

- Responsables: Todos los países miembros del CCLAC, liderados por el Coordinador del CCLAC.
- Mecanismo de suministro de información: Reporte del CCLAC21 de posiciones coordinadas realizadas en las sesiones plenarias del Codex y uso adecuado de las posiciones regionales que figuren en el reporte del CCLAC.

4. Objetivo 2.2: Promover la presentación y utilización de datos representativos a nivel mundial en la elaboración y el examen de las normas del Codex.

Actividad 2.2.1: Generar, recopilar, identificar, promover, e intercambiar, en la medida de lo posible, bases de datos y redes técnicas para la región.

- Justificación para las actividades propuestas: Construcción y fortalecimiento de redes que contribuyen a la consolidación, fortalecimiento y expansión del capital profesional existente en la región que sirvan como insumo para los trabajadores de los distintos comités.

“Resultados esperados para 2020-2021: Se identifican y fortalecen las redes regionales para promover y facilitar la recopilación de datos”

- Responsables: Puntos Focales de los países Miembros, Coordinador Regional y países Miembros.
- Mecanismo de suministro de información: Reporte a la CCLAC22.

5. Objetivo 2.3: Promover el suministro de financiación suficiente y sostenible para los órganos de expertos que proporcionan asesoramiento científico.

Actividad 2.3.1: Realizar gestiones para asegurar que los delegados que asisten a reuniones de FAO/OMS, estén consientes del trabajo realizado por Codex, y sean efectivos en posicionar la inocuidad alimentaria en las agendas y reportes de FAO y OMS:

- Justificación para las actividades propuestas: Es necesario el apoyo concreto de FAO y OMS para seguir generando asesoramiento científico al Codex, FAO y OMS realizan su trabajo en base a las solicitudes de sus Miembros, las que se transmiten de manera oficial durante las reuniones de sus máximas instancias de coordinación, la Asamblea Mundial de la Salud para OMS y la Conferencia para la FAO.

“Resultados esperados para 2020-2021: Miembros del CCLAC señalan en las reuniones de FAO/OMS, la importancia del trabajo del Codex y la necesidad de asesoramiento científico para su correcto funcionamiento.”

- Responsables: Coordinador Regional, países Miembros.
- Mecanismos de suministro de información: Documentos de la FAO y la OMS sobre asesoramientos científico e informes de reuniones.

Meta 4: Favorecer la participación de todos los miembros del Codex a lo largo del proceso de establecimiento de normas.

Objetivo 4.1: Posibilitar estructuras nacionales sostenibles del Codex en todos los Estados miembros.

Actividad 4.1.1: Favorecer la implementación de la herramienta diagnóstica desarrollada por el Codex (herramienta de postulación al fondo fiduciario), con el fin de identificar fortalezas, retos y oportunidades las estructuras nacionales del Codex.

- Justificación para las actividades propuestas: La herramienta diagnóstica es de gran utilidad para evaluar el grado de desarrollo de la estructura nacional y para identificar medidas de acción (formulación de proyectos, desarrollo de procedimientos, entre otros) congruentes con sus condiciones y capacidades, lo cual aporta a la eficiencia y sostenibilidad de la estructura.

“Resultados esperados para 2020-2021: 25% de los Miembros de la región han implementado e informado sobre el uso de la Herramienta de Diagnóstico por CCLAC22.”

- Responsables: Países Miembros, Secretaría del Codex y Coordinador Regional como apoyo y seguimiento.
- Mecanismo de suministro de información: Reporte realizado al CCLAC22 de los países que han implementado la herramienta.

Objetivo 4.2: Aumentar la participación sostenible y activa de todos los miembros del Codex.

Actividad 4.2.1: Fortalecer la participación de la región en las plataformas electrónicas del Codex (Sistema de Comentarios en Línea y Forum), de manera que cumplan con la función de aportar a la inclusividad en las discusiones del Codex.

- Justificación para las actividades propuestas: Las herramientas electrónicas del Codex son una gran oportunidad para involucrarse en el proceso de toma de decisiones, aun cuando no sea posible asistir a las sesiones plenarias, permite también acelerar el avance de normas y profundizar en temas entre reuniones. Sin embargo, existe todavía la necesidad de que más países de la Región utilicen esta herramienta.

“Resultados esperados para 2020-2021: Aumento del 10% en la participación de los Miembros de la región en el EWG y en el uso de la OCS.”

- Responsables: Países Miembros
- Mecanismos de suministro de información: Reporte de países que saben manejar estas herramientas y países que han recibido asesoría de la Secretaría del Codex.

Actividad 4.2.2: Desarrollo de cooperación Sur – Sur y triangular en la región de América Latina y el Caribe

- Justificación para las actividades propuestas: La Cooperación Sur – Sur y triangular ha sido utilizada por la región desde hace años, y además de fortalecer técnicamente las estructuras nacionales, sirve para robustecer políticamente el Codex a nivel nacional y construir redes que permiten articulaciones efectivas durante las reuniones de plenarias. Destaca el apoyo recibido del IICA a través de sus programas de hermanamiento.

“Resultados esperados para 2020-2021: El 25% de los Miembros de la región han implementado y notificado actividades de Cooperación Sur-Sur para fortalecer la participación en el Codex y el uso de normas del Codex.”

- Responsables: Países Miembros, Coordinador Regional, IICA, FAO, OPS/OMS

• Mecanismos de suministro de información; Reporte al CCLAC22 de actividades de cooperación Sur – Sur y triangulares realizadas.

Uruguay: Sr Presidente

Compartimos las conclusiones publicadas el 9 de abril. Desde ya agradecemos todo el trabajo realizado en llevar adelante este trabajo por FORO, y lograr un informe de la región.

Saludos Cordiales

Chile: Estimado Presidente del CCLAC,

Chile esta de acuerdo con la propuesta corregida de conclusiones para el tema 7.2.

Atte.,

Paraguay: Estimados:

Paraguay esta de acuerdo con la propuesta de conclusión del tema 7.2 de fecha 9 de abril.

saludos cordiales

CCLAC Chairperson: Estimados miembros, me gustaría continuar con el sólido avance que hemos tenido en este foro, y les quería proponer cerrar el plazo para comentarios para el tema 7.2 (y 5) el día de mañana miércoles 15 de abril, hasta las 23.59 hora Chile.

Costa Rica: Estimado Coordinador CCLAC, Costa Rica apoya las conclusiones planteadas al tema 7.2. disponibles en esta plataforma el 9 de marzo.

Atentos saludos.

Brazil: Brasil reconoce nuevamente el esfuerzo realizado por la Presidencia de CCLAC y manifestamos el apoyo a las conclusiones del tema 7.2.

Ecuador: Ecuador agradece a la Presidencia del CCLAC 21 Part II, por todos los esfuerzos realizados para presentar las conclusiones incluido los resultados del Tema 7.2 y deseamos manifestar lo siguiente:

Nuestro país está de acuerdo con las conclusiones finales del tema 7.2 presentadas por la Presidencia del CCLAC, el 09 de abril del presente.

Atentamente,

CCLAC Chairperson: Muchas gracias a todos, doy entonces por aprobadas las conclusiones para el tema 7.2 del programa.

Saludos!

Panamá: Comienzo este escrito, agradeciendo a la Presidencia de CCLAC por el esfuerzo realizado en poder compartir cada uno de los temas aquí vertidos para bien de todos los miembros de la región.

Sin embargo, ha sido difícil la tarea, pero no imposible, Panamá reitera nuestro compromiso y apoyo a cada una de las gestiones del Codex, nos mantenemos ante momentos difíciles. Agradecemos la oportunidad de poder brindar nuestra opinión como país miembro del Codex Alimentarius.

Consideramos como país que cada una de las estrategias aquí expresadas recogen el sentir de la región.

Como lo han expresado nuestros compañeros, muchas de las actividades que aparecen propuestas tiene un objetivo importante para cada nación sin embargo dependerá de los recursos que estos puedan invertir y de la real importancia que le den a cada tema.

Panamá utilizará cada meta propuesta y tal cual han sido planteadas para adaptarlas a nuestra realidad de país. Cada elemento ha sido considerado de manera satisfactoria.

Panamá apoya las conclusiones que se han presentado en este Forum (Conclusiones 7.2).

Saludos cordiales y un fuerte abrazo a todos los miembros de CCLAC, gracias nuevamente por seguir este compromiso que aporta grandes beneficios para Panamá y el mundo.

CCLAC Chairperson: Gracias a todos, conclusiones adoptadas.

Saludos!

ANNEXE VI**Dans la langue d'origine uniquement****TRANSCRIPTION INTÉGRALE DES DÉBATS SUR LE POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR
(VINGT ET UNIÈME SESSION DU COMITÉ FAO/OMS DE COORDINATION
POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES – DEUXIÈME PARTIE)****Date et lieu de la prochaine session**

Codex Secretariat: Dear Members and Observers,

The Codex Secretariat would like to inform the participants that the next Session of CCLAC will be held in approximately two years' time. More detailed arrangements will be communicated to CCLAC Members following the appointment of the new Regional Coordinator by CAC43 and subsequent discussions between the Coordinator and the Codex Secretariat.

Estimados miembros y observadores,

La Secretaría del Codex desea informar a los participantes que la próxima reunión del CCLAC se celebrará dentro de aproximadamente dos años. Se comunicarán a los miembros del CCLAC disposiciones más detalladas tras el nombramiento del nuevo Coordinador Regional en la CAC43 y los siguientes temas de debates entre el Coordinador y la Secretaría del Codex.